



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de la Gironde

Communauté
de Communes
du Pays Foyen



CONTRAT DE VILLE DU QUARTIER BOURG 2015-2020

TABLE DES MATIERES

CONTRAT DE VILLE DU QUARTIER BOURG: 7 articles.....	3
PARTIE 1 : PRESENTATION DU CONTRAT ET GOUVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE.....	9
I) Préambule.....	10
II) Gouvernance du contrat de ville.....	13
A) Modalité de pilotage.....	13
1) Comité de pilotage.....	13
2) Comité technique.....	13
3) Conseil Citoyen.....	13
B) L'ingénierie.....	15
C) Suivi et animation.....	15
D) Les engagements des signataires.....	16
PARTIE 2 : PRESENTATION DU TERRITOIRE.....	29
PARTIE 3 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET PROGRAMME STRATEGIQUE LOCAL OU STRATEGIE URBAINE INTEGREE.....	33
I) Diagnostic territorial.....	34
II) Programme stratégique local ou stratégie urbain intégrée.....	84
A) Contexte et enjeux du territoire.....	84
B) Objectifs recherchés.....	104
PARTIE 4 : ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET FICHES ACTIONS.....	116
I) Tableau récapitulatif des orientations stratégiques et actions.....	117
II) Orientations stratégiques et fiches actions	123
A) Axe cadre de vie : tableaux des orientations et fiches actions contrat de ville.....	127
B) Axe développement économique et accès à l'emploi : tableaux des orientations et fiches actions contrat de ville.....	143
C) Axe Cohésion sociale : tableaux des orientations et fiches actions contrat de ville.....	191
PARTIE 5 : TABLEAUX DES MOYENS.....	239
ANNEXES DU CONTRAT DE VILLE DU QUARTIER BOURG.....	247
ANNEXE 1 : CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX.....	248
ANNEXE 2 : CONVENTION D'ATTRIBUTION DE L'ABATTEMENT DE LA TFPB.....	249
ANNEXE 3 : DOTATION DE SOLIDARITE.....	250
ANNEXE 4 : CARTE DU QUARTIER PRIORITAIRE.....	251
ANNEXE 5 : SIGLES.....	253

CONTRAT DE VILLE DU QUARTIER BOURG

Les signataires soussignés du contrat de ville du quartier bourg, s'engagent sur les principes suivants :

Article 1 : Le contrat de ville de la Communauté de Communes du Pays Foyen porte sur le Quartier Bourg situé sur Sainte-Foy-la-Grande et Pineuilh conformément au décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains.

Article 2 : Pour l'application des dispositions de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les signataires conviennent de mettre en œuvre pendant la durée du contrat, soit pendant cinq années à compter de sa signature et jusqu'en 2020 au plus tard, les orientations stratégiques énumérées ci-dessous et précisées dans les 73 fiches annexées au présent contrat :

* Au titre de la poursuite de l'amélioration des conditions et du cadre de vie des habitants, et de l'équilibre des territoires, dans le cadre du renouvellement urbain :

- orientation n° 1 : Affirmer un Projet Urbain (Revitalisation de la Bastide)
- orientation n°2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
- orientation n°3 : Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants

* Au titre de l'amélioration de l'insertion économique et de l'accès à l'emploi, dans le cadre du développement économique :

- orientation n° 4 : Coordonner les dispositifs
- orientation n° 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
- orientation n° 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité du quartier et du territoire
- Orientation n°7 : Favoriser le développement économique

* Au titre de l'amélioration du vivre ensemble et de la cohésion sociale:

- orientation n°8 : Favoriser l'accès aux soins
- orientation n°9 : Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé
- orientation n°10 : Accompagner le vieillissement de la population
- orientation n°11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives
- orientation n°12: Agir sur l'alimentation et lutter contre la malnutrition
- orientation n°13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents
- orientation n°14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.
- orientation n°15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones
- orientation n°16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
- orientation n°17 : Favoriser l'engagement des jeunes
- Orientation n°18 : Favoriser l'accès aux droits et aux services

Article 3 : Pour la mise en œuvre de ces orientations stratégiques, les signataires du présent contrat conviennent d'engager les moyens définis dans les fiches actions et le tableau des moyens figurant en annexes, en fonction des autorisations budgétaires accordées chaque année.

Article 4 : Les actions auxquelles donneront lieu ces orientations stratégiques seront détaillées dans les fiches actions du présent contrat.

Article 5 : La mise en œuvre et l'évaluation du contrat de ville est assurée par un comité de pilotage présidé par le Préfet et le Président de la Communauté de communes, auquel participent les communes signataires ainsi que l'ensemble des partenaires au présent contrat.

Les travaux de ce comité sont préparés par un comité technique animé par les représentants du Préfet et du Président de Communauté de communes du Pays Foyen, auxquels participent les institutions représentées au sein du comité de pilotage.

Article 6 : La mise en œuvre des dispositions du présent contrat s'appuie sur la participation des habitants, notamment par la mise en place de conseils citoyens, constitués et organisés conformément à la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dans les quartiers prioritaires.

Article 7 : Le présent contrat pourra être modifié par avenant, notamment pour y intégrer les dispositions propres à la convention de revitalisation de la Bastide, et les dispositions issues des études de préfiguration.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde*

Communauté
de Communes
du Pays Foyen



*Monsieur le Président de la Communauté de
Communes du Pays Foyen*



Monsieur le Maire de Sainte Foy la Grande



Monsieur le Maire de Pineuilh



*Monsieur le Directeur Général de l'Agence
régionale de santé d'Aquitaine*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Monsieur le Directeur Académique
des Services de l'Éducation Nationale*



**Monsieur le Président
du Conseil Régional d'Aquitaine**



**Monsieur le Président
du Département de la Gironde**



**Monsieur le Directeur Régional de la Caisse des
Dépôts et Consignations**



**Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocation
Familiale de la Gironde**



Monsieur le Directeur Général de Mésolia



Monsieur le Directeur Général de Clairtienne



Madame la directrice de Gironde Habitat



pôle emploi

***Monsieur le Directeur
de Pôle Emploi***



***Monsieur le Président
de la Mission Locale du Libournais***



***Monsieur le Président de la Chambre de Commerce
d'Industrie de Libourne***



***Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et
de l'Artisanat Région Aquitaine***



***Madame la Présidente du Club des Entreprises du
Pays Foyen***



*Avec le soutien de
L'Union européenne*

PARTIE 1

PRESENTATION DU CONTRAT ET GOUVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE

I) PREAMBULE

Cadrage national

Les contrats de ville de nouvelle génération, qui succèdent aux contrats urbains de cohésion sociale, constituent un cadre, d'action d'une politique de la ville rénovée consacrée par la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

L'objectif de cette réforme consiste à :

- réduire les écarts de développement entre les quartiers et les agglomérations dans laquelle ils sont situés
- améliorer les conditions de vie des habitants.

La refonte de la **géographie prioritaire** a constitué une étape importante. En effet, la réduction des quartiers a permis de concentrer les efforts sur ceux qui en ont le plus besoin, en se basant sur un critère de taille (zones de plus de 1000 habitants) et un critère de revenu (revenu médian des habitants du quartier par rapport à celui de l'unité urbaine). Sur le territoire de la communauté de communes du Pays Foyen, le quartier prioritaire numéro Z0277 nommé « quartier bourg », situé sur deux communes Sainte-Foy-La-Grande (79,7% du quartier) et Pineuilh (20,3% du quartier) est nouvellement entré en géographie prioritaire.

La loi du 21 février consacre également dans son article 7, la création des conseils citoyens dans l'ensemble des quartiers prioritaires. L'objectif est de conforter les dynamiques citoyennes existantes et de garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes :

- en favorisant l'expertise partagée,
- en garantissant la place des habitants dans toutes les instances de pilotage,
- en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants.

L'article 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit ce nouveau cadre contractuel.

La circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration **des contrats de ville** de nouvelle génération et la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville en rappelle les principes :

- Un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique ;
- Un contrat piloté à l'échelle de l'intercommunalité mobilisant l'ensemble des partenaires ;
- Un contrat mobilisant prioritairement le droit commun des signataires ;
- Un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction avec les habitants

Ces contrats reposent sur 4 piliers :

- Le développement de l'activité économique et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs républicaines

Chaque axe du contrat de ville devra inscrire les priorités transversales obligatoires :

- La jeunesse
- L'égalité entre homme et femme
- La prévention de toutes les discriminations

Ce contrat de ville doit faire application de la « clause de territoire le plus favorisé » et doit veiller à assurer un niveau de services publics et de mobilisation des outils de droit commun supérieur à la moyenne conformément aux engagements de chacun intégrés dans les conventions d'objectifs signées avec le Ministère de la ville.

Le contrat de ville intercommunal

Depuis plusieurs années déjà, l'État, les communes inscrites en géographie prioritaire, et l'ensemble des partenaires, sont mobilisés en faveur des quartiers les plus fragiles, au travers des outils, dispositifs et moyens relevant de la politique de la ville mais aussi par la mobilisation de leurs politiques et compétences propres.

Pour sa part, la Communauté de communes du Pays Foyen s'engage aux côtés des communes dans la mise en œuvre d'une dynamique de développement économique et touristique, d'aménagement du territoire avec un PLUI approuvé en 2013, d'accompagnement de l'enfance jeunesse, et des services à la population.

Plus que jamais la situation de crise aggrave le risque de décrochage auquel les territoires les plus fragiles sont exposés. Le devoir de solidarité territorial s'impose à nous et nécessite la confirmation voire l'accroissement de la volonté politique dont, collectivement, les institutions ont fait preuve jusqu'alors.

Dans ce partenariat renouvelé, le rôle des communes reste essentiel : au plus près des territoires et de leurs habitants, elles continuent d'assumer leur rôle de proximité qui est au cœur de la politique de la ville. La communauté de communes, loin de se substituer à leur intervention, vient la renforcer, en coordonnant les actions ou les politiques, en mettant en réseau et en formant les acteurs, en faisant évoluer ses propres politiques afin de prioriser son action en direction du quartier prioritaire, en facilitant l'observation, le suivi et l'évaluation à l'échelle intercommunale.

Il convient de rappeler les nouveaux principes constituant désormais le socle de ce contrat.

Améliorer l'insertion économique, faciliter l'accès à l'emploi et développer l'activité économique.

Une des raisons essentielles du décrochage des quartiers prioritaires réside évidemment dans les difficultés d'accès à l'emploi que rencontrent leurs habitants. Si la question n'est malheureusement pas nouvelle, la nécessité de poursuivre voire de développer les efforts pour lever les freins à l'emploi, aider la création d'activités au sein et en dehors des quartiers est une priorité.

Améliorer le vivre ensemble dans les quartiers prioritaires et assurer une meilleure cohésion sociale à l'échelle des communes et du territoire métropolitain.

Si notre société dans son ensemble s'illustre aujourd'hui par de grandes difficultés à démontrer sa capacité au vivre ensemble, les quartiers prioritaires et les fragilités qui les caractérisent constituent des territoires tout particulièrement touchés par ce mal. L'actualité récente a dramatiquement illustré ce constat et rappelé que les disparités au sein de nos territoires en fragilisaient la cohésion. Plus que jamais, soutenir l'outil éducatif, faire en sorte que les services qu'offre le territoire soient accessibles au plus grand nombre et soutenir les initiatives et acteurs favorisant le vivre ensemble doivent représenter un engagement fort.

Poursuivre l'amélioration des conditions et du cadre de vie des habitants et favoriser l'équilibre des territoires dans le cadre du renouvellement urbain.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Pays Foyen s'est engagée en partenariat avec l'Etat, le Département, et le Conseil Régional dans une démarche d'étude de Revitalisation de la Bastide articulée avec la Politique de la Ville, qui donnera lieu fin 2015 - début 2016 à une convention de Revitalisation de la Bastide. Plusieurs objectifs sous-tendent le projet avec le développement : d'une stratégie en matière d'aménagement urbain, d'une stratégie en matière d'habitat, et d'une stratégie en matière de commerces et d'activités économiques. Ces stratégies d'intervention seront traduites dans un plan guide de revitalisation, une convention de revitalisation et un montage opérationnel ANAH seront réalisés. Selon l'article 7 du présent contrat, un avenant pourra être effectué pour y intégrer les dispositions propres à la convention de revitalisation de la Bastide.

Si le renouvellement urbain est essentiel, il n'est rien sans les deux autres.

Les attentats de janvier 2015 ayant pointé l'importance du rappel des valeurs républicaines telles que la citoyenneté mais aussi la nécessité de lutter contre toutes les formes de radicalisation, l'État a souhaité introduire un quatrième pilier au contrat : **Réintroduire les valeurs républicaines et la citoyenneté.**

Par ailleurs, et comme cela a été énoncé dans la loi, les questions de lutte contre les discriminations, d'égalité entre les hommes et les femmes d'une part, et de jeunesse d'autre part, constituent bien les « piliers transversaux » du contrat de ville « quartier bourg ». C'est la raison pour laquelle ils sont rappelés dans ce préambule et apparaissent de manière plus affirmée dans un certain nombre d'orientations stratégiques : ainsi en matière d'accès aux droits, à l'emploi, la réduction des inégalités constatées entre les hommes et les femmes doit être visée. Au-delà, ce sont bien les discriminations qui pèsent sur les habitants des quartiers prioritaires et les inégalités dont ils souffrent, par exemple en matière d'accès à la culture, aux sports ou encore aux loisirs, qui devront être combattues.

Enfin, si la jeunesse et les jeunes représentent un public sur lequel ce contrat doit affirmer une attention particulière, il a été convenu, de manière très partagée, que la question du vieillissement devait également constituer un axe majeur de travail. Si les quartiers prioritaires sont des quartiers hébergeant globalement une part importante de population jeune, ils sont également caractérisés par la présence d'une population vieillissante : vieillir dans ces territoires, assurer ou préserver des conditions d'habitat adaptées, offrir et maintenir les bons services notamment ceux liés aux soins et à la santé, mais aussi aux loisirs, permettre la mobilité et l'accès au reste du territoire, tels sont les quelques-uns des défis majeurs que ce contrat doit s'engager à prendre en compte.

II) GOUVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE

A. Modalité de pilotage

1. Comité de pilotage

Il sera mis en place autour d'un pilotage, Etat-intercommunalité-communes, d'une gouvernance partenariale adaptée assurant une mobilisation large des acteurs.

Présidé par le Sous-Préfet et le Président de la Communauté de Communes, il sera composé des chefs de services de l'Etat, des maires des communes disposant de quartiers prioritaires, du Président du conseil régional, du Président du conseil général, des bailleurs sociaux, des chambres consulaires, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la CAF, de l'Agence Régionale de Santé, de Pôle emploi, des missions locales, des représentants des conseils citoyens, du Club des Entreprises du Pays Foyen,...

Ce comité pilotera, validera les enjeux territoriaux, les orientations stratégiques et les plans d'actions, suivra et évaluera le contrat de ville. Il définira les modalités de suivi et d'évaluation des objectifs et des engagements de droit commun. Il validera le contrat de ville.

Concernant l'Appel à Manifestation d'Intérêt Politique de la Ville Soutien régional / fonds structurels, un organisme intermédiaire sera créé pour assurer la sélection des fonds européens des projets relevant de l'axe 5 du Programme Opérationnel 2014-2020.

2. Comité technique

Il sera mis en œuvre conjointement au comité de pilotage et sera co-animé par l'Etat, l'intercommunalité et les communes.

Il regroupera les techniciens des différentes composantes du comité de pilotage.

Le rôle du comité technique sera de préparer les décisions du comité de pilotage et assurera le suivi des décisions de celui-ci.

Il organisera les différents groupes de travail thématiques des piliers du contrat de ville, il synthétisera et mettra en cohérence les propositions d'enjeux, d'orientations et de plans d'actions des groupes de travail.

Le comité technique élaborera le diagnostic, définira les grandes orientations stratégiques et le plan d'actions, ainsi que les indicateurs de suivi et d'évaluation du contrat.

La mobilisation du droit commun des différents signataires doit constituer une réponse aux problématiques relevées du terrain. Les conventions d'objectifs définissent les engagements des signataires en matière de politique de la ville.

3. Conseil citoyen

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 inscrit le principe de co-construction au cœur d'une approche renouvelée de la politique de la ville. Les conseils citoyens, créés par les articles 1 et 7 de la loi, doivent ainsi permettre aux habitants des quartiers prioritaires d'être plus étroitement associés à la conception et à la mise en œuvre des décisions les concernant.

Ce dispositif donne aux habitants des quartiers prioritaires la capacité de prendre conscience de sa situation et d'agir sur son environnement social.

L'article 7 de la loi définit le conseil citoyen comme une instance qui associe les habitants des quartiers prioritaires à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de ville et plus largement à toutes les instances de pilotage des contrats y compris celles relatives au renouvellement urbain.

La création des conseils citoyens vise ainsi à assurer une participation effective des citoyens dans la mise en œuvre de la nouvelle politique de la ville, à travers trois objectifs :

- Favoriser l'expression des habitants et usagers aux côtés des acteurs institutionnels
- Créer un espace favorisant la co-construction des contrats de ville : les conseils citoyens ont vocation à participer à toutes les étapes de l'élaboration des contrats de ville
- Stimuler et appuyer les initiatives citoyennes telles que les conseils et les tables de quartier.

Le conseil citoyen sera composé, à parité, de représentants d'associations et d'acteurs locaux ainsi que d'habitants du quartier. Les textes n'imposent pas le nombre de personnes membres du conseil qui doit être défini localement.

La composition du conseil citoyen, notamment du collège habitants, doit cependant :

- être tiré au sort
- garantir la parité hommes-femmes
- être représentatif des différentes composantes de la population du quartier et notamment des personnes les plus éloignées des instances de consultation traditionnelles
- accorder une plus grande place aux jeunes
- « exerce leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics »

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose le principe du recours au tirage au sort pour désigner les membres du collège des habitants.

Le collège associations et acteurs permet, de son côté, de garantir la représentation d'associations et de collectifs directement implantés dans le quartier prioritaire concerné mais aussi d'acteurs de terrain exerçant une activité professionnelle ou non lucrative au sein du quartier (commerçants, petites entreprises, médecins, professions paramédicales...). Les associations et collectifs d'habitants déjà constitués (associations de locataires, associations de parents d'élèves, collectifs citoyens...) pourront être représentés au sein de ce collège.

Les associations et acteurs locaux sont identifiés à l'issue d'un appel à candidature largement diffusé.

Enfin, une double reconnaissance des conseils citoyens doit intervenir afin qu'ils puissent exercer le rôle qui leur est confié :

- * Reconnaissance des conseils citoyens par le préfet, après avis des élus locaux ;
- * Reconnaissance dans le cadre des contrats de ville.

Concernant le fonctionnement, une charte ou un règlement intérieur le définissant devra être élaboré par le conseil citoyen lui-même.

Les services de l'Etat pourront être mobilisés de plusieurs manières :

- lors de la mise en place de ces instances : mobilisation de moyens financiers, actions de communication sur la mise en place du dispositif, aide à l'organisation du tirage au sort et de la tenue de la première réunion ;
- la possibilité de s'appuyer sur un binôme « délégué du préfet – chargé de projet municipal » chargé d'accompagner l'émergence du conseil afin de garantir un équilibre dans la phase préparatoire et appuyer la constitution du conseil jusqu'à ce que ses membres soient désignés et en capacité de s'organiser de façon autonome ;

- la possibilité pour les conseils citoyens de demander aux représentants de l'Etat et des collectivités signataires du contrat de ville d'être présents lors de leurs réunions pour informer les habitants et répondre à leurs interrogations.

Les conseils citoyens peuvent s'appuyer sur d'autres acteurs pour réunir les conditions d'émergence et mettre en œuvre les actions souhaitées (adultes-relais, recours au dispositif du service civique).

Par ailleurs, pour la mise en place d'actions souhaitées par les conseils citoyens, la mobilisation de financements publics est possible sous différentes formes : contractualisation sur une enveloppe dédiée au contrat de ville ou utilisation des financements de droit commun (subventions, appels à projets...).

D'autres crédits peuvent être attribués aux conseils citoyens :

- les fonds de participation des habitants (FPH) généralement co-financés par l'Etat et la ville ainsi que d'autres acteurs (CAF, bailleurs...)

- la gestion des crédits FPH peut être attribuée à un conseil citoyen à l'échelle d'un quartier

Par ailleurs, en tant que personne morale, le conseil citoyen peut solliciter des financements privés (mécénat).

Les conseils citoyens ont vocation à être coordonnés et animés par des tiers neutres se définissant par leur capacité à mobiliser les habitants, favoriser l'expression des habitants sans être leur porte-parole, soutenir l'élaboration et la mise en place concrète de projets. Les conseils citoyens « exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ».

B. L'ingénierie

Une ingénierie interne et externe a été mobilisée tout au long de l'élaboration du projet de contrat de ville. Elle pourra être sollicitée à nouveau pour le suivi de ce dernier pendant la durée du contrat.

C. Suivi et animation du contrat

La dynamique très positive qui a caractérisé l'élaboration du contrat de ville doit être prolongée durant sa mise en œuvre. Les travaux menés dans le cadre des comités techniques constituent un format intéressant permettant les échanges sur les pratiques, les problématiques communes, les projections.

Même si des questions sont encore en suspens, la Communauté de Communes poursuivra ce travail d'animation de réseau, aux côtés de l'Etat. Par pilier, selon des thématiques prioritaires, selon les urgences ou les demandes, des groupes de travail partenariaux, co-animés par la Communauté de Communes et par l'Etat, seront donc mis en place au niveau intercommunal

Par ailleurs, afin de répondre aux obligations énoncées par la loi mais aussi de mesurer les effets et les impacts des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville, un dispositif de suivi et d'évaluation sera mis en place.

Il reposera sur trois grands axes :

- des indicateurs « classiques », dont un premier recueil a été réalisé par le CGET, apportant un état des lieux des territoires à un instant T, qui pourra être le point de référence pour mesurer les évolutions à venir ;

- la construction d'indices de fragilités, permettant une lecture rapide et éclairée des territoires, sur la base d'un certain nombre d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs à repérer et surtout à renseigner tout au long du contrat ;

- une approche plus approfondie de certains thèmes, à travers des enquêtes ponctuelles, à définir avec les communes et les partenaires.

D. Les engagements des signataires

Le contrat de ville exprime bien une volonté commune d'intervention dans des territoires identifiés, sur des thématiques et des publics prioritaires. Cependant, compte tenu de leurs compétences propres, des priorités qu'ils ont définies ou encore de leurs règlements d'intervention, les différents partenaires peuvent faire valoir des engagements particuliers.

L'Etat, à travers ses directions décentralisées et ses services publics associés, s'engage à :

Sur la cohésion sociale :

- œuvrer pour la réussite éducative en collaboration active avec les familles en poursuivant un objectif de mixité sociale des écoles et collèges, en réduisant les écarts de réussite scolaire au regard des résultats observés et le nombre de décrocheurs, en recherchant le bien-être des enfants et des jeunes dans les quartiers et en assurant la participation des parents.

Pour répondre aux inégalités constatés en matière d'éducation, la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république s'est donnée pour objectif de réduire de 10% les écarts de réussite scolaire entre les écoles et établissements en éducation prioritaire et les autres; Il s'agit en effet, de prévenir significativement le décrochage scolaire en développant les actions qui permettront de réduire les sorties sans qualification et de ramener vers la formation initiale les jeunes ayant quitté prématurément le système éducatif;

La mise en œuvre de la refondation de l'éducation prioritaire et celle de la réforme de la politique de la ville répondent à la même volonté de lutter contre les inégalités territoriales et sociales et s'inscrivent dans un même calendrier.

Tous les acteurs appellent à une meilleure articulation des actions menées ou soutenues par les différents ministères, en lien avec les collectivités territoriales et les acteurs associatifs. Cette articulation sera un gage d'une efficacité et d'une lisibilité des interventions de l'éducation nationale pour tous les acteurs de l'action éducative et pour les parents.

- améliorer l'accès aux services de santé et aux soins de proximité.

Les orientations de la loi du 21 février 2014 portant réforme de la politique de la ville devraient avoir un impact favorable sur la santé des habitants en agissant sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé. L'action publique dans les quartiers doit veiller à développer la promotion de la santé et de la prévention, doit promouvoir l'éducation à la santé, favoriser l'accès aux soins et enfin contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales de la santé. La politique régionale conduite par les ARS est mise en œuvre de manière territorialisée à l'échelle de territoires infrarégionaux pertinents et en articulation avec l'ensemble des institutions, collectivités et acteurs de santé. L'objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé est une priorité d'action transversale qui guide les politiques de santé de droit commun tant en matière d'offre de soins, de prévention que d'accompagnement médico-social

- développer les pratiques sportives et réduire les inégalités d'accès au sport,

L'Etat s'engage à favoriser et à promouvoir dans les quartiers prioritaires une offre sportive encadrée et adaptée permettant de réduire les inégalités d'accès aux pratiques.

Conformément à la convention d'objectifs du 4 avril 2013, il s'agit de faire progresser le nombre de licenciés dans les quartiers en encourageant la diversification des pratiques sportives, en favorisant l'implantation des fédérations sportives dans les quartiers et en poursuivant le développement de la mixité dans la pratique sportive dans les quartiers.

- faciliter l'accès à l'art et à la culture des habitants avec un focus sur les jeunes des quartiers prioritaires, et valoriser l'image des quartiers prioritaires, en incitant les acteurs culturels locaux à faire participer les habitants des quartiers dans leurs projets artistiques et culturels, en initiant ou en accompagnant les démarches visant à permettre aux jeunes de connaître, de lire, de comprendre et d'apprécier les représentations et les messages issus des différents types de médias auxquels ils sont quotidiennement confrontés et en favorisant les projets de médiation relatifs au cadre de vie (architectural et urbain) afin de faciliter la réflexion et l'intervention des habitants et des acteurs sur l'espace public et leur habitat.

- développer les actions de prévention et améliorer la sécurité dans les quartiers prioritaires.

Outre les dispositifs et moyens mis en œuvre par les services de justice et de police dans le domaine de la prévention, un focus sera mis sur les dispositifs sur la mise en œuvre de mesures significatives permettant de renforcer le lien de confiance avec la population dans le cadre de la refonte du code de déontologie désormais commun à la police et à la gendarmerie. Dans le cadre des priorités de la stratégie nationale de prévention de la délinquance (2013-2017) et des objectifs de la convention signée le 27 septembre 2013 entre le ministère de l'Intérieur et le ministère chargé de la politique de la ville, différents dispositifs et outils existants facilitent le rapprochement entre les forces de sécurité et les jeunes.

Sur le développement économique :

- développer l'accompagnement individuel et collectif vers l'emploi, en renforçant les dispositifs d'accompagnement existants et en développant de nouvelles réponses pour l'accès à l'emploi des jeunes en difficulté

- développer les dispositifs favorisant l'accès à l'emploi, en mobilisant le service public de l'emploi pour garantir un accès plus systématique de ces publics à la politique de l'emploi, en développant de nouvelles réponses pour favoriser l'accès à l'emploi des jeunes en difficulté.

- favoriser et accompagner les créations d'entreprises par des résidents des quartiers et dans les quartiers. La convention "Agir pour l'emploi et la créativité" du 30 septembre 2014 renouvelle et renforce les actions de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations pour favoriser le développement des TPE et accompagner le "changement d'échelle" des entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire.

Par ailleurs, l'Etat apporte des réponses fiscales permettant de faciliter l'installation des entreprises. (un soutien spécifique à l'activité commerciale de proximité en exonérant de TFPB pendant 5 ans et de CFE pendant une période de 8 ans, les commerces de proximité de moins de 10 salariés. Création d'entreprises sur les "territoires entrepreneurs" bénéficiant pendant 8 ans suivant l'activité, d'une exonération d'impôts sur les bénéfices).

Sur le cadre de vie :

- améliorer le cadre de vie et favoriser l'équilibre du territoire, en veillant à mobiliser les dispositifs de droit commun en priorité sur les quartiers du présent contrat, en accompagnant les collectivités dans la mobilisation des outils incitatifs et coercitifs d'amélioration de l'habitat privé, notamment dans la lutte contre l'habitat indigne ou très dégradé, dans la lutte contre la précarité énergétique, dans l'adaptation du logement à l'autonomie de la personne, en favorisant la diversité sociale dans le logement, en particulier par la mise en place de conférence intercommunale du logement, en appuyant la mise en place d'actions d'appropriation du quartier des habitants (marches exploratoires...) en veillant à ce que l'ensemble des plans, des schémas et des contrats territoriaux prennent en considération les objectifs de la politique de la ville et notamment la diversification des fonctions urbaines et l'amélioration durable de la qualité de l'environnement et du cadre de vie.

- accompagner le désenclavement des quartiers en soutenant les démarches d'amélioration des transports publics et de développement des mobilités alternatives

Sur les valeurs de la république et la citoyenneté :

- promouvoir une éthique républicaine et développer des pratiques citoyennes dans l'ensemble des dispositifs publics et des interventions associatives déployés sur les territoires prioritaires

Crise identitaire, défiance croissante à l'égard des institutions, absence de perspectives économiques et sociales, montée des extrémismes, repli générationnel et communautaire, sentiment d'injustice,... : ravivées par les attentats parisiens de janvier et les débats polémiques qui ont suivi, ces problématiques de « citoyenneté » reflètent sur l'ensemble du territoire le développement préoccupant d'un sentiment de non appartenance à la collectivité, voire d'une rupture avec les valeurs de la république..

Les diagnostics préalables au Contrat de ville confirment que ces problématiques créent des tensions spécifiques dans les sites urbains prioritaires, du fait de leur démographie particulière (forte présence de la jeunesse, des familles monoparentales, des immigrations successives, ...), et de la montée de la pauvreté et de la marginalisation sociale. Il est donc opportun de reconstruire « l'art de vivre ensemble », en répondant simultanément aux aspirations à l'égalité, et aux exigences d'une éthique républicaine.

En appui sur les priorités nationales, notamment les mesures du CIEC du 6 mars 2015, l'Etat s'engage à renforcer sur les quartiers les actions de terrain porteuses

- d'une pédagogie de la transmission des valeurs de la république et du principe de laïcité,
- d'une reconnaissance des habitants des QP comme citoyens à part entière, en soutenant les pratiques de participation et d'engagement civique, et en valorisant leurs initiatives.
- de consolidation du lien social, intergénérationnel comme interculturel.

- renforcer l'accès aux droits, lutter contre les discriminations et contre les inégalités femmes/hommes, pour redonner confiance dans la valeur « égalité » et promouvoir « l'art de vivre ensemble ».

Particulièrement dans les sites prioritaires du Contrat de Ville, les sentiments d'injustice et de non appartenance à la collectivité se nourrissent de situations concrètes d'exclusion ou de rejet, vécues par les habitants comme autant de violences quotidiennes. Et comme autant d'occasions de considérer que les valeurs de la république n'irriguent pas réellement l'ensemble du territoire national, et donc de renforcer la défiance à l'égard des institutions et de leurs agents, de susciter des attitudes de repli communautaire, familial, générationnel, ...

Le premier enjeu est donc de lever ces freins et de permettre un véritable accès au droit, aux droits en général, et à l'ensemble des services, en accompagnant les usagers et renforçant/adaptant les outils de communication et de traitement des demandes utilisés par les services concernés et en développant de nouvelles réponses telles que les maisons de services au public.

Au-delà des incompréhensions et des difficultés objectives des usagers, les inégalités de traitement relèvent souvent de pratiques discriminatoires, intentionnelles ou non, individuelles ou systémiques- succession de décisions de divers acteurs qui produisent in fine l'exclusion d'une catégorie de personnes- le plus souvent liées à des critères d'origine, de résidence, mais aussi de genre, avec donc une pénalisation supplémentaire pour les femmes des QP.

Le deuxième enjeu est donc d'améliorer la cohérence et la lisibilité les mesures pratiques et concrètes de lutte contre les discriminations liées aux critères d'origine et de résidence, priorités du CGET- et lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, massives dans les QP comme sur l'ensemble du territoire. L'Etat s'engage en application des dispositions du cadre de référence LCD du CGET à prolonger et renforcer le soutien aux actions LCD en cours de réalisation, ainsi qu'à promouvoir l'égalité, à communiquer positivement sur ces actions, comme sur l'image des quartiers et de leurs habitants.

La Communauté de Communes du Pays Foyen

Les travaux d'élaboration du contrat ont permis d'identifier et de préciser un certain nombre de priorités sur lesquelles la Communauté de Communes s'engage tout particulièrement. Cette plus-value foyenne structure l'engagement de l'institution en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Les priorités sont données sur les axes suivants :

- L'affirmation d'un projet urbain par les élus municipaux de Sainte Foy et Pineuilh en lien avec les élus communautaires et la valorisation d'un cadre de vie, l'image et la valorisation de l'espace constitue la première pierre à l'édifice. La revitalisation de la Bastide permettra de lui redonner une place centrale au sein de l'agglomération foyenne en termes de bien-être et mieux vivre des habitants du quartier, et d'accueil de nouvelles populations et d'activités pour favoriser une mixité sociale.
- La reconquête de l'habitat pour une amélioration des conditions d'habiter sur le quartier cible.
- Le développement économique et touristique pour redonner une image positive au quartier et pallier à son évitement actuel, et pour permettre de la création et un accès à l'emploi pour les habitants du quartier. Il s'agira de faire la promotion du quartier bourg, réaffirmer la place de la bastide au sein de l'agglomération dans une logique de complémentarité et non de concurrence, apporter un soutien à la création et au maintien d'activité sur la Bastide et le Pays Foyen, permettre au tourisme de devenir une véritable filière de développement économique, favoriser l'accès à la formation et la qualification, valoriser les métiers de savoir-faire.
- La réussite éducative, en accompagnant la parentalité pour favoriser la réussite des enfants du quartier, renforcer la réussite scolaire et l'orientation des jeunes du quartier, permettre aux habitants des quartiers un égal accès à la culture et au sport.

Un Organisme Intermédiaire serait créé afin de sélectionner les projets relevant de l'axe urbain du programme européen FEDER".

Le Conseil Régional d'Aquitaine, acteur volontariste de la politique de la ville, a adopté le 15 décembre 2014, un nouveau dispositif d'intervention régionale, issu d'un diagnostic et d'une évaluation de ses actions antérieures en matière de politique de la ville.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie Europe 2020, l'Union Européenne a souhaité apporter une attention particulière au fait urbain. En ce sens, une approche territoriale intégrée est mise en œuvre au travers des fonds Européens Structurels et d'Investissement («fonds ESI») spécifiquement sur la géographie prioritaire nationale.

Dans ce contexte, le Conseil Régional d'Aquitaine interviendra :

- en partenaire direct du développement des quartiers et de l'aide à l'amélioration de la situation des personnes qui y vivent, via son dispositif régional en matière de politique de la ville et à la mobilisation de son droit commun,
- en tant qu'Autorité de gestion du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014/2020.

Afin de rechercher la plus grande efficacité et efficience possibles, la Région a souhaité lancer un « double » Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) qui porte à la fois sur le dispositif régional et sur l'intervention des fonds FEDER-FSE. Ces moyens ont vocation à s'articuler dans le cadre des « contrats de ville »

L'intervention régionale s'inscrira dans le cadre du contrat de ville.

Pour cela la Région propose de contribuer à 4 grands défis :

- accroître la création ainsi que la pérennité des entreprises,
- favoriser l'accès à l'emploi et développer les qualifications,
- favoriser la réussite éducative,
- améliorer l'efficacité énergétique du logement social.

La Région sera par ailleurs attentive à :

- promouvoir des stratégies intégrées économie/emploi,
- apporter une attention particulière aux jeunes et aux femmes,
- promouvoir l'égalité des chances et lutter contre les discriminations,
- la mise en œuvre de logique d'intégration des quartiers dans leurs agglomérations,
- Adapter l'intervention régionale au profil fiscal et financier des EPCI,
- Enfin la Région aura une attention particulière pour les « quartiers » des communes de moins de 10 000 habitants : les aménagements urbains, les aides en matière de foncier ou d'expérimentation dans l'habitat pourront être sollicités.

L'intervention communautaire pour sa part s'inscrira elle aussi dans le cadre du contrat de ville.

Elle propose de contribuer à 5 grands défis, issus de la stratégie Europe 2020 : promouvoir « une croissance intelligente, durable et inclusive ».

Pour cela elle souhaite soutenir des projets permettant concrètement que :

- 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans aient un emploi;
- 3 % du PIB de l'UE soient investis dans la Recherche et le Développement ;
- les objectifs «20/20/20» en matière de climat et d'énergie soient atteints,
- le taux d'abandon scolaire devrait être ramené à moins de 10 % et au moins 40 % des jeunes générations devraient obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur;
- la réduction à moins de 20 millions, le nombre de personnes menacées par la pauvreté.

Enfin l'union souhaite une mobilisation de chacun autour de :

- Développement durable,
- Egalité des chances et non-discrimination,
- Egalité entre les femmes et les hommes.

Contribution du Département de la Gironde

I. PROPOS LIMINAIRES

Le cadre légal et les axes fondamentaux de la politique de la Ville

Issue des réflexions du Comité interministériel des villes (CIV) qui s'est réuni le 19 février 2013 sous la présidence du Premier ministre, la loi du 14 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine entend poursuivre la rénovation urbaine, concentrer les crédits de la politique de la ville sur un nombre resserré de territoires et lutter contre les discriminations.

La loi recentre la politique de la ville sur la réduction des écarts entre les quartiers prioritaires et les autres. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont désignés sur un critère unique : la concentration de la pauvreté

calculée à partir du revenu des habitants. La loi inscrit le principe d'une construction partagée de la politique de la ville avec les habitants qui participent notamment à la réflexion autour des projets de renouvellement urbain.

Elle instaure un contrat de ville unique pour la ville et la cohésion sociale. Ce contrat unique permettra la mobilisation de l'ensemble des politiques publiques d'éducation, d'emploi, de justice, de sécurité, de transport, de santé afin de rétablir l'égalité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le texte prévoit de prolonger le plan de rénovation urbaine en cours jusqu'à la fin 2015 afin de permettre de finaliser les projets entamés ou déjà prévus et de poursuivre l'objectif d'amélioration du cadre de vie des habitants et de développement de la mixité sociale.

L'accord cadre entre l'ADF et le Ministère délégué à la Ville

En octobre 2013, l'Etat, l'Assemblée des Départements de France et les départements s'accordent sur quelques principes forts d'action commune. L'enjeu principal est de mobiliser les politiques de droit commun dans les quartiers, par le renforcement et l'adaptation des services publics sur l'ensemble des champs d'intervention des politiques publiques exclusives ou partagées.

Pour les Conseils Départementaux, le tryptique ACTION SOCIALE/INSERTION/PREVENTION doit être privilégié comme axe structurant de cet engagement.

II. LES PRINCIPES D'INTERVENTION DU DÉPARTEMENT

Agir pour un développement solidaire de la Gironde et le bien-être de tous : équité, proximité, responsabilité, innovation

L'équité ne saurait remettre en question l'égalité de droits des Girondins. Parce qu'il est équitable, le Département entend être d'autant plus efficace dans son rôle de garant des droits sociaux.

Le principe d'équité prôné par le Département se conjugue ainsi avec une modulation des politiques et une territorialisation de son action au regard des spécificités, des besoins et des ressources des territoires pour lutter contre le risque de décrochage social et territorial, tant dans les territoires urbains que ruraux.

En reconnaissant les spécificités de chaque territoire, le Département peut intervenir plus efficacement, au service d'une ambition commune pour la Gironde. La territorialisation signifie que l'atteinte des objectifs départementaux passe par des priorités et des modalités qui peuvent être différentes selon le contexte local.

Ainsi, la territorialisation est un axe majeur permettant proximité, réactivité et souplesse dans les interventions.

À la question de la proximité est très fortement corrélée la question de l'accessibilité. Pour ce qui relève des territoires considérés comme prioritaires, il s'agit autant de s'assurer que les populations y résidant bénéficient des interventions et ressources qui leur sont nécessaires, par leur présence sur le quartier mais aussi de s'assurer que l'accès aux ressources existantes dans des périmètres plus larges leur soit possible.

L'enjeu est de soutenir des démarches permettant un réel désenclavement de ces territoires et d'éviter la stigmatisation de leurs habitants.

La mixité sociale ne peut se développer à partir de la seule mixité résidentielle ; il s'agit aussi de favoriser dans l'espace public le croisement et la rencontre des personnes dans leur diversité sous toutes les formes : situation sociale, identité culturelle, genre, âge. En ce sens, une pluralité de formes de médiation - sociale, culturelle, intergénérationnelle et interculturelle - doit soutenir la démarche d'appropriation des services et équipements publics, particulièrement auprès des populations les plus vulnérables, ceci afin de favoriser leur expression et leur donner une visibilité dans tout l'espace public.

Une approche territoriale globale qui privilégie les démarches de développement social et de développement territorial.

Le rôle du Département est d'être le plus réactif possible dans son soutien aux territoires et aux personnes fragilisées

ou risquant de l'être, en s'attaquant aux causes structurelles d'exclusion et non à ses seuls symptômes. En ce sens, il s'agit pour le département de revisiter certaines politiques pour en faire des leviers efficaces de prévention des inégalités sociales et des déséquilibres territoriaux ; ainsi, en matière d'action sociale, les démarches engagées en faveur notamment de la prévention des expulsions, de la promotion de la santé dès le plus jeune âge sont des illustrations de cette volonté.

En tant que chef de file de l'action sociale et de l'insertion, le Département impulse des démarches visant à favoriser la mobilisation de tous les acteurs – habitants y compris – dans l'identification et la recherche de solutions. L'approche de la pauvreté doit être multifactorielle, elle oblige ainsi à prendre en considération l'ensemble des dimensions tant économique, éducative, sociale à travers l'inscription dans le « *vivre ensemble* » en passant par la santé ou par des dimensions plus « symboliques » comme l'accès à l'art et à la culture par exemple. La convention passée avec Pôle emploi illustre la volonté de développer un accompagnement global auprès des demandeurs d'emploi, en articulant un accompagnement pour le retour à l'emploi avec un accompagnement social.

Au regard de son cœur de compétences, le Département ne concourt pas directement à l'emploi, mais essentiellement à l'employabilité des personnes en mobilisant des outils leviers d'insertion : mise en œuvre de la clause d'insertion, des contrats aidés, facilitation de l'accès à la formation, soutien au développement des structures d'insertion par l'activité économique... Conjointement, l'action sociale permet de réduire les divers freins à l'insertion en favorisant l'accès aux droits, le lien social, la mobilité, l'accès à la santé, à la culture et à la citoyenneté.

L'insertion économique ne saurait assurer à elle seule l'inclusion sociale. L'exclusion du marché de l'emploi ne doit pas se traduire par la désaffiliation sociale dans les autres champs. Au regard de la multiplicité des facteurs de risque d'exclusion sociale et de leur enchevêtrement, une intelligence collective pluridisciplinaire et interinstitutionnelle est à développer où le Département a toute sa place afin de construire avec ses partenaires des réponses innovantes et inclusives.

Le soutien départemental à l'innovation sociale est un des leviers de l'engagement en faveur des solidarités humaines et territoriales : initiatives de la société civile, développement de réseaux de proximité et de solidarités, par exemple autour des épiceries sociales et solidaires, mais aussi interventions du département auprès des acteurs du territoire intégrant la dimension d'ingénierie : interventions dans le champ de l'habitat-urbanisme sur la requalification de centres-bourgs en milieu rural ; accompagnement de communes dans la mise en œuvre de la clause d'insertion ; impulsion par les MDSI et l'IDDAC de projets de développement social et culturel s'appuyant sur la participation des habitants ; animation par la mission agenda 21 d'un réseau de collectivités sur un projet territorial de développement durable, autant de démarches activant le champ des solidarités et de la participation citoyenne.

Cette ingénierie départementale se développe en favorisant la coordination des acteurs, la capitalisation des expériences, la formation des acteurs, l'accompagnement technique et les démarches évaluatives.

Une démarche de développement social et de développement territorial qui intègre démarche participative et pouvoir d'agir des habitants

Le Département s'appuie sur ces initiatives et ces démarches pour engager un programme ambitieux de soutien au développement des actions collectives et de développement social auprès des professionnels exerçant sur les territoires au plus près des populations. Cette démarche nécessite de renforcer dans tous les champs d'intervention le pouvoir d'agir des habitants et des usagers des services départementaux et de réinterroger et renouveler les principes et modalités d'intervention habituels.

En 2014, **la Caf de la Gironde** a versé à ses bénéficiaires 14 778 000 € de prestations légales sur le territoire du Pays Foyen.

Au-delà de son engagement auprès de ses bénéficiaires, la Caf de la Gironde accompagne également le fonctionnement et le développement d'équipements d'action sociale. En 2014, la Caf de la Gironde a versé 347 676 € pour le fonctionnement des services Enfance Jeunesse de la Communauté de Communes et a accompagné les EAJE, RAM, LAEP, ALSH extra et périscolaires, ainsi que les formations BAFA et les postes de coordination Enfance Jeunesse dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Fort de cet engagement, de son expertise sociale et du champ de ses interventions, la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde :

- Contribuera à éclairer le diagnostic partenarial et territorial des contrats de ville.
- Offrira aux territoires « politique de la ville » un service global qui conjugue l'information, le conseil, le paiement des droits légaux et la mise en œuvre d'une action sociale préventive et partenariale.
- Veillera à articuler les Contrats de Ville avec les autres contrats et schémas territoriaux existants ou à venir dont elle assure l'animation ou le pilotage.

Ces interventions autour des quatre piliers du Contrat de Ville sont les suivantes :

Sur le champ de la cohésion sociale, la Caf de la Gironde inscrit 6 objectifs :

- Réduire les inégalités territoriales et sociales en matière d'accueil des jeunes enfants

Par la mise en œuvre d'une politique volontariste de financement des collectivités en matière d'accueil du jeune enfant sur les volets fonctionnement et investissement.

- Réduire les inégalités d'accès aux dispositifs de soutien à la parentalité

Par le financement et le développement d'une offre diversifiée de services et d'actions de soutien à la parentalité :

- Dispositif REAAP
- Lieux d'Accueil Parents Enfants LAEP
- Dispositif d'accompagnement à la scolarité CLAS
- Médiation Familiale
- Aide aux vacances
- Accompagnement social (travailleurs sociaux Caf)

- Structurer une offre enfance jeunesse de qualité accessible et adaptée aux besoins des familles

Par le versement de ses financements de droit commun et de ses aides sur fonds locaux et par sa contribution au partenariat départemental de la charte jeunesse.

- Accompagner la cohésion familiale pour l'aide au départ en vacances et l'accès aux loisirs

Par le versement des aides individuelles aux familles et des subventions aux partenaires (CEJ, Prestations de services ordinaires, subventions aux associations)

- Participer à l'animation de la vie sociale

Par l'animation départementale du Schéma Directeur d'Animation de la Vie Sociale, l'agrément et le soutien financier aux structures (Centres Sociaux, Espaces de Vie Sociale)

- Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement des familles vulnérables

Par le versement des prestations aux allocataires, par la mise en œuvre d'une politique d'accès aux droits en direction des publics les plus vulnérables et par l'accompagnement social qui contribue à la cohésion familiale et sociale.

Sur le cadre de vie et le renouvellement urbain, deux objectifs principaux :

- favoriser l'accès au logement et au maintien dans le logement

Par le versement des aides au logement, des financements aux partenaires et le renforcement de ses actions en matière de prévention des expulsions.

- aider à l'amélioration des logements

Par le renforcement de sa politique de prévention du mal logement et le versement de ses aides financières individuelles et de ses subventions aux associations et organismes (ADIL PACT, FSL).

Développement économique et emploi :

- Accompagnement socio-professionnel global par le Centre de Préparation à la Vie Active (CPVA).

La citoyenneté et les valeurs républicaines : Dans ce domaine la Caf de la Gironde portera une attention particulière au rôle du réseau des structures d'animation de la Vie Sociale : acteurs de la citoyenneté et du vivre ensemble dans les territoires prioritaires de la Politique de la Ville.

La Caisse des Dépôts et Consignations, acteur historique du logement social et de la politique de la ville et qui conduit des actions en faveur des quartiers prioritaires, apportera son concours financier et son appui technique à la mise en œuvre du contrat de ville.

Elle interviendra au titre de ses missions d'intérêt général pour le logement social, la **cohésion sociale et la solidarité**, pour le **développement et la compétitivité des territoires** et pour la **transition écologique et l'environnement**.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en mobilisant son expertise et des moyens financiers sur ses fonds propres ainsi que des prêts du Fonds d'Épargne en privilégiant les volets économiques, urbains et logements du contrat de ville.

1/ En ce qui concerne le volet économique du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts s'organisera autour de trois axes :

- l'accompagnement du développement économique des quartiers prioritaires,
- le développement des outils de cohésion sociale favorisant l'accès à l'emploi,
- les investissements immobiliers à vocation économique (immobilier commercial, immobilier de bureaux, immobilier d'entreprise...).

2/ En ce qui concerne le volet urbain du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts privilégiera :

[D'une part] les missions d'ingénierie suivantes, sans que celles-ci soient limitativement listées :

- les études stratégiques (stratégie de développement économique, attractivité du territoire, diversification de l'habitat, stratégies énergétiques...);
- les études préalables et pré-opérationnelles (diagnostics économiques, diagnostics de l'habitat privé, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, études gestion des ressources...);
- les actions d'aide à la maîtrise d'ouvrage de la direction de projet (OPCU, AMO financière, AMO développement durable, évaluations...).

[D'autre part les prêts sur fonds d'épargne pour le financement des opérations d'aménagement et d'équipement urbains des quartiers :

- construction, acquisition ou réhabilitation d'équipements publics (notamment bâtiments scolaires, à vocation culturelle, sportive, sociale, administrative...), infrastructures, aménagements et requalification des espaces publics concourant au projet urbain des quartiers ;
- opérations de requalification économique contribuant à la revitalisation économique (commerces, bureaux...).

3/ En ce qui concerne le volet logement, l'ensemble des prêts sur fonds d'épargne pour le logement social sera mobilisé afin de financer la démolition/construction, la réhabilitation et la résidentialisation d'immeubles. Sous certaines conditions, la Caisse des Dépôts pourra également financer les copropriétés dégradées.

Les modalités d'intervention de la Caisse des Dépôts seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés (collectivités territoriales, bailleurs, Etablissements publics...) et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Gironde Habitat, aux fins de répondre au besoin d'habitat "sains et bon marché" Gironde Habitat est implanté sur le territoire de Sainte-Foy-la-Grande depuis 2003 avec la livraison de la Résidence René Ferbayre (31 logements). A l'écoute des parties prenantes du territoire, Gironde Habitat a vocation à s'impliquer de façon concrète dans une

démarche de gestion urbaine de proximité. Il s'agit de participer à une démarche globale qui vise à conjuguer les efforts des uns et des autres dans une maintenance qualitative des espaces publics ou privés, d'écouter la parole des habitants, d'être réactifs dans nos réponses, dans nos contributions au "bien vivre ensemble" ainsi que dans l'adaptation de notre offre d'habitat pour faire face aux enjeux liés au vieillissement de la population.

Clairsienne, après avoir participé activement aux travaux de diagnostic et d'élaboration du contrat de ville, Clairsienne s'engage, en tant que bailleur social et conformément aux quatre piliers du contrat, à travers les axes suivants :

- Clairsienne participera à l'impulsion donnée en matière de renouvellement urbain avec l'ensemble des partenaires et notamment la Communauté de Communes du Pays Foyen ainsi que les communes de Sainte Foy-le-Grande et de Pineuilh. Clairsienne pourra notamment étudier la requalification de certains de ces logements en locaux commerciaux afin de participer, à son niveau, à la redynamisation économique du « Quartier Bourg »,
- Clairsienne contribuera à assurer une mixité du peuplement adaptée au territoire du Pays Foyen en cohérence avec la stratégie locale,
- Clairsienne contribuera à faire des habitants des acteurs du projet urbain en s'engageant notamment à participer activement aux diagnostics en marchant et en construisant la future convention d'abattement TFPB à partir des observations liées à la Gestion Urbaine de Proximité. Un point d'accueil Clairsienne ouvrira également ses portes sur le site de la place du Foirail pour favoriser la proximité avec les locataires,
- Clairsienne veillera à maintenir la qualité de ses logements à travers notamment une politique d'entretien du patrimoine adaptée, des travaux pour l'amélioration de la qualité de service rendu, des efforts pour la remise en état des logements à la relocation et une gestion pointue des encombrants sur ses collectifs,
- Clairsienne continuera à assurer un suivi personnalisé des locataires pour la prévention des impayés locatifs et les difficultés de paiement. Elle participera aux réunions partenariales et au Groupe d'Appui Territorial au Maintien dans le Logement (GATML) programmés par le Pôle de Solidarité du Libournais,
- Clairsienne permettra, lorsque cela sera possible, le maintien des personnes âgées dans le quartier en engageant des travaux d'adaptation des logements en cas de nécessité médicale (travaux pour personnes à mobilité réduite) ou en favorisant les mutations vers les typologies plus adaptées,
- Enfin Clairsienne contribuera à la lutte contre les incivilités et la délinquance en participant au travail de diagnostic et en relayant les informations issues de ses sites.

Soliance, établissement de MESOLIA, bailleur social, a participé aux différents groupes de travail et comités de pilotage organisés pour élaborer le contrat de ville du « quartier Bourg » à Sainte Foy La Grande, en lien avec les 4 Résidences (69 logements) qui sont identifiées dans le périmètre prioritaire. Des échanges fructueux ont permis de mettre en exergue des orientations partagées, sur lesquelles le bailleur envisage de s'engager.

- Soliance établissement de MESOLIA s'inscrira dans la réflexion partenariale qui sera impulsée sur le renouvellement urbain
- Soliance établissement de MESOLIA participera à la définition de la future convention d'utilisation de l'abattement de TFBB, avec plus particulièrement, une réflexion sur la mise en œuvre d'actions sociales spécifiques à définir, et qui contribueront au « mieux vivre ensemble ».
- Soliance établissement de MESOLIA poursuivra les actions menées avec le Pôle Solidarité du Libournais et la MDSI de Sainte Foy la Grande sur la prévention des expulsions.
- Soliance établissement de MESOLIA veillera à la mixité de peuplement de la résidence concernée en tenant compte du territoire spécifique dans lequel elle s'inscrit.

- Soliance établissement de MESOLIA participera aux divers diagnostics et réunions partenariales qui seront programmées pour la mise en œuvre du présent contrat de ville.

Pôle emploi, principal opérateur de l'emploi et membre du SPE, s'inscrit dans la convention d'objectifs et de moyens 2013/2015 pour les quartiers prioritaires signée en avril 2013, et s'engage à :

- Assurer la présence de ses services dans les quartiers prioritaires, sur la base des diagnostics locaux et territoriaux, par l'augmentation des points d'accès et/ou la délivrance de services au sein des quartiers. Ces services de proximité pourront être réalisés par des conseillers Pôle emploi ou par prestataires mandatés par Pôle emploi.
- Renforcer et adapter les moyens et les services aux besoins des QPV, en attribuant des moyens spécifiques aux agences locales concernées : développement de services d'accompagnement adaptés, prestations spécifiques construites à partir des besoins, mise en œuvre d'actions partenariales (Département, associations, partenaires de proximité,..)
- Mobiliser la politique de l'emploi en faveur des QPV : en accompagnant les demandeurs d'emploi vers la création d'entreprise, en mobilisant plus fortement les contrats aidés comme leviers d'action privilégiés, en luttant contre les discriminations.
- Participer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de ville avec les acteurs du territoire

Ces axes de travail sont également repris dans la circulaire interministérielle du 25 mars 2015 (traitant du développement économique et de l'emploi) qui annonce de nouveaux leviers d'action et un renforcement de moyens de droit commun en faveur des QPV (contrats aidés, nouvelle prestation, appui en faveur des jeunes...).

Mission Locale du Libournais, association 1901 avec mission de service public pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans s'engage à :

- Proposer en priorité aux jeunes issus des QPV l'entrée dans les dispositifs d'accompagnement renforcés portés par la Mission Locale : la Garantie Jeune, l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), le Contrat d'Insertion à la Vie Sociale (CIVIS). Organiser une information précise et ciblée aux jeunes leur permettant de prendre connaissance de l'ensemble des moyens et des ressources dont ils peuvent bénéficier.
- Positionner en priorité les jeunes QPV sur les offres en Emploi d'Avenir du bassin d'emploi et du reste de l'arrondissement,
- Agir en partenariat avec les chambres consulaires et le CIO pour une action concertée dans le domaine de l'apprentissage en s'appuyant sur nos réseaux d'entreprises respectifs
- Agir en direction des jeunes en situation de décrochage scolaire et d'illettrisme en lien avec les services de l'Etat et du Conseil Régional,
- Participer à tous les travaux permettant d'enrichir l'offre de formation qualifiante, notamment par le biais des chantiers formation

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Libourne, établissement public de l'Etat, géré par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs (commerçants, industriels et prestataires de services) du Libournais, membre du Service Public de l'Emploi, s'inscrit dans la convention pour les quartiers prioritaires, et s'engage à :

- ⇒ Appuyer les porteurs de projet à la création d'entreprise dans le cadre de nos dispositifs avec possibilité de faire un 1^{er} contact en visio-conférence
- ⇒ Proposer ses services pour organiser un dispositif de soutien spécifique à l'alternance sur la zone Pays Foyen,
- ⇒ Proposer ses services pour la réalisation d'un observatoire économique,
- ⇒ Proposer ses services pour professionnaliser les dirigeants d'entreprises implantées sur le quartier concerné
- ⇒ Proposer ses services pour rechercher de nouveaux commerçants

Engagement de la **Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine** Section Gironde :

- Promotion de la Formation et de l'Alternance vers les jeunes des quartiers prioritaires par l'intermédiaire de notre Espace Accueil Orientation (promotion des métiers dans les établissements secondaires),
- Sensibilisation des employeurs du bassin d'emploi de la CDC du PAYS FOYEN aux viviers de candidats à l'apprentissage présents dans les quartiers par l'intermédiaire du « Développeur de l'Apprentissage » de la CMARA33 (visite d'entreprises),
- Accompagnement technique des habitants des quartiers prioritaires à la création-reprise d'entreprises (ateliers création-reprise, tutorat des porteurs de projets, formation décentralisée...),
- Maintien des entreprises locales en anticipant les transmissions par le biais d'ateliers et de diagnostics des artisans et commerçants de plus de 55 ans,
- Participation active de la CMARA33 aux différentes initiatives des acteurs de l'emploi sur territoire cible (Etat, Pôle emploi, CAP EMPLOI, PLIE...),
- Renforcement des implantations commerciales et artisanales sur le « quartier bourg » de STE FOY LA GRANDE et de PINEUILH en partenariat avec la CCIL (étude de l'appareil commercial et artisanal, aide au montage de dossiers FISAC, partenariat avec l'EPARECA).

Le Club des Entreprises du Pays Foyen a été créé en septembre 2005. Il est constitué de professionnels du commerce, de l'artisanat, des services, du libéral, de l'industrie, de la santé, de la viticulture et de l'agriculture. Son champ d'action cible principalement la bastide et le pays foyen, donc au niveau de la Communauté de Communes du Pays Foyen.

Le Club des Entreprises du Pays Foyen est compétent pour :

- être un interlocuteur privilégié des élus locaux pour l'élaboration de projets touchant à l'économie et son développement
- être un interlocuteur représentatif avec les chambres consulaires et les autres institutions
- favoriser l'attractivité et la promotion du territoire, tant au niveau de la clientèle que des nouvelles entreprises afin

de compléter l'existant et ainsi diversifier l'économie locale

- favoriser l'accès aux informations sur la vie économique locale, la communication sur les entreprises, et les échanges entre professionnels
- obtenir des financements pour des actions de groupe
- proposer et mettre en place des solutions pour dynamiser la Bastide et le Pays Foyen
- fédérer les acteurs économiques du Pays foyen

Le Club des entreprises du Pays Foyen, s'engage à :

- Etre un acteur référent local dans le cadre de la Politique de la Ville, durant la durée du contrat de ville, en matière d'emploi et d'insertion, de création d'entreprise et de soutien aux entreprises, et de développement économique
- Agir dans le cadre de ses compétences ci-dessus, et proposer et mettre en place des actions, sur les 4 piliers du contrat de ville : cohésion sociale, développement économique et emploi, cadre de vie, citoyenneté et valeurs républicaines (sous la réserve de l'obtention de subventions sur ces actions)

PARTIE 2

PRESENTATION DU TERRITOIRE

La Bastide de Sainte-Foy-La-Grande est le centre historique du Pays Foyen et de son agglomération.

Elle est confrontée à une spirale de déqualification et de paupérisation. Le Pays Foyen souffre de la situation de son centre historique et connaît une baisse démographique depuis 2 ans, une baisse notamment constatée sur la Bastide depuis plusieurs dizaines d'années qui s'accélère sur la période récente : Sainte-Foy-La-Grande a perdu 241 habitants entre 1999 et 2009.

Le quartier prioritaire est au cœur d'une « agglomération constituée » (10 900 habitants), qui intègre l'agglomération foyenne composée de Sainte-Foy-La-Grande, Port-Sainte-Foy et Ponchapt, Pineuilh, et Saint-Avit Saint-Nazaire, un ensemble qui est considéré, dans le Plan Départemental de l'Habitat et dans le SCoT, comme une « centralité d'équilibre » dans un espace rural.

Un Niveau de vie faible

Sur le Pays Foyen, la part d'allocataires et de familles allocataires bénéficiaires du RSA, en proportion, est deux fois supérieure à celle de la Gironde hors Métropole. En 2012, il y avait 1053 familles allocataires sur le Pays Foyen.

La part des RSA socle est de plus de 80 % parmi les bénéficiaires RSA (soit 20% RSA Activités).

En 2012, les ressources des allocataires du Pays Foyen CAF et MSA sont parmi les plus faibles avec un quotient familial Médian de 562 € et une médiane de Revenu par unité de consommation (RUC) de 1000 €. En comparaison le Libournais est respectivement à 631 et 1157. La médiane du Pays Foyen est la plus faible du Pays Libournais et bien en dessous de celle de la Gironde hors Métropole. Concernant les ressources des allocataires CAF et MSA, 45% des familles 1 ont des ressources inférieures au seuil de bas revenus. Sur l'ensemble des familles allocataires, la moitié a une aide au logement.

Sur la ville de Sainte Foy La Grande, la médiane RUC est de 729 € ; Sur 245 familles allocataires, 67% soit les 2/3 sont des familles allocataires à bas revenus et 48 % des familles allocataires sont bénéficiaires du RSA, soit quasiment une famille sur deux.

Sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande la part des bénéficiaires de la CMU-C est de 21,5 %.

Sur la globalité des allocataires, la part des familles monoparentales est importante et entre dans les points de vigilance pour la CAF. La part des familles monoparentales est la plus importante du Pays Libournais et en progression ces dernières années. En 2012, la part des familles monoparentales sur le Pays Foyen était de 38,5%¹, avec une évolution entre 2009 et 2012 du nombre de familles monoparentales de 11,9%.

Des Résultats scolaires préoccupants

Sur le Pays Foyen, en 2011, plus de 22% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'avait aucun diplôme, près d'un quart de la population concernée avait un CAP ou BEP, plus de 15% de cette population avait le Bac ou Brevet professionnel, 9% un bac +2, 6% supérieur à un bac +2. Le niveau scolaire et de formation apparaît donc faible, ceci est accentué sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande.

En 2011, sur Sainte-Foy-La-Grande, 33,6% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'avait aucun diplôme (25,8% en 2006), 6,5% de la population concernée avait un CAP ou BEP (8,4% en 2006), 13,1% de cette population avait le Bac ou Brevet professionnel (18% en 2006), 6,1% un bac +2, 5,6% supérieur à un bac +2. Le niveau scolaire sur le quartier a baissé entre 2006 et 2011, et le taux de scolarisation des 15 à 17 ans est passé de 96% à 79,6%. La part des 18 à 24 ans scolarisés était de 29,5% (28,2% filles -30,7% garçons) en 2011.

Une problématique est repérée sur le quartier prioritaire autour d'un niveau de formation des jeunes et d'un niveau scolaire très faible, ainsi qu'une problématique de décrochage scolaire.

Au collège public, en 2013, 13% des élèves de l'établissement étaient en décrochage scolaire, avec une majorité « d'absentéistes lourds » (minimum 20 demi-journées d'absences dans le trimestre). 36% étaient scolarisés en classes de 6ème et 5ème, et 64% étaient scolarisés en classes de 4ème et 3ème. Beaucoup accumulent les difficultés scolaires de par leurs absences et leurs niveaux, certains d'entre eux ne savent ni lire ni écrire correctement en 3ème.

Plus de 81% des élèves décrocheurs au collège sont issus de la communauté des gens du voyage, environ 57% de filles. Certains enfants issus de la communauté des gens du voyage sont non-sédentarisés, certains sont absents pour des soucis de transport, d'autres sont absents travaillant avec leurs parents, et parmi les filles issues de la communauté des gens du voyage certaines se marient dès l'âge de 16 ans et commencent alors leurs vies de femmes.

Un accès à l'emploi et aux qualifications difficiles

Le taux de chômage est important, notamment sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande. En 2010 l'indice chômage (catégorie A, B,C) était de 35,1% sur Sainte-Foy-La-Grande, de 12,2% sur Pineuilh, et de 14,25% sur la CDC du Pays Foyen.

En 2011 le taux de Chômage au sens du recensement, est élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans avec 49,85% (taux femme : 51,4 % - taux homme : 48,3 %). Le taux de chômage chez les 25 à 54 ans était de 34,35%, et celui des 55 à 64 ans était de 22,65%.³

En 2011 sur Sainte-Foy-La-Grande, le statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus était de : 56,4 % de salariés titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée, 21,65 % de salariés contrats à durée déterminée, 8,95 % d'indépendants, 1,85% de salariés en intérim, 2,5% de salariés Apprentissage ou stage.³

La mobilisation des entreprises sur l'alternance et les stages est en baisse pour motifs de : manque de temps, de déception de jeunes formés pas assez investis, de démarches administratives trop lourdes.

Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi du quartier cible recherchent. La raison principale est le niveau de qualification professionnel bas voire inexistant pour plus de 25%, alors que le nombre d'offres d'emplois ne demandant pas de qualification est en baisse, ce qui entraîne une hausse du chômage sur le quartier.

Un tissu économique dense et renouvelé, malgré quelques carences

Le Pays Foyen est le 2ème pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne, avec environ 1500 acteurs économiques, dont des entreprises, des commerces, de l'artisanat,...

En 2012 le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans l'EPCI CC du Pays Foyen était de 68, et sur le « Quartier Bourg » supérieur à 50 entreprises pour 1000 habitants. En Gironde, il était de 48 entreprises pour 1000 habitants, et

en Aquitaine de 41 entreprises pour 1000 habitants. La part du nombre d'entreprises sur le quartier cible et le territoire vécu, de manière proportionnelle, est donc nettement supérieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine.

Sur le Pays Foyen, le nombre d'emplois dans la construction est bien représenté, ainsi que dans le secteur du commerce, transports et services. L'agriculture a une place et un rôle important dans l'économie locale. En 2012, sur la CDC du Pays Foyen il y avait 1911 établissements actifs par secteur d'activité, dont : 53,6 % commerce, transports et services divers, 23,7% agriculture, sylviculture et pêche, 9,9 % administration publique, enseignement, santé et action sociale, 8,3% construction, et 4,5% industrie.³

En 2012, la part de créations d'entreprises était comprise entre 15 et 20% sur le Quartier Bourg, la part de créations d'entreprises sur le Pays Foyen était de 17.4%, la part de créations d'entreprises sur la Gironde était de 21.5%, et la part de créations d'entreprises sur l'Aquitaine était de 19.6%⁴. La part de création d'entreprises sur le quartier cible et le territoire vécu, de manière proportionnelle, est inférieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine.

Sur la CDC du Pays Foyen, en 2013, il y a eu 112 créations d'entreprises en activité marchande hors agriculture dont : 1,8 % industrie, 19,6 % construction, 64,3 % commerces, transports, services divers, et 14,3 % administration publique, enseignement, santé, action sociale.³

Le nombre de création d'entreprises sur la CDC du Pays Foyen a baissé entre 2012 et 2013, passant de 123 créations à 112 créations.

Sur Sainte-Foy-La-Grande, en 2013, il y a eu 26 créations d'entreprises en activité marchande hors agriculture dont : 3,8 % construction, 65,4 % commerces, transports, services divers, et 8 % administration publique, enseignement, santé, action sociale. ³

Le nombre de création d'entreprises sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande a augmenté entre 2012 et 2013, passant de 22 créations à 26 créations.

Le territoire se compose à la fois d'entreprises pérennes et solides, et de jeunes entreprises. En 2013, en activité marchande hors agriculture, 40,2% des entreprises situées sur la CDC du Pays Foyen et 44 % des entreprises situées sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande étaient âgées de 10 ans et plus, 27% des entreprises situées sur la CDC du Pays Foyen et 22 % des entreprises situées sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande étaient âgées de 2 ans à moins d'un an. ³

Il est important de souligner le fait que la part des 60 à 74 ans dans la population de la Bastide est de 17,3 % contre 15,9 % en Aquitaine et 14,1 % en Gironde, et que la part des 75 ans ou plus est de 20,7 % contre 10,7 % en Aquitaine et 9 % en Gironde. Pourtant actuellement le quartier cible et l'agglomération connaissent un phénomène de désertification médicale. Les médecins généralistes et spécialistes sont surbookés et des listes d'attente des soins s'allongent. Certains médecins généralistes et spécialistes sont sur leur fin d'activité professionnelle et partiront prochainement à la retraite s'en avoir de repreneur pour leur activité. Il y a également des manques de spécialistes : par exemple l'absence de gynécologue et de pédiatre sur le quartier cible et le territoire vécu. Ces carences sont très problématiques sur le quartier prioritaire pour une population vieillissante, pour les femmes (gynécologue), pour les familles (pédiatres), pour les jeunes (psychologues), etc.

PARTIE 3

DIAGNOSTIC TERRITORIAL
ET
PROGRAMME STRATEGIQUE LOCAL OU
STRATEGIE URBAINE INTEGREE

I) DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (HABITAT – ESPACES PUBLICS)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire à caractère rural ayant préservé un environnement agréable, avec un centre-bourg au patrimoine historique (Bastide) - Le nombre et la diversité des équipements et des services présents sur l'agglomération du Pays Foyen en font un pôle intermédiaire entre les agglomérations de Libourne et de Bergerac - Dans la Bastide sont rassemblés de nombreux services et équipements structurants nécessaires à la population de la ville, de l'agglomération foyenne, et du Pays Foyen. Sainte Foy la Grande regroupe : gare, médiathèque, école de musique, office de tourisme, cinéma, services éducatifs, services sociaux, services privés (banques, poste, assurances, agences immobilières,...), gendarmerie, caserne de pompiers, commerces (alimentaires, culture-loisirs, équipements de la maison, équipement de personnes, café-restaurant), hôtels-camping,... - Le Salon de l'Habitat économe et de la Construction durable en Pays foyen « Côté Salon » met en avant les compétences des artisans et entrepreneurs de proximité, et redynamise notre secteur géographique de l'artisanat, de la construction et d'autres secteurs d'activités (promotion de nos produits régionaux, savoir-faire en artisanat d'art... Le CEPF souhaite développer ce salon, par exemple autour d'atelier avec les écoles du territoire (installation d'un chapiteau spécialement dédié à la découverte des métiers de l'artisanat, possibilité pour les jeunes de réaliser une création sur un métier choisi, visites des lycées et collèges,...) - PLUI approuvé en décembre 2013 : division par 5 des espaces ouverts à l'urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Sainte Foy centre historique lieu de rendez-vous pour tout le pays foyen - Architecture de qualité, dont des maisons à colombage malgré déperissement ce certaines - Equipements, polarités structurants : gare, hôpital, CIAS cinéma,.. - Espaces pour les jeunes : jardin public, Pôle Enfance Jeunesse plaine des sports stade et gymnases à Mézières : volley-ball, handball, athlétisme, rugby, escrime, etc... Plage des Bardoulets Terrain de baseball, stand de tir, club d'aviron et de canoë-cayak, terrain de boules, stade de football, etc... - Organisation par le Club des Entreprises du Pays Foyen (CEPF) d'un salon de l'habitat en 2014. Il a connu un franc succès et crée du dynamisme pour les artisans (non organisé en 2015 faute de budget) - Parc public réhabilité récemment ou en passe de l'être

- Un PLH à l'horizon 2019 : objectif de réduction de 150 logements vacants, et de construction de 510 logements sur le territoire.
objectifs de 60 logements sociaux sur 6 ans (Pas d'incidence de la loi ALUR dans la mesure où le caractère particulier du territoire a été reconnu par la DDTM) : en 2014 19 logements sociaux sur 60 soit 32% des objectifs à 2019
Mise en place d'un observatoire de l'habitat

- Logements sociaux sur la Bastide : marché détendu
René Fabre (Gironde Habitat) : 01/ 2015
Logements : * 31 logements dont 3 vacants (en attente de location depuis 3 mois)

Faiblesses

- Le Pays Foyen connaît une légère baisse démographique. Cette baisse est constatée sur la Bastide depuis plusieurs dizaines d'années, mais s'accélère et est accrue sur la période récente (241 habitants perdus entre 1999 et 2009).
- La précarité est concentrée sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande : 25 % des 15-64 ans en situation de chômage (contre 13,9 sur la CDC, 11% en Gironde), 72 % des ménages sont non imposables, et plus de 50% sont allocataires CAF.

- Espaces communs peu nombreux, dont certains pollués par les voitures
- Espaces « morts » pour la vie publique, peu d'espaces ouverts sauf le jardin public qui est ouvert et vert
- Espaces pour les jeunes en périphérie : Sainte-Foy-La-Grande, Port-Sainte-Foy, Pineuilh
- Skate parc petit et mal placé (entre une rue, une école et deux barres HLM)

- Puits des amours : concentration d'asociaux et de gens du voyage sédentarisés entourée de logements dégradés
- Hall aux cochons : concentration de personnes en situation précaire
- Regroupements au jardin public, quais, kebab, rues,.. (appropriation d'endroits dans la Bastide par des populations gens du voyage, nord africaines, ...) qui conduisent à un évitement de la Bastide par des locaux.
- Attractivité pour des populations pauvres: prix des loyers des logements (ex : sur le Bon Coin) : prix moins cher, meilleur climat du Sud, et paiement direct par la CAF)
- Attractivité pour des populations précaires qui n'ont pas de moyen de mobilité, et ont les services à proximité

- Surpopulation dans certains logements sur la Bastide : plusieurs enfants dans la même chambre, parfois pas de chauffage quand les factures ne sont pas payées.

- Sédentarisation de gens du voyage : location chez du privé, vivent dans des logements non adaptés à leurs mode de vie, échange de logement en famille. Population qui a besoin de terrains pour mieux vivre (à l'extérieur de la Bastide)

- L'intérêt patrimonial et architectural de la bastide est protégé par une ZPPAUP approuvée en 2009

- Désaffectation pour le parc collectif des années 1960-70
- Désertification du parc public des années 1950-60
- Logements dégradés dans le parc ancien
- Nombre d'arrêtés de péril/insalubrité ces 5 dernières années sur des immeubles du centre-bourg: 10 : sécurité des immeubles
11 : locaux insalubres (tous comprennent des logements)

- Logements inadaptés pour une population vieillissante

- précarité énergétique à l'échelle du territoire

- Sur le Pays Foyen une construction neuve qui décroche depuis 2008 et un taux de vacance sur le Pays Foyen important, notamment une forte vacance à Sainte-Foy-la-Grande (deux fois plus de logements vacants que la moyenne girondine)

- Les communes de la Communauté de Communes du Pays Foyen, accueillent plutôt des propriétaires occupants, alors que dans la Bastide 70% de locataires contre 30% de propriétaires

- Le taux de logements sociaux en 2009 pour la Bastide était de 32,5%, mais les logements HLM sont eux aussi atteints par le phénomène de vacance.

- Sur la ville, près de 92% des locataires du parc privé ont des revenus inférieurs aux plafonds HLM, et seraient donc potentiellement éligibles à un HLM.

- ZPPAUP : problème de blocage sur une maison en pan de bois déclarée en péril rue Victor Hugo, et pour quelques maisons derrière la mairie
- renonciation à la réhabilitation notamment à cause des obligations imposées par l'ABF

- Si la ZPPAUP peut donner des exemples de rénovation réussit comme « la tour rue Victor Hugo », elle constitue malgré un frein à la rénovation (coût de rénovation trop élevés)

- Parc privé délabré

- Copropriété dégradée : Gratiolet (sur le quartier prioritaire)

- 200 logements vides

- une grande partie du parc privé abandonné (au niveau entretien) par les propriétaires.

- 3-4 propriétaires possèdent la majorité du marché

- Logements sociaux entourés d'espaces peu ou pas aménagés : besoin d'espaces de vie et/ou d'espaces verts à proximité

Opportunités

- Quartier historiquement très dense : adapter la Bastide en éco quartier en réintroduisant la nature dans la ville et des lieux d'échanges pour les habitants
- Quartier ancien dans lequel qualité du patrimoine et développement durable doivent être liés.

- Une OPAH : 2011-2015 (sur Sainte-Foy-La-Grande : 3 PO déposés (1 PST et 2 hors PST) 23 338 € TTC de travaux, 5 000 € de subventions de la CCPF / 8 PB déposés (6 LC et 2 LI) 489 465 € TTC de travaux, 26 526 € de subventions de la CCPF)

- Transfert de l'école au Foirail permettant de maintenir la crèche dans la bastide. Afin de lutter contre le phénomène d'évitement scolaire, la commune désire grouper 2 écoles, l'école maternelle Kergomard et l'école élémentaire Paul Bert, dans l'école Paul Bert.

- Desserte ferroviaire : projet avec Bergerac de 15 A/R par jour en 2017

- Offre culturelle et touristique à maintenir et à étoffer

- Transformation de l'AOC en Côtes de Bordeaux en 2016

- L'axe foirail → jardin public → Dordogne est un axe à fort potentiel et dont le gabarit assez large permet d'envisager des aménagements divers

- Jardin public sous-utilisé alors que c'est une des rares ouvertures directes sur la Dordogne : jardin public à valoriser

- projet d'un bar guinguette près du jardin public et du PEJ

- Projet immobilier : pôle culturel à côté du jardin public

-Projet de création d'une passerelle entre le jardin public et la plage des Bardoulets

- Projet d'un bar/guinguette sur les quais de Sainte-Foy, côté pont

- Projet de révision de l'éclairage public dans la Bastide

- Une taxe sur les logements vacants a été instaurée sur l'ensemble du Pays Foyen en 2011

- Les habitants et notamment de Sainte Foy la Grande émettent le souhait de se réappropriier des espaces de vie. Par ailleurs, certaines personnes âgées sont isolées et ont des compétences dont certains souhaiteraient transmettre et notamment autour du jardinage. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

Menaces

- Opérations de défiscalisation récentes (5 copropriétés Robien pour 390 logements).

Concernant les propriétaires : produit financier, 75% ne louent pas facilement, 70% pensent que c'est un mauvais investissement, une majorité veut vendre dans les 2,3 ans. (problèmes de défaut de construction)

Concernant les locataires : logement de transition avec une forte rotation, la majorité veut partir dans les 1 à 3 ans ou rester pour les personnes âgées, pas de volonté d'acheter.

(Sur les 2 copropriétés Terrasses de Persée et Clos de Mourennes : locataires avec les plus bas revenus, conflits d'usage. Il s'agit des 2 copropriétés les plus proches du quartier)

- Obsolescence des réseaux d'eau et d'assainissement :

* eau potable : réseaux de 1940 avec des fuites diffuses, 8 km à remplacer

* assainissement : unitaire à 60 % (problèmes à venir : effondrements de rue tous les 2/3 ans)

- Disparition des investisseurs privés pour achat, rénovation, location, depuis 2008, même sur achat pour division à cause des taxes sur les places de stationnement

2. CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (ACCESSIBILITE - MOBILITE)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<p>- Territoire situé entre deux agglomérations en évolution : Communauté d'Agglomération du Libournais et la Communauté d'Agglomération du Bergeracois.</p> <p>- Territoire situé à proximité d'axes de transport important : une ligne de transport ferroviaire, une autoroute, un aéroport, un aérodrome. (infrastructures autoroutières et aéroportuaire à moins de 30 min de la Bastide.)</p> <p>* La gare de Sainte-Foy-La-Grande est active car desservie par la ligne Bordeaux-Sarlat (via Libourne ou Bergerac). La ligne TER est un lien de dessertes extra-communautaires qui la relie à des pôles majeurs : Bergerac, Saint Emilion (1 million de touristes par an), Libourne, agglomération de Bordeaux (meilleure destination touristique européenne 2015)</p> <p>Le TER est utilisé par des travailleurs, des jeunes, des touristes, car il permet des temps de transports compétitifs (1h10 pour se rendre à Bordeaux contre 1h30 en voiture).</p> <p>* L'aéroport de Bergerac situé à 25 km de la Bastide, offre des vols directs pour Paris, et pour de nombreux pays européens (Angleterre, Irlande, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Italie, Espagne, Portugal,...) L'aéroport compte près de 300 000 passagers en 2012</p> <p>* L'autoroute A89 se situe à 25 km du centre-bourg, relie Périgueux à Libourne, et permet un accès en 1h à Bordeaux.</p> <p>- L'accès de la bastide est relativement aisé pour les habitants du Pays Foyen, grâce notamment à des radiales connectées au contournement de l'agglomération foyenne.</p>	<p>- Un aéroport international à 1 heure, un aérodrome</p> <p>- Le cœur de ville est bien équipé, « il y a tout sur place » : commerces, services publics, gare, médiathèque, école de musique, office de tourisme, cinéma, services éducatifs, services sociaux, services privés (banques, poste, assurances, agences immobilières,...), gendarmerie, caserne de pompiers, commerces (alimentaires, culture-loisirs, équipements de la maison, équipement de personnes, café-restaurant),...</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la Bastide, les flux routiers sont modérés - Sur la Bastide un trafic modéré le soir (20%), acceptable le matin (29%) - L'activité notamment commerçante et de service, de la rue Victor Hugo est en cohérence maximale avec la réglementation de stationnement en vigueur. - Une ceinture de « boulevard attractive de par son faible trafic 	<ul style="list-style-type: none"> - Stationnement suffisant sur la Bastide avec une facilité pour se garer : de plus en plus de place de disponible (lié à la fermeture de commerces)
<p>Faiblesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le TER est contraignant car le nombre de passages reste limité (4 allers-retours par jour) et le prix élevé pour se rendre à Bordeaux (28 € aller-retour). - Les choix sont limités en transport en commun, car le Pays Foyen n'est desservi par aucun des réseaux départementaux TransGironde ou TransPérigord. Hormis les bus scolaires réservés aux enfants, il n'y a pas de bus qui desserve le territoire. <p>On constate une iniquité tarifaire, entre des usagers qui bénéficient de dessertes routières départementales s'acquittent sur l'ensemble de leur trajet d'une tarification unique de 2,50€ (transgironde) ou de 2€ (transpérigord) quelque soit la distance, et des usagers du TER du Pays Foyen qui doivent s'acquitter d'un tarif calculé sur une base kilométrique SNCF (exemple : Saint Foy La Grande – Bordeaux : 14€ / Sainte Foy la Grande – Bergerac : 4,8€).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des habitants ne peuvent avoir accès à l'emploi, la formation ou des stages, faute de transport. Les contraintes des transports en commun (tarifs et horaires) ne permettent pas l'accès à l'offre d'emploi ou de formation située principalement sur Libourne ou Bergerac. 	<ul style="list-style-type: none"> - Trains : Fréquence insuffisante, coût de l'abonnement élevé - Gare : Pas de signalétique qui oriente vers la Bastide Pas de transport en commun depuis la gare <p>- Freins à l'emploi et à la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> * pas de transport en commun sur le Pays Foyen (interne) * pas de transport en commun hormis le train à destination des pôles d'emploi et de formation (externe)

- Pas d'aire de covoiturage

- L'isolement géographique d'habitants notamment sur les communes retirées du territoire empêche l'accessibilité aux services (services administratifs, du quotidien (achats alimentaire), culturels (cinéma,...)). Faute de moyens financiers ou matériels, les habitants éprouvent un isolement amenant repli et enfermement.

- Pas de lien physique entre les pôles majeurs de la Bastide et du Pays Foyen : OT, quais, gare, cinéma, place Gambetta, Vitrine du Pays Foyen,...

- Pas de porte d'entrée matérialisée dans la Bastide, visible et repérable

- La signalétique de proximité de la Bastide n'a pas été actualisée et homogénéisée

- L'accès vers les autoroutes n'est pas assez signalé, et absence de signalisation autoroutière incitant les automobilistes à venir visiter la Bastide (seul un panneau «Bastides du Périgord» est situé en amont de l'échangeur 12.

- Bastide Sainte-Foy-La-Grande pas signalée sur le site internet de l'aéroport de Bergerac

- un manque de lisibilité et de visibilité de la signalétique «stationnement »

- des infractions de stationnements devant des garages (malgré une offre légale libre)

- des infractions de stationnements zone bleue

- Des gens en situation de précarité qui restent sur la Bastide et qui n'ont aucun moyen d'accès à la mobilité

- 80% gens du voyage et une part importantes de populations d'origine maghrébines se sont installés sur la Bastide, attirés par l'offre de logements à bas prix, et la proximité des services : beaucoup de bénéficiaire qui n'ont pas de moyen de mobilité.

- Problème de mobilité des adultes mais également des jeunes qui ne se projettent pas en dehors de Sainte Foy.

- Pour les personnes en précarité : des freins financiers pour l'acquisition d'un véhicule, des problèmes d'acquisition du permis de conduire,...

- Pas de lien physique entre la Bastide et Pineuilh

- Pas de bande cyclable

- Signalétique des commerces et de la bastide obsolète (en entrée de bastide, mention : STE F. LA GDE...)

- Problèmes de circulation (lisibilité, priorité) et de stationnement (signalétique)

- difficultés de déplacement pour les piétons, vélos, poussettes, talons...

- difficultés de déplacement pour les personnes âgées

Opportunités

- des parkings sous utilisés
 - une offre de stationnement inoccupée sur les quais
 - une modification du tissu de service et commercial peu rendre plus pertinente et plus attractive l'offre zone bleue payante, à l'image du Sud de la rue Victor Hugo (stationnement)
 - Une action sur la signalétique peut facilement rendre plus lisible et attractive les offres en périphérie de stationnement (parkings), notamment à destination des pendulaires
 - Signature d'une charte relative à la rénovation de la desserte ferroviaire (Sarlat/ Bergerac/ Libourne/ Bordeaux)
 - Usage vélo : trajets scolaires, trajet domicile travail, loisirs, commerces, (La continuité entre commune, la sécurité,..., sont à améliorer)
- Quais non exploités : parkings et rues à sens unique
 - Existence d'un TAD sur la Communauté d'agglomération bergeracoise qui peine à asseoir sa rentabilité financière
 - Projets possibles sur la Communauté de Communes du Pays Foyen : TAD, aire de covoiturage, schéma cyclable
 - La communauté d'agglomération bergeracoise se mobilise pour améliorer la desserte via le train
 - Création d'un centre de télétravail en lien avec la LGV, facteur d'attractivité pour les professionnels en déplacement
 - Un fort potentiel touristique autour de Sainte-Foy-La-Grande, des touristes traversent sans s'arrêter faute d'éléments pour les retenir.
Le développement des modes doux (voies cyclables) pourrait compléter l'offre d'activités touristiques
 - Voie verte

Menaces

- l'offre en stationnement est globalement suffisante mais il pourrait y avoir une forte demande en stationnement résidents dans l'optique d'une réhabilitation de logements potentiels, avec des risques associés par défaut d'offre : désertification des visiteurs, multiplication des boucles de recherche de places, baisse des échanges courts générés par les flux de transit,...

- L'enclavement de la communauté de communes limite son attractivité pour des primo accédant et pour des entreprises

- Des jeunes et des enfants utilisent le vélo pour accéder au Leclerc. Des risques liés à l'absence de bande cyclable, proximité de la rocade

3. CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (TRANQUILITE PUBLIQUE)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<p>- Une ZSP : zone de sécurité prioritaire (Ste Foy + Pineuilh)</p> <p>- Un CISPD : Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention à la Délinquance depuis 2012. Il est orienté autour de trois thématiques : Prévention Routière, délinquance juvénile et violences conjugales. Quelques actions sont en cours : journée prévention, ateliers éducatifs (boxe et musiques actuelles),...</p> <p>- Une aire d'accueil des gens du voyage : gérée par la CDC du Pays Foyen et en partenariat avec le Centre Social d'Ici et d'Ailleurs, cette aire offre la possibilité d'accueillir les gens du voyage selon une période définie.</p>	<p>- Baisse importante des délits depuis la mise en place de la ZSP : 1 cambriolage en 2014, baisse des violences sur le matériel et sur les personnes - forte baisse de la délinquance avec la ZSP depuis 3 ans</p> <p>- Patrouilles :</p> <p>* Gendarmerie : 18 gendarmes qui font des patrouilles de nuit + complément de 4 gendarmes (ZSP : 4 gendarmes mobiles : plusieurs patrouilles matin, jour, nuit)</p> <p>* Police municipale Sainte Foy La Grande : 2 agents municipaux + prochainement un Agent de Surveillance de la Voie Publique (agent des services techniques reconverti). Des patrouilles ont été déplacées du lundi au vendredi de 15h à 19h pour sécuriser les commerces. Une patrouille de nuit se fait une fois par semaine.</p> <p>- Gendarmerie : actions répressives : les parents doivent rester à la porte de l'école. Ceci a permis une amélioration de la situation dans l'école.</p> <p>-violences conjugales : volet judiciaire traité par la gendarmerie, volet accompagnement traité par une l'association VICTED</p> <p>- Aide à la création d'un club de boxe : 80% population gens du voyage, 18% population nord-africaine, 2% autre population)</p>

- Association d'Ici d'ailleurs, qui intervient depuis 4 ans sur la Bastide. Elle fait un travail de rue, un travail de reconnaissance, un travail avec des partenaires : RSP, gendarmerie, etc..
- Association identifiée par les populations du quartier (relation de confiance) : gens du voyage et populations défavorisées

- Ramassage par la municipalité des encombrants pour les personnes âgées et personnes qui n'ont pas les moyens d'aller à la déchèterie située sur Pineuilh
- Bon éclairage sur les rues principales : Rue de la République, Cours Victor Hugo,...

Faiblesses

- Un sentiment d'insécurité et des incivilités qui impactent la fréquentation du centre-ville.

- un sentiment d'insécurité dû à des incivilités (pas d'agression, mais par exemple des provocations verbales), qui conduit à un évitement de la Bastide, surtout le soir
- Image négative colportée qui conduit à un évitement de la Bastide. Il n'y a pas de problème de sécurité, mais il y a de la provocation. (incivilités surtout liées à l'éducation)
- Dés déplacements d'incivilités sur le quartier, dus à des populations (ex Gens du voyage) qui viennent dans la Bastide
- éclairage : zones sombres (quais, logements sociaux, petites rues,...), qui accentue un sentiment d'insécurité, et facilitent les petits trafics
- Un peu de trafic et de business parallèle.
- dispositifs caméras vidéo-surveillance : images inexploitable
- des incivilités qui conduisent à des incivilités de tous (effet boule de neige) : question du vivre ensemble
- méfiance des institutions (gendarmerie, etc...) pour des populations gens du voyage, jeunes maghrébins, population défavorisées etc..., qui reprochent le manque d'emploi, et se sentent délaissées.

- Des conflits de représentations : catégories rurales / catégories fragiles / catégories périurbaines
- La structure morphologique de la ville, une bastide dense et minérale avec peu d'espaces publics internes, accentue la visibilité des problèmes sociaux concentrés sur le centre bourg.
- Polarités d'usage
- Des conflits d'usage

- Des spécificités de la population sur le quartier, avec : une augmentation du nombre de familles monoparentales, une hausse importante de familles des gens du voyage se sédentarisant dans la Bastide, une baisse de la taille des ménages avec une surreprésentation des ménages de petite taille, et près de 45% de ménages retraités.

- rassemblement de jeunes (pour discuter dans la rue par ex), populations nord-africaines, gens du voyage, bandes inquiétantes pour des populations âgées.
- Plus de rassemblements dans la Bastide l'été : rassemblement familial des gens du voyage, jeunes mineurs marocains
- regroupements : jardin public, quais, kebab, rues,.. : appropriation d'endroits dans la Bastide
- évitement du jardin public, des quais, de certaines rues, etc.. : dû aux regroupements
- problématiques de voisinage sur la Bastide surtout avec les gens du voyage, une population qui vit dans les rues de la Bastide
- Problèmes d'entente entre des populations d'Afrique du Nord : les Sahraoui (surtout dans une logique d'insertion), les marocains portugais, les familles du d'Afrique du nord originaires d'ici : question de la différence de culture
- Résidence Clos de Mourenne, Résidence de Persée (Résidences de Robien à proximité du quartier prioritaire) : incivilités, conflits
- Au dessus du crédit mutuel : squattage de SDF
- sous-estimation de la part de population au RSA 32% (plus en réalité)
- augmentation des familles monoparentales
- 3 types de population : forte concentration d'origine nord-africaine, gens du voyage, locaux
- Plusieurs populations nord-africaines : sahraouies, marocains portugais, les familles du nord-africaine originaires d'ici
 - gens du voyage : vivent dans la rue (barbecue, piscine), s'installent en ville car n'ont pas de moyen de transport, beaucoup de mères célibataires (pas de mariage, donc pas de papa), décrochage scolaire
 - sahraouis (on leur dit qu'il y a du travail pour les faire venir)
 - portugais saisonniers qui s'installent et travaillent 11 mois sur 12
- Problématiques de déchets pour des populations de gens du voyage, des populations illetrées, des populations socio-défavorisées :
 - * dépôt des déchets n'importe où : chez les voisins, dans la rue, dans la campagne
 - * pas de demande de container : car il faut payer (système de puce)
 - * redevance incitative, mais si les habitants ne paient pas, la benne est bloquée par la puce, et donc les déchets ne sont pas ramassés

		<p>* le syndicat de l'Ustom ne fait pas de ramassage des déchets et sacs noirs non conformes qui sont par terre. (ramassage uniquement des sacs rouges conformes)</p> <p>Surcharge de travail pour les services de la municipalité qui en conséquence doivent effectuer des ramassages chaque semaine</p> <p>* tri sélectif non respecté : manque d'attention, illettrisme, manque d'intérêt</p> <p>* problématiques sanitaires liées aux déchets, cela attire les rats et les blattes. Les ordures attirent les nuisibles : rats, pigeons, etc... (ville sale)</p>
Opportunités		<ul style="list-style-type: none"> - médiateur social prochainement - PLH : question de la sédentarisation des gens du voyage - Projet de police pluri communale (mutualisation) : mettre en commun les moyens humains et matériels : rondes en commun Pineuilh (2 agents) et Ste Foy La Grande (2 agents + 1 Agent de Surveillance de la Voie Publique)
Menaces		<ul style="list-style-type: none"> - Phénomène de paupérisation de l'agglomération : des populations pauvres qui migrent sur Pineuilh et Port-Saint-Foy (ex : Copropriété Robien), et sont remplacées sur la Bastide par d'autres populations pauvres - besoin d'un accueil des jeunes en soirée - besoins de terrains, d'habitats adaptés sur d'autres communes pour les populations des gens du voyage sédentarisées dans la Bastide. L'habitat dans la Bastide n'est pas adapté à leur mode de vie, et cela pourrait permettre un renouvellement de la population dans la Bastide. Cela nécessiterait un accompagnement de ces populations - Pas de radicalisation des jeunes pour le moment, mais des radicaux qui viennent de Bordeaux et cherchent à recruter.

4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES ET EMPLOI (DYNAMIQUES ECONOMIQUES : ACTIVITES ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES)

	Diagnostics	Ateliers
<p>Atouts</p>	<p><u>ENTREPRISES ET COMMERCES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Pays Foyen est le 2ème pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne (environ 1500 acteurs économiques : entreprises, commerces, artisanat... Le Pays Foyen compte environ 5 120 emplois) - Secteur d'emploi surtout vers le tertiaire - Le nombre d'emplois dans la construction est bien représenté, ainsi que dans le secteur du commerce, transports et services, pourvoyeur d'emplois sur le Pays Foyen - Le secteur administration publique, enseignement, santé, action sociale est le deuxième pourvoyeur d'emplois - L'agriculture a une place et un rôle important dans l'économie locale - Chiffres CGET (2012): Le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans l'EPCI CC du Pays Foyen est de 68. (le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans le département Gironde est de 48, le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans la région Aquitaine est de 41) - Chiffres CGET (2012) : Le Quartier Bourg a un nombre d'entreprises pour 1000 habitants supérieur à 50 et une part de créations d'entreprises comprise entre 15 et 20%. - Chiffres INSEE 1er janvier 2013 (CC du Pays Foyen): Nombre d'entreprises par secteur d'activité (activité marchande hors agriculture): 861 entreprises : <ul style="list-style-type: none"> • 7,5 % industrie • 13,6 % construction • 66,2 % commerces, transports, services divers • 12,7 % administration publique, enseignement, santé, action sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un club d'entreprises (CEPF), créé il y a 10 ans, reconnu dans toute la France, qui agit sur le développement économique (accompagnement, aide au financement d'installation), salon de l'habitat. - Carte maline : Points cumulés au grand Pineuilh à dépenser dans la bastide

- Chiffres INSEE 1er janvier 2013 (Sainte-Foy-La-Grande): Nombre d'entreprises par secteur d'activité (activité marchande hors agriculture): 241 entreprises :

- 19 % industrie
- 11 % construction
- 169 % commerces, transports, services divers
- 42 % administration publique, enseignement, santé, action sociale

- Chiffres INSEE (CC du Pays Foyen) : 1er janvier 2013 (activité marchande hors agriculture): Age des entreprises

- 10 ans et plus : 40,2%
- 6 à 9 ans : 13,7%
- 5 ans : 4,1%
- 4 ans : 5,2%
- 3 ans : 9,8%
- 2 ans : 8,1%
- 1 an : 8,6%
- Moins de 1 an : 10,3%

- Chiffres INSEE (Sainte-Foy-La-Grande): 1er janvier 2013 (activité marchande hors agriculture): Age des entreprises

- 10 ans et plus : 44 %
- 6 à 9 ans : 16,2 %
- 5 ans : 2,9 %
- 4 ans : 5,4 %
- 3 ans : 9,5 %
- 2 ans : 6,2 %
- 1 an : 7,1 %
- Moins de 1 an : 8,7 %

- Une part importante d'entreprises pérennes et solides

- Une petite progression du nombre de créations d'entreprises ces dernières années.

Des créations récentes d'entreprises mais de plus en plus éphémère, notamment sur la Bastide

- Problématique sur la Bastide des commerçants bientôt à la retraite qui pose la question de la transmission de leurs commerces

- Il y a des ouvertures de commerces dans la Bastide, mais souvent des commerces éphémères.

- Une grande densité de commerces (120 sur la bastide) même si le nombre d'enseigne a fortement baissé dans les 15 dernières années (200 boutiques en 2000).

- Concentration (rue de la République, rue Victor Hugo, rue Alsace Lorraine)
Offre de commerces (boutiques plutôt moyen/haut de gamme) complémentaire aux centres commerciaux

- Forte présence des services : banques, assurances, pharmacies

Offre de restaurants, bars, boutiques « souvenirs » (épicerie fine, décoration, artisanat d'art : vitraux, marqueterie)

- Chiffres INSEE (CC du Pays Foyen) : 31 décembre 2012 (ensemble des activités) : établissements actifs par secteur d'activité : 1911 établissements

- 23,7% agriculture, sylviculture et pêche
- 4,5% industrie
- 8,3% construction
- 53,6 % commerce, transports, services divers
- 9,9 % administration publique, enseignement, santé, action sociale

TOURISME

- Situation géographique de carrefour du Pays Foyen (Périgord, Duras, St Émilion, Bordeaux), de plusieurs départements qui lui confère une force, car source de diversité (proche de : Bergerac 20 min, Saint-Emilion 30 min, Libourne 40 min, Bordeaux 1h15, Sarlat 1h30,...)

- Aéroport de Bergerac à proximité : près de 300.000 passagers en 2012, avec des passagers en court et long séjour : britannique, belges, néerlandais... Beaucoup logent en résidence secondaire, ou en visite chez de la famille ou amis, ils aiment consommer local.

- Ligne ferroviaire TER Aquitaine Bordeaux – Sarlat avec arrêts en gare de Sainte-Foy-La-Grande

- (rapport de 2011 de l'Observatoire de l'Impact Economique des Flux de l'Aéroport Bergerac Dordogne Périgord) : parmi les « passagers courts séjours », 50% séjournent chez des amis ou de la famille. En 2011, l'aéroport Bergerac Dordogne Périgord a connu un trafic de 289 000 passagers.

- « les passagers installés sur la zone de chalandise de l'aéroport reçoivent 3 fois par an des passagers qui passent par l'aéroport ».

- L'impact économique, selon le rapport de 2012 était de 160 000 000 euros avec : une consommation de 138 000 000 euros (hébergement, restauration, achats courants, achats de vin, activités, location de véhicules, etc...), des investissements immobiliers de 12 000 000 euros, et des taxes fiscales de 10 000 000 euros).

Pour 2011, et 2012, les dépenses journalières par passager « court séjour » pour une durée moyenne de séjour de 8,5 jours ont été estimées à 60 euros par jour, et le budget mensuel par passager « résident permanent » à 1100 euros par mois soit un budget moyen en hausse d'environ 7%.

- L'agriculture a une place et un rôle important dans l'économie locale

- Un rayonnement fort qui compense des revenus faibles : viticulture et touristes (UE + Commonwealth)

- Office de tourisme : 20 000 personnes par an, 130 hébergeurs 1000 lits, forte saisonnalité, 25 % d'étrangers

- En 2014, les populations étrangères reçues le plus par l'office de tourisme situé dans la Bastide sont : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, et les Belges.

- Une diversité de nationalités étrangères européennes que l'on trouve sur le territoire, des : anglais, irlandais, danois, néerlandais, belges, allemands,... Il s'agit de résidents à l'année mais aussi de personnes qui ont une résidence secondaire sur le territoire. Ils attirent des touristes qui viennent chez la famille, les amis, ou dans des chambres et maisons d'ôte. Ainsi ils n'ont pas ou peu dépense sur le logement, peu de dépenses sur le transport (vol low cost), et peuvent pleinement profiter de leur séjour en consommant sur le territoire.

La présence de ces populations est surtout liée à l'aéroport de Bergerac Dordogne Périgord situé à une vingtaine de kilomètres de Sainte-Foy-La-Grande et du Pays Foyen.

Leurs raisons d'installation est « la recherche d'une vie meilleure » c'est-à-dire la recherche : d'une vie calme, d'espace, le climat, les paysages verts, les produits régionaux, la gastronomie française (pain, pâtisseries, fromages, chocolats,...), le vin, les festivités locales (franco-british week, marchés nocturnes des producteurs en Août, repas sur le pont, les badas...), les fêtes départementales et nationales (Le spectacle de la Bataille de Castillon, la fête de la musique, la fête

- Les retombées touristiques économiques sur le Pays Foyen sont estimées à près de 11 millions d'euros.

- Un territoire chargé de culture et d'histoire : La Bastide, les Châteaux et les Frères Reclus... : une Bastide témoin architectural et historique du Moyen-âge

- une bastide située en Gironde mais avec les caractéristiques patrimoniales des bastides du Périgord avec ses nombreuses maisons à colombages

- une appellation Sainte-Foy-Bordeaux (280ha), trois autres appellations sur le territoire (Bordeaux, Bordeaux Supérieur et Bergerac Montravel) et des châteaux/caves ouvertes à la visite, labellisés pour un certain nombre « Vignobles et Chais en Bordelais »

- Au cœur de la Bastide, installé dans une demeure à colombage, l'OT du Pays Foyen est le seul avec celui de saint-Emilion à avoir le label national Qualité Tourisme.

- une offre en activités de loisirs axée sur la rivière : les canoës, Bateau Promenade Rivesdor, une plage en eau douce

- Diversité de l'offre commerciale et culturelle. (dans la Bastide des commerces de qualité)

- Un marché au cœur de la Bastide parmi les 100 plus beaux de France, classé Marche Préféré des Français en 2014 par M6 et Saint-Morêt

- Animations estivales qui ont du succès : visites aux flambeaux, marché de producteurs en nocturne labellisé ainsi par la Chambre d'Agriculture, franco-british week, stage de chorale, etc.

des bandas à Pineuilh, la fête du vin à Bordeaux, le 14 juillet, les journées européennes du patrimoine...), la proximité de l'aéroport de Bergerac (avec des prix bas des vols : low-cost), la situation géographique, le prix de l'immobilier « cheap property », les villages et maisons historiques.

- Les touristes et les résidents européens viennent sur la Bastide et le Pays Foyen pour : le marché du samedi matin, la Dordogne, les commerces de bouche, restaurants, le vin, les produits régionaux et festivités locales, au cinéma de Sainte-Foy-La-Grande (version sous-titrée), Cap 33 en famille avec les petits enfants, etc..

- Marché très important, labellisé marché préféré des Français à l'été 2014, atout et vecteur d'identité

	<ul style="list-style-type: none"> - Une vitrine du Pays Foyen permet de découvrir les produits locaux de 48 vigneron du territoire et ses environs (6 appellations présentes sur ce site) - Circuits de randonnées : 10 chemins balisés. - Labellisation «Station Verte» (labellisation de l'ensemble du Pays Foyen) - Qualité de vie et environnementale - Situation en bord de Dordogne (classée réserve mondiale de Biosphère) et une base nautique à Port-Ste-Foy : plage, baignade, loueurs de canoë kayak, bateau promenade <p>Paysages variés : vignes, coteaux et rivière.</p> <p>Un tissu associatif important : plus de 100 associations présentes sur la Bastide</p> <p>Présence de nombreux artisans d'art dans la bastide Cinéma de la Brèche qui attire beaucoup de personnes</p>	
<p>Faiblesses</p>	<p><u>ENTREPRISES ET COMMERCES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse depuis quelques décennies de l'agriculture dans l'économie locale - Le nombre d'emplois dans l'industrie reste sous représentée - Chiffres CGET (2012): la part de créations d'entreprises dans l'EPCI CC du Pays Foyen est de 17.4% (la part de créations d'entreprises dans le département Gironde est de 21.5%, la part de créations d'entreprises dans la région Aquitaine est de 19.6%.) - Chiffres INSEE 2013 (CC du Pays Foyen) : créations d'activité par secteur d'activité (activité marchande hors agriculture): 112 créations d'entreprises : <ul style="list-style-type: none"> •1,8 % industrie •19,6 % construction •64,3 % commerces, transports, services divers •14,3 % administration publique, enseignement, santé, action sociale 	

Baisse de la création d'entreprises. En 2012 123 créations, en 2013 112 créations

- Chiffres INSEE 2013 (Sainte-Foy-La-Grande) : créations d'activité par secteur d'activité (activité marchande hors agriculture): 26 créations d'entreprises :

- 3,8 % construction
- 65,4 % commerces, transports, services divers
- 8 % administration publique, enseignement, santé, action sociale

Augmentation de la création d'entreprises. En 2012 22 créations, en 2013 26 créations

- D'après une étude réalisée en 2013 auprès de 69 commerçants de la Bastide (6 n'ont pas indiqué leur projet) : 19 souhaitent cesser ou transmettre dans les prochaines années 13 ont de 51 à plus de 60 ans.

- La Bastide subit fortement la concurrence des équipements commerciaux de la ville de Bergerac située à une vingtaine de kilomètres. Sainte-Foy-la-Grande est classée par l'INSEE dans l'aire urbaine de Bergerac. De nombreux commerces et activités situés à La Cavaille et à sa proximité : Pressing, espace culturel, téléphonies, bijouterie, espace voyage, parapharmacie, opticiens, Prêt à Porter Homme, maroquinier, accessoire de mode, restaurations, chocolatier, jeux vidéo et consoles, Prêt à Porter féminins, décoration loisirs cadeaux maison, prêt à porter spécialisé enfant, jouets, meubles, Bricolage, hôtels, concession voiture, magasin piscine, karting, Bowling, Laser Play, Aqua Park, salle de gym,...- Mitage commerciale dans la Bastide (33% locaux commerciaux vacants) : une hétérogénéité des devantures et des commerces «abandonnés»

- Il y a des manques sur la Bastide et le Pays Foyen qui renvoie vers la Cavaille.

- Taxes foncières disproportionnées et loyers historiquement chers

- Pas de permanence de la CCI sur le territoire. Manque d'un accompagnement sur le territoire et la Bastide pour les créateurs d'entreprises, mais aussi pour les petit-entrepreneurs qui se retrouvent démunis et seuls face à leurs difficultés et finissent par fermer.

- Baisse continue du nombre d'enseignes dans la bastide : moins de créations que de disparitions

- Des commerces ou services emblématiques pas toujours disponibles : les deux boucheries sont fermées le dimanche matin (reste la grande distribution), aucun restaurant n'est ouvert après le marché du samedi, peu de buralistes ouverts le week end et le lundi... impression d'une ville morte

- Incompatibilité d'horaires entre le cinéma et les restaurants

- Accès du grand Leclerc depuis la bastide à pied malgré la distance et le peu d'aménagements, à cause de la paupérisation (pas de voiture)

- Manque de moyens de transports entre les pôles

TOURISME :

- Des hébergeurs qui mettent en avant sur leur site internet Saint-Emilion, le Bergeracois, mais ne valorisent pas assez la Bastide et le Pays Foyen...
- Des vigneron / viticulteurs qui n'ont pas suffisamment «professionnaliser» leur accueil dans les propriétés : horaires d'accueil, éléments de confort, visites commentées, dégustation. Peu de viticulteurs en Pays Foyen vendent leur vin en bouteille (contrairement à d'autres secteurs viticoles de Gironde) et beaucoup d'entre eux vendent leur vin en vrac ; d'où en découle une politique d'accueil à la propriété peu développée
- Commerces de centre-ville, des services et des prestations à améliorer : nombreux restaurants fermés le dimanche, le lundi voire les jours fériés, difficulté à trouver des informations pratiques sur Internet (horaires, adresses, tarifs,...), horaires d'ouverture et fermeture des magasins
- la petite taille des structures touristiques avec des moyens financiers limités
- Peu de structure d'hébergement touristique marchand dans la ville
- Tourisme fluvial : problème de navigabilité en période d'étiage pour les bateaux
- Inexistence d'un WIFI territorial
- fermeture d'une grande partie des commerces le dimanche et le lundi, y compris en saison touristique
- Pas de magasins de souvenirs, objets ou produits liés au vin
- Les artisans d'art présents dans la bastide ne sont pas suffisamment mis en avant par le biais de circuits ou de visites thématiques ; de plus il n'existe pas de route des métiers d'art en Gironde (contrairement en Dordogne)
- absence de voie verte ou voie partagée
- Difficulté de repérage dans la bastide par les touristes concernant le

- Une complémentarité à trouver entre la Bastide et la zone commerciale de Pineuilh qui a une zone de chalandise assez large
- Les zones d'activités sont en entrée de ville et font écran aux commerces de la bastide

- Pour les étrangers européens qui résident sur le territoire, pour garder une proximité avec la famille, c'est très important le téléphone portable et interne (« Facebook », « Skype », « twitter », etc...). Internet permet aussi une proximité avec leur pays et leur culture, avec de nombreux achats et des recherches d'informations qu'ils effectuent via internet dans leur pays d'origine. Il y a des améliorations nécessaires sur les réseaux pour ces populations.
- Il n'y a pas d'ouverture des commerces entre midi et 14h, alors que ces populations sont habituées dans leur pays à ce que ce soit ouvert
- Il n'y pas de professionnels sur le territoire qui ciblent ces populations. Alors que par exemple à Gensac un domaine propose des concerts avec des musiciens populaires auprès de ces étrangers, un château à Pessac sur Dordogne propose aux visiteurs de prendre « a cup of tea » à 16h00, un château près de Saint-Seurin-de-Prats réalisé en 2014 une vingtaine de mariages d'étrangers européens à hauteur de 50 000 euros et 80 invités le mariage, le golf des Vigiers attire lui aussi ses populations avec son parc, son château, et ses restaurant (situé près de Ligueux : communauté de Communes du Pays Foyen)
- Les professionnels de la Bastide et du territoire ne parlent pas anglais. Cela pose problème pour les résidents européens (souvent trop âgés pour apprendre une nouvelle langue), et décevant pour touristes qui ont la vision d'une région touristique.
- Pas d'animation le soir durant une grande partie de l'année, un peu d'animation le soir durant l'été.
- Offre touristique très pauvre, qui exploite peu le patrimoine (bâti ou viticole) et tourne le dos à la rivière Dordogne.
- pas assez d'hébergements de groupe, par exemple pour que les Tours Opérateurs puissent programmer la Bastide dans leur catalogue

stationnement et la déambulation (promenade).

- Communication sur la destination touristique « Pays Foyen » qui n'est pas une destination touristique reconnue

- Pas d'événements majeurs, des événementiels actuels de qualité essentiellement tournés vers un public local

- Une Bastide qui «tourne le dos» à sa rivière

- Dans la Bastide une emprise forte de la voiture et une place donnée au piéton «touriste» insuffisante dans une optique de déambulation

Nombreuses maisons en colombage vétustes et non entretenues, ce qui nuit à l'image de la Bastide.

- Manque de liens physiques entre les pôles majeurs de la Bastide et du Pays Foyen : OT, gare, quais, place Gambetta, Vitrine du Pays Foyen,...

- Raisons de la stagnation ou de la diminution des entreprises: fluctuation de l'activité pour les artisans, baisse de fréquentation du centre-ville de Sainte-Foy pour les commerçants, pouvoir d'achat faible en lien à une population en difficultés sociales (le revenu net moyen pour la CdC du Pays Foyen est faible revenu net imposable moyen en euros : 17731 e, Sainte-Foy-La-Grande : 12586 e), baisse du pouvoir d'achat, difficultés sociales et de sécurité, image de Ste Foy dégradée, évasion commerciale vers Bergerac, difficultés transitoires pour certaines entreprises, crise de la viticulture, baisse de fréquentation de la clientèle étrangère, accès au réseau GSM et internet problématique

- Manque d'un équipement structurant de type spa/piscine pour l'accueil de touristes ou de cadres

Opportunités

- Des entrées de l'agglomération foyenne et des friches industrielles à requalifier
- Plusieurs zones d'activité sur l'agglomération (territoire vécu) qui ont des emplacements disponibles pour accueillir des entreprises.
- Un accompagnement des entreprises et des créateurs d'entreprises à améliorer
- L'arrivée de la LGV Paris-Bordeaux et la desserte ferroviaire TER Aquitaine Bordeaux-Sarlat avec des arrêts en gare de Sainte-Foy-La-Grande
- Le positionnement de la Bastide au cœur de destination touristique reconnue
- La Labellisation « Man and Biospher » par l'UNESCO de la vallée Dordogne
- Volonté des politiques départementales et régionales de faire du tourisme une véritable filière de développement économique
- Développement du tourisme itinérant > positionnement intéressant de la bastide grâce au tourisme fluvial et cyclotourisme à avoir
- Activités liées aux savoir-faire locaux (stage, découverte des métiers, etc.) plébiscités par la demande actuelle
- Ville de taille humaine avec les services demandés par des familles qui souhaiteraient s'installer : écoles, hôpital, services de santé, associations culturelles et sportives, desserte ferroviaire, etc.

- Le tourisme est un gisement d'emplois non délocalisables et accessible à des personnes ayant de faibles qualifications
- L'enclavement peut se transformer en atout pour le tourisme de séjour
- Projets de l'office de tourisme (vélos, bateaux, QR code, visites...)
- Capitalisation touristique autour du marché
- Jumelage de la Bastide avec villes d'Allemagne, Québec, et prochainement Chine
- Potentiel de développement économique des touristes européens voire internationaux (par exemple des néozélandais ou résidents de l'Afrique du Sud qui viennent pour les vendanges) mais aussi des résidents permanents et secondaires avec l'investissement dans l'immobilier, la rénovation d'habitat et de patrimoine, leur participation aux cotisations, leur consommations quotidiennes, etc... Pourrait être un vecteur de redynamisation de la Bastide, avec l'attrait qu'ils ont pour la région.
- Salon de l'habitat organisé par le CEPF tous les deux ans sur immobilier/bâtiment/décoration
- Silver économie : services à la personne et adaptation des logements

		<ul style="list-style-type: none"> - Créer des ouvertures sur la Dordogne (restauration, circulation, esprit guinguette) - Voie verte - Friche commerciale (ancien super U) en entrée de Bastide rachetée pour un projet de marché couvert de producteurs locaux
Menaces	<ul style="list-style-type: none"> - Le Pays Foyen et la Bastide subissent la concurrence des équipements commerciaux de la ville de Bergerac située à une vingtaine de kilomètres, mais aussi le développement des pôles d'équilibre voisins : Sainte-Antoine-De-Breuilh, Le Fleix, etc... - La LGV pourrait amener la SNCF à réduire les arrêts en gare de Libourne, gare TGV située à seulement 45 min du Pays Foyen - Appellations viticoles de renommée (Saint-Emilion et Monbazillac) qui entourent voire étouffent les appellations foyennes 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse progressive des activités, notamment le soir - Peu de visibilité dans le carnet de commandes des artisans - Disparition progressive des professionnels de santé (spécialiste en cours, généraliste amorcé) - Sentiment d'insécurité faisant fuir des clients potentiels, mauvaise image

5. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES ET EMPLOI (ACCES A L'EMPLOI)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Le Pays Foyen est le 2ème pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne. - Secteur d'emploi surtout vers le tertiaire - Le nombre d'emplois dans la construction est bien représenté, ainsi que dans le secteur du commerce, transports et services, pourvoyeur d'emplois sur le Pays Foyen - Le secteur administration publique, enseignement, santé, action sociale est le deuxième pourvoyeur d'emplois - L'agriculture a une place et un rôle important dans l'économie locale <p>-Le RSP est un lieu de services publics et d'information dans les domaines de l'emploi et de la formation, de l'information jeunesse. .. Ils accueillent de nombreux partenaires pour permettre aux usagers un meilleur accès à l'information et faciliter les démarches administratives en favorisant la proximité : Missions Locales de Bergerac et du Libournais, PLIE....</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de forums des métiers, speedating emploi (information, entretien, critique positive), speed meeting, matinales de l'emploi, bourse de l'emploi... : Relai des Services Public, Club des Entreprises du Pays Foyen,... <p>-Relai des Services Publics : accentuation des permanences des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permanences quotidiennes de Pôle Emploi Bergerac quotidiennes sur le RSP de Ste FOY
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de professionnels indépendants (artisans, commerçants, chefs d'entreprise), et d'agriculteurs indépendants diminue. - Le taux de chômage est important, mais pas le plus élevé du Libournais <p>- Chiffres CGET (2010) Indice chômage (catégorie A, B,C) par sexe :</p> <p><u>* Sainte-Foy-La-Grande :</u> Taux femme : 34,9 % (150) - 144 demandeuses d'emploi (cat A,B,C) Taux homme : 35,3% (155) - 156 demandeurs d'emploi (cat A,B,C)</p> <p><u>* Pineuilh :</u> Taux femme : 15,4 % (129) - 174 demandeuses d'emploi (cat A,B,C) Taux homme : 9% (75) - 155 demandeurs d'emploi (cat A,B,C)</p> <p><u>* CDC du Pays Foyen :</u> Taux femme : 15,9 % (509) Taux homme : 12,6% (423)</p>	

- Chiffres INSEE (2011) Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et par âge : Sainte-Foy-La-Grande :

*** 15 à 24 ans :**

Taux femme : 51,4 %

Taux homme : 48,3 %

*** 25 à 54 ans :**

Taux femme : 33 %

Taux homme : 35,7 %

*** 55 à 64 ans :**

Taux femme : 25,9 %

Taux homme : 19,4 %

- Chiffres CGET (2010) Taux d'emploi des 15 à 64 ans par sexe :

*** Sainte-Foy-La-Grande :**

Taux femme : 41,2 % (279)

Taux homme : 45,4% (283)

*** Pineuilh :**

Taux femme : 55,8 % (709)

Taux homme : 67% (760)

*** CDC du Pays Foyen :**

Taux femme : 55,1 % (2865)

Taux homme : 63,5% (2935)

- Chiffres CGET (2010) Taux d'emploi des 15 à 24 ans par sexe :

*** Sainte-Foy-La-Grande :**

Taux femme : 25,8 % (31)

Taux homme : 28% (37)

*** Pineuilh :**

Taux femme : 33,4 % (73)

Taux homme : 42,9% (83)

*** CDC du Pays Foyen :**

Taux femme : 29,4% (219)

Taux homme : 39% (294)

- Nombre important de demandeur d'emploi jeunes, mais il y a aussi la question des séniors qui ont beaucoup de mal à retrouver un emploi

- Chiffres INSEE (2011): Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus :

Sainte-Foy-La-Grande :

- Salariés titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée : 56,4 %
- Salariés contrats à durée déterminée : 21,65 %
- Indépendants : 8,95 %
- Employeurs : 6 %
- Salariés Apprentissage - Stage : 2,5 %
- Salariés Emplois aidés : 2,25 %
- Salariés Intérim : 1,85 %
- Aides familiaux : 0,4%

- Chiffres INSEE (2011) : Emplois par catégories socio-professionnelle :

Sainte-Foy-La-Grande :

- * Employés : 36,8% (en 2006 : 44,5 %) : baisse
- * Ouvriers : 10,7 % (en 2006 : 10,7%) : baisse

- Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi recherchent.

- Niveau de qualification professionnel bas, voire inexistant pour 22%.
- Baisse de l'emploi et notamment sur des emplois ne demandant pas de qualification particulière. D'où une hausse du chômage et notamment sur la commune de Sainte Foy la Grande (23% de chômeurs contre une moyenne de 13% sur le territoire concerné).les hommes sont plus touchés par ces licenciements que les femmes. Les contrats sont de plus en plus précaires : CDD et temps partiels surtout pour les femmes.
- Des entreprises interrogées indiquent avoir déjà rencontré des difficultés à recruter. Pour près de 35% d'entre eux, il n'y avait pas de candidats, pour moins de 29% le candidat n'était pas compétent et pour plus de 25%, il n'avait pas les qualifications. Certains ont indiqué : les candidats locaux ne sont souvent pas assez qualifiés, les postes à qualification technique (électromécanicien, informaticien) sont difficiles à pourvoir, il est difficile de faire venir les personnes jeunes et qualifiées en milieu rural, pour les métiers du bâtiment le centre de formation est à Bordeaux, les charges

- question de la main d'œuvre qualifiée

- Lorsqu'il y a un besoin, une demande de recrutement de la part d'entreprises, elles ont le plus souvent besoin de personnes qualifiées. Qualifications recherchées pas sur le secteur.

- Des difficultés à trouver des personnes qualifiées sur le territoire (Bac +2, cadre, agent de maîtrise,...)

- Des difficultés à faire venir des personnes qualifiées de l'extérieur du territoire : des salaires plus bas que sur la métropole. Il faudrait doubler les salaires.

- Peu offres d'emploi d'entreprises du territoire, mais des offres qui peuvent rester plusieurs mois disponible en raison des difficultés pour trouver du personnel qualifié

- selon les agences d'intérim, à cause du manque de qualification, il y a des réponses pour des offres d'emplois saisonniers et des petits boulots.

- Décrochage scolaire important, peu d'offre pour des jeunes qui sont sortis du système scolaire, pas d'insertion professionnelle.

- Main d'œuvre étrangère qualifiée dans la viticulture, une main d'œuvre qui ne

salariales ne permettent pas de recruter davantage, le recours aux heures supplémentaires permet de pallier les surcroûts d'activité. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

Chiffres INSEE (2011) : Sainte-Foy-La-Grande - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus :

- aucun diplôme : 2006 : 25,8% - 2011 : 33,6%
- Certificat d'études primaires : 2006 : 16,3% - 2011 : 10,4%
- BEPC, brevet des collèges : 2006 : 8,4% - 2011 : 6,5%
- CAP ou BEP : 2006 : 20,1% - 2011 : 24,8%
- Baccalauréat ou brevet professionnel : 2006 : 18% - 2011 : 13,1%
- Diplôme de l'enseignement supérieur court : 2006 : 5,7% - 2011 : 6,1%
- Diplôme de l'enseignement supérieur long : 2006 : 5,6% - 2011 : 5,6%

Chiffre CGET (2010) Non diplômés par sexe :

- CDC Pays Foyen : Part femme : 23,4 % (1626) - Part homme : 23% (1383)
- Sainte-Foy-La-Grande : Part femme: 33,8 % (383) Part homme : 33,4% (272)
- Pineuilh : Part femme : 21,2 % (416) - Part homme : 21 % (330)

Chiffre CGET (2010) Hauts niveaux de formation par sexe :

- CDC Pays Foyen : Part femme : 6 % (413) - Part homme : 7,1 % (428)
- Sainte-Foy-La-Grande : Part femme : 5 % (57) - Part homme : 6,4 % (52)
- Pineuilh : Part femme : 4,2 % (83) - Part homme : 6,1 % (96)

- Pas de structures ou services destinés à la formation professionnelle, malgré l'inadéquation entre offres et demandes d'emplois, ainsi qu'au regard de la forte proportion de non diplômés.

- Moins d'un quart des responsables interrogés, compte embauché durant l'année, des personnes peu ou pas diplômées et pour plus de la moitié en CDI. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

- Des habitants ne peuvent avoir accès à l'emploi, la formation ou des stages, faute de transport. Les contraintes des transports en commun (tarifs et horaires) ne permettent l'accès à l'offre d'emploi ou de formation située principalement sur Libourne ou Bergerac.

parle pas la langue.

- Besoin de CAP pour travailler dans les vignobles. Il faut analyser les besoins, et évaluer les potentiels

- Manque de formation

- Quand les jeunes ont la qualification, il y a la problématique du manque d'expérience professionnelle (stages nécessaires)
 - Certains employés souhaitent se former pour évoluer dans l'entreprise (promotion), mais ce n'est pas possible car les formations sont trop éloignées, et ne correspondent pas horaires de travail

 - problème de mobilité qui est un frein à l'accès à la formation.
 - Sur le territoire, les principaux freins à l'emploi sont : la qualification, l'expérience, la mobilité, la présentation de soi (la question du savoir être et du comportement), le nombre d'offres d'emploi (pas de dynamique d'emploi et de recrutement)

 - Peu d'offres d'emploi sur le territoire
 - Peu de possibilité et volonté d'embaucher pour les entreprises, pas de dynamique de recrutement

 - De moins en moins de temps pour les entreprises pour accompagner les publics à se former, car les clients attendent l'excellence.
 - Baisse de la mobilisation des entreprises sur l'alternance, elles n'ont plus le temps de s'en occuper, et beaucoup ont été déçues par les personnes formées pas assez investies.
 - De moins en moins de stagiaire : démarche administrative lourde, et beaucoup d'erreurs.
 - Baisse de la mobilisation des entreprises sur les forums

 - La CCI apporte un accompagnement à la création ou reprise d'entreprise. Mais pas de permanence sur le Pays Foyen (frein de la mobilité)

 - 2 niveaux de mobilité : se déplacer sur le Pays Foyen et à proximité, et aller dans les grandes villes. Peur pour certains de prendre les transports en commun et d'aller à Bordeaux, Périgueux,...

 - Enracinement : pas de mobilité professionnelle, pas de mobilité sociale, pas de projection
- une population captive du centre ville comportant un faible niveau de revenu. Il

		<p>faut sortir les personnes des quartiers pour trouver un emploi (ex : viticulture, agriculture)</p> <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses familles monoparentales avec des femmes chef de famille qui connaissent des difficultés de garde d'enfant : manque de mode de garde, adaptabilité des horaires - La mobilité est un frein à l'emploi, lorsque l'on n'y a pas le permis, ni le véhicule, car hormis le train il n'y a pas de transport en commun. Beaucoup de famille de gens du voyage se sont installées sur la Bastide pour avoir tous les services à proximité car elles n'ont pas les moyens de se déplacer. - les gens du voyage connaissent des difficultés à trouver un emploi, mais certains accèdent aux emplois saisonniers. <p>- Appartenance de SFLG à la ZE de Bergerac : « couloir de la pauvreté » Blayais/ Fumelois Qualifiée de « ZE vulnérable » dans le cadre d'une étude réalisée en 2012 INSEE aquitaine en direction de la DIRECCTE. Etude : « 15 ZE aquitaines plus ou moins armées face aux mutations économiques »</p>
<p>Opportunités</p>	<p>- 30% des actifs du Pays Foyen travaillent dans un autre département (la CDC du Pays Foyen se situe à la limite avec les départements de la Dordogne et du Lot-et-Garonne).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des formations pour des personnes déjà employé en entreprises et souhaitent y évoluer (promotion), pourrait permettre de libérer des places dans les entreprises pour des personnes peu qualifiées (postes libérés) - Chantiers d'insertion - Projet de formation (Port-Sainte-Foy-Et-Ponchapt) - Transport à la Demande - Quatre secteurs pourraient potentiellement être créateurs d'activité et pourvoyeurs d'emplois sur le territoire : le tourisme, le commerce, le service aux personnes âgées, le bâtiment, l'agriculture et la viticulture - Des places disponibles sur les zones d'activités du Pays Foyen pour de nouvelles entreprises qui pourraient embaucher. Une future zone d'activité à Pellegrue en ZRR.

		<ul style="list-style-type: none"> - Une population vieillissante peut permettre de créer de l'emploi autour de l'accompagnement des personnes âgées - L'agriculture qui a un rôle important dans l'économie locale peut être une piste pour développer de l'emploi. - Club des Entreprises du Pays Foyen : <ul style="list-style-type: none"> * Accompagnement de jeunes sur des projets fictifs, organisé sous forme de jeu * Salon de l'habitat : découverte des métiers de du bâtiment et de l'artisanat * Guide des entreprises qui va être réactualisé sur internet - Association Unicité : des jeunes sans emploi ni formation qui sont accueillis dans les collectivités - Besoin d'accompagnement pour les créateurs d'entreprises
Menaces		

6. COHESION SOCIALE (EDUCATION)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Une diversité de structures enfance-jeunesse : - Il y a une offre diversifiée sur le territoire, les équipements « petite enfance » sont variés : - Crèche collective « Les p'tits loups » de 20 places à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt - Crèche halte garderie « Tom Pouce » de 16 places (régulier et occasionnel) à Sainte-Foy-La-Grande - Crèche familiale « Tom Pouce » de 22 places (service d'accueil familial) à Sainte-Foy-La-Grande - Accueil de loisirs « les p'tits potes » géré par la Communauté de Communes du Pays Foyen et situé à Pineuilh, il accueille jusqu'à 32 enfants allant de 6 à 12 ans et jusqu'à 40 enfants de 3 à 6 ans. - Un lieu d'Accueil Enfants/Parents « le Mille Pattes » ouvert deux matinées par semaine et pouvant accueillir jusqu'à 7 enfants avec leurs familles en même temps. - Un Accueil de Loisirs Sports Vacances : géré par la Communauté de Communes du Pays Foyen, il peut accueillir jusqu'à 60 enfants allant de 7 à 14 ans pendant les vacances uniquement. Son implantation durant les vacances se situe sur Port Sainte Foy et Ponchapt (Complexe sportif Mézières). - Animation jeunesse gérée par la Communauté de Communes du Pays Foyen et située sur la commune de Sainte Foy la Grande, elle se destine à l'accueil des jeunes allant de 12 à 18 ans (24 places). - Point Information Jeunesse : géré par la Communauté de Communes, ce service se situe au sein du Relais des Services Publics à Sainte Foy la Grande. - Périscolaire maternelle et primaire (TAP) La gratuité des activités constitue un élément fort du projet. Elle doit contribuer à la réussite de l'objectif d'égalité des chances et permettre l'accès du plus grand nombre aux activités proposées. Le périscolaire étant facultatif, les enfants qui ne participent pas retournent dans leur famille. Mais lorsque l'enfant est inscrit aux activités, cela rendra sa présence obligatoire toute l'année. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un ALSH 12-17 ans (24 places) en accès libre le mercredi après-midi (adhésion annuelle : 25 €) puis une animation proposée. - Un Point Information Jeunesse sous forme d'affichage au relais des Services Publics. - Une médiathèque offrant un espace multimédia, très fréquentée par les jeunes. - Le nombre de structures de garde pour la petite enfance pour enfants âgés de 0 à 2 ans sur la Communauté de Communes du Pays Foyen est de 3 établissements d'accueil pour la petite enfance (pour l'ensemble des habitants du territoire et au sein de l'EPCI) - Le quartier bourg a une structure de garde pour la petite enfance (EAJE « Tom Pouce ») - Atelier 104 : l'école de musique compte environ 250 jeunes inscrits aux différents cours. - Un poste d'adulte relais en cours de création.

	<p>- Les accueils périscolaires avant et après la classe hors TAP dans les écoles de Sainte-Foy-la-Grande, Pellegrue, Pineuilh (Maternelle), et Margueron/La Roquille.</p> <p>- De l'Accompagnement à la scolarité : expérimentation depuis la rentrée 2014 dans les écoles élémentaires d'Eynesse, Pellegrue, Margueron et Sainte-Foy-la-Grande.</p> <p>L'enseignement secondaire: Le Pays Foyen compte 4 établissements d'enseignement secondaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un collège public de 645 élèves à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt. - Un collège public de 169 élèves à Pellegrue. - Un collège privé de 181 élèves à Sainte-Foy-la-Grande. - Un lycée public d'enseignement général de 424 élèves à Sainte-Foy-la-Grande. - Un lycée professionnel de 215 élèves à Sainte-Foy-la-Grande - Vie scolaire importante de la maternelle au Lycée <p>- Les contrats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrat Enfance et Jeunesse (CAF et MSA), faisant suite aux contrats petite enfance et Temps libres, ce contrat est conclu jusqu'en 2014 et concerne l'ensemble des établissements liés à l'enfance et la jeunesse. - Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité depuis septembre 2014. - Projet Educatif de Territoire : convention entre l'Éducation Nationale, la DDCS et la CdC. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de scolarisation des enfants de maternelle est satisfaisant - Ecole Élémentaire Paul Bert : 6 classes dont une CLIS et Kergomard : 4 classes - Pineuilh élémentaire : 10 classes - Pineuilh Maternelle : 5 classes <p>- Au sein du collège, il existe une cellule de veille en partenariat avec le Centre social d'ici et d'ailleurs. Cela a permis aux familles de faire des dossiers de demande de bourses et ainsi que les enfants puissent bénéficier des repas à la cantine.</p> <p>- Une action autour du climat scolaire est mise en place au sein du collège en partenariat avec l'AROEVEN. Il s'agit d'une action de médiation entre pairs.</p> <p>- Le PEdT ne concerne que les enfants des écoles primaires.</p>
<p>Faiblesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le Pays Foyen, une population à dominante âgée, l'indice jeunesse le plus bas du Libournais (Pays Foyen : Indice jeunesse 82,2 - évolution nombre des moins de 20 ans entre 1999 et 2010 + 4,3 %) - Depuis 2012, les effectifs des 0-2 ans et des 12-17 ans stagnent, mais les 3-5 ans augmentent. Population CDC 16894 habitants dont 2 579 mineurs (453 de 0-2 ans / 454 de 3-5 ans / 912 de 6-11 ans/ 760 de 12-17 ans). (diagnostic 2013 PEDT) 	

- Le niveau d'étude :

- Sur le Pays Foyen (Sans les 5 communes de l'ancienne CdC de Pellegrue), plus de 22% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'a aucun diplôme. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)
- Près d'un quart de la population concernée a un CAP ou un BEP. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)
- Plus de 15% de cette population a le Bac ou Brevet professionnel. 9% bac +2, 6% supérieur à bac +2 (diagnostic 2013 préfiguration centre social)
- Problématique repérée autour de la formation des jeunes ou d'un niveau scolaire très faible.

Chiffres INSEE (2011) : Sainte-Foy-La-Grande

- Entre 2006 et 2011, baisse du taux de scolarisation des 15 à 17 ans (96% en 2006 – 79,6% en 2011)
- En 2011, part des 15 à 17 ans scolarisés 79,6% (88,2% filles -72,3% garçons)
- En 2011, part des 18 à 24 ans scolarisés 29,5% (28,2% filles -30,7% garçons)

Chiffres INSEE (2011) : Sainte-Foy-La-Grande - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus :

- aucun diplôme : 2006 : 25,8% - 2011 : 33,6%
- Certificat d'études primaires : 2006 : 16,3% - 2011 : 10,4%
- BEPC, brevet des collèges : 2006 : 8,4% - 2011 : 6,5%
- CAP ou BEP : 2006 : 20,1% - 2011 : 24,8%
- Baccalauréat ou brevet professionnel : 2006 : 18% - 2011 : 13,1%
- Diplôme de l'enseignement supérieur court : 2006 : 5,7% - 2011 : 6,1%
- Diplôme de l'enseignement supérieur long : 2006 : 5,6% - 2011 : 5,6%

Chiffre CGET (2010) Non diplômés par sexe :

- CDC Pays Foyen : Part femme : 23,4 % (1626) - Part homme : 23% (1383)
- Sainte-Foy-La-Grande : Part femme : 33,8 % (383) Part homme : 33,4% (272)
- Pineuilh : Part femme : 21,2 % (416) - Part homme : 21 % (330)

- Manque une offre de loisirs pour les 12-25 ans, un lieu qui pourrait accueillir des jeunes pour qu'ils se rencontrent sans proposer d'activités, mais avec des horaires et une situation géographique adaptée. Ce serait aussi bien un lieu de rencontres, d'échanges, de loisirs, d'information, d'orientation...
- L'ALSH actuel n'accueille qu'une petite partie du public jeune en dessous de 18 ans.

Chiffre CGET (2010) Hauts niveaux de formation par sexe :

- CDC Pays Foyen : Part femme : 6 % (413) - Part homme : 7,1 % (428)
- Sainte-Foy-La-Grande : Part femme : 5 % (57) - Part homme : 6,4 % (52)
- Pineuilh : Part femme : 4,2 % (83) - Part homme : 6,1 % (96)

- Décrochage scolaire (collège) : (diagnostic 2013 décrochage scolaire)

- 13% des élèves de l'établissement sont en décrochage scolaire, la majorité d'entre eux sont des « absentéistes lourds » : minimum 20 demi-journées d'absences dans le trimestre = 1 mois d'absence / 3
- 36% sont scolarisés en classes de 6ème et 5ème
- 64% sont scolarisés en classes de 4ème et 3ème (parmi eux, 9 sont déjà en classes spécialisées)
- Si une minorité d'enfants en décrochage scolaire est scolarisée en classes spécialisées (36% des décrocheurs), beaucoup accumulent les difficultés scolaires de par leurs absences et leurs niveaux (certains d'entre eux ne savent ni lire, ni écrire correctement en 3ème).
- + de 81% des élèves décrocheurs sont issus de la communauté des gens du voyage
- Parmi les élèves décrocheurs 57% de filles environ
- Parmi les élèves décrocheurs : 20% de Sainte-Foy-La-Grande / 18 % de Saint-Avit-Saint-Nazaire / 9% Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt / 7% Pineuilh
- 6 Absences : certains enfants issus de la communauté des gens du voyage sont non-sédentarisés, certains sont absents pour des soucis de transport, d'autres sont absents car ils travaillent avec leurs parents (vendanges notamment). Les filles issues de la communauté des gens du voyage se marient dès l'âge de 16 ans et commencent alors leurs vies de femmes (pas de statut d'adolescente), elles s'intéressent souvent moins à leurs apprentissages qu'à leur vie future.
- Les impacts du décrochage scolaire : manque de respect vis-à-vis d'autrui, violence physique et verbale, racket et vol, exclusion de la vie scolaire en général et enfermement sur leur propre système de vie autarcique. (Certains enfants de par leurs difficultés scolaires se sentent exclus du système et agissent violemment. La plupart des problèmes comportementaux recensés sont engendrés par la gente masculine.)

- Un décrochage scolaire lié à la population gens du voyage en ce qui concerne le collège. Beaucoup de filles sont concernées, car elles sortent de la scolarité pour entrer dans la vie familiale (mère au foyer).

- Décrochage scolaire : une population d'élèves issus de familles d'accueils. Cela ne facilite pas les démarches administratives (parcours compliqués pour obtenir la signature du responsable légal...)

- Manque d'une structure extérieure au collège qui pourrait accompagner les collégiens dans leurs devoirs, mais aussi permettrait les échanges et la détente. Cela nécessiterait un lieu et un accueil par des professionnels en dehors du collège..

- **Parentalité** : (*diagnostic 2013 préfiguration centre social*)

- Un certain nombre de parents sont inquiets ou se sentent démunis, soit par manque de références éducatives, soit par incompréhension des demandes éducatives. La socialisation de l'enfant s'en trouvant perturbé.
- Beaucoup de jeunes vivent mal les transitions scolaires. Certains parents sont démunis face au suivi scolaire, pour raisons professionnelles ou par raison socioculturelle. L'environnement quotidien de certains enfants ne permet pas le suivi scolaire optimum et la régularité de l'apprentissage nécessaire pour éviter le décrochage scolaire.

- Collège Langalerie : 40 enfants en maternelle et 96 en élémentaire. Peu d'enfants sont issus de la commune de Sainte-Foy-la-Grande

- L'évitement des établissements scolaires de Sainte Foy la Grande
- Les établissements scolaires de sainte Foy la Grande, écoles, collège et lycée souffrent d'une mauvaise image, d'une mauvaise réputation et donc de la stratégie d'évitement des familles.

- La fréquentation de ces établissements par une grande partie d'élèves issus de familles en difficulté et de gens du voyage.

- Ecole primaire de Sainte-Foy-La-Grande :

* 53% enfants « étrangers »

* beaucoup de primo-arrivant (rejoignent de la famille), marocain via l'Espagne et l'Italie

* rotation forte (sur les écoles de l'agglomération, quand les familles sont repérées en difficulté elles changent d'établissement)

* catégories socio-pro défavorisées.

* racisme entre enfant (école privée mieux perçue)

* 104 élèves (5 classes + la Cliss) : 18 élèves par classe (1 classe devrait être fermée : barre danger en dessous de 20) à l'école P. Bert.

- De nombreuses familles monoparentales sur le quartier. Des chefs de famille qui souvent ne peuvent pas faire garder leurs enfants pour aller travailler.

- Le problème de la barrière de la langue : cela entrave la communication avec les familles. Il existe des cours d'arabe, mais cela n'est destiné qu'aux enfants.

- Certaines familles ne savent pas lire le français et cela entraîne des problèmes de communication avec les enseignants ou le périscolaire.

- Il n'existe pas d'association qui porte un projet autour de la parentalité.

- Le CIDFF mène des actions collectives ponctuelles autour de la parentalité, mais cela ne semble pas suffisant pour le territoire.

- Pas d'actions concertées entre les différents partenaires autour de la parentalité et l'éducation.

- Manque de temps de concertation avec le corps enseignant

		<ul style="list-style-type: none"> - Les cantines scolaires : pas de cohérence entre les établissements dans le choix des menus en rapport avec la laïcité de l'école publique (menu de substitution ou non selon les écoles) - Un manque de communication est détecté autour des structures d'accueil de la petite enfance, l'enfance et la jeunesse. - Il est nécessaire d'améliorer les liens entre les écoles et le collège. Création d'un réseau, organisation de rencontres autour de projets... (en intégrant Port-Sainte-Foy) - Il n'existe pas d'association liée à la problématique autour de la parentalité.
<p>Opportunités</p>		<p>Des projets en cours d'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restructuration de l'école primaire de Sainte-Foy-la-Grande prévue pour la rentrée 2015 : fusion des deux écoles sur un même site (Paul Bert). Le but étant d'optimiser les locaux (12 salles à Paul Bert). - Aménagement d'une maison de la petite enfance dans les locaux de l'école Pauline Kergomard. - Des structures existent pour accueillir les enfants de 0 à 17 ans (compétence communautaire) mais cela reste à consolider : certaines structures sont vieillissantes (cf. crèche Tom Pouce), d'autres manquent d'équipements (cf. ALSH Pineuilh). Leur fréquentation est correcte, mais cela pourrait être amélioré. - Un questionnaire est en cours de réalisation et déterminera les attentes des jeunes. - Il faudrait mener une réflexion globale autour de la parentalité et la place des parents dans les écoles et les structures d'accueil. - Idée d'un café des parents animé par des professionnels. - Nécessité d'une concertation entre élus, enseignants et parents concernant le plan Vigipirate et l'accès de l'école aux familles, mais aussi autour du climat scolaire. - Nécessité de créer des passerelles entre les différents établissements scolaires.

		<ul style="list-style-type: none"> - Décrochage scolaire : des dispositifs innovants ont été proposés par le collège en partenariat avec la CdC en 2014, mais cela n'a pas été soutenu par l'Education Nationale. - Besoin d'une crèche dans la Bastide qui pourrait permettre à des femmes et familles de travailler, et faire venir des populations extérieures à la Bastide en centre ville. - Un CLAS pourrait être en lien avec le collège et l'ALSH de jeunes. Cela reste un choix politique de l'ouvrir aux 12-25 ans. - Une médiation serait à construire : Besoin d'une médiation qui puisse « éduquer les familles » (culture, langue...)
Menaces		<ul style="list-style-type: none"> - Problème de la SEGPA au collège : un ½ poste de coordination actuellement risque de ne pas être pérennisé. Il n'y a pas de direction SEGPA au collège, alors que le public de la SEGPA au collège est diagnostiqué comme étant en grande difficulté (MDPH...) avec souvent des parcours familiaux compliqués. Les élèves de SEGPA du collège trouvent rarement une issue vers le lycée professionnel. Cette SEGPA répond à un public qui n'est pas le public habituel de la SEGPA. - risque d'une fermeture d'une classe à l'école primaire (départ de 5 enfants)

7. COHESION SOCIALE (CULTURE – LOISIR – ANIMATION)

	Diagnostics	Ateliers
<p>Atouts</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La majorité des associations se situe à Sainte- Foy-la-Grande et à Port-Sainte-Foy. Les dirigeants préfèrent choisir un lieu central pour le siège de leurs associations. - De nombreuses associations sportives sur le territoire foyen, avec une diversité de disciplines représentées - Dans le domaine sportif sur le Pays Foyen, il y a également : Cap 33 support départemental visant le développement d'activités sportives pour tous durant la période estivale, Sports Vacances en lien avec Département de la Gironde, et des écoles multisports en lien avec Département de la Gironde. <p>Le CAP 33 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les mois de vacances scolaires estivales (juillet-août), du mardi au dimanche de nombreuses activités sportives: des activités sportives (volley-ball, beach rugby, canoé, fitness, aquagym, judo, aviron, tir à l'arc, zumba, yoga, beach tennis, sandball, pétanque, course d'orientation, golf, baptême de plongée, athlétisme, baseball, boxe, beach basket, BMX, etc...), des activités artistiques (batterie, échecs, cirque,...) des balades guidées dans les vignobles, tyrolienne au dessus de la Dordogne, des cours d'initiation de natation sur la Plage des Bardoulets « objectif nage », des soirées sardinades, animations musicales, cinéma plein air, etc... - Favorise pour tous les publics du quartier prioritaire et du territoire la découverte et l'initiation gratuites des activités sportives du territoire. - Fait connaître les associations au travers la communication, des initiations et activités proposées. - Renforcer l'attractivité du site touristique de la plage des Bardoulets - Propose des animations à un public dont la tranche d'âge bénéficie de très peu d'activités estivales locales afin de venir en complémentarité des services Enfance Jeunesse déjà existants. - Permettre au plus grand nombre, familles et individuels de plus de 15 	<ul style="list-style-type: none"> - Les associations sont bien fréquentées dans l'ensemble, mais cela reste inférieur à la moyenne nationale. - Grâce aux opérations Cap 33 qui permettent de découvrir et pratiquer gratuitement des activités sportives durant les 2 mois d'été, des liens commencent à se tisser entre la communauté des gens issus du voyage et les associations sportives locales

	<p>ans, et 8 à 14 ans pour les CAP Juniors, de profiter de la période des vacances scolaires en proposant des activités de loisirs sportifs, culturels et liés à l'environnement. De nombreuses disciplines sportives sous différentes formes, des animations, des activités artistiques sont accessibles gratuitement tout l'été. En 2014 80% de fréquentation de public local dont beaucoup de jeunes qui n'ont pas les moyens financiers de partir en vacances.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforte l'emploi sportif <p>Sport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Communauté de communes du Pays Foyen le pôle sportif à Port-Sainte-Foy : le complexe de Mézières à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt (3 terrains de rugby, un gymnase, une piste d'athlétisme et des terrains de handball et de basket). <p>Culture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trois établissements repérés sur le secteur : le cinéma, l'école de musique, et la bibliothèque qui occupent une grande place. (diagnostic 2013 préfiguration centre social). 	<ul style="list-style-type: none"> - Une page du site internet de la CdC du Pays Foyen recense l'offre associative sportive locale
<p>Faiblesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de licenciés résidants sur la CDC est d'environ 13,5 % sur une base d'habitant établie à 15000. Ce qui reste une faible proportion en comparaison de la Gironde dont le taux avoisine les 22% et bien moindre qu'à l'échelle nationale dont le taux est estimé à 26%. (faible taux de licenciés notamment auprès des jeunes). - Dans les structures culturelles, présence d'un public initié et régulier. Il apparait une méconnaissance culturelle, un public qui semble considérer que « ce n'est pas pour lui ». (diagnostic 2013 préfiguration centre social) 	

- Manque d'informations sur les actions ou animations réalisées sur le territoire. Une inadéquation entre offre et demande pour un certain public (public novice ou non spécialisé). (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

Manque d'animations sur les communes rurales. Les habitants des communes plus rurales regrettent le manque d'animations sur leurs communes. Ils indiquent le besoin de temps conviviaux. Ils évoquent le besoin d'avoir quelques temps forts sur leurs communes pouvant bénéficier à la fois à une population à mobilité réduite et aux enfants des écoles rurales. Cette absence de rencontre aurait pour conséquence, le repli, l'isolement, de certains habitants. (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

- Des associations qui ont du mal à renouveler leur public et qui touchent peu les habitants de La Bastide. La population de La Bastide composée de gens issus du voyage, de personnes de culture maghrébine participent assez peu à la vie associative locale et s'intéressent peu à l'offre culturelle
- Un manque d'offre culturelle pour les jeunes.
- La culture n'est pas prioritaire chez les jeunes en difficulté. Comment les attirer vers une offre culturelle.
- Une partie de la population s'interdit l'accès à la culture et au sport.
- La problématique de la jeunesse est liée à un problème éducatif au sens large.
- Peu de jeunes de plus de 14 ans fréquentent les animations l'été.
- Manque de lieux en accès libre.
- Les 18-25 ans issus de milieux précaires n'ont pas facilement accès à la culture et aux sports.
- Un problème d'accès financier est relevé.
- La problématique du transport et du coût des transports est aussi liée à l'accès à la culture et aux sports.

- Problème de la fracture numérique qui pourrait être travaillée entre les jeunes et les aînés (cf. intergénérationnel)

- Population : clivage dans la population, paupérisation, décrochage scolaire très lié à la population « gens du voyage », sédentarisation des gens du voyage.
- La population dite « précaire » ne va pas vers les institutions. Problème culturel. On se heurte à des problèmes administratifs.
- On ne retrouve pas la mixité sociale dans les structures.

- Un tissu d'associatif dense mais non structuré, une offre peu lisible.
- Un tissu associatif riche, mais pas coordonné. Certaines associations proposent la même activité sans le savoir et ne sont pas en relation. Il n'existe pas de relais, peu de lien entre elles.
- Nécessité d'un répertoire des associations (cf. Club des entreprises)
- Besoin d'un pôle ressource aussi pour le public qui demande un répertoire des associations et souhaite savoir ce qui est proposé dans les associations.
- Un manque d'information au public concernant les associations est souligné.
- Des associations qui s'épuisent faute de personnes prêtes à prendre le relais, manques de bénévoles

	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructures (loisirs, culture) qui pourraient permettre de retenir les jeunes. (diagnostic 2013 préfiguration centre social) - Les habitants et notamment de Sainte Foy la Grande émettent le souhait de se réapproprier des espaces de vie. Par ailleurs, certaines personnes âgées sont isolées et ont des compétences dont certains souhaiteraient transmettre et notamment autour du jardinage. (diagnostic 2013 préfiguration centre social) 	<ul style="list-style-type: none"> - Il faudrait trouver des espaces d'échanges efficaces. - Problème de l'épuisement des bénévoles associatifs. - Les associations auraient besoin d'un lieu ressources avec une médiation pour mieux se connaître entre elles et mieux se faire connaître. - Problème de l'accueil des jeunes de plus de 18 ans, notamment ceux qui sont sur le territoire : ce sont plutôt des jeunes actifs, ou qui n'ont pas fait d'études, car il n'existe pas de post BAC sur le territoire et donc les étudiants ne sont plus sur le territoire. - Les horaires actuels du cinéma ne sont pas adaptés à un public qui souhaiterait faire une sortie « restaurant et cinéma ». Les films restent peu de temps à l'affiche. - Il manque des équipements sportifs (cf. piscine) sur le territoire. Les populations actives viennent s'établir sur un territoire lorsque celui-ci offre des services. - Il n'y a pas assez d'offres d'hébergements. Des hôtels en déclin.
<p>Opportunités</p>		<ul style="list-style-type: none"> - La Politique de la Ville peut permettre aux associations de se doter de personnel qui pourrait faire un travail de médiation en direction de la population : CAE - Des liens pourraient être tissés avec des Villes ou des structures qui ont su « aller chercher les publics » : <ul style="list-style-type: none"> > la Ville d'Ambarès-et-Lagrave qui accueille une part importante de gens issus du voyage et qui a développé un travail autour de la pratique du cirque avec cette communauté > Drop de béton (Bordeaux) - Proposition de création d'un point rencontre information jeunesse sur le territoire. Structure d'accès libre, où les jeunes peuvent échanger entre pairs. Le

		<p>PRIJ pourrait servir de relais avec le tissu associatif local.</p> <p>Problème autour des horaires d'accueil des jeunes et nécessité d'un accueil de style Point Rencontre Jeunes ou Point Rencontre et Information Jeunesse. En effet, il est détecté par le tissu associatif que les jeunes ont besoin d'un lieu de rencontres qui soit adapté et repéré par les jeunes qui pourraient être accueillis par une équipe professionnelle compétente.</p> <p>- CISPD et le prochain médiateur pourraient permettre de repérer des jeunes et de leur proposer des activités dans le cadre du tissu associatif local.</p> <p>Une mise en place de passerelles entre les établissements scolaires et les structures d'accueils reste à créer.</p> <p>- Un manque d'identité sur ce territoire. Des choses pourraient être imaginées en lien avec les éléments forts du territoire : la Dordogne, la gastronomie...</p> <p>- Des choses sont à travailler autour de l'accès à l'outil numérique.</p> <p>- Une médiation culturelle pourrait être mise en place pour arriver à la démocratie de la culture.</p> <p>- Projet d'un pôle culturel autour du cinéma de la Bastide</p> <p>- Réflexion autour du transport à la demande.</p> <p>- Des dispositifs existent en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'éducation à l'image : DRAC et « passeur d'images » • De résidence d'artistes : DRAC • D'Aménagements d'équipements : Conseil Régional et DRAC • De Scènes d'été itinérantes : Conseil Général • D'Aide aux associations dans l'emploi de CAE qui travaille avec un public dit « précaire » : Etat • Subventions aux associations : par les communes • D'Actions travaillées dans le cadre de la politique de la ville : Etat.
Menaces		<p>- Cinéma pôle structurant du quartier : mauvais état, manque de salles de projection, problématique des projections</p>

8. COHESION SOCIALE (SANTE-SOCIAL)

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<p>Services sociaux et services aux personnes âgées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre Intercommunal d'Action Sociale : depuis le 1er juillet 2003, le CIAS intervient pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, handicapées ou en difficulté ponctuelle. En augmentation constante, ce service concerne plus de 400 personnes pour l'aide à domicile concernant les actes courant de la vie quotidienne, et plus de 150 personnes pour le portage de repas à domicile. Plus de 100 abonnés au CIAS assistance - Ouverture d'une Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées « la Tuquette » dès le 1er mai 2013 à Margueron. - 2 EPHAD sur : Port Ste Foy et sur Ste-Foy –La-Grande - 3 EPHA (résidences pour personnes âgées) - Un hôpital se situe sur la commune de Sainte Foy la Grande C'est un établissement public de santé de 424 lits et places, qui, dans le cadre de ses missions d'établissement de proximité, dispose : d'un service d'accueil des urgences en coopération avec le centre hospitalier de Libourne, d'une antenne SMUR, d'un service de médecine interne, d'un pôle de consultations externes, d'un service de soins de suite et de réadaptation, d'un pôle médico-social, qui comprend une unité de soins de longue durée, une maison de retraite et un service de soins infirmiers à domicile. - Pharmacies : <ul style="list-style-type: none"> * Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 5 * Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 4 - Laboratoire de biologie médicale privé : 1 (Sainte-Foy-La-Grande) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les urgences sont prises en charge par le CH de Libourne. - PASS (hôpital de Sainte-Foy –La-Grande) : Permanence d'Accès aux Soins de Santé : reçoit 300 personnes par an - Installation d'une nouvelle ophtalmologiste à Ste Foy. - Etablissements Unités de Soin Longue Durée (USLD) Lits : 60 (Sainte-Foy-La-Grande) - Etablissements pour personnes âgées non médicalisées : <ul style="list-style-type: none"> • Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 3 (capacité 154) • Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 1 (capacité : 70) - Capacité totale EPHAD Alzheimer : capacité 24 (canton Sainte-Foy-La-Grande) - Capacité totale Soins Infirmiers et Traitements Spécialisés à Domicile - Equipe Spécialisée Alzheimer (SSIAD-ESA) : capacité 60 (Sainte-Foy-La-Grande) - Nombre de Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) : 1, capacité 52) (canton Sainte-Foy-La-Grande)

Faiblesses

- Une problématique nutritionnelle notamment auprès de jeunes couples soit n'ayant pas de familles alentours, soit s'appuyant sur des modèles sociaux et culturels n'étant pas en adéquation avec l'activité physique des individus. Cet aspect nutritionnel pouvant porter atteinte à la santé et aux plus jeunes enfants.

- Question sanitaire et médicale apparaissant comme étant à développer (sensibilisation, médecin conseil,...)

Médecin généraliste de 1er secours :

- Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 8
(dont 1 de 55 ans ou plus – 1 de 60 ans ou plus)
- Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 3
(dont 1 de 55 ans ou plus – 1 de 60 ans ou plus)

Infirmier:

- Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 30
(dont 9 de 55 ans ou plus – 4 de 60 ans ou plus)
- Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 6
(dont 1 de 55 ans ou plus)

Masseur kinésithérapeute:

- Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 5
(dont 1 de 55 ans ou plus – 1 de 60 ans ou plus)
- Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 2
(dont 1 de 55 ans ou plus – 1 de 60 ans ou plus)

Chirurgien-dentiste:

- Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 11
(dont 6 de 55 ans ou plus – 4 de 60 ans ou plus)
- Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 6
(dont 4 de 55 ans ou plus – 2 de 60 ans ou plus)

- Un public important est confronté à des problèmes d'alcool et de drogue

- Des problèmes rencontrés de mauvaise hygiène alimentaire et de dénutrition. La cantine scolaire est souvent le seul moyen d'avoir un repas équilibré par jour.

Les mamans sont démotivées à faire la cuisine, des animations "cuisine" ont été mises en place au RPA.

- Des pharmacies se sont ouvertes dans des pôles d'équilibre : Saint-Antoine de Breuilh, Le Fleix, etc... C'est plus difficile pour les pharmacies du centre-bourg

- 10 médecins généralistes sur le canton de Ste Foy la Grande. 2 sur Pineuilh, 2 sur Le Fleix, 3 sur Ste Foy la Grande. 8 en tout sur le canton.

- Le constat est fait que le canton est un désert médical, et les listes d'attente des soins s'allongent.

- Manque d'infirmiers en fin d'année avec diverses influences en fonction des secteurs touchés. La conséquence est une impossibilité de maintenir les gardes de personnes dépendantes à domicile, ce qui fait que la plupart ce sont retrouvés en service hospitalier.

Médecin spécialiste:

•Canton de Sainte-Foy-La-Grande : 5

•Commune de Sainte-Foy-La-Grande : 4

- 1 cardiologie et maladies vasculaires
- 1 dermatologie et vénéréologie
- 1 gynécologie médicale
- 1 ophtalmologie
- 1 pédiatrie

- Manque de soins psy : une unité mobile de soins psychiatriques à Bergerac, 3 équipes psy de l'hôpital Garderose sur Sainte-Foy-La-Gande, accueil de jour à Castillon la Bataille, antenne de Garderose pour les usagers foyens

- Besoin en pédopsychiatre, psychologue (équipe volante trouble psycho-pathologique en 2014)

- Plus d'obstétricien

- Plus de gynécologue

- Plus de pédiatre.

- Manque de psychologue

- Une mauvaise gestion et anticipation de la problématique des départs en retraite.

- La problématiques des primo-arrivants est essentiellement prise charge par le RSP de Ste Foy qui est une structure d'orientation et d'information.

- Le constat est fait qu'il y a une problématique de rupture par rapport aux gens du voyage. Il manque une évaluation des besoins liés à ce public précis de faite.

- Le service lié à la Maison Du Handicap est au strict minimum orienté vers les primes arrivants, il n'existe aucune structure gérant la problématique du handicap. Les délais de traitements liés à ce public sont très longs.

- La MDSI est confrontée à un problème de recrutement.

- La MDSI n'est pas habilitée à intervenir en situation d'urgence si l'utilisateur concerné n'en fait pas la demande, en d'autre terme le service est inopérant et est bien trop lourd du point de vue administratif.

- Le besoin en orientation et coordination est très fort. (structures, spécialistes, partenaires,..)

- Des besoins en évaluation sociale de situation

- Manque de connaissance entre les professionnels :

*qui est qui ?

*qui peut faire quoi ?

		<ul style="list-style-type: none"> - Problème d'accès à l'information, manque par exemple un portail santé - Le problème d'absence de transport rend le service difficilement accessible aux plus éloignés du centre. Cela augmente les problèmes de solitude et d'intégration. - Des manques en termes de communication et de transports. 																													
<p>Opportunités</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Pour permettre une meilleure adaptabilité des horaires pour les généralistes, peut être faudrait-il créer un pôle de services annexes (secrétariat mutualisé) - CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination <p>Développer les services en direction des personnes âgées afin</p> <ul style="list-style-type: none"> > d'accompagner le vieillissement de la population en situation de précarité résidant sur La Bastide > d'inciter des personnes âgées issues de la classe moyenne à s'installer à Sainte Foy pour la retraite 																													
<p>Menaces</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Médecins et spécialistes : professionnels vieillissant. - Population vieillissante, mais des départs en retraite des médecins (généralistes et spécialistes) qui ne sont pas remplacés. - Chiffre INSEE 2011 : Population Sainte-Foy-La-Grande : <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td>Ensemble</td> <td>2 400</td> <td>soit 100 %</td> </tr> <tr> <td>0 à 14 ans</td> <td>381</td> <td>soit 15,9 %</td> </tr> <tr> <td>15 à 29 ans</td> <td>345</td> <td>soit 14,4 % (18,6% en 2006 : population en baisse)</td> </tr> <tr> <td>30 à 44 ans</td> <td>372</td> <td>soit 15,5 %</td> </tr> <tr> <td>45 à 59 ans</td> <td>389</td> <td>soit 16,2 %</td> </tr> <tr> <td>60 à 74 ans</td> <td>416</td> <td>soit 17,3 % (14,3% en 2006 : population en augmentation)</td> </tr> <tr> <td>75 ans ou plus</td> <td>497</td> <td>soit 20,7 %</td> </tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre INSEE 2011 : Population Aquitaine: <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td>60 à 74 ans</td> <td>15,9 %</td> </tr> <tr> <td>75 ans ou plus</td> <td>10,7 %</td> </tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre INSEE 2011 : Population Gironde: <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td>60 à 74 ans</td> <td>14,1 %</td> </tr> <tr> <td>75 ans ou plus</td> <td>9 %</td> </tr> </table>	Ensemble	2 400	soit 100 %	0 à 14 ans	381	soit 15,9 %	15 à 29 ans	345	soit 14,4 % (18,6% en 2006 : population en baisse)	30 à 44 ans	372	soit 15,5 %	45 à 59 ans	389	soit 16,2 %	60 à 74 ans	416	soit 17,3 % (14,3% en 2006 : population en augmentation)	75 ans ou plus	497	soit 20,7 %	60 à 74 ans	15,9 %	75 ans ou plus	10,7 %	60 à 74 ans	14,1 %	75 ans ou plus	9 %
Ensemble	2 400	soit 100 %																													
0 à 14 ans	381	soit 15,9 %																													
15 à 29 ans	345	soit 14,4 % (18,6% en 2006 : population en baisse)																													
30 à 44 ans	372	soit 15,5 %																													
45 à 59 ans	389	soit 16,2 %																													
60 à 74 ans	416	soit 17,3 % (14,3% en 2006 : population en augmentation)																													
75 ans ou plus	497	soit 20,7 %																													
60 à 74 ans	15,9 %																														
75 ans ou plus	10,7 %																														
60 à 74 ans	14,1 %																														
75 ans ou plus	9 %																														

	Diagnostics	Ateliers
Atouts	<p>- Au Relais des Services Publics, différents dispositifs: le Point Information Famille, le Point Information Jeunesse. Offre de service au public important notamment par le biais du relais des Services publics et des permanences institutionnelles.</p> <p>Le RSP permet une proximité des services publics, un accompagnement dans les démarches administratives, l'accès aux informations et des permanences repérées et reconnues.</p> <p>Le RSP est un lieu de services publics et d'information dans les domaines de l'emploi et de la formation, de la santé, des prestations familiales, des loisirs et de l'information jeunesse. Ils accueillent de nombreux partenaires pour permettre aux usagers un meilleur accès à l'information et faciliter les démarches administratives en favorisant la proximité : ADIE, CAF, CPAM, CARSAT, RSI, Missions Locales de Bergerac et du Libournais, ADIL, CAUE, CIRFA, RSSJ, PLIE.</p> <p>- Une Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion (CG33) se situe sur Sainte Foy la Grande, elle regroupe une équipe enfance et famille, une équipe de protection maternelle et infantile et un centre de planification (gynécologie et conseil conjugal).</p> <p>- Depuis 2013, la CDC du Pays Foyen via le CIAS contractualise avec le département et en partenariat avec l'association locale des Sans Abris, pour l'accueil de sans abris orientés par le 115.</p>	<p>- Relais des services publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> * 20 000 accueils en 2014 * orientations vers les services sociaux MSA, MDS, CIAS,.. * Permanences gratuites : droits juristes (droit du travail, droit de la famille), violences conjugales et intrafamiliales... : essentiellement des femmes/ 20% d'hommes <p>(les personnes ont également la possibilité d'aller à Bergerac)</p> <p>- La MDSI : insertion sociale avant insertion emploi</p> <p>- Sur Sainte-Foy-La-Grande une antenne sociale avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> * 8 travailleurs sociaux * 1 conseillère économie sociale * 1 chargée d'insertion (bénéficiaire RSA) * 2 référents prévention (protection enfance) * 1 médecin PMI * 5 secrétaires médico-social <p>Le pôle d'accueil permet une première évaluation de la demande</p> <p>- Gens du voyage : mères de familles isolées (Protection Maternelle et Infantile PMI identifiée)</p>

Faiblesses

- La part la plus élevée d'allocataires et de familles allocataires bénéficiaires du Rsa, en proportion elle est deux fois supérieure à celle de la Gironde hors Cub. Une augmentation de bénéficiaires du Rsa non négligeable entre 2009 et 2012 mais inférieure à celle de l'ensemble du Pays Libournais.
- La part des Rsa socle est très importante sur le Pays Foyen : plus de 80 %.
- Les ressources des allocataires du Pays Foyen CAF et MSA sont parmi les plus faibles : QF Médian de 575 et médiane RUC de 1039. En comparaison, le libournais est respectivement à 631 et 1157.
- Environ 45% des familles allocataires du Pays Foyen ont un bas revenu. Plus de deux familles allocataires sur 5 ont des bas revenus, taux le plus élevé du Libournais
- Les enfants dans les familles à bas revenu : toutes les tranches d'âge sont fortement concernées par des situations de précarité, notamment les plus jeunes enfants.
- Forte présence de familles précarisées et étant couvert par le RSA parmi les allocataires CAF et MSA. Le taux est le plus élevé du Libournais.
- Concernant les ressources des allocataires CAF et MSA, ¾ des familles ont des ressources inférieures au seuil de bas revenus
- Sur l'ensemble des allocataires, la moitié a une aide au logement.

- Sur la globalité des allocataires, la part des familles monoparentales est importante et entre dans les points de vigilance pour la CAF (diagnostic 2013 préfiguration centre social) (donnée CGET : 25,6 %)

- Le taux de bénéficiaires Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) est le plus important du Pays et a connu un « boum » ces trois dernières années. Ceci s'explique en grande partie par l'ouverture du pavillon John Bost. Cependant au niveau du Cias, il est constaté une croissance continue de demandes de prise en charge de personnes handicapées de moins de 60 ans. Un certain nombre de jeunes handicapés qui reviennent dans le réseau familial après avoir vécu en ville. (Part des allocataires AAH 15,6% - Evolution AAH 2009-2012 43,1%)

- Besoin d'agir vers l'alphabétisation de lutte contre l'illettrisme de certains publics (diagnostic 2013 préfiguration centre social)

- population précaire

- manque de partenariats concernant l'illettrisme

• Problème de mobilité soit pour venir chercher l'information (ex. pers. Agées) soit pour démarches extérieures (institutions situées à Libourne ou Bergerac) ou formation.

- 3 psychologues pour les 12 à 25 ans.
- repérage et orientation des jeunes en souffrance psychologique et mal être (jeune + famille).
- Permanence Réseau Santé Social Jeunes (RSSJ) insuffisante
- Centre Médicaux Psychologique surbooké

- Violences familiales en augmentation

- Problématique d'avoir un effet levier sur des familles et enfants, manque d'un temps formel d'échange entre partenaire, où il est possible de parler des situations au cas par cas. Problématique d'éducation, de santé,...

II) PROGRAMME STRATEGIQUE LOCAL OU STRATEGIE URBAINE INTEGREE

A. Contexte et enjeux du territoire

Le contexte socio-économique du territoire (situation des habitants et équipements du quartier)

La Communauté de Communes du Pays Foyen est constituée depuis le 1^{er} Janvier 2014 de 20 communes, soit 16897 habitants, avec un objectif d'accueil de 800 habitants d'ici 2019.

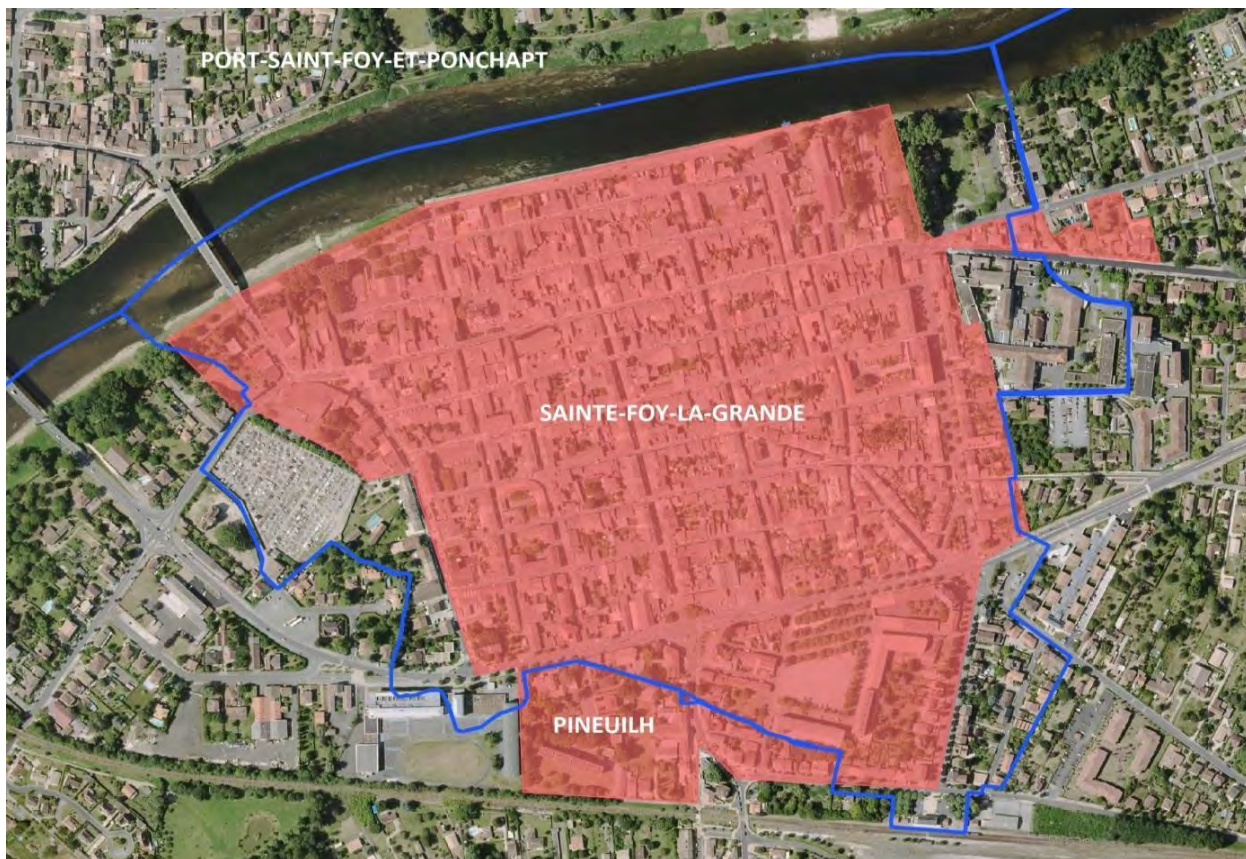
La commune de Sainte-Foy-la-Grande (2400 habitants), est prise dans ce qui a été nommée une « agglomération constituée » (10 900 habitants), qui intègre l'agglomération foyenne composée de Sainte-Foy-La-Grande, Port-Ste-Foy et Ponchapt, Pineuilh, et Saint Avit Saint Nazaire, un ensemble qui est considéré comme une « centralité d'équilibre » dans un espace rural.



Carte de la Communauté de Communes du Pays Foyen

La Bastide de Sainte-Foy-La-Grande qui constitue le centre historique du Pays Foyen et de son agglomération est confrontée à une spirale de déqualification et de paupérisation. Le Pays Foyen souffre de la situation de son centre historique et connaît une baisse démographique depuis 2 ans, une baisse notamment constatée sur la Bastide depuis plusieurs dizaines d'années qui s'accélère sur la période récente (Sainte-Foy-La-Grande a perdu 241 habitants entre 1999 et 2009).

Depuis Juin 2014, Sainte-Foy-La-Grande et Pineuilh ont été annoncés territoires entrants de la Politique de la Ville en Gironde, sur la base du critère de concentration des populations à bas revenus. Le quartier prioritaire est à cheval sur les 2 communes, et se prénomme le « quartier bourg ». (Selon les données CGET, la part du quartier prioritaire dans la commune de Sainte-Foy-La-Grande est de 79.7%, et dans la commune de Pineuilh est de 20.3%).



Le périmètre du « quartier bourg » (en rouge le quartier prioritaire, en bleu la limite communale)

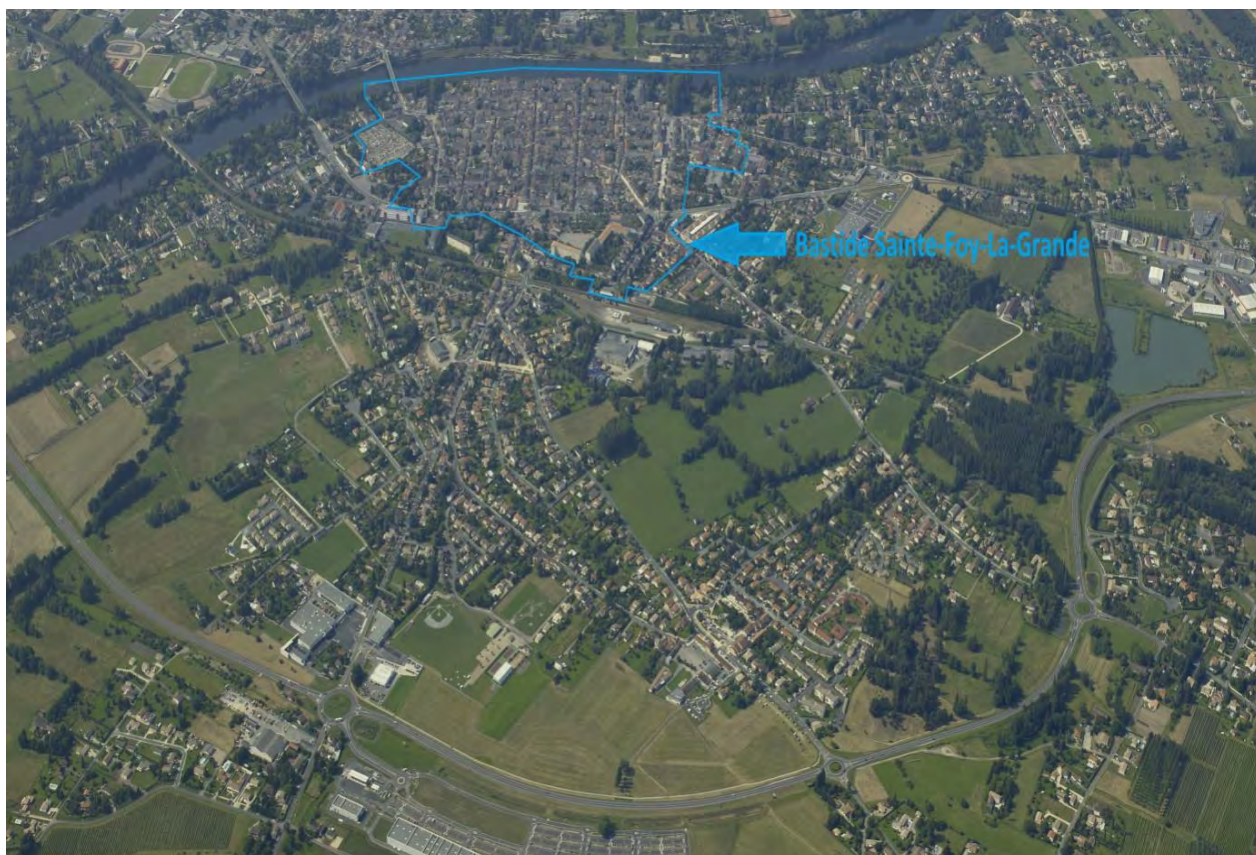


Photo de situation du « quartier bourg » dans une part de l'agglomération foyenne

L'édification de Sainte-Foy a commencé au Moyen Age en 1255. Historiquement, elle a connu la prospérité avec : des personnalités intellectuelles, un commerce du vin florissant grâce à son port, et un transport fluvial des blés et froments du pays qui participaient également à la richesse.

Au cours du XX^{ème} siècle, la Bastide a connu des mutations démographiques majeures avec : un phénomène d'exode rurale, un vieillissement de la population de l'espace rural, une périurbanisation qui s'est développée avec l'implantation de constructions de type pavillonnaire dans les périphéries proches de la polarité urbaine. L'écart s'est creusé de façon ascendante entre la bastide et les attentes des populations, au point de n'être plus adaptée ni aux envies des individus, ni à leurs besoins, ni à l'évolution de la société. L'espace public y est resserré, les rues sont étroites et non conçues pour la voiture, les cœurs d'îlots se sont densifiés, des venelles ont disparu. Il existe peu de place à l'intérieur de la Bastide, et les rues ne favorisent pas la pénétration de la lumière. Le parc public des années 60 s'est désertifié, le parc ancien s'est dégradé, et les logements sont devenus inadaptés pour une population vieillissante. Le centre historique s'est vidé petit à petit, d'autant que certains petits commerces ont peu à peu quitté le centre-bourg dans un contexte d'évolution générale du petit commerce de centre-ville, de dévitalisation des bassins de chalandise ruraux, d'évolution des pratiques et exigences des modes de consommation, et de paupérisation de la population de la ville dont le pouvoir d'achat s'est réduit. La recherche d'un certain cadre de vie, l'étalement urbain, l'explosion des mobilités ont modifié la composition des populations de la Bastide, désormais une part importante vit sous le seuil de pauvreté.

La précarité est concentrée sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande avec selon les chiffres INSEE 2011 et CAF 2012: un taux de chômage des 15 à 64 ans de 35,1%, 73,2% de foyers fiscaux non imposables, et plus de 50% sont allocataires CAF dont plus de 40% d'entre eux dépendent de la CAF pour la moitié ou plus de leurs ressources.

D'autres spécificités de la population du centre-bourg ont été observées, avec notamment une augmentation du nombre de familles monoparentales, une hausse de la sédentarisation des gens du voyage, une baisse de la taille des ménages avec une sur-représentation des ménages de petite taille, et près de 45% de ménages retraités. La population de la Bastide est vieillissante, avec selon les chiffres INSEE de 2011, une population des 75 ans ou plus de 20,7% (en Gironde 9%, en Aquitaine 10,7 %), et une population des 60 à 74 ans en augmentation passant de 14,3% en 2006 à 17,3 % en 2011 (en Gironde 15,9%, en Aquitaine 14,1 %).

La structure morphologique de la ville, une bastide dense et minérale avec peu d'espaces publics internes, accentue la visibilité des problèmes sociaux concentrés sur le centre bourg. Des conflits d'usage et des incivilités rythment la vie du centre-bourg, qui est entrée en 2013 en Zone de Sécurité Prioritaire ce qui a permis une forte baisse des délits, et conduit à un évitement croissant de la ville par les habitants du territoire. Celle-ci souffre d'une forte stigmatisation avec l'image négative d'un centre historique dont les voyants sociaux et urbains du centre-bourg sont au rouge : chômage, sentiment d'insécurité, décrochage scolaire, logements dégradés,...

Le quartier prioritaire cumule les problématiques d'habitat avec : des logements dégradés dans le parc ancien, des locaux insalubres comprenant des logements, des logements surpeuplés par des populations précaires, des logements inadaptés pour une population de gens du voyage qui se sédentarise, des copropriétés privées fragiles, des logements inadaptés pour une population vieillissante, de la précarité énergétique, et deux fois plus de logements vacants que la moyenne girondine. Pour Sainte Foy La Grande, la part de la vacance dans le parc de logements est de plus de 20% et ne cesse d'augmenter, cela représente environ 400 logements vacants. Sur la commune, la part de logements occupés ou vacants en état dégradé ou très dégradé est considérable. Cela a récemment conduit à une cession d'une partie du parc HLM après réhabilitation (50 logements environ).

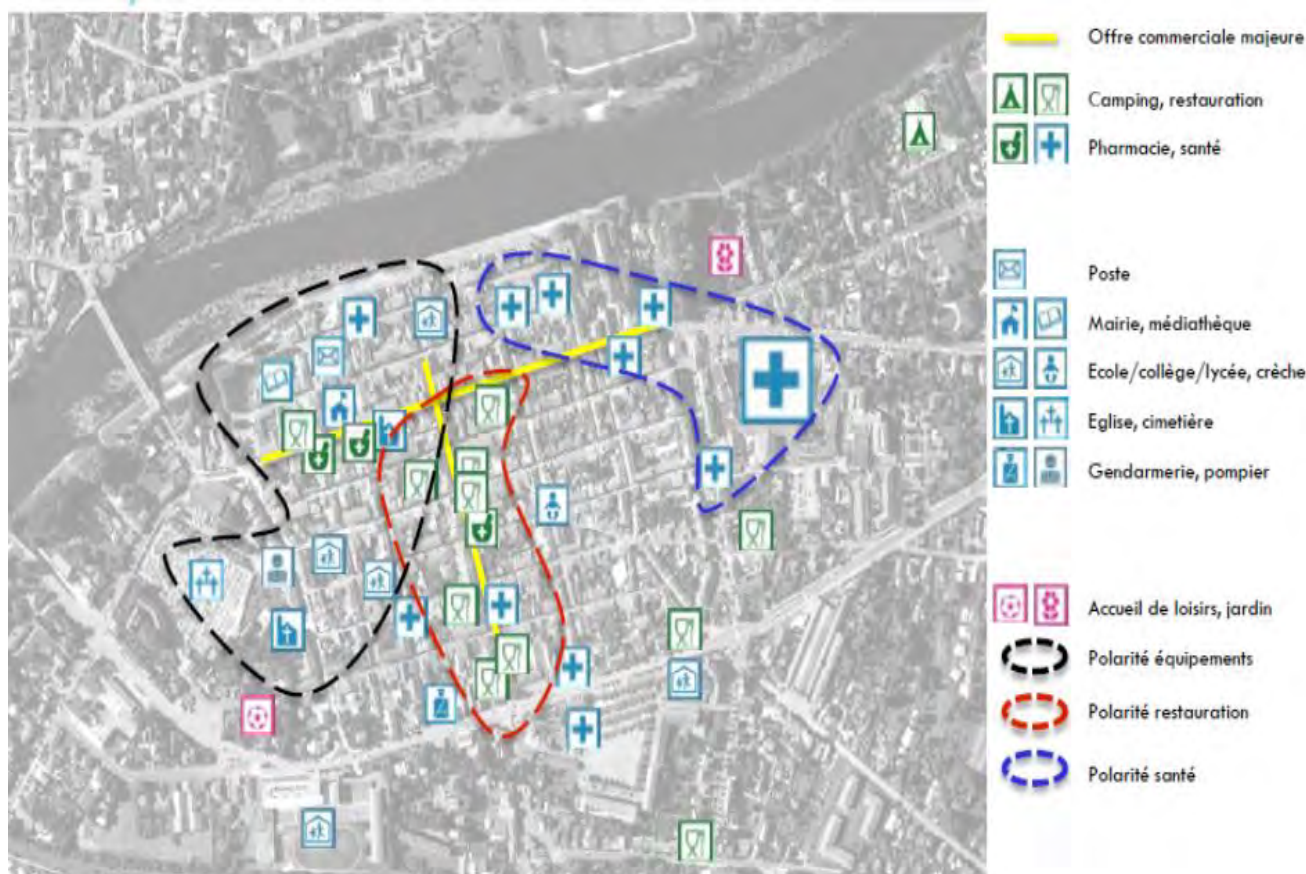
Le centre-bourg accueille une part plus importante de locataires, 70% de locataires contre 30% de propriétaires occupants. Sur la ville, près de 92% des locataires du parc privé ont des revenus inférieurs aux plafonds HLM, et seraient donc potentiellement éligibles à un HLM. Le taux de logements sociaux en 2009 pour la Bastide était de 32,5%, mais les logements HLM sont eux aussi atteints par le phénomène de vacance.

Le Plan Départemental de l'Habitat de la Gironde en cours de réalisation reconnaît ces spécificités et classe Ste-Foy-la-Grande en « vulnérabilité +++ ». Il identifie dans ses orientations stratégiques et comme enjeux sur cette polarité : « soutenir les stratégies de revitalisation des bourgs et centre-ville fragilisés ». Avec la stigmatisation de la Bastide, c'est le territoire qui devient moins attractif, et la baisse de production de logements va confirmer la baisse de la population dans les années à venir car l'essentiel des logements produits couvrent les besoins de la population en place (desserrement des ménages).

Par ailleurs, malgré ces difficultés, un effet "centre-ville" subsiste, et Sainte-Foy-La-Grande comprise dans l'agglomération foyenne, reste le cœur du Pays Foyen avec un sentiment identitaire et d'appartenance fort pour les foyens à cette ville et à ce territoire.

La Bastide est la zone où sont notamment rassemblés de nombreux services et équipements structurants nécessaires à la population de la ville, mais également à la population de l'agglomération foyenne et du Pays Foyen, une polarité qui demeure à bien des égards.

La commune de Sainte Foy la Grande accueille donc des équipements tels qu'une gare, une médiathèque, une école de musique, un office de tourisme, et un cinéma. La Bastide regroupe également : des services éducatifs (un collège, un lycée, une école primaire, deux écoles maternelles, une crèche, un relais d'assistante maternelle, un lieu d'accueil parents enfants, un pôle enfance jeunesse,...), des services de santé (un hôpital, des pharmacies, des médecins généralistes et spécialistes,...), des services sociaux (un Centre Intercommunal d'Action Sociale, un Relais des Services Publics mis en place par la Communauté de Communes et récemment rénové en 2013 afin d'accueillir une diversité de permanences telles que Pôle emploi, Plie, mission locale, CAF, CPAM, MSA et une dizaine d'autres structures), des services privés (banques, poste, assurances, agences immobilières,...), une gendarmerie, une caserne de pompiers, des commerces (alimentaires, culture-loisirs, équipements de la maison, équipement de personnes, café-restaurant), hôtels-camping,... Bien que le nombre d'enseignes sur la Bastide ait fortement baissé ses 15 dernières années, 200 boutiques en 2000, et 120 aujourd'hui, une grande densité et diversité de commerces subsiste.



Une offre commerciale et de services sur le « quartier bourg »

L'effet "centre-ville" subsiste également avec des événements qui mettent en scène la forme urbaine. Le marché du samedi matin récemment élu « marché préféré des français », est le plus important de Gironde de par son nombre d'étals alimentaires. Cette activité commerciale toujours en essor, permet à la Bastide d'être un lieu de vie attractif et un lieu de mixité sociale le samedi matin. Il donne également une image positive de la ville, et lui permet de retrouver une part de sa renommée d'antan. D'autres animations organisées dans le centre-bourg, telles que le marché de producteurs organisé un soir par semaine durant la période estivale, connaissent un franc succès. Les événements qu'ils soient culturels (expositions d'art, théâtre, spectacles de danse, littérature,...) ou sportifs, y sont nombreux tout au long de l'année (« semaine franco-british », « 8 Mars 8 femmes, ...), le tissu associatif étant très dense. Des sportifs de hauts niveaux, mondial et olympique, sont issus des associations locales (canoë, aviron,...).

Le centre historique est compris dans une agglomération, et plus largement dans un territoire. Sur l'agglomération foyenne se situent par exemple cinq zones d'activité, un complexe sportif (3 terrains de rugby, un gymnase, une piste d'athlétisme et des terrains de handball et de basket), des terrains de sport, des lieux de détente et d'activité (plage des Bardoulets), une déchetterie, des grandes surfaces, etc..., qui ne pourraient être présents sur la Bastide. De même sur le territoire du Pays Foyen se situent environ 1500 acteurs économiques, dont des entreprises, des commerces, de l'artisanat, de l'agriculture, de la viticulture, etc... L'agglomération foyenne et plus largement le territoire foyen constitue l'espace vécu des habitants du quartier, parfois difficilement accessible par manque de mobilité. En effet, le Pays Foyen n'est desservi par aucun des réseaux départementaux TransGironde ou TransPérigord. Hormis les bus scolaires réservés aux enfants, il n'y a donc pas de bus qui desserve le territoire.

Malgré tout, en ce qui concerne la mobilité externe au territoire, la gare de Sainte-Foy-La-Grande est active car desservie par la ligne Bordeaux-Sarlat (via Libourne ou Bergerac). Le TER est utilisé par exemple par des travailleurs, des jeunes, des touristes, car il permet des temps de transports compétitifs (1h10 pour se rendre à Bordeaux contre 1h30 en voiture), mais est contraignant car le nombre de passages reste limité (4 allers-retours par jour) et le prix excessif pour se rendre à Bordeaux (28 € aller-retour).



Le « quartier bourg » dans une part du territoire vécu

L'espace vécu :

« Le quartier «vécu» correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (infrastructures et équipements : écoles, équipements sportifs, zones d'activité, etc...), situés en dehors du quartier prioritaire ». L'espace vécu du « quartier bourg » se constitue de :

- 1 : la zone d'activités de « l'Arbalestrier » (Pineuilh)
- 2 : la zone d'activités les Quatre Ormeaux (Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt)
- 3 : la zone d'activités Le Grand Pont (Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt)
- 4 : la zone d'activités de la Guérenne Nord (Saint-Avit-Saint-Nazaire) :
- 5 : le complexe sportif de Mézières (Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt)
- 6 : la plage des Bardoulets (Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt)
- 7 : la Vitrine du Pays Foyen (Pineuilh)
- 8 : la gare (Sainte-Foy-La-Grande)
- 9 : l'hôpital (Sainte-Foy-La-Grande)
- 10 : le jardin public (Sainte-Foy-La-Grande)
- 11 : l'école secondaire Paul Bert (Sainte-Foy-La-Grande)
- 12 : le collège Elie Faure (Port-Saint-Foy-Et-Ponchapt)
- 13 : le lycée Élisée RECLUS (Sainte-Foy-La-Grande -Pineuilh)

Compte tenu de la tonalité rurale du territoire et du manque de transports en commun, la voiture occupe une place prépondérante dans les déplacements, ce qui n'est pas favorable à l'environnement.

Concernant le volet environnemental :

- **Les documents d'urbanisme :** Les documents d'urbanisme sont: un Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUI) approuvé en décembre 2013 qui prévoit une division par 5 des espaces ouverts à l'urbanisation et contient une trame verte et bleue, un Programme Local d'Habitat (PLH) à l'horizon 2019 qui s'oriente vers un développement durable avec une reconquête de l'habitat plutôt que de la construction en fixant un objectif de réduction de 150 logements vacants, une étude fin 2013 sur la mobilité en Pays Foyen ainsi qu'une étude en cours de Revitalisation de la Bastide découlant du PLUI. L'étude sur la mobilité aborde des thématiques telles que le transport à la demande, les aires de covoiturage, un schéma cyclable,... L'étude sur la Revitalisation de la Bastide traite du renouvellement urbain et économique de la Bastide de Sainte-Foy-La-Grande avec un concept d'éco cité.
- **L'eau :** Pour assurer le devoir de distribution, et afin d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire, plusieurs communes se sont regroupées constituant ainsi le Pôle Environnement du Pays Foyen géré par la Communauté de Communes du Pays Foyen. Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique, et l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau. La communauté des communes du Pays Foyen, est concernée par le SDAGE du « Bassin Adour- Garonne ». Parmi les mesures du SDAGE en vigueur figurent les zones vertes et les axes bleus. Les zones vertes sont des écosystèmes aquatiques et des zones humides remarquables qui méritent une attention particulière et immédiate à l'échelle du Bassin Adour Garonne. Les axes bleus sont les axes migrants prioritaires pour la mise en œuvre des programmes de restauration des poissons grands migrants du Bassin Adour Garonne. La communauté des communes du Pays Foyen est concernée par le SAGE « Nappes profondes de Gironde.
- **Le climat :** L'ensoleillement de la Gironde dépasse le plus souvent les 2000 heures annuelles d'ensoleillement, voire les 2100 heures dans sa partie littorale et estuarienne. L'ensemble de la Communauté de Communes du Pays Foyen est donc propice à une démarche de développement durable en matière solaire.

- **La gestion des déchets** : La collecte et gestion des déchets ménagers est assurée par l'USTOM (Union Syndicale de Traitement des Ordures Ménagères), avec un système de poubelles pucées à la levée dans une logique de réduction des déchets.
- **L'Habitat** : Le parc de logement ancien induit une consommation énergétique forte. La précarité énergétique est également liée à la faiblesse des revenus des ménages avec : des équipements désuets, des ménages à faibles revenus ayant des difficultés à payer des charges énergétiques, une présence importante de locaux non chauffés contigus aux logements dans les immeubles (garage, dépendance, locaux/logements vides). D'une manière générale, le secteur résidentiel est fortement consommateur d'énergie et rejette une part importante des GES. Des nouvelles constructions devraient concourir à une meilleure maîtrise énergétique. La mise en application de la RT2012 constitue une première mesure qui va contribuer à une meilleure maîtrise énergétique, de nouveaux modes constructifs plus respectueux de l'environnement peuvent être encouragés dans le cadre du PLUI, et l'amélioration des performances énergétiques des logements anciens grâce à des aides financières incitatives de travaux de rénovation (isolation combles et murs extérieurs, menuiseries, ventilation, amélioration système de chauffage,...) dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en cours sur le Pays Foyen.
- **La rivière** : L'agglomération du Pays Foyen est traversée par la Dordogne, et le quartier prioritaire est situé au bord la rivière, cours d'eau d'importance majeure pour de grands migrateurs : l'anguille d'Europe, la lamproie marine, la lamproie fluviatile, l'aloise feinte, la grande alose, la truite de mer, le saumon atlantique, l'esturgeon d'Europe. L'anguille européenne par exemple est une espèce classée « en danger critique d'extinction ». La Dordogne est classée réserve mondiale de biosphère. Le Pays Foyen est labélisé « station verte » (zone Natura 2000). La bastide tourne le dos à la rivière, qui est l'un de ses atouts principaux. Les berges sont un site à reconquérir pour rétablir une relation avec la Dordogne.



Quais de la Bastide : berge de Dordogne

Chiffres clés

Niveau de vie

Sur le Pays Foyen, la part d'allocataires et de familles allocataires bénéficiaires du Rsa, en proportion, est deux fois supérieure à celle de la Gironde hors Cub. En 2012, il y avait 1053 familles allocataires sur le Pays Foyen.

La part des Rsa socle est de plus de 80 % parmi les bénéficiaires RSA (soit 20% RSA Activités).

Les ressources des allocataires du Pays Foyen CAF et MSA sont parmi les plus faibles avec un quotient familial Médian de 562 € (en 2012 QF Médian CAF = 562*) et médiane RUC de 1000 € (en 2012 médiane RUC CAF = 1000 €*), en comparaison le libournais est respectivement à 631 et 1157. La médiane du Pays Foyen est la plus faible du Pays Libournais et bien en dessous de celle de la Gironde hors Cub. Concernant les ressources des allocataires CAF et MSA, 45% des familles* ont des ressources inférieures au seuil de bas revenus. Sur l'ensemble des familles allocataires, la moitié ont une aide au logement.

Selon les données CGET 2010, sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande la part des bénéficiaires de la CMU-C' est de 21,5 %.

Sur la globalité des allocataires, la part des familles monoparentales est importante et entre dans les points de vigilance pour la CAF. La part des familles monoparentales est la plus importante du Pays Libournais et en progression ces dernières années. Selon les données de la CAF, en 2012, la part des familles monoparentales sur le Pays Foyen était de 38,5%, avec une évolution entre 2009 et 2012 du nombre de familles monoparentales de 11,9%. Selon les données CGET 2010, sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande la part des familles monoparentales était de 25,6 %. Sur la ville de Sainte Foy La Grande, la médiane RUC est de 729 € ; Sur 245 familles allocataires, 67% soit les 2/3 sont des familles allocataires à bas revenus et 48 % des familles allocataires sont bénéficiaires du RSA, soit quasiment une famille sur deux*.

La précarité est concentrée sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande. Selon les données CGET 2010, l'indice Indice chômage (catégorie A, B,C) est de 35,1%. Le taux de chômage est important mais pas le plus élevé du Libournais.

*Données issues de la veille territoriale CAF 2013.

Résultats scolaires

Sur le Pays Foyen, en 2011, plus de 22% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'avait aucun diplôme, près d'un quart de la population concernée avait un CAP ou BEP, plus de 15% de cette population avait le Bac ou Brevet professionnel, 9% un bac +2, 6% supérieur à un bac +2. Le niveau scolaire et de formation apparaît donc faible, ceci est accentué sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande.

Selon les chiffres INSEE, en 2011 sur Sainte-Foy-La-Grande, 33,6% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'avait aucun diplôme (25,8% en 2006), 6,5% de la population concernée avait un CAP ou BEP (8,4% en 2006), 13,1% de cette population avait le Bac ou Brevet professionnel (18% en 2006), 6,1% un bac +2, 5,6% supérieur à un bac +2. Le niveau scolaire sur le quartier a baissé entre 2006 et 2011, et le taux de scolarisation des 15 à 17 ans est passé de 96% à 79,6%. La part des 18 à 24 ans scolarisés était de 29,5% (28,2% filles -30,7% garçons) en 2011.

Une problématique est repérée sur le quartier prioritaire autour d'un niveau de formation des jeunes et d'un niveau scolaire très faible, ainsi qu'une problématique de décrochage scolaire.

Au collège public, en 2013, 13% des élèves de l'établissement étaient en décrochage scolaire, avec une majorité « d'absentéistes lourds » (minimum 20 demi-journées d'absences dans le trimestre). 36% étaient scolarisés en classes de 6^{ème} et 5^{ème}, et 64% étaient scolarisés en classes de 4^{ème} et 3^{ème}. Beaucoup accumulent les difficultés scolaires de par leurs absences et leurs niveaux, certains d'entre eux ne savent ni lire ni écrire correctement en 3^{ème}.

Plus de 81% des élèves décrocheurs au collège sont issus de la communauté des gens du voyage, environ 57% de filles. Certains enfants issus de la communauté des gens du voyage sont non-sédentarisés, certains sont absents pour des soucis de transport, d'autres sont absents travaillant avec leurs parents, et parmi les

filles issues de la communauté des gens du voyages certaines se marient dès l'âge de 16 ans et commencent alors leurs vies de femmes.

Emploi et accès aux qualifications

Le taux de chômage est important, notamment sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande. Selon les chiffres du CGET, en 2010 l'indice chômage (catégorie A, B,C) était de 35,1% sur Sainte-Foy-La-Grande, de 12,2% sur Pineuilh, et de 14,25% sur la CDC du Pays Foyen.

Selon les chiffres INSEE, en 2011 le taux de Chômage au sens du recensement, est élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans avec 49,85% (taux femme : 51,4 % - taux homme : 48,3 %). Le taux de chômage chez les 25 à 54 ans était de 34,35%, et celui des 55 à 64 ans était de 22,65%.

Selon les chiffres INSEE, en 2011 sur Sainte-Foy-La-Grande, le statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus était de : 56,4 % de salariés titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée, 21,65 % de salariés contrats à durée déterminée, 8,95 % d'indépendants, 1,85% de salariés en intérim, 2,5% de salariés Apprentissage ou stage.

La mobilisation des entreprises sur l'alternance et les stages sont en baisse pour motifs de : manque de temps, de déception de jeunes formés pas assez investis, de démarches administratives trop lourdes.

Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi du quartier cible recherchent. La raison principale est le niveau de qualification professionnel bas voire inexistant pour plus de 25%, alors que le nombre d'offre d'emplois ne demandant pas de qualification est en baisse, ce qui entraîne une hausse du chômage sur le quartier.

Création d'entreprises

Le Pays Foyen est le 2^{ème} pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne, avec environ 1500 acteurs économiques, dont des entreprises, des commerces, de l'artisanat,...

Selon les chiffres CGET, en 2012 le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans l'EPCI CC du Pays Foyen était de 68, et sur le « Quartier Bourg » supérieur à 50 entreprises pour 1000 habitants. En Gironde, il était de 48 entreprises pour 1000 habitants, et en Aquitaine de 41 entreprises pour 1000 habitants. La part du nombre d'entreprises sur le quartier cible et le territoire vécu, de manière proportionnelle, est supérieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine.

Sur le Pays Foyen, le nombre d'emplois dans la construction est bien représenté, ainsi que dans le secteur du commerce, transports et services. L'agriculture a une place et un rôle important dans l'économie locale. Selon les chiffres INSEE, en 2012, sur la CDC du Pays Foyen il y avait 1911 établissements actifs par secteur d'activité, dont : 53,6 % commerce, transports et services divers, 23,7% agriculture, sylviculture et pêche, 9,9 % administration publique, enseignement, santé et action sociale, 8,3% construction, et 4,5% industrie.

Selon les chiffres CGET, en 2012, la part de créations d'entreprises était comprise entre 15 et 20% sur le Quartier Bourg, la part de créations d'entreprises sur le Pays Foyen était de 17.4%, la part de créations d'entreprises sur la Gironde était de 21.5%, et la part de créations d'entreprises sur l'Aquitaine était de 19.6%. La part de création d'entreprises sur le quartier cible et le territoire vécu, de manière proportionnelle, est inférieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine.

Selon les chiffres INSEE sur la CDC du Pays Foyen, en 2013, il y a eu 112 créations d'entreprises en activité marchande hors agriculture dont : 1,8 % industrie, 19,6 % construction, 64,3 % commerces, transports, services divers, et 14,3 % administration publique, enseignement, santé, action sociale.

Le nombre de création d'entreprises sur la CDC du Pays Foyen a baissé entre 2012 et 2013, passant de 123 créations à 112 créations.

Selon les chiffres INSEE sur Sainte-Foy-La-Grande, en 2013, il y a eu 26 créations d'entreprises en activité marchande hors agriculture dont : 3,8 % construction, 65,4 % commerces, transports, services divers, et 8 % administration publique, enseignement, santé, action sociale.

Le nombre de création d'entreprises sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande a augmenté entre 2012 et 2013, passant de 22 créations à 26 créations.

Le territoire se compose à la fois d'entreprises pérennes et solides, et de jeunes entreprises. Selon les chiffres INSEE en 2013, en activité marchande hors agriculture, 40,2% des entreprises situées sur la CDC du Pays Foyen et 44 % des entreprises situées sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande étaient âgées de 10 ans et plus, 27% des entreprises situées sur la CDC du Pays Foyen et 22 % des entreprises situées sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande étaient âgées de 2 ans à moins d'un an.

Pour synthétiser, sur le quartier prioritaire, la précarité des ménages est importante, les familles monoparentales y sont nombreuses et entre dans les points de vigilance pour la CAF. Le niveau de scolaire est faible avec 33,6% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus de Sainte-Foy-La-Grande qui n'avait aucun diplôme en 2011, et un collège public qui connaît un phénomène de décrochage scolaire avec 13% des élèves en décrochage notamment issus de communauté des gens du voyage. Le taux de chômage est élevé avec 35,1% sur Sainte-Foy-La-Grande, notamment chez les jeunes de 15 à 24 ans avec 49,85%. Il y a des disparités entre ce que recherchent ces demandeurs d'emploi souvent peu qualifiés et les offres disponibles qui nécessitent un niveau de qualification et de formation. Le Pays Foyen est le 2ème pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne, avec une part du nombre d'entreprises de manière proportionnelle supérieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine, mais une part de création inférieure à celle de la Gironde et de l'Aquitaine.

AFOM (analyse des besoins et potentiels du territoire)

Des atouts

Le quartier prioritaire, constitué majoritairement de la Bastide, bénéficie d'une qualité existante. La Bastide, site historique remontant au Moyen Age, est doté d'une architecture patrimoniale reconnue avec l'exemple de maisons à colombage.



Photo d'un appartement 2 pièces : maison à colombage dans la Bastide

Le bâti y est dense, avec une diversité de produits immobiliers tels que des maisons avec jardins et de petits ou grands appartements. Ces logements sont situés à proximité des écoles, d'une armature commerciale, d'équipements, et services publics et privés, avec des prix de l'immobilier attractifs avec des prix de ventes largement en dessous du marché du logement. Le niveau d'équipements est important, tout comme les activités, l'offre culturelle et sportive riche, et l'offre éducative.

La Bastide se situe en bord de Dordogne, une spécificité pour une Bastide grâce à laquelle elle fournit des espaces de nature avec un environnement agréable préservé.



Photo à l'intérieur d'un appartement en vente sur la Bastide ayant une vue sur la Dordogne

Photo du jardin public qui surplombe la Dordogne

Le quartier prioritaire se situe sur un territoire favorable, le Pays Foyen, doté d'une bonne qualité de vie, avec de nombreux espaces verts et de nature, des produits locaux sains issus de l'agriculture et de la viticulture.

Le Pays Foyen pôle d'équilibre entre la Communauté d'Agglomération du Libournais et la Communauté d'Agglomération du Bergeracois, a une situation géographique de carrefour. Avec à proximité des axes de transport important, une ligne de transport ferroviaire avec la gare de Sainte-Foy-La-Grande, une autoroute, et l'aéroport de Bergerac, il est possible de rejoindre rapidement Bergerac, Sarlat, Libourne, Saint-Emilion, Bordeaux... Le TER permet de se rendre à Bordeaux en 1h10 et l'autoroute permet de s'y rendre en 1h00. Quant à l'aéroport de Bergerac placé à 25 km de la Bastide, il offre des vols low-cost et directs pour Paris, ainsi que de nombreux pays européens tels que l'Angleterre, l'Irlande, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal,...



Carte de situation de la Bastide et du Pays Foyen

Le Pays Foyen, c'est aussi le deuxième pôle d'emploi du Pays du Libournais après Libourne, avec environ 1500 acteurs économiques dans plusieurs secteurs : le secteur de la construction et de l'artisanat est bien

représenté, mais aussi les secteurs du commerce, des transports et des services. L'agriculture et la viticulture gardent une place importante dans l'économie locale. Le territoire est le témoin des savoirs faire locaux. Ces multiples entreprises sont dispersées sur le Pays Foyen : la Bastide, les zones d'activité économiques de l'agglomération, mais aussi les petites communes rurales. Si la Bastide constitue la quasi-intégralité du quartier prioritaire, l'agglomération et plus largement le Pays Foyen constitue le territoire vécu pour des habitants du quartier qui s'y rendent pour travailler, mais aussi pour des moments de détente avec l'exemple d'activités en bord et sur la rivière (le canoë-kayak, le paddle, la pêche,...).

Le Pays Foyen dans son ensemble offre une large palette de produits locaux, mais aussi de festivités locales. Il propose une diversité de lieux de détente et de loisirs sur et à proximité, avec des terrains sportifs, un golf, des restaurants, des châteaux, des activités aériennes..., et permet un accueil de visiteurs avec de nombreux gîtes en campagne, et un camping.

Avec cette qualité riche existante, le quartier cible peut être un lieu de vie agréable pour ses habitants et les locaux, un lieu de vie attractif pour des néo-ruraux (de jeunes familles, des ruraux de retour, des retraités, des entrepreneurs, des travailleurs autonomes, des immigrants, etc...), mais aussi un lieu de séjour pour des touristes. Tous les ingrédients semblent en effet réunis pour attirer des touristes européens et français : les paysages, le climat, le calme, l'espace, la proximité des aéroports et tarifs des vols, la situation géographique, les villages et maisons historiques, les produits locaux et festivités locales,...

Des faiblesses

Des dysfonctionnements existent notamment sur le quartier prioritaire, qui ne peuvent permettre cela pour le moment.

La Bastide est stigmatisée et souffre d'une image négative qui perdure. Un sentiment d'insécurité impacte la fréquentation du centre-ville et conduit à une situation d'évitement du quartier prioritaire. Incivilités, petits trafics, zones peu éclairées,... Certains endroits sont donc plus particulièrement évités tels que le jardin public, la halle, les quais, ... L'évitement touche également l'école et le collège publics en raison d'incidents, des résultats scolaires, d'une présence importante d'enfants de familles socio-défavorisées.

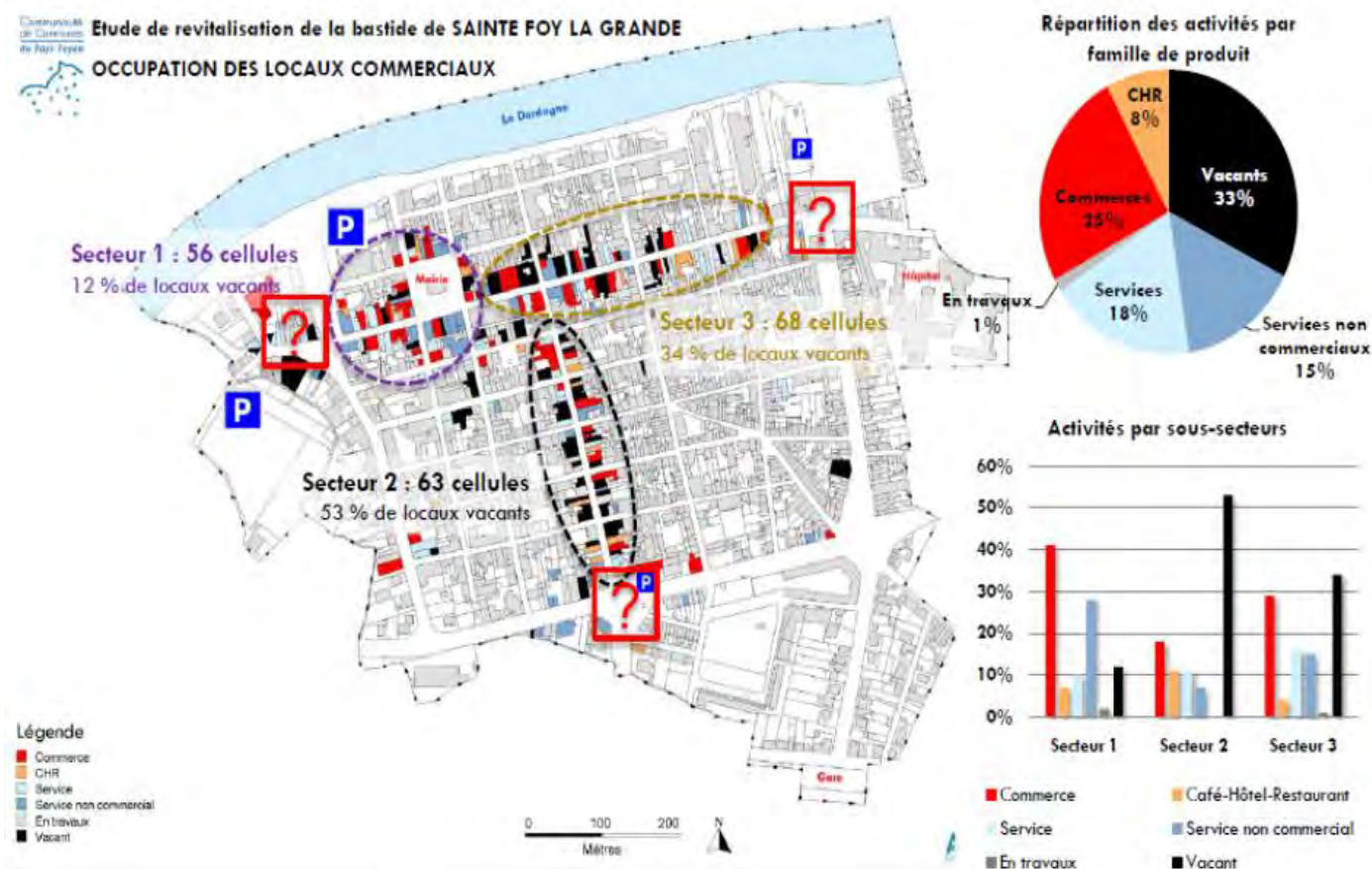
La densité du quartier accentue la visibilité des problèmes sociaux, et le nombre d'espaces communs peu nombreux ne favorisent pas les échanges sociaux. Ces espaces communs sont le plus souvent envahis par la voiture, en raison par exemples d'espaces de stationnement parking non signalés ou de manque de rotation de zones de stationnement. Les espaces verts y sont peu nombreux, et la Bastide en bord de Dordogne tourne le dos à son fleuve.



Photos de la Bastide de Sainte-Foy-La-Grande

Des immeubles contenant de l'habitat dégradés dont certains insalubres et des logements vacants, sont dispersés dans toute la Bastide, donnant l'image d'une dichotomie. L'habitat dégradé et fragile créé d'une part des conditions de vie difficile pour leurs habitants, et d'autre part ne permet pas de proposer à une clientèle de classe moyenne ou supérieure des logements de qualité adaptés à leurs besoins. Les propriétaires ne se mobilisent que très peu sur la rénovation, pourtant outre les problématiques d'habitat dégradé, il y a par exemple celles de logements le plus souvent source d'une importante consommation énergétique, ou encore de logements inadaptés pour une population vieillissante, etc...

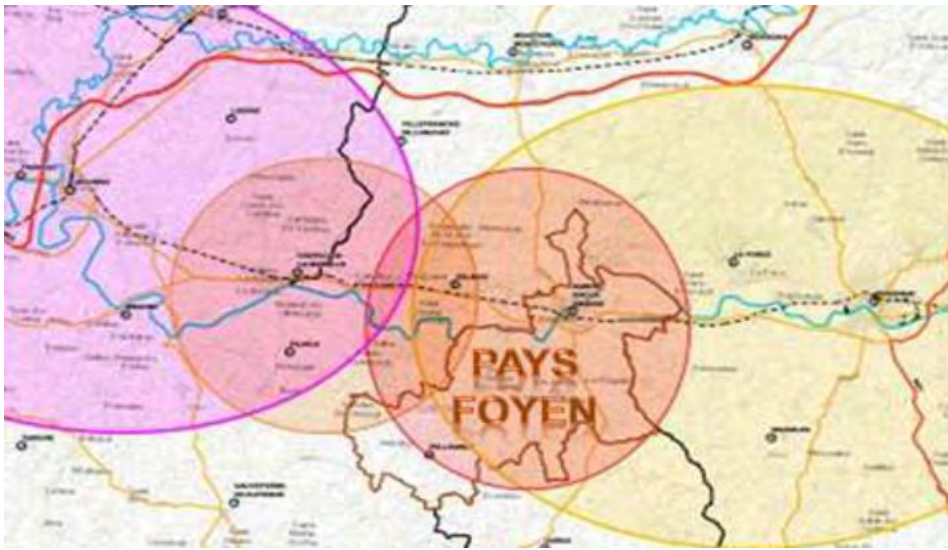
Le phénomène de vacance qui touche fortement l'habitat touche également les locaux commerciaux. Chaque année il y a des créations d'enseignes sur le quartier, mais le nombre de fermetures est plus important, ce qui accentue le mitage commercial.



Planification de l'offre commerciale et de service sur la Bastide en 2013

Le commerce de proximité est confronté à des problématiques de taxes foncières disproportionnées, de loyers excessivement chers, d'offres parfois obsolètes ou inadaptées (produits, horaires, etc...), de dispersements des commerces dans le quartier compliquant leur accès et leur visibilité, de manque d'accompagnement pour la transmission et reprise d'activité alors que certains commerçants sont proches du départ à la retraite.

Qu'il s'agisse des commerces ou entreprises de la Bastide ou du Pays Foyen, ils subissent la concurrence territoriale notamment celle du Bergeracois mais aussi celle du Libournais. La ville de Bergerac, 28000 habitants, est dotée à la fois de zones commerciales de masse, d'importantes zones d'activité artisanales et industrielles, d'un centre-ville réaménagé récemment, et d'un quartier ancien piétonnisé. La concurrence est accentuée par de petites polarités d'équilibre qui se développent sur les territoires voisins à seulement quelques minutes de la Bastide : Vélines, Le Fleix, Gardonne, etc...



Contexte concurrentiel

Face à cela, les entrées de ville et d'agglomération foyenne donnent l'image de zones délaissées avec la présence de friches commerciales et de zones d'activité qui manquent de valorisation et d'aménagements.

Il y a des manques de complémentarités et de liens entre la Bastide et sa périphérie, un environnement qui ne renvoie pas vers le quartier cible et vice-versa. Il y a peu d'actions d'animation ou commerciales en ce sens, une signalétique qui fait défaut tout comme le manque de transport mais aussi une fluidification des accès. Il y a une absence de liens physiques par exemple entre des pôles majeurs tels que la gare, les quais, la place Gambetta, la Vitrine du Pays Foyen, etc..., et une déficience de complémentarité entre l'offre commerciale du centre-bourg et l'offre commerciale périphérique.

Malgré la présence de touristes de nationalités étrangères diverses (anglais, irlandais, danois, néerlandais, belges, allemands,...) qui viennent passer leurs séjours dans la région à proximité de la Bastide, en vacances chez la famille ou des amis ayant une résidence secondaire ou principale, ou encore dans des chambres et maisons d'hôte, ceux-ci ne sont pas ciblés sur le territoire. Les atouts que sont le patrimoine architectural de la Bastide, la Dordogne, et les vignes ne sont pas valorisés.



Photos de la Dordogne et de vignes sur le Pays Foyen

Les savoirs faire locaux, l'artisanat d'art, les produits locaux ne sont pas mis en avant. La Bastide n'est ni mise en lumière ni scénarisée, il n'y a ni d'évènementiel de renommé ni d'évènements atypiques, et la ville manque d'animations en soirée. Les horaires d'ouverture des commerces et restaurants ne sont pas réellement adaptées à cette clientèle touristique, la pratique de l'anglais langue internationale est inexistante chez les professionnels du territoire, et l'offre commerciale ou d'animation ne cible que rarement ces consommateurs.

Certains équipements du quartier qui pourraient être structurants, tel que le cinéma situé sur la Bastide, sont vétustes ou obsolètes. Cet équipement capte malgré tout certains touristes grâce à ses projections de films en version originale, certains locaux car les autres cinémas sont plus éloignés se situant à Libourne et Bergerac, et certains habitants du quartier cible avec une offre qui ne répond pas toujours à leurs attentes s'agissant d'un cinéma d'art et d'essai.

Les jeunes du quartier s'intéressent assez peu à l'offre culturelle proposée, c'est également le cas pour les pratiques sportives. Une partie de la population s'interdit l'accès à la culture et au sport, les raisons sont multiples : le coût financier d'adhésion au club sportif et de la licence, le coût financier d'adhésion à une association culturelle (musique, théâtre,...), une offre culturelle diffuse et manquant de visibilité, une offre culturelle et sportive parfois peu novatrice ou pas assez dans l'air du temps ne répondant pas toujours aux attentes des jeunes du quartier, un manque d'accès à la découverte de l'offre, des établissements scolaires pas assez vecteurs de la culture et du sport,...

Sur le quartier cible, il manque actuellement des temps d'échanges conviviaux de loisirs accessibles par la gratuité pour les enfants et leurs parents. Il y a également des carences en accompagnement de la parentalité, en soutien scolaire, en coordination des acteurs éducatifs sur le territoire, en lieu d'accueil des 0-3 ..., des besoins qui répondent à une problématique de réussite éducative.

Une problématique de décrochage scolaire a également été repérée. Sur le quartier cible, le décrochage scolaire, la part importante de population non scolarisée de 15 ans ou plus sans diplôme, et le faible niveau scolaire et de formation qui s'est accentué ces dernières années, engendrent des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification qui n'ont quasiment pas d'opportunité d'offre d'emploi et d'insertion professionnelle.

Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi recherchent. Les offres d'emploi sont peu nombreuses pour les entreprises du territoire, mais ces offres peuvent rester plusieurs mois disponibles en raison des difficultés pour trouver du personnel qualifié. Les candidats du quartier cible n'ont pas les qualifications nécessaires, et il est difficile de faire venir des personnes qualifiées de l'extérieur du territoire en raison du niveau de salaire plus bas que la métropole par exemple.

Les principaux freins à l'emploi repérés pour la population du quartier prioritaire sont : la qualification, l'expérience, la mobilité, la présentation de soi (la question du savoir être et du comportement), le nombre d'offres d'emploi (peu d'offres d'emploi).

Il y a d'une part un manque en formation, et d'autre part quand les jeunes ont la qualification, il y a la problématique du manque d'expérience professionnelle. Les entreprises se mobilisent de moins en moins autour de l'alternance, les stages, les forums,... Cette baisse de la mobilisation est due à un manque de temps, à l'exigence de l'excellence par les clients, à la déception de la main d'œuvre formée trop peu investie, à la lourdeur des démarches administratives,...

Le nombre de créations d'entreprises sur le quartier et le territoire sont un peu plus faible que la moyenne départementale ou régionale. Il y a des besoins en accompagnement aux entreprises, qu'il s'agisse de création d'entreprise, de reprise ou transmission d'activité professionnelle, ou encore d'entreprises en difficulté qui souhaitent se maintenir.

La part des diplômés de l'enseignement supérieur étant très faible sur le quartier prioritaire et le territoire, les jeunes ne souhaitent ou n'accèdent que rarement aux métiers du médical, et lorsqu'ils partent dans les grandes villes faire leurs études ils ne souhaitent pas revenir s'installer en Pays Foyen. Actuellement le quartier cible, l'agglomération et le territoire dans son ensemble connaissent un phénomène de désertification médicale. Les médecins généralistes et spécialistes sont surbookés et des listes d'attente des soins s'allongent. Certains médecins généralistes et spécialistes sont sur leur fin d'activité professionnelle et partiront prochainement à la retraite s'en avoir de repreneur de leur activité. Il y a également des manques de spécialistes comme par exemple l'absence de gynécologue et de pédiatre sur le quartier cible et le territoire vécu. Ces carences sont très problématiques sur le quartier prioritaire pour une population vieillissante

(20,7% de population des 75 ans ou plus, et 17,3% de population des 60 à 74 ans), pour les femmes (gynécologue), pour les familles (pédiatres), pour les jeunes (psychologues), etc... Mais le territoire n'arrive pas à être attractif pour de nouveaux médecins.

Des opportunités

Avec une qualité riche existante et ses atouts, le quartier cible offre un fort potentiel d'opportunités sur lesquelles s'appuyer.

Le quartier prioritaire majoritairement constitué de la Bastide, est un quartier ancien dans lequel qualité du patrimoine et développement durable peuvent être liés. En réintroduisant la nature dans la ville et en développant et aménageant des lieux d'échanges pour les habitants, ce quartier historique très dense pourrait devenir un éco-quartier, « une éco-cité au cœur d'une ruralité moderne. » La Bastide peut correspondre à cette logique de ville durable, dans la continuité du PLUI du Pays Foyen approuvé en décembre 2013 qui prévoit une division par 5 des espaces ouverts à l'urbanisation, et une reconquête du parc habitat vacant sur le centre-bourg : quoi de plus durable que la reconquête de l'habitat plutôt que la construction ? Recycler un bâti et des infrastructures existantes, remettre en avant des espaces de nature existants tels que la Dordogne ou le jardin public, créer des espaces de nature et d'échanges sociaux avec du curetage d'îlot ou la réaménagements des quais et de places, favoriser une réduction de consommations énergétiques grâce à de la rénovation, engendrer une meilleure gestion des déplacements avec limitation de la voiture par une piétonisation sectorielle, optimiser une concentration multifonctionnelle avec des logements, des entreprises, des services, des commerces en rez-de-chaussée des immeubles, de l'offre culturelle et de loisirs,..., et ramener une mixité sociale et intergénérationnelle : autant de fonctions que peut remplir le quartier cible.



Cette logique d'éco-quartier pourrait à la fois permettre aux habitants du quartier de vivre dans un lieu de vie plus agréable. Elle pourrait également permettre d'attirer de nouveaux habitants, des néo-ruraux ou encore de jeunes couples, souhaitant accéder à la propriété avec un logement de qualité à un prix attractif, situé à un peu plus d'une heure de la métropole bordelaise grâce aux facilités d'accès qu'offrent les infrastructures (gare, autoroute,... : la Ligne Grande Vitesse pourrait amener la SNCF à réduire les arrêts en gare de Libourne, la gare TGV pourrait alors se situer à seulement 45 min du Pays Foyen). La logique d'éco-quartier pourrait aussi permettre de reconquérir les locaux du territoire pour qui la Bastide est facteur d'identité. Et enfin elle pourrait permettre d'attirer des visiteurs et touristes par le charme de la bastide.

La Bastide et le territoire dont elle constitue le centre historique semblent cumuler tous les atouts pour séduire les touristes : la qualité patrimoniale, les paysages de nature, la situation géographique, un climat favorable, la proximité des infrastructures (gare, autoroute, aéroport,...), des festivités locales, des activités sportives et culturelles, des produits locaux de qualité, etc...



Photos d'activités de loisirs sur la Bastide et en Pays Foyen

La Bastide avec ses nombreux atouts pourrait se positionner au cœur de destinations touristiques reconnues, un secteur qui pourrait être créateur d'activité et donc d'emplois non délocalisables.

Le tourisme est à considérer comme un moteur de développement d'activités et d'emploi. D'autres secteurs semblent potentiellement être créateurs d'activité tels que: l'agriculture et la viticulture, le bâtiment et l'artisanat, le commerce de bouche. Le territoire bénéficie en effet de savoir-faire qui pourraient être mis en lumière et sur lesquels le quartier cible pourrait s'appuyer.

L'agglomération dispose de plusieurs zones d'activités qui pourraient accueillir de nouvelles entreprises qui pourraient être créatrices d'emplois. Mais la Bastide doit pour cela être connectée à l'agglomération et au territoire dans son ensemble. En effet, les activités agricoles et viticoles sont situées sur les communes rurales, mais il y a aussi par exemple le projet d'une zone d'activité en dehors de l'agglomération située dans une commune classée en ZRR.

Le quartier prioritaire pourrait avoir le même rayonnement que sa périphérie qui bénéficie d'une zone de chalandise très large. Pour cela des liens doivent se créer entre le quartier prioritaire et sa périphérie pour orienter vers la Bastide, et vice versa.

Des équipements structurants tels qu'une crèche en centre-bourg, ou encore un pôle culturel sur le quartier, peuvent permettre à la ville de garder et accroître des fonctions de centralité du territoire, ainsi qu'être vecteur d'attractivité. Une offre qui viendrait compléter celle des services, écoles, hôpital, services de santé, associations culturelles et sportives, desserte ferroviaire,..., de cette ville de taille humaine qui pourrait conquérir des familles désireuses de s'y installer. La crèche pourrait également permettre à des femmes du quartier d'avoir un mode de garde de leur enfant situé à proximité et favoriser ainsi la possibilité pour elles d'exercer une activité professionnelle.

Enfin, le milieu rural qui entoure le quartier et son agglomération, pourrait constituer une opportunité dans le sens où il pourrait permettre de proposer de l'habitat adapté ou des terrains, pour des familles issues de la communauté des gens du voyage et sédentarisés sur la Bastide qui aspirent à retrouver un meilleur mode de vie correspondant à leur culture. Cela pourrait également engendrer un renouvellement de la population sur le quartier cible.

Des menaces

Concernant l'habitat, l'absence d'investisseurs privés pour de l'achat, de la rénovation, et de la location, aggrave la situation du marché de l'immobilier.

Des opérations de défiscalisation récentes, avec 5 copropriétés Robien pour 390 logements, pourraient venir déstabiliser dans les années à venir un marché de l'immobilier qui se porte déjà mal. Parmi ces copropriétés, deux d'entre elles situées à proximité de la Bastide sont fortement peuplées par des locataires à bas revenus, sont le lieu de conflits, et sont porteuses d'une mauvaise réputation. Situées aux portes de la Bastide elles pourraient venir alimenter la mauvaise image du quartier cible.

Des populations socio-défavorisées du centre-bourg migrent vers les copropriétés Robien situées en périphéries. Les migrants sont rapidement remplacés par de nouvelles populations précaires sur la Bastide. Ce phénomène pourrait accroître la paupérisation de l'agglomération.



Plan de situation des copropriétés Robien

Sur le centre historique l'offre en stationnement est globalement suffisante pour le moment, mais il pourrait y avoir une forte demande en stationnement résidents dans l'optique d'une réhabilitation de logements potentiels.

L'absence de lien entre le quartier prioritaire et sa périphérie peut être facteur de danger pour des piétons ou des cyclistes, notamment avec le manque d'aménagements pour traverser la rocade qui entoure la ville de Sainte-Foy-La-Grande.

Les départs en retraite de commerçants de la Bastide dans les années à venir, pourraient accentuer le phénomène de fermeture des commerces, si ces départs ne sont pas anticipés. Il en va de même pour les futurs départs en retraite de médecins généralistes et spécialistes du centre-bourg qui pourraient entraîner une disparition progressive des professionnels de santé.

L'absence de rénovation et d'aménagement moderne d'équipements structurants tels que le cinéma, pourrait entraîner une baisse de fréquentation, alors que celle-ci connaît déjà des difficultés, et donc sa fermeture. La perte d'un tel équipement serait une raison de moins de venir dans le centre-ville.

ATOUS	<ul style="list-style-type: none"> - Architecture patrimoniale et prix de l'immobilier attractifs se trouvant à un peu plus d'une heure de Bordeaux métropole. Un habitat situé à proximité des écoles, d'une armature commerciale, d'équipements, de services publics et privés, d'une culturelle et sportive riche, de festivités, de lieux de détente et de loisirs, d'espaces de nature avec un environnement agréable préservé. - Un pôle d'emploi avec des acteurs économiques dans: la construction et de l'artisanat, le commerce, les transports, les services, l'agriculture et la viticulture.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> - La Bastide est stigmatisée et souffre d'une image négative qui conduit à une situation d'évitement du quartier prioritaire. - Les espaces verts sont peu nombreux, et la Bastide en bord de Dordogne tourne le dos à la rivière. - Des immeubles contenant de l'habitat dégradés dont certains insalubres créent des conditions de vie difficile pour leurs habitants. - Le phénomène de vacance qui touche fortement l'habitat touche également les locaux commerciaux, avec des commerces de proximité confrontés à des problématiques de taxes foncières disproportionnées, de loyers excessivement chers, de concurrence territoriale,... Les entrées de ville et d'agglomération foyenne donnent l'image de zones délaissées avec la présence de friches commerciales et de zones d'activité. Il manque de complémentarités et de liens entre la Bastide et sa périphérie. - Certains équipements du quartier structurants sont vétustes ou obsolètes. - Une partie de la population s'interdit l'accès à la culture et au sport, et il manque actuellement des temps d'échanges conviviaux de loisirs accessibles. - Une problématique de décrochage scolaire a également été repérée. - Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi recherchent. Il y a un manque en formation. - Les savoirs faire locaux, l'artisanat d'art, les produits locaux ne sont pas mis en avant. - Le quartier cible, l'agglomération et le territoire dans son ensemble connaissent un phénomène de désertification médicale.
OPPORTUNITES	<ul style="list-style-type: none"> - Le quartier prioritaire majoritairement constitué de la Bastide, est un quartier ancien dans lequel qualité du patrimoine et développement durable peuvent être liés : une éco-cité au cœur d'une ruralité moderne favorisant une mixité sociale, et générant une destination touristique qui pourrait être créatrice d'activité et donc d'emplois non délocalisables. - Des secteurs d'activité semblent potentiellement être créateurs d'activité tels que: le tourisme, l'agriculture et la viticulture, le bâtiment et l'artisanat, le commerce de bouche. - L'agglomération dispose de plusieurs zones d'activités qui pourraient accueillir de nouvelles entreprises qui pourraient être créatrices d'emplois. - Des équipements structurants tels qu'une crèche en centre-bourg, ou encore un pôle culturel sur le quartier, peuvent permettre à la ville de garder et accroître des fonctions de centralité du territoire, ainsi qu'être vecteur d'attractivité.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> - Concernant l'habitat, l'absence d'investisseurs aggrave la situation du marché de l'immobilier. De plus des opérations de défiscalisation récentes pourraient venir déstabiliser dans les années à venir ce marché de l'immobilier qui se porte déjà mal. - Une paupérisation de la Bastide qui risque de s'étendre à l'agglomération. - Les départs en retraite de commerçants de la Bastide dans les années à venir, pourraient accentuer le phénomène de fermeture des commerces, si ces départs ne sont pas anticipés. - L'absence de rénovation et d'aménagement moderne d'équipements structurants pourrait entraîner une baisse de fréquentation et accroître le phénomène d'évitement.

Enjeux stratégiques permettant de faire évoluer positivement et durablement la situation des personnes

La Mixité sociale

Le nombre d'espaces communs peu nombreux souvent envahis par la voiture et manquant d'espaces de nature ne favorisent pas les échanges sociaux, les espaces publics stigmatisés freinent également les échanges sociaux et intergénérationnels. Le manque de rotation de zones de stationnement, de fluidification des accès, de place au piéton, et de liens avec l'agglomération n'incitent et n'orientent pas les consommateurs vers le centre-ville. L'habitat dégradé et fragile rend les conditions de vie difficile pour certains habitants, et ne permet pas de générer une mixité sociale sur le quartier. Le mitage commercial donne l'impression d'un centre-ville vidé alors qu'il y a une diversité de commerces de proximité dans le centre-bourg. Il convient ici d'affirmer un projet urbain.

Objectif : réaménager, repenser et rénover des îlots et espaces publics dans le centre-historique.

L'image du quartier

Le quartier cible souffre d'une mauvaise image qui conduit à son évitement par les habitants du territoire, freine l'installation potentielle de nouveaux habitants et de nouveaux professionnels dans le centre-ville. Elle empêche une mixité sociale sur le centre-bourg.

Objectif : changer l'image et les représentations sur la Bastide.

L'accès à la qualification et à l'emploi

Pour de nombreux habitants du quartier prioritaire le niveau de qualification professionnel est bas voire inexistant. Il y a beaucoup de non diplômés, et le taux de chômage est important notamment chez les jeunes de 15 à 24 ans souvent lié à leur manque de qualification.

Objectif : favoriser l'accès à la qualification et à l'emploi.

Les offres d'emploi sont peu nombreuses sur le territoire et correspondent peu aux recherches des demandeurs d'emploi du quartier cible. Il manque des emplois peu qualifiés.

Objectif : créer une valeur ajoutée d'activité économique pouvant générer de l'emploi

La réussite scolaire

Une part importante de la population non scolarisée de 15 ans ou plus sur le quartier cible n'a aucun diplôme, le niveau scolaire est faible, et il y a une problématique de décrochage scolaire repérée au collège public notamment pour des enfants issus de la communauté des gens du voyage.

Objectif : favoriser la réussite éducative.

L'accès à la culture et aux loisirs

Une partie de la population de la Bastide s'interdit l'accès à la culture, au sport, et loisirs, souvent pour des raisons financières, mais aussi de méconnaissance de l'offre, d'offres inappropriées à leurs attentes,...

Les zones à enjeux pour les espèces

Objectif : favoriser l'accès à la culture et aux loisirs

La protection de l'environnement :

La qualité de vie est un atout en milieu rural, pourtant la prépondérance de la voiture, la forte consommation énergétique du bâti, et une bastide qui tourne le dos à la rivière, ne favorisent pas la qualité environnementale auxquels aspirent le territoire et sa bastide.

Objectif : Favoriser le développement durable et mettre en valeur la Dordogne.

B. Objectifs recherchés

Une stratégie globale

La stratégie relative au quartier cible se veut à la fois ambitieuse et résolument tournée vers l'avenir. Il ne peut s'agir que d'une démarche de longue haleine. Un certain nombre de freins ont été repérés sur le quartier bourg (Infrastructure, conditions d'habitat, cadre de vie, etc) qui en font le plus souvent une destination par défaut (conditions de vie pas cher, logements vétustes peu cher). Après plusieurs siècles d'existence la bastide et le quartier bourg n'ont d'autres choix que de se réinventer pour continuer à exister et jouer un rôle au sein d'une agglomération mais aussi un bassin de vie ou un territoire vécu : le Pays Foyen. Sur un plan économique, le territoire vécu est clairement positionné sur l'agglomération foyenne avec les zones d'activités économiques et commerciales pourvoyeuse d'emploi mais aussi de façon plus large sur le bassin de vie à travers la viticulture et le tourisme (œnotourisme), qui crée de la valeur ajoutée.

Or, le lien avec ce territoire vécu s'est distendu et plus grave encore une forme d'ignorance voire de rejet s'est petit à petit instillé auprès « des gens du coin ». Une approche défensive, de repli a prévalu depuis de nombreuses années sur le quartier bourg.

L'affirmation d'un projet urbain et la valorisation d'un cadre de vie constitue la première pierre à l'édifice. Des habitants ne décideront de s'installer ou de vivre durablement sur Sainte Foy qu'à partir du moment où ils y trouveront un intérêt. En ce sens, l'image et la valorisation de l'espace nous apparaît être au cœur du sujet. Un certain nombre de villes l'ont fait à commencer par Bordeaux (quais par exemple).

L'articulation des différents champs d'action déclinés (ci-dessous): cadre de vie, développement durable, développement économique, emploi-formation, réussite éducative est susceptible de faire sens à l'échelle du quartier bourg : Une identité à valoriser et à reconquérir autour des îlots stratégiques ; des entreprises locales susceptibles de se mobiliser en matière de rénovation et de valorisation du patrimoine et de l'Habitat mais également de transmettre leur savoir-faire à des jeunes (salon, formation qualifiante) et des demandeurs d'emploi, qui in fine valorisera l'image du quartier-bourg auprès de ses habitants ; des habitants du territoire vécu mais aussi des touristes conquis (Evènementiel). Un cercle vertueux sur le quartier bourg est susceptible d'émerger au profit de toutes et tous.

La stratégie Urbaine Intégrée est cohérente avec l'ensemble des autres documents stratégiques du territoire. En premier lieu, elle s'articule avec l'étude de Revitalisation de la Bastide menée à posteriori du PLUI. L'étude de revitalisation de la Bastide a comme objectifs de : redonner à la bastide de Sainte-Foy-La-Grande une place centrale au sein de l'agglomération foyenne en termes d'accueil de la population et d'activités, construire une agglomération durable, développer une stratégie en matière d'aménagement urbain et d'habitat, et développer une stratégie en matière de commerces et d'activités économiques. Le PLUI approuvé en 2013 a réduit par 5 les espaces ouverts à l'urbanisation et le PLH a fixé comme objectif une réduction de 150 logements vacances, la reconquête de l'habitat sur le quartier prioritaire permettra de tendre vers cet objectif.

La Stratégie Urbaine Intégrée vise à construire un projet urbain durable (aménagements durables), à créer des conditions favorables en faveur de la croissance économique et de l'emploi, à Investir dans l'éducation, les compétences et la formation. Elle vise à intégrer des dimensions économiques, sociales et environnementales dans le projet urbain.

Le Projet éducatif de Territoire (PEdT) vise à mettre en place un projet commun et partagé par tous les acteurs éducatifs, avec les objectifs suivants : la réussite éducative pour tous les élèves du territoire, une équité territoriale en matière d'éducation, et un projet global et cohérent de territoire. La stratégie urbaine intégrée de la politique de la ville doit pouvoir répondre aux objectifs de réussite éducative en s'appuyant sur les axes suivant : accompagner la parentalité, et renforcer la réussite scolaire et l'orientation des jeunes. En

ce sens le PedT et la SUI s'articulent car : le PEdT s'appuie sur la coordination des partenaires éducatifs du territoire et ainsi amener une équité au sein de tous les groupes scolaires, notamment sur les temps périscolaires et extrascolaires, la SUI prend en compte le besoin des publics fragilisés du territoire cible pour pouvoir mettre en place des actions d'accompagnement auprès des familles et ainsi les aider dans les choix éducatifs de leurs enfants.

La stratégie Urbaine Intégrée est cohérente avec le projet Leader, avec des similitudes dans les objectifs tels que : prendre en compte du développement durable, préserver l'environnement et la qualité de vie, travailler et produire à partir des ressources locales, préserver la capacité productive de l'économie agricole et viticole, promouvoir les produits et savoir-faire locaux, développer l'économie touristiques des sites culturels et naturels, renforcer la vocation touristique dans laquelle prédomine l'œnotourisme, mettre en valeur différents types de tourisme (itinérance, sports de pleine nature,...), œuvrer à l'amélioration des éléments vecteurs d'attractivité sur lesquels les acteurs économiques s'appuient : qualité du cadre de vie, paysages, patrimoines,...

Enfin, la stratégie urbaine intégrée est construite autour des 3 piliers fondamentaux du contrat de ville : cadre de vie, développement économique et de l'emploi, cohésion sociale.

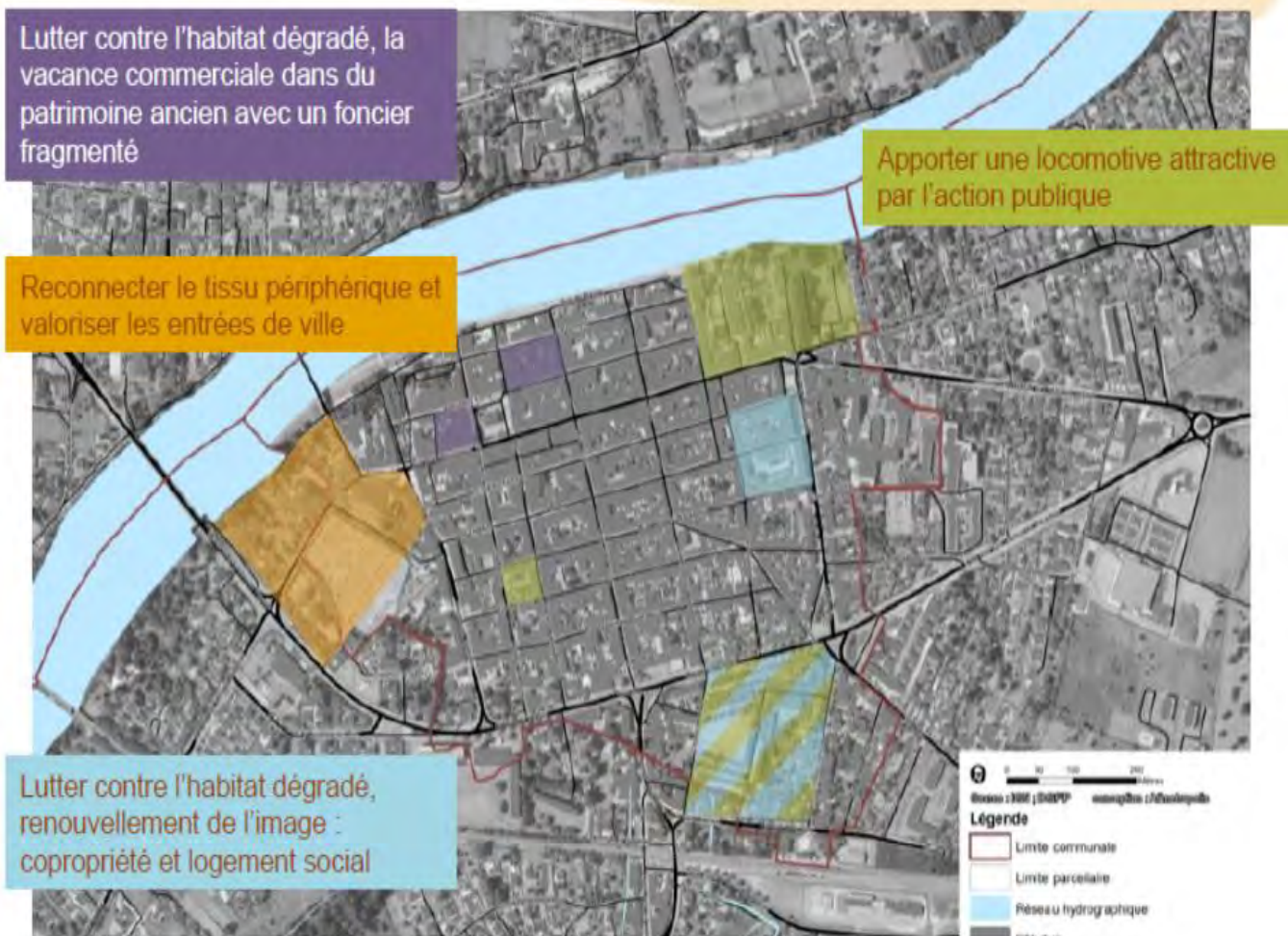
Des objectifs plus ciblés:

Le cadre de vie

La Bastide une éco-cité comme cœur d'une ruralité moderne

La revitalisation de la Bastide permettra de lui redonner une place centrale au sein de l'agglomération foyenne en termes de bien-être et mieux vivre des habitants du quartier, et d'accueil de nouvelles populations et d'activités pour favoriser une mixité sociale. Il s'agira donc de réhabiliter et d'embellir l'environnement du quartier. Cela se traduira par l'aménagement ou la création d'espaces publics porteurs d'aménités urbaines et favorisant les échanges sociaux (place, quai, jardins public, îlots curetés pour des espaces verts par exemple,...), la structuration de polarités attractives (pôle de commerces, pôle culturel et de loisirs avec notamment la réhabilitation du cinéma,...), la réhabilitation d'habitat privé et public (récupération du parc vacant, recyclage d'habitat dégradé,...), et la reconnexion du centre avec sa périphérie (valoriser et réaménager les entrées de ville, fluidifier les accès, piétonniser un secteur,...).

⇒ Des formes architecturales et urbaines interrogés avec 7 îlots tests identifiés pour des réaménagements d'espace de vie des habitants du quartier prioritaires



Cartographie des îlots stratégiques dans le cadre de l'étude de Revitalisation de la Bastide en cours

⇒ **La reconquête de l'habitat pour une amélioration des conditions d'habiter sur le quartier cible**

Sur le quartier prioritaire les problématiques sont importantes, diversifiées, et parsemées sur l'ensemble du quartier : fort taux de vacance, logements indignes, logement insalubres, logements dégradés, logements surpeuplés, copropriété fragile, consommation énergétique élevée, habitat non adapté à une population vieillissante, habitat non adapté à des modes de vie tels que ceux des gens du voyage, logement inaccessible avec font de commerces au rez-de-chaussée.

- ✚ Inciter les propriétaires à rénover (ex : campagne de communication, incitation fiscale, assistance technique et aide poussée au montage de dossier, accompagner l'auto-réhabilitation,...) Lutter contre l'habitat indigne et du mal logement.
- ✚ Redonner une dynamique au marché de l'immobilier.
- ✚ Réduire la consommation énergétique des bâtiments
- ✚ Générer de l'habitat adapté pour les gens du voyage
- ✚ Adapter les logements au vieillissement (ex : maintien à domicile expérimentation INRIA CG CARSAT + volet formation des artisans, recherche de nouveaux formats d'habitat avec intervention de la collectivité,...)

⇒ **La requalification et réappropriation d'espaces publics avec les habitants et les commerçants pour en faire un support de lien social**

- ✚ Se réappropriier des espaces public de premiers plan (place centrale et la place du marché à la volaille, jardin public, bords de Dordogne,... : espaces de lien social) Se réappropriier des cœurs d'îlots issus d'opération de curetage, des espaces publics réaménagés. (ex : faire participer les habitants et enfants à des ateliers et activités de fleurissement, de fabrication de mobilier urbain et espaces de jeux itinérants avec des chantiers d'insertion, d'exposition itinérantes, etc...)
- ✚ Organiser un travail de médiation avec les habitants pour réinvestir des espaces clés : foirail, Dordogne, jardin public,...
- ✚ Faire participer les habitants dans l'embellissement et le réaménagement de leur quartier. Ramener la nature dans la Bastide (nettoyage et fleurissement des places et balcons, quais,...). Permettre aux habitants de prendre plaisir à organiser « la beauté » de leur ville (ex : journées de travaux collectifs, temps d'échange d'idées (mobilier urbain interactif ou connecté,...), temps de partage (repas,...), faire découvrir des métiers manuels aux jeunes, sensibiliser au recyclage...)
- ✚ Organiser une piétonisation partielle (spatialement) et temporaire pendant l'été, en réfléchissant aux modularités possibles (plus le jour de marché, moins en certaines heures ou jours de la semaine), pour permettre aux habitants du quartier et aux visiteurs de profiter pleinement de la ville durant les beaux jours.

⇒ ***L'engagement pour l'environnement pour cultiver la qualité de vie, atout d'un milieu rural***

- ✚ Réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et l'espace public (ex : des aides financières pour des travaux d'économie d'énergie avec l'OPAH, des modes d'éclairage publics doux et raisonnés, un point Espace Info Energie pour un accès aux conseils et aides sur les économies d'énergies dans l'habitat,...)
- ✚ Diminuer les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions liées aux transports (ex : des modes de transport doux pour répondre à des problématiques de mobilité : un TAD, un schéma cyclable voie verte avec chantiers d'insertion, des aires et une plateforme de co-voiturage, une sensibilisation à l'intermodalité...)
- ✚ Développer l'économie circulaire et la gestion durable des déchets (ex : des éco-défis ayant pour but de valoriser les commerçants et artisans ayant réalisé des actions concrètes en faveur de l'environnement ; le recyclage avec des ateliers participatifs, des activités de sensibilisation, des expositions et des chantiers d'insertion, un événementiel durant la semaine du développement durable pour donner une image positive de la Bastide,...)
- ✚ Produire des énergies renouvelables locales (ex : des aménagements d'espaces publics innovant dans la Bastide avec des arbres à vent en bord de Dordogne, un mobilier urbain qui convertisse la lumière du soleil en énergie verte pouvant être utilisée pour recharger gratuitement un smartphone, une tablette, voire un vélo électrique, etc...)
- ✚ Préserver la biodiversité, protéger les paysages et promouvoir l'urbanisme durable (ex : un concept d'éco-cité pour une nouvelle image de Bastide, l'aménagement des berges de la Dordogne pour de nouveaux espaces de détente et de loisirs, une charte d'affichage,...)
- ✚ Développer l'éducation à l'environnement, éco-citoyenneté et mobilisation locale (ex : journées citoyennes de nettoyage des rues avec des repas de quartier, activités dans les écoles et centres de loisirs de fleurissement de la ville pour sensibiliser à la faune et la flore ; amener la population locale à découvrir ou redécouvrir la Dordogne, son histoire, ses attraits, son évolution, et sensibiliser à la protection de l'environnement avec une fête de la rivière,...)

Le développement économique et l'emploi

La promotion du quartier bourg : faire savoir.

- ✚ La population du quartier se désintéresse ou méconnaît l'histoire riche de sa bastide. Il apparaît important de rendre l'habitant acteur et prescripteur de la destination bastide, et lui permettre de connaître les éléments forts de l'histoire locale de manière ludique afin de lui faciliter l'accès à la culture locale, et lui donner envie par la suite de partager ses connaissances. Les habitants doivent pouvoir appréhender la Bastide, la Dordogne, la viticulture,...
- ✚ La population du territoire doit pouvoir percevoir que les valeurs et identités foyenne sont mises en avant sur et grâce à la Bastide.
- ✚ Les non-résidents et particulièrement les touristes, doivent avoir des motivations à venir visiter la Bastide et séjourner sur le territoire.
- ✚ Par la mise en valeur de son patrimoine naturel telle que la rivière Dordogne (*Ex: sentiers d'interprétation le long de la rivière sur le thème du Label Unesco, fête de la rivière, activités sportives et culturelle autour de la rivière, animations, Mettre en scène la bastide en se tournant vers le territoire vécu par l'aénotourisme....*). Il est fondamental que les habitants se réapproprient la rivière.
- ✚ Travailler/poursuivre les démarches existantes sur la mémoire du quartier, en mobilisant éventuellement les locaux commerciaux vides
- ✚ Construire les événements avec des habitants pour maximiser les chances de réussite, en proposant une animation globale et la mise à disposition de locaux et/ou matériel
- ✚ Par la mise en scène de son patrimoine public ou privé (*Ex : QR Code avec vidéo sur les éléments architecturaux majeurs de la bastide, visite historique insolite de la ville à la lueur des flambeaux, Création d'une application mobile locale,...*)
- ✚ Par la création, l'animation et la communication d'événementiels atypiques via le numérique (*ex : concours connectés, animations interactives, projection interactives... en lien avec l'identité foyenne. Ex : traditions locales, sports locaux, activité locales, histoire,...*) Relier le réel et le virtuel, la technologie et l'environnement, ... : **une ville vivante et ludique, une ville interactive et connectée.**
- ✚ Créer un événementiel de renommée régionale voire internationale, un festival avec implication des habitants et des enfants.
- ✚ Par le déménagement de l'Office de Tourisme sur la place centrale, cœur de vie des Bastides au XIIIème siècle et scénographie sur la vie des bastides à cette époque. Un office de tourisme nouvelle génération numérique et connecté pour proposer des prestations en adéquation avec les nouvelles habitudes des touristonaute : agora moderne.



- Par la mise en valeur de ses ressources premières en proposant une offre oenotouristique complète, **une offre multifonctionnelle**, bénéficiant aux habitants du quartier, et aux touristes. Le secteur viticole représente un nombre important d'emplois sur le territoire.
- Découverte des anciens chais présents encore dans la bastide
- Espace de promotion viticole au cœur de la bastide (*ex : maison des vins et produits locaux qui mettrait en lumière les produits du territoire, qui valoriserait les métiers de la viticulture et de l'agriculture, et pourrait servir de relais vers ces professionnels*)
- Formation sur le vin pour les hébergeurs
- Par une campagne de promotion sur les atouts touristiques de la Bastide en lien avec le territoire
- Développer une stratégie de communication ciblant une clientèle (ex : via l'aéroport)
- Par un développement accru de la présence sur Internet et la refonte du site Internet
- Des Journées et forums de découverte des métiers de la viticulture et agriculture, et des viticulteurs ambassadeurs de ce secteur d'emploi à fort caractère identitaire.

Réaffirmer la place de la bastide au sein de l'agglomération dans une logique de complémentarité et non de concurrence.

- ✚ Ces dernières années la Bastide a donnée l'image d'être en continuelle opposition avec sa périphérie, d'être victime de cette dernière avec un argumentaire concurrentiel. Cette image colportée a causé plus de tort que de bien au quartier cible, en d'une part dévalorisant et occultant le potentiel du quartier, et d'autre part en attisant des ressentiments contre le centre-bourg et des ressentiments contre sa périphérie amplifiant ainsi les stratégies d'évitement du quartier prioritaire.
- ✚ Il est primordial aujourd'hui de casser ces préjugés et idées reçues qui amplifient le rejet du quartier et par ricochet de ses habitants, et font barrière à la fréquentation du centre-bourg.
-
- ✚ Déterminer et informer les habitants du quartier et du territoire sur la place, le rôle et la complémentarité du centre-ville par rapport à l'agglomération Foyenne (ex : commerces de qualité en centre-ville, fonction de centralité du centre-ville avec des services types : crèche, zones d'activités en périphérie...) Campagne de communication visant à la promotion du quartier.
-
- ✚ Favoriser des actions qui créent du lien entre la Bastide et sa périphérie (ex : animations, actions commercial, transports,...) Favoriser la mobilité interne au territoire pour accéder aux zones d'emploi extérieurs au quartier.
- ✚ Orienter vers la Bastide et la périphérie selon les besoins et recherches des habitants et visiteurs. Fluidifier les accès entre Bastide et Périphérie (ex : signalétique entrées de ville et rocade, circulation,...). Rendre visible le stationnement et créer des poches de stationnement dans la Bastide pour simplifier l'accès aux habitants à leur domicile, et faciliter l'accès aux commerces et services aux habitants du territoire et visiteurs.
- ✚ Redonner la place aux piétons avec une piétonisation partielle, pour susciter chez les habitants du quartier, et ceux du territoire, des envies de déambulation dans un centre-ville agréable. La Bastide peut devenir un lieu de promenade et de détente. (ex : promenade en bord de Dordogne, pôle culturel, restaurants et café, place réaménagées en lieu d'échange,...).
- ✚ Instaurer des axes de circulation partagée (20 km/h) pour sécuriser les habitants du quartier et les visiteurs.

Favoriser le développement de l'activité économique

⇒ *Un soutien à la création et au maintien d'activité sur la Bastide et le Pays Foyen pour de nouveaux emplois et la sauvegarde des emplois existants*

- ✚ Mobiliser une approche foncière et fiscale pour maintenir les commerces du quartier cible.
- ✚ Travailler sur l'offre commerciale sur la Bastide (ex : produits, horaires, emplacements regroupés dans un secteur plus identifiable,...) afin de répondre aux attentes et attirer de nouveaux clients pour donner un nouveau souffle aux petits commerces du centre-ville.
- ✚ Créer des outils pour inciter les gens à entrer et consommer dans la Bastide (ex : par des animations, des opérations de fidélisation...)
- ✚ Favoriser l'accompagnement des entreprises : créations d'entreprises. Encourager les jeunes à la création et l'entrepreneuriat individuel. (orientation et accompagnement des créateurs, développement des entreprises issues des quartiers sur la Bastide et le territoire, parcours intégrés d'accompagnement à la création d'activité pour un public ciblé, parcours d'accompagnement à la création d'activité dans un domaine ciblé,..)
- ✚ Favoriser l'accompagnement des entreprises : transmission et reprise d'activité (sur le quartier cible des commerçants et professionnels proches du départ à la retraite). Encourager la reprise d'activité (accompagnement de la transmission et de la reprise d'entreprise).
- ✚ Favoriser l'accompagnement des entreprises : maintien d'entreprises en difficultés. Il faut permettre aux entreprises en place d'être pérenne (modernisation, extension, aménagement des locaux, adaptation de l'offre, accueil et réseaux de proximité, conseil, formation, etc...),
- ✚ Permettre au porteur de projet de tester son activité : Adie, coopérative copebat, copalfa, Citélab.
- ✚ Valoriser les entrées de villes et d'agglomération (recyclage de friches industrielles). Les zones d'activité sont à requalifier, valoriser et réaménager pour améliorer les conditions de vie des entreprises qui y sont présentes, et accueillir de nouvelles entreprises avec des conditions favorables d'installation (places disponibles sur les ZAE).
- ✚ Faciliter l'insertion des personnes dans un parcours de retour à l'emploi des femmes : crèche-halte garderie sur le quartier cible.

⇒ *Le tourisme comme véritable filière de développement économique pour créer de l'emploi local non délocalisable*

Le développement économique de la Bastide au travers du développement touristique a pour objectif de contribuer à l'activité de presque tous les secteurs économiques. Le processus par lequel le visiteur se déplace vers et dans la Bastide et le bassin de vie, consomme des produits touristiques identifiables comme tels et effectue en outre sur place les dépenses nécessaires pour répondre à ses besoins quotidiens n'a pas d'équivalent sur les autres marchés de biens et services.

L'identification d'un produit touristique complet ne peut s'envisager qu'à l'échelle du bassin de vie. En effet, la ville de Sainte-Foy-La-Grande est connue pour son image de Bastide, sa place à arcade et ses maisons à colombage mais les autres composantes (30 à 40 châteaux viticoles ouverts à la visite, 130 hébergements référencés, une dizaine d'activités de loisirs, 15 sentiers de randonnée, etc.) sont sur le territoire foyen. Sainte-Foy-La-Grande est la vitrine du territoire. Elle reste emblématique et constitue une entrée stratégique sur le territoire vécu sur le plan économique et touristique.

- ✚ Des Journées et forums de découverte des métiers de la viticulture et agriculture, et des viticulteurs ambassadeurs de ce secteur d'emploi à fort caractère identitaire.
- ✚ Développer les équipements et services rendant possible le développement du séjour et du

circuit en répondant à un besoin et une motivation touristique locale: transports, hébergement, restauration, équipements culturels, service de guidage, etc. Le développement d'activité entraînerait la création d'emploi local. De plus des touristes satisfaits de leur séjour sont non seulement des promoteurs de la destination mais aussi potentiellement de futurs résidents : une ville où l'on a passé un séjour agréable est une ville où l'on peut envisager de s'installer, de travailler, voire d'implanter son entreprise. C'est alors un cercle vertueux tourisme–résidence–emploi qui peut s'enclencher.

- + développer une offre quantitative et qualitative d'hébergement (ex : aide aux porteurs de projets sur des hébergements qualifiés, aide aux porteurs de projets pour des hébergements de groupe,...)
- + Professionnalisation des prestataires touristiques, commerçants,... (ex : formation en anglais pour l'accueil des clientèles britanniques, formation relation clientèle,...)
- + Formation « ambassadeurs du territoire » pour les habitants qui portent l'identité du territoire de la bastide (reconnaissance de son rôle fort de promoteur, prescripteur, consommateur et fournisseur de l'offre touristique) et valoriser les greeters (hôtes bénévoles qui accueillent gratuitement des touristes et leur proposent une rencontre authentique)
- + Améliorer l'accueil des visiteurs de la bastide (ex : scénographie et numérisation de l'espace d'accueil de l'office de tourisme pour retrouver l'histoire et les valeurs locales, signalétique touristique entre les portes d'entrées et le cœur de la Bastide, mise en place d'un WIFI Territorial,...)
- + Commercialisation de produits touristiques à l'échelle du bassin de vie
- + Développer des projets et circuits oenotouristiques, replacer les vigneron dans la bastide, afin que l'on retrouve notre identité.
- + Placer les artistes ou artisans d'art dans la bastide
- + Valoriser du patrimoine et des savoir-faire locaux par le biais de labels déjà existants tel que celui de « ville d'art et d'histoire »
- + Créer plus d'animations en soirée
- + Valoriser le patrimoine foyen par une mise en valeur numérique. Associer des patrimoines qui, bien que disjoints dans l'espace, peuvent être joints symboliquement à l'échelle du bassin de vie foyen
- + Proposer des activités ou des objets à l'interface entre loisirs et tourisme, voire entre tourisme et activité professionnelle
- + Repenser l'espace public pour privilégier les relations d'échanges et les interactions sociales
- + Faire une campagne de promotion sur les atouts touristiques du territoire, pour favoriser une dynamique touristique.
- + Orienter vers la Bastide de l'extérieur de du territoire (pictogramme de la Bastide, signalétique entrées de ville et rocade, aéroport de Bergerac,...)
- + Développement de mode doux (voies cyclables) qui pourraient compléter l'offre d'activités touristiques

Favoriser l'accès à la formation et la qualification

Le taux de chômage est important de 35,1% sur la commune de Sainte-Foy-La-Grande, et notamment de jeunes 49,85%, est lié au manque de qualification et de formation.

Il y a des disparités entre les emplois proposés et ceux que les demandeurs d'emploi du quartier cible recherchent. La raison principale est le niveau de de qualification professionnel bas voire inexistant pour plus de 25%, alors que le nombre d'offre d'emplois ne demandant pas de qualification est en baisse, ce qui entraîne une hausse du chômage sur le quartier.

⇒ Des métiers de savoir-faire comme potentialité d'emploi pour les habitants du quartier notamment les jeunes

- + Développer l'apprentissage et la formation par Alternance. 3 thématiques ressortent : Les métiers de Bouche, l'Artisanat et le Bâtiment, les métiers de la vigne.

- ✚ Valoriser par l'image de l'excellence en Pays Foyen, revalorisation de métiers manuels.
- ✚ Sensibiliser les jeunes aux métiers et au monde de l'entreprise, renforcer et développer les salons. Faciliter la découverte des métiers (ex : initiations, expositions, visites, rencontres de professionnels,...)
- ✚ Créer un pôle d'excellence Territorial des Métiers et mise en réseau des organismes de formation. Partenariat avec les compagnons bâtisseurs
- ✚ Créer un réseau des entreprises soucieux de développer l'apprentissage et la formation par alternance pour les jeunes (CEPF et Chambre des Métiers) (stages, forums, parrainage,...)
- ✚ Approfondir les opportunités offertes par la formation BAFA : débouchés auprès des jeunes.
- ✚ Développer des chantiers d'insertion et de formation sur le territoire : avec des organismes relais.
- ✚ Favoriser le suivi des études post-bac des jeunes du quartier (permis, logements).

La cohésion sociale

Favoriser une réussite éducative

Pour les enfants du quartier prioritaire le taux d'échec scolaire est important avec des problématiques de décrochage scolaire, et le niveau scolaire est faible. Ceci répond à des constats très visibles sur le territoire cible : une carence éducative chez les familles fragilisées (parents isolés, familles issues d'un milieu social défavorisé...), un besoin d'échange de pratiques entre parents, qui parfois ne détiennent pas les « codes » pour éduquer leurs enfants, de nombreuses familles d'origines étrangères et issues de l'immigration, ne comprennent pas la langue française, des enfants issus de la population « gens du voyage » ne sont scolarisés qu'à partir de l'âge de 6 ans, de nombreux jeunes issus de la population « gens du voyage » en situation de décrochage scolaire, de plus en plus de cas particuliers d'enfants en grande difficulté (scolaire, sociale, familiale...) nécessitent l'intervention de plusieurs acteurs éducatifs pour pouvoir trouver des solutions à leurs problèmes.

⇒ **Accompagner la parentalité pour favoriser la réussite des enfants du quartier**

- ✚ Conforter et valoriser la fonction éducative des parents (ex : en leur permettant d'échanger sur le rôle du parent, en leur donnant accès aux conseils de professionnels, en les informant des possibilités de modes de garde sur le territoire.)
- ✚ Promouvoir la maîtrise de la langue (ex : en développant l'accès aux nouveaux moyens de communication, en s'appuyant sur des adultes relais, en proposant des ateliers d'alphabétisation.)
- ✚ Développer l'accueil des enfants dès leur plus jeune âge (ex : en augmentant les capacités d'accueil au sein des structures existantes, en permettant l'accès à ces structures d'accueil à toutes les familles, et notamment les plus fragilisées, en créant une Maison de l'Enfance accessible à tous dans le quartier prioritaire).
- ✚ Permettre aux parents de jouer un rôle dans les parcours d'orientations de leurs enfants (ex : en ayant un réseau de professionnels mobilisés)

(pistes d'actions : renforcement des dispositifs existants : LAEP, RAM, crèches..., création de nouveaux dispositifs : café des parents, REAAP (Réseau d'écoute d'accompagnement et d'appui à la parentalité), Maison de l'Enfance, atelier d'alphabétisation intergénérationnel..., faciliter l'accès aux modes de garde pour les parents rencontrant des difficultés, partenariat Public / Privé pour la création d'un « bistrot poussette » (cf. Mulhouse), projet qui pourrait être éligible au FEIS (Fond Européen d'Investissement))

⇒ **Renforcer la réussite scolaire et l'orientation des jeunes du quartier**

- ✚ Définir et accompagner une politique d'éducation et de réussite éducative, en faisant appel aux organisations dont c'est la compétence et/ou la vocation (ex : en augmentant la lisibilité institutionnelle et territoriale des actions éducatives et garantir leur cohérence et leur pertinence par le travail en réseau et la formation. des acteurs, en favorisant une approche territoriale de projet articulant les dispositifs existants sur le territoire).
- ✚ Accompagner de façon individuelle les enfants en difficulté scolaire (ex : en prenant en compte la globalité de leur environnement, par la mise en réseau des acteurs éducatifs).
- ✚ Soutenir et favoriser les initiatives des jeunes (ex : en développant l'accompagnement des jeunes dans leurs projets, en renforçant les dispositifs existants en faveur des jeunes, par la mise en réseau des partenaires.
- ✚ Faciliter la découverte des métiers (ex : initiations, expositions, visites, rencontres de professionnels,...)

(Pistes d'actions : développer la mise en réseau des acteurs éducatifs du territoire par une coordination au sein d'un PRE par exemple, et par la création de Cellules de Veilles Educatives, favoriser les échanges d'expériences des différents acteurs éducatifs, en vue de « capitaliser » les bonnes pratiques et valoriser les savoirs faire : en organisant des rencontres éducatives, des temps de formations communs à tous les partenaires éducatifs..., renforcer et développer l'Accompagnement à la scolarité pour toutes les tranches d'âge, donner aux jeunes les outils nécessaires aux développements de leurs projets. Ceci passe par (un lieu repéré et propice à l'échange, au développement de projets..., une médiation, un accompagnement par un adulte compétent, une orientation adaptée aux besoins.)

Permettre aux habitants des quartiers un égal accès à la culture et au sport

Concernant les publics du quartier prioritaire, il y a un manque de fréquentation au sein des associations sportives et culturelles du Pays Foyen, un manque d'implication des jeunes au sein des associations, et une offre culturelle et sportives pas toujours accessible à certaines populations (trop coûteuse, trop éloignée des pratiques...) et ne semblant pas toujours correspondre aux attentes des habitants. Une partie de la population « s'interdit » l'accès aux loisirs. Les établissements scolaires rencontrent des difficultés à faire venir l'offre culturelle aux élèves.

« Agir pour la démocratie culturelle au sein d'un territoire, c'est favoriser la circulation des œuvres et des personnes, contribuer à la reconstitution d'un lien social, modifier sensiblement les relations entre centre et périphérie par la création de nouveaux pôles de centralité, inclure l'exigence architecturale et urbaine et donner aux réseaux de création une nouvelle légitimité. » (Circulaire du 19 juin 2000).

⇒ **Une offre plus accessible pour permettre un accès pour tous**

- ✚ Proposer des pratiques sportives novatrices adaptées à la Bastide et aux publics (street sports, art laser,...). En développant une offre culturelle qui prendrait en compte les pratiques des habitants et en fonction des tranches d'âge et des particularités (public fragilisé, en situation de handicap...)
- ✚ Faciliter pour les habitants du quartier l'accès à la culture sur la Bastide : **Réalisation d'un pôle culturel**, en réhabilitant un équipement de proximité, facilitant l'accès à l'offre culturelle. Prévoir de lier ce Pôle aux espaces externes pouvant permettre l'expression libre : street danse au jardin public... et prévoir une mutualisation du lieu : une salle de spectacle intégrée au pôle culturel

pourrait servir à la fois de salle de concert pour les publics adultes le soir et de salle de diffusion (cinéma, spectacle...) pour les scolaires et le périscolaire en journée



- ✚ Mobiliser les associations sportives locales et les acteurs sociaux (adulte relais, CCAS) pour amener les jeunes vers les pratiques sportives (initiation, ateliers, découvertes, partage de valeurs sans forcément subir les contraintes des licences sportives) Par une mise en réseau des institutions et des structures culturelles de proximité.
- ✚ Promouvoir les actions éducatives, culturelles et sportives qui favorisent l'égalité des chances, la mixité.
- ✚ Favoriser un accès financier aux jeunes du quartier qui voudraient s'inscrire dans des associations sportives et culturelles. En proposant la gratuité ou des tarifs abordables pour accéder à l'offre sportive et culturelle. Elargir les actions CAP33 pour capitaliser sur leur réussite estivale.
- ✚ En favorisant la participation des habitants à la conception des événements culturels.
- ✚ En soutenant les initiatives locales tout en veillant à préserver la diversité de l'offre sportive et culturelle.

⇒ ***Un encouragement de la médiation culturelle pour favoriser l'implication dans la citoyenneté et l'accès à la culture des jeunes :***

- ✚ En instaurant une coordination des acteurs locaux pour favoriser l'accès à la culture aux élèves des établissements scolaires du territoire.
- ✚ Permettre à des établissements scolaires d'être vecteurs de la culture et du sport.
- ✚ En créant une instance participative pour la réhabilitation d'un équipement de proximité en « pôle culturel », lieu ressource du territoire.
- ✚ En Développant le partenariat entre associations et institutions pour proposer des rencontres artistiques aux élèves du territoire.
- ✚ En créant des instances de dialogues entre artistes, architectes et habitants autour de la conception ou de la réhabilitation d'un équipement culturel ou sportif.
- ✚ En favorisant l'organisation d'évènements structurants sur le territoire.

(des pistes d'action : dispositif « contrat Territoire-Lecture » ou contrat « ville-lecture » , « Schéma des services collectifs culturels », dispositif « Collège au cinéma », opération « Dis-moi dix mots »,...)

Améliorer l'accès aux soins pour les habitants du quartier

Actuellement le quartier cible, l'agglomération et le territoire dans son ensemble connaissent un phénomène de désertification médicale. Les médecins généralistes et spécialistes sont surbookés et des listes d'attente des soins s'allongent. Certains médecins généralistes et spécialistes sont sur leur fin d'activité professionnelle et partiront prochainement à la retraite s'en avoir de repreneur de leur activité. Il y également des manques de spécialistes comme par exemple l'absence de gynécologue et de pédiatre sur le quartier cible et le territoire vécu. Ces carences sont très problématiques sur le quartier prioritaire pour une population vieillissante (20,7% de population des 75 ans ou plus, et 17,3% de population des 60 à 74 ans), pour les femmes (gynécologue), pour les familles (pédiatres), pour les jeunes (psychologues), etc...

- ✚ **Avoir une stratégie de communication pour promouvoir le territoire : stratégie de marketing territorial** auprès des professionnels médicaux ex : partenariat Office de Tourisme) pouvoir d'achat (vie moins cher en milieu rural), prix attractif de l'immobilier, qualité et cadre de vie, offre culturelle, offre sportive, offre éducative, proximité de pôles urbains Bordeaux Bergerac. (Le Pays Foyen n'est pas une grande ruralité isolée). Valoriser le territoire pour attirer des médecins pour pallier aux manques et anticiper les départs à la retraite.
- ✚ **Créer des conditions d'accueil favorables des stagiaires** : stagiaires (liens université, lieux de stage: médecins, école d'aide soignante,..., accueil en hébergements, etc...) cela permet de leur faire découvrir le territoire et générer des envies d'installation. Le stage peut générer l'intégration de ces futurs médecins.
- ✚ **Favoriser des dynamiques entre les professionnels** : regroupements, capitaliser sur l'initiative privée aides de l'Etat – Outils de l'ARS (Pôles ou Maisons Pluridisciplinaires de Santé) répond à des craintes qu'ils pourraient avoir (solitude dans leur profession et pratiques, surcharge de travail, etc...), et mutualisation poste secrétariat, ménage,...
- ✚ **Avoir des équipements attractifs pour ces professionnels** : radio, scanner,...
- ✚ **Aider à l'installation de jeunes médecins** : identifier des aides, mise à disposition ou prix attractifs de logement, mise à disposition de locaux vides ou locations attractives dans la Bastide qui pourraient devenir des cabinets médicaux, limitations taxes locales pour les nouveaux médecins qui s'installent, etc...
- ✚ **Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé, la coordination et la connaissance entre professionnels de santé** (CLIC, Atelier Santé Ville, répertoire,...Créer un Centre Local d'Information et de Concertation).Mobiliser et créer un réseau entre les acteurs existants (Réseau Santé Jeunes, la MDSI, l'hôpital de Libourne (équipe de pédopsychiatre), PAS (Permanences à l'Accès aux Soins) à Bergerac, acteurs caritatifs)

PARTIE 4
ORIENTATIONS STRATEGIQUES
ET
FICHES ACTIONS

I) TABLEAU RECAPITULATIF DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET ACTIONS

Orientations	Actions	Pilotes	Budgets	Piliers							
				Cadre de vie	Développement économique et emploi	Cohésion sociale	Citoyenneté et valeurs républicaines	Egalité femmes-hommes	Jeunesse	Lutte contre les discriminations	
Orientation 1 : Affirmer un Projet Urbain	Fiche N°1 Etude de Revitalisation de la Bastide	CDCPF	Montant de l'étude 1 ^{ère} session : 124 550 euros HT (66 206,48 euros HT réglés) Montant de l'étude 2 ^{ème} session : 69 550 euros HT (hors tranches conditionnelles)	X	X						
Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements	Fiche N°2 Inciter à la rénovation de l'habitat privé Etude de la copropriété Gratiolet	CDCPF Pineuilh, syndicat propriétaires	OPAH 2015 Etude copro : Etape 1 : 50 000 eur à 100 000 eurs Etape 2 : 50 000 eur par an sur 5 ans	X							
	Fiche N°3 Lutte contre l'habitat indigne	Sainte-Foy-La-Grande		X							
	Fiche N°4 Amélioration du logement social			X							

	Fiche N°5 Auto-réhabilitation Accompagnée	Le Lien	15969 eur	X		X	X			
	Fiche N°6 Réduction de la consommation énergétique	CDCPF	OPAH 2015	X						
	Fiche N°7 Adapter les logements	CDCPF	OPAH 2015	X		X				X
Orientation 3 : Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants	Fiche N°8 Requalification de la place du Foirail	Sainte-Foy-La- Grande		X			X			
	Fiche N°9 Je relook ma rue	CEPF	30 000 eur	X			X		X	
	Fiche N°10 création d'aires piétonnes	Sainte-Foy-La- Grande	7 500 eur	X			X			
Orientation 4 : Coordonner les dispositifs	Fiche N°11 Territorialiser le réseau de partenaires	DIRECCTE			X					
Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation	Fiche N°12.1 Soirée de l'alternance	CDPF	8 000 eur		X				X	
	Fiche N°12.2 Les Bâisseurs de cathédrales	CEPF	12 000 eur		X				X	
	Fiche N°12.3 Poser des actions prioritaires au regard du diagnostic de l'apprentissage	Mission locale			X				X	

	Fiche N°13 Pôle d'excellence territorial				X				X	
	Fiche N°14.1 chantiers de formation et d'insertion sur le territoire				X				X	X
	Fiche N°14.2 Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par le biais de clauses d'insertion dans les marchés publics	PLIE			X					X
	Fiche N°14.3 crèche multi-accueil	CDCPF	850 000 eur		X	X				X
	Fiche N°15.1 Garage social	ASPAT	4300 eur		X					X
	Fiche N°15.2 Mobilisation et dynamisation pour l'emploi	PLIE	10 000 eur		X					X
	Fiche N°15.3 Développement de l'activité économique et de l'emploi	ADIE	73 912 eur		X					X
	Fiche N°15.4 Renforcer l'accompagnement des DEBOE	CAP EMPLOI			X					X

	Fiche N°15.5 Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par l'accompagnement des personnes en CUI CAE	PLIE			X					
	Fiche N°16 Promotion des mesures et des aides à l'emploi auprès des employeurs potentiels	POLE EMPLOI			X					
Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire	Fiche N°17 Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération	CDCPF			X					
	Fiche N°18 Consolider et développer l'offre commerciale et d'entreprise	CDCPF	94 000 eur		X					
	Fiche N°19 Carte maline	CEPF	10 000 eur		X					
	Fiche N°20 « ptits dej » des entreprises	CEPF	10 000 eur		X					
	Fiche N°21.1 Expérimentation et identification de porteurs de projets potentiels	COOP ALPHA	5 000 eur		X					

	Fiche N°21.2 Visio-conférence	CCI			X					
	Fiche N°21.3 L'entrepreneuriat	ANJE	3500 eur		X			X		X
Orientation 7 : Favoriser le développement économique	Fiche N°22 « Côté salon » et « la fête du vin et de la gastronomie »	CEPF	100 000 eur		X		X		X	
	Fiche N°23 Sentiers d'interprétation de la Bastide	Office du tourisme	11 500 eur		X		X			
	Fiche N°24 Appréhender ma bastide et ma rivière	Office du tourisme	30 000 eur		X		X			
	Fiche N°25 développer et structurer l'offre touristique de la Bastide	CDCPF			X		X			X
	Fiche N°26 Franco- British Week	CEPF	30 000 eur		X		X			X
	Fiche N°27 Mise en place d'un WIFI territorial et d'un espace dédié	Office du tourisme	7 000 eur		X					X
	Fiche N°28 Les ambassadeurs du territoire	Office du tourisme	24 000 eur		X		X			

	Fiche N°29 Développement de l'offre quantitativement et qualitativement des hébergements de la Bastide	Office du tourisme			X					
Orientation 8 : Favoriser l'accès aux soins	Fiche N°30 Lutte contre la désertification médicale					X				
Orientation 9 : Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé	Fiche N°31 Réseau de professionnels de santé	CEPF				X				
Orientation 10 : Accompagner le vieillessement de la population	Fiche N°7 Adapter les logements	CDCPF	OPAH 2015	X		X				X
Orientation 11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives	Fiche N°32 Atelier Parentalité	RSSJ	1 500 eur			X			X	X
	Fiche N°35.3 Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents	Les Cygnes de Vie	37 000 eur						X	
	Fiche N°34 Volet Santé dans le PEdT : formation des animateurs	CDCPF				X			X	
Orientation 12: Agir sur l'alimentation et lutter contre la	Fiche N°33 ateliers agir sur l'alimentation	Centre Hospitalier de Ste Foy (PASS)				X				

malnutrition	Fiche N°34 Volet Santé dans le PEdT : formation des animateurs	CDCPF				X			X	
Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents	Fiche N°14.3 Maison Petite enfance	CDCPF	850 000 eur			X			X	
	Fiche N°32 Atelier Parentalité	RSSJ	1 500 eur			X			X	X
	Fiche N°35.1 LAEP	CDCPF	30 000 eur			X			X	X
	Fiche N°35.2 Quinzaine de la Petite Enfance	CDCPF	15 000 eur			X			X	
	Fiche N°35.3 Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents	Les Cygnes de Vie	37 000 eur						X	
	Fiche N°36 Fusion écoles maternelle et primaire	Sainte-Foy-La- Grande	756 210 euros HT			X			X	
	Fiche N°37 Réussite scolaire	Education Nationale				X			X	X
Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants,	Fiche N°38.1 Créer du lien entre les acteurs éducatifs en s'appuyant sur le Projet éducatif de territoire	CDCPF				X				

collectivités, associations.	Fiche N°38.2 Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.L.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré	Collège Elie Faure				X				
Orientation 15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones	Fiche N°39.1 Accompagnement à la scolarité	CDCPF	20 000 eur			X			X	
	Fiche N°39.2 Dis-moi Dix mots	Zone franche	5 400 eur			X			X	X
	Fiche N°38.2 Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.L.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré	Collège Elie Faure				X				
Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles	Fiche N°40.1 Soirée Jeux et Musique	CDCPF	7 000 eur			X			X	X
	Fiche N°40.2 La Science en bas de Chez toi	Les petits débrouillards	4 000 eur			X		X	X	X
	Fiche N°40.3 Stage musique et danse	Atelier 104	14 000 eur			X			X	X

Fiche N°40.4 Spectacle vivant et ateliers scéniques ou de mini-stages d'initiation au théâtre	Club Agaliao	18 000 eur				X			X	X
Fiche N°40.5 Journées Foyennes en « Rouge et Noir »	Stade Foyen	15 000 eur				X		X	X	
Fiche N°40.6 Tremplin Aquil'Tour	CDCPF	6000 eur				X			X	
Fiche N°40.7 Le sport ça me dit	CDCPF	1000 eur				X			X	
Fiche N°40.8 J'apprends à nager	CDCPF					X			X	
Fiche N°41 Elargir les actions cap 33	CDCPF	35 000 eur				X			X	
Fiche N°42.1 course d'orientation urbaine	CDCPF	2500 eur				X			X	
Fiche N°42.2 Kamp et ateliers	Sainte-Foy-La-Grande					X	X		X	
Fiche N°42.3 Horizon bleu 2016	CDCPF					X			X	
Fiche N°43 étude de préfiguration d'un Pôle culturel	CDCPF	16 000 eur				X				
Fiche N°44 Assos en fête	CDCPF	10 000 eur				X			X	X

Orientation 17 Favoriser l'engagement des jeunes	Fiche N°45 Projet dédié au public 12-25 ans	CDCPF				X	X		X	
	Fiche N°46.1 Association citoyenne intercommunale de jeunes	Pineuilh	10 000 eur			X	X		X	
	Fiche N°46.2 « jeunes et citoyens »	Sainte-Foy-La-Grande				X	X		X	
Orientation 18 Favoriser l'accès aux droits et aux services	Fiche N°47 Accès aux droits et médiation	D'ici et d'ailleurs				X				X
	Fiche N°48 : Renforcement de l'offre d'accès aux droits	CAF				X				X

I) ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET FICHES ACTIONS

A. AXE CADRE DE VIE: TABLEAUX DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET FICHES ACTIONS CONTRAT DE VILLE

Orientations stratégiques	Enjeux	Objectifs opérationnels	Numéro de la fiche action	Actions
Orientation 1 : Affirmer un Projet Urbain (Revitalisation de la Bastide)	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de l'attractivité du quartier et du territoire - Une mixité sociale sur le quartier - L'amélioration du cadre de vie des habitants - Une ville durable centralité au sein de l'agglomération foyenne en termes d'accueil de la population et d'activités 	<p>Une éco-cité comme cœur d'une ruralité moderne.</p> <p>Conforter un certain nombre de fonctions urbaines : identification et actions sur des îlots stratégiques</p>	Fiche numéro 1 CDCPF	Etude de Revitalisation de la Bastide

Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements	<ul style="list-style-type: none"> - l'attractivité du quartier qui passe par la reconquête d'un parc de logements dégradés et/ou vacants - la diminution des situations de mal logements sur le quartier prioritaire - la lutte contre la précarité énergétique - le maintien à domicile des personnes âgées 	Inciter à la rénovation de l'habitat privé : <ul style="list-style-type: none"> - communication - mobilisation des fondations (ex : la fondation EDF pour la réhabilitation de logements de propriétaires occupants en précarité énergétique) - mobilisation des outils réglementaires - partenariat avec les grands propriétaires immobiliers - incitation fiscale - Définir un plan d'action global sur la Copropriété "Gratiolet" située à Pineuilh 	Fiche numéro 2 CDCPF	Inciter à la rénovation de l'habitat privé
		Lutter contre l'habitat indigne	Fiche numéro 3 Sainte-Foy-La-Grande	Lutte contre l'habitat indigne
		Améliorer le logement social	Fiche numéro 4 CDCPF	Amélioration du logement social
		Sensibiliser au respect du logement et favoriser l'auto-réhabilitation accompagnée	Fiche numéro 5 Le lien	Auto-réhabilitation accompagnée
		Réduire la consommation énergétique des bâtiments de l'habitat privé	Fiche numéro 6 CDCPF	Réduction de la consommation énergétique

		<p>Adapter les logements au vieillissement et aux handicaps avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le maintien à domicile (expérimentation INRIA CG CARSAT + volet formation des artisans) - la recherche de nouveaux formats d'habitat et d'hébergement avec intervention de la collectivité (dont mobilisation résidences de Robien, logement sociaux?) 	<p>Fiche numéro 7 CDCPF</p>	<p>Adapter les logements</p>
<p>Orientation 3 : Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants</p>	<p>-L'adhésion des habitants et usagers au projet urbain par leur implication sur des actions visant à améliorer le cadre de vie</p> <p>- Le fonctionnement des espaces publics de premier plan (place de la Mairie, foirail, place du marché aux volailles, foirail, Dordogne, jardin public...)</p> <p>- La création d'échanges sociaux</p>	<p>Se réapproprier les places et espaces publics de lien social : accompagner les habitants (travail de médiation)</p> <p>Se réapproprier des cœurs d'îlots issus d'opération de curetage, des espaces publics réaménagés</p>	<p>Fiche numéro 8 Sainte-Foy-La-Grande</p>	<p>Requalification de la place du Foirail</p>
		<p>Ramener la nature dans la Bastide (nettoyage et fleurissement des places et balcons, quais,...)</p>	<p>Fiche numéro 9 CEPF</p>	<p>Je relook ma rue</p>
		<p>Organiser une piétonisation partielle (spatialement) et temporaire pendant l'été, en réfléchissant aux modularités possibles (plus le jour de marché, moins en certaines heures ou jours de la semaine)</p>	<p>Fiche numéro 10 Sainte-Foy-La-Grande</p>	<p>création d'aires piétonnes</p>

FICHE ACTION N°1 « Etude de Revitalisation de la Bastide »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 1 : Affirmer un Projet Urbain (Revitalisation de la Bastide)
OBJECTIF OPERATIONNEL	Une éco-cité comme cœur d'une ruralité moderne. Conforter un certain nombre de fonctions urbaines : identification et actions sur des îlots stratégiques

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes pour l'étude de Revitalisation de la Bastide</p> <p>Services associés : Communauté de Communes du Pays Foyen,, commune Sainte-Foy-La-Grande, commune Pineuilh, Etat, Département de la Gironde, Conseil Régional Aquitaine, Caisse des dépôts, bailleurs sociaux, CAUE, DRAC/STAP, CCI, Chambre des métiers</p>
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Identification d'îlots tests : <ul style="list-style-type: none"> Ilot autour de la mairie Ilot copropriété et logement social Ilot du jardin public au cinéma Ilot entrée de ville • Préconisations sur les îlots identifiés pour résoudre les dysfonctionnements : qualité de l'habitat, lutte contre la vacance réinvestissement de l'espace public, usages, vie commerciale, ... • Préfigurer l'action opérationnelle en : <ul style="list-style-type: none"> - détaillant le programme d'intervention, les coûts, les connexions à établir, et les financements mobilisables. - préparant la convention de revitalisation et les montages opérationnels correspondants
DELAIS	L'étude de Revitalisation de la Bastide se terminera fin 2015, début 2016.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Préconisations apportées par l'étude de Revitalisation de la Bastide Les résultats de l'étude donneront lieu à un avenant du contrat de ville
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Montant de l'étude 1^{ère} session : 124 550 euros HT (66 206,48 euros HT réglés)</p> <p>Montant de l'étude 2^{ème} session : 69 550 euros HT (hors tranches conditionnelles)</p> <p>Financement ANAH Financement Département Financement Conseil Régional</p>

FICHE ACTION N°2 « Inciter à la rénovation de l'habitat privé »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
OBJECTIF OPERATIONNEL	Inciter à la rénovation de l'habitat privé Définir un plan d'action global sur la Copropriété "Gratiolet" située à Pineuilh, comprenant 32 logements

FICHE TECHNIQUE 1

ACTEURS	Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen Services associés : ANAH, Département de la Gironde, CAF, MSA, Procivis, Communauté de Communes Castillon Pujols
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • OPAH pour inciter aux travaux de réhabilitation et d'amélioration de logement sur le quartier • Action de mobilisation des fondations
DELAIS	<ul style="list-style-type: none"> • 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de contacts auprès des propriétaires sur le quartier prioritaire Nombre de contacts fondations
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Communauté de Communes du Pays Foyen : Le montant mis au budget 2015 pour l'OPAH est de 50 000 euros, et des crédits de 2014 qui seront reportés sur le budget supplémentaire 2015 (96 758 euros). ANAH Département de la Gironde CAF MSA Procivis

FICHE TECHNIQUE 2

<p>ACTEURS</p>	<p>Chef de file / Maitre d'ouvrage : Communauté de Communes du Pays Foyen en association avec la commune de Pineuilh, Conseil syndical et Syndicat des copropriétaires</p> <p>Services associés : Anah et l'Etat, Département de Gironde</p>
<p>ACTIONS</p>	<p>Etape 1 : Etude pré-opérationnelle à une OPAH copropriété fragile ou Diagnostic global technique dont audit énergétique</p> <p>Etape 2 : OPAH copropriété fragiles et / ou programme d'intervention et d'accompagnement de la copropriété</p>
<p>DELAIS</p>	<p>Etape 1 : 6 mois après demande et validation en AG de la Copropriété Etude pré-opérationnelle à une OPAH copropriété fragile ou Diagnostic global technique dont audit énergétique</p> <p>Etape 2 : 5 ans après demande, validation en AG de la Copropriété et signature de la convention de financement de l'OPAH et/ ou du Programme OPAH copropriété fragiles / programme d'intervention et d'accompagnement de la copropriété</p>
<p>INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES</p>	<p>Etape 1 : réalisation d'un rapport d'étude et/ou d'un projet de convention de financement</p> <p>Etape 2 : signature d'une convention de financement et / ou réalisation des travaux ad hoc</p>
<p>FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES</p>	<p>Etape 1 : 50 à 100 000€ finançable par :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'Anah : 50% du coût HT / 200 000 € maximum de coût soit 100 000 € maximum -le Département de Gironde : 35% du coût TTC / 20 000 € maximum de coût soit 7 000€ de subvention maximum - la Communauté de Communes du Pays Foyen et la commune de Pineuilh s'ils ne sont pas maîtres d'ouvrage de l'étude ou du diagnostic <p>Etape 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 000 € de suivi-animation pour l'OPAH ou le Programme par an sur 5 ans finançable par l'Anah, le Département de Gironde, la Communauté de Communes du Pays Foyen et la commune de Pineuilh s'ils ne sont pas maître d'ouvrage de l'OPAH selon leur régime d'intervention classique ou ad hoc - non déterminé pour les travaux et finançable par l'Anah, le Département de Gironde, la CDC et la commune s'ils ne sont pas maître d'ouvrage de l'OPAH selon leur régime d'intervention classique ou ad hoc

FICHE ACTION N°3 « Lutte contre l'habitat indigne »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
OBJECTIF OPERATIONNEL	Lutter contre l'habitat indigne

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : commune Sainte-Foy-La-Grande : action 1</p> <p>Services associés : CAF, Département de Gironde, DDTM...</p>
	<p>Action 1 Création d'une instance locale pour centraliser les situations d'insalubrité, de précarité énergétique, de problème de qualité de l'air dans les logements et élaborer une méthodologie commune avec le PDLHI. (groupe de travail multi partenarial, repérage des situations par les travailleurs sociaux, police municipale, aide à domicile, etc...)</p> <p>Action 2 Suite à la parution du décret d'application de la loi ALUR instaurant un régime d'autorisation ou de déclaration préalable de mise en location dans des zones d'habitat dégradé, mettre en place ce type de dispositif avec l'ensemble des partenaires intervenant dans le cadre de l'instance locale de lutte contre l'habitat indigne et le mal logement. Etablir un conventionnement avec la CAF pour la visite par les services de la mairie des logements remis en location par la cellule locale.</p> <p>Action 3 Mise en place d'une opération d'aménagement de type OPAH-RU avec réalisation d'un diagnostic à l'ilot par l'opérateur pour décider des outils fonciers pertinents à mettre en place RHI, THIRORI ou ORI</p> <p>Action 4 Définir et mettre en place les mesures d'accompagnement vis-à-vis des propriétaires occupants et des locataires en mobilisant les dispositifs d'aides pour les travaux, "et d'interventions sociales pour les locataires"</p> <p>Action 5 Etudier la faisabilité d'un plan d'actions visant à permettre l'auto-réhabilitation avec un partenariat comme l'association Le Lien.</p>
DELAIS	Programme sur 3 ans renouvelable 2016-2019
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de situations repérées (diagnostic)</p> <p>Nombre de situations sur lesquelles une réponse a été apportée</p> <p>Nombre de situation sur lesquelles les occupants ont été satisfaits de la réponse apportée</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Collectivités</p> <p>ANAH</p> <p>Quartier Politique de la Ville</p>

FICHE ACTION N°4 « Amélioration du logement social »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
OBJECTIF OPERATIONNEL	Améliorer le logement social Réhabilitation : efficacité énergétique et thermique

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Services associés : collectivités, bailleurs sociaux ,Conseil Régional, Europe
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Réflexion à mener sur les pistes d'amélioration du logement : positionnement du logement social par rapport à l'espace public, logements mobilisables, logements à réhabiliter qualité de services,...
DELAIS	2015 - 2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Contacts avec les bailleurs sociaux - Pistes d'amélioration
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Conseil Régional Europe

FICHE ACTION N°5 « Auto-réhabilitation Accompagnée »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
OBJECTIF OPERATIONNEL	Sensibiliser au respect du logement et favoriser l'auto-réhabilitation accompagnée

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Acteur : Association Le lien</p> <p>Services associés :</p> <p>Partenaires opérationnels : MDSI, CAF, MSA, CCASANA, Collectivités Locales</p> <p>Partenaires financiers : Département de Gironde, Anah, CAF, Fondation Abbé Pierre (fonctionnement), Fondation de France « Appel à projet Habitat 2013 »</p>
ACTIONS	<p>Objectifs du projet :</p> <p>1 - Améliorer le cadre de vie dans le logement par des travaux plus ou moins techniques et complexes pouvant aller de l'intervention sur la décoration, à l'amélioration des conditions d'équipement sanitaire, de ventilation, d'isolation et de production d'énergie (développement à terme).</p> <p>2 - Intervenir socialement auprès de ménages en situation de précarité qui s'isolent et se trouvent en rupture de leur environnement et plus particulièrement de leur bailleur, de leurs voisins et les services sociaux qui pourraient les accompagner et mobiliser des aides de droit commun.</p> <p>3 - Rendre les personnes composant le ménage actrices de leur projet de travaux conçu à partir de leurs souhaits et de leurs besoins. Ces personnes accompagnées produisent en fonction de leurs compétences et de celles transmises par l'animateur technique. Elles sont mobilisées pour réaliser le plan de travaux, leurs chiffrages, leurs financements; elles apprennent des techniques, des savoirs-faire jusque-là ignorés qu'elles pourront être en capacité de réaliser de manière plus ou moins autonome avec un seul soutien technique et de mise à disposition d'outillage.</p> <p>Il s'agit d'une intervention auprès des ménages, repérés par les services sociaux de secteur (MDSI, MSA, CAF, FSL, CCAS) qu'ils soient locataires ou propriétaires occupant dont la caractéristique commune est la précarité économique (faiblesse des ressources) mais également des personnes dont l'action vise la mobilisation et la recréation de liens sociaux par la participation.</p> <p><u>D'autre part l'action se déroulant à l'intérieur du logement, « du chez soi », appelant la mobilisation et la participation, elle constituera un mode de repérage de problèmes de santé tant somatiques que psychiques, et l'action deviendra également le support d'une sensibilisation, prise de conscience de son état de santé, et pourra s'appuyer sur l'intervention du coordonnateur de parcours de soins.</u></p>

Globalement : Intervention sur le mal logement et intervention sur le mal être des habitants au regard de leur situation de précarité.

Description détaillée du projet :

Les situations des ménages seront repérées par les travailleurs sociaux des services du Conseil Général, de la MSA, de la CAF, du FSL, des CCAS.

Un travail de contact avec le ménage pour proposer concrètement l'action mobilisera les acteurs.

Un travail de diagnostic de l'état du logement sera effectué techniquement par l'animateur technique mais émergera aussi des échanges avec le ménage. Ces échanges permettront d'évaluer également les capacités, les compétences des membres du ménage.

De l'évaluation des besoins, le projet des travaux souhaitables sera défini tout en se confrontant à la réalité de la capacité à les engager. De quels ressorts sont-ils? Bailleurs ou locataires? S'ils sont du ressort du propriétaire alors une négociation doit être engagée avec lui en lui apportant les arguments réglementaires et techniques. De plus il s'agira de l'informer sur les aides financières dont il peut bénéficier afin d'alléger le coût des travaux. Cette démarche sera systématisée dans le cas de logements "énergivores", mais également humides, peu ventilés pour lesquels une recherche de gains énergétiques s'impose (réseau Préca Energie 33). Une fois défini le projet, pourra alors être dressé et discuté l'ordre des priorités tant sur le plan technique que sur celui des modes d'occupation (chambres des enfants, rénovation des équipements sanitaires et de cuisine pour une meilleure hygiène,.....), mais également sur le montant des travaux et leur mode de financement (Quel financeur appelé et quelles justifications).

Enfin interviendra la phase de travaux proprement dite où un planning sera arrêté nécessitant la présence des membres du ménage qui y seront associés. Les matériaux seront alors achetés, livrés et les outils nécessaires mis à disposition.

Le travail pédagogique de l'encadrement technique pourra alors se développer.

"Expliquer/Montrer/accompagner les gestes techniques délicats/laisser-faire/évaluer le résultat/corriger/encourager ».

Cet accompagnement vise à mettre en place une relation « « soutenante » », encourageante, valorisante du fait de la progression et du résultat obtenu. Alors se construit une relation de confiance et un lien se crée qui peut être porteur, car à ce moment la personne peut se livrer et formuler des demandes particulières qui pourront être relayées auprès des professionnels du travail social, du soin, de l'insertion professionnelle avec l'intervention du coordonnateur social.

Territoire concerné :

Le territoire concerné est celui de l'arrondissement de Libourne avec une attention particulière sur les périmètres Politique de la Ville.

Public ciblé :

Les personnes, ménages concernées sont des locataires ou des propriétaires-occupant en situation de précarité c'est-à-dire disposant de faibles ressources et généralement bénéficiant de revenus de transferts (RSA/AAH/ASS/Pension/Prestations familiales), sans que cela soit exclusif (salariés précaires à temps partiel).

Les ménages peuvent être soit des personnes seules, soit des familles avec enfants. Une attention particulière sera portée aux familles monoparentales qui sont localement surreprésentées.

Les ménages sont repérés par les travailleurs sociaux de secteur, par les professionnels des collectivités (CCAS, service logement) et par les bailleurs sociaux.

Un travail préparatoire est en cours afin de définir un certain nombre de critères spécifiques aux ménages pour lesquels cette action apparaît comme opportune voire bénéfique.

	<p>Organisation et fonctionnement : L'organisation de l'action est portée par l'association Le LIEN, qui tisse un partenariat étroit avec les travailleurs sociaux de secteur afin de repérer les ménages, présenter l'action et la suivre régulièrement grâce à l'intervention de 2 professionnels complémentaires que sont l'animateur technique et le travailleur social qui suit l'évolution du chantier et l'évolution du ménage.</p> <p>L'organisation des chantiers se définit en fonction des disponibilités des ménages et à des phases d'accompagnement, en fonction des compétences et capacités, des phases d'autonomie peuvent suivre.</p> <p>La maîtrise des chantiers est de la responsabilité de l'animateur technique et l'évaluation de la situation des ménages et des effets de l'action de la responsabilité du coordonnateur social. Des échanges réguliers avec les référents sociaux seront organisés entre les professionnels par voie de communication écrite ou d'échanges téléphoniques. Par ailleurs des points d'étape avec le ménage au domicile avec le référent seront également organisés.</p> <p>La recherche des financements sera de la responsabilité de l'association en partenariat avec le réseau constitué autour de l'action (Copil)</p> <p style="text-align: center;">IV MODALITES RETENUES</p> <p>Méthode de diagnostic et d'analyse des besoins : La méthode retenue est d'une part :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude/repérages des ménages à partir de rencontre avec les travailleurs sociaux de secteur pour présenter l'action afin qu'un travail d'identification par chacun puisse se réaliser (essentiellement auprès des ménages qui bénéficient d'une mesure d'accompagnement) - Une rencontre avec les ménages identifiés afin d'étudier avec eux la nature de leurs besoins, leur éventuel projet et leur volonté exprimée de faire <p>Inscription dans les politiques locales : Programme Régional sur « la transition énergétique ». Programme du Conseil Général de développement sur les territoires girondins d'actions d'autoproduction. Programme d'intervention de la CAF (Logement-Famille) et de la MSA auprès de leurs allocataires Programme Locale de l'Habitat</p>
DELAIS	2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de chantiers
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Montant de l'action : 15969 euros

FICHE ACTION N°6 « Réduction de la consommation énergétique »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements
OBJECTIF OPERATIONNEL	Réduire la consommation énergétique des bâtiments de l'habitat privé

FICHE TECHNIQUE 1

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : ANAH, Département de la Gironde, CAF, MSA, Procivis, Communauté de Communes Castillon Pujols Espace Info Energie</p>
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • OPAH : faire bénéficier des propriétaires de subvention sur les travaux d'économie d'énergie : isolation combles et murs extérieurs, menuiseries, ventilation, amélioration système de chauffage • Espace Info Energie : accompagnement pour le certificat d'énergie
DELAIS	2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de contacts auprès des propriétaires sur le quartier prioritaire</p> <p>Nombre de certificats</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Communauté de Communes du Pays Foyen : Le montant mis au budget 2015 pour l'OPAH est de 50 000 euros, et des crédits de 2014 qui seront reportés sur le budget supplémentaire 2015 (96 758 euros).</p> <p>ANAH Département de la Gironde CAF MSA Procivis</p>

FICHE ACTION N°7 « Adapter les logements »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements</p> <p>Orientation 10 : Accompagner le vieillissement de la population</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Permettre le maintien à domicile</p> <p>Adapter les logements</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : ANAH, Département de la Gironde, CAF, MSA, Procivis, Communauté de Communes Castillon Pujols</p>
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • OPAH : faire bénéficier des occupants de subventions pour des travaux pour l'adaptation du logement pour le maintien à domicile : adaptation de salle de bain, monte-escalier, rehaussement des prises,... • Etude sur la vacance en Pays Foyen avec pour objectif un repérage de la vacance, et notamment la vacance en rez-de-chaussée. (apporter de la visibilité aux bailleurs sociaux, recherche de nouveau format de logement)
DELAIS	2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de contacts auprès des propriétaires sur le quartier prioritaire</p> <p>Compte rendu étude sur la vacance</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>OPAH : Communauté de Communes du Pays Foyen : Le montant mis au budget 2015 pour l'OPAH est de 50 000 euros, et des crédits de 2014 qui seront reportés sur le budget supplémentaire 2015 (96 758 euros).</p> <p>ANAH Département de la Gironde CAF MSA Procivis</p> <p>Etude sur la vacance : stagiaire</p>

FICHE ACTION N°8 « requalification de la place du Foirail »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 3 : Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants
OBJECTIF OPERATIONNEL	Se réapproprier les places et espaces publics de lien social : accompagner les habitants (travail de médiation) Se réapproprier des cœurs d'îlots issus d'opération de curetage, des espaces publics réaménagés

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : commune de Sainte Foy la grande Services associés : CAUE, Conseil Régional, Europe
DELAIS	2015 -2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> • Action 1 : ETUDE DE PROGRAMMATION ILOT DU FOIRAIL : <ul style="list-style-type: none"> - Insertion des différents projets en cours d'étude - Réalisation d'un plan guide pour permettre de donner un sens à différents projets d'aménagement • Action 2 : Organiser un travail de médiation avec les habitants et usagers pour réinvestir l'espace du Foirail, Faire participer les habitants à l'animation de la vie sociale de la place • Action 3 : Réaménagement (fiche liée à la fiche N°36 : fusion des écoles)
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Mise à disposition des services du CAUE gratuitement Conseil Régional Europe Etat

FICHE ACTION N°9 « Je relook ma rue »

ORIENTATION STRATEGIQUE 3	Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Ramener la nature dans la Bastide (nettoyage et fleurissement des places et balcons, quais,...)</p> <p>Permettre aux habitants de prendre plaisir à organiser « la beauté » de leur ville. (ex : journée de travaux collectifs, temps d'échange d'idées, temps de partage, repas, ateliers, chantiers d'insertion,... ...)</p> <p>Faire participer les enfants dans les écoles et centres loisirs avec des ateliers et activités</p> <p>Des plantes aromatiques utilisables par les habitants, pourraient être plantées par les enfants dans les espaces publics réaménagées. (action qui pourrait être liée aux ateliers de cuisine)</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Club des Entreprises du Pays Foyen</p> <p>Services associés : chambre de l'agriculture, archi urbaniste ou pépiniériste, associations, ville de sainte-Foy-La-Grande, services techniques, écoles, Conseil Regional</p>
ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyage de la rue Victor Hugo (une des 2 principales rues commerçantes du quartier) avec les habitants, et notamment des jeunes du quartier. -Préparation d'une décoration cohérente, mélangeant des compositions de plantes à celles qui existent déjà et des stickers à poser pour égayer les vitrines vides (ex : photos d'anciennes boutiques) - Associer les préparatifs et la réalisation de cette action de relooking de la rue commerçante Hugo, à des repas de quartiers réguliers. - Organiser des concours, reportages photos.(habitants, écoles,...)
DELAIS	<p>Organisé sur plusieurs week-ends</p> <p>Date de démarrage : dépend du financement</p>
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre d'habitants du quartier participants aux actions et activités
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Achats : fournitures, plants, support de plantation. - conception d'un plan d'ensemble - Organisation du concours -Location de tables et de bancs pour les repas -Conception et pose des stickers -Communication <p>Budget : 30000 euros</p> <p>Financements : FISAC, Conseil Régional, Appel à Projet ACSE</p>

FICHE ACTION N° 10 « création d'aires piétonnes »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants
OBJECTIF OPERATIONNEL	Organiser une piétonisation partielle (spatialement) et temporaire pendant l'été, en réfléchissant aux modularités possibles

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Service Technique de la commune</p> <p>Services associés :</p>
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • CREATION D'AIRES PIETONNES PROVISOIRES PENDANT LES PERIODES D'ETE <ul style="list-style-type: none"> - PLACE GAMBETTA - QUAIS DU QUEBEC <p>La place Gambetta est la place structurelle de la bastide, c'est une place à couverts. Le but de cette piétonisation provisoire est de donner à la bastide, pendant les périodes touristiques, le sens de sa fonction première : l'échange.</p> <p>Les Quais du Québec sont aujourd'hui aménagés pour le « tout voiture », leur piétonisation pourrait en faire une promenade agréable sur ces périodes estivales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire un suivi de la gestion des espaces : espaces partagés, piétonisation, déchets, lumière,... : voir riverins
DELAIS	Du 1 ^{er} juillet au 30 Aout 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une démarche vers la piétonisation - Fréquentation des espaces piétonnés - Satisfaction des commerces impactés (commerces sous les couverts)
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>L'action va consister à la mise en place de barrières amovibles à l'entrée de la place Gambetta et sur la portion des quais à piétonner et à la mise en place de « palots » fleuris sur le parcours des quais</p> <p>C'est travaux seront réalisés en régie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilier urbain : 5500 € - Panneaux d'information : 1500 € - Fleurissement : 500 €

**B. AXE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ACCES A L'EMPLOI : TABLEAUX DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES
ET FICHES ACTIONS CONTRAT DE VILLE**

Orientations stratégiques	Enjeux	Objectifs opérationnels	Numéro de la fiche action	Nom de l'action
Orientation 4 : Coordonner les dispositifs		Territorialiser le réseau de partenaires emploi/formation/développement économique (SPEL)	Fiche numéro 11 DIRECTTE	Territorialiser le réseau de partenaires
Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation	Qualification d'une main d'œuvre peu qualifiée qui puissent répondre aux offres d'emploi de proximité	Développer l'apprentissage et la formation par alternance	Fiche numéro 12.1 CDCPF	Soirée de l'alternance
	Amélioration de l'acquisition et du transfert des savoir-faire		Fiche numéro 12.2 CEPF	Les Bâisseurs de cathédrales
	Amélioration de l'accès à l'emploi et la formation L'insertion des personnes dans un parcours de retour à l'emploi		Fiche numéro 12.3 Mission locale	Poser des actions prioritaires au regard du diagnostic de l'apprentissage
			Fiche numéro 36 Education Nationale	Réussite scolaire
			Créer un pôle d'excellence Territorial des Métiers (Artisanat, Métiers de Bouche, Agriculture) et mettre en réseau les organismes de formation	Fiche numéro 13 CDCPF
	Approfondir les opportunités offertes par la formation Bafa : débouchés auprès des jeunes			

Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois

Fiche numéro 14.1
CDCPF

chantiers de formation et d'insertion sur le territoire

Fiche numéro 14.2
PLIE

Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par le biais de clauses d'insertion dans les marchés publics

Fiche numéro 14.3
CDCPF

crèche multi-accueil

Favoriser l'accès à l'emploi, la formation et la mobilité

Fiche numéro 15.1
ASPAT

Garage social

Fiche numéro 15.2
PLIE

Mobilisation et dynamisation pour l'emploi

Fiche numéro 15.3
ADIE

Développement de l'activité économique et de l'emploi

Fiche numéro 15.4
CAP EMPLOI

Renforcer l'accompagnement des DEBOE

Fiche numéro 15.5
PLIE

Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par l'accompagnement des personnes en CUI CAE

Fiche numéro 15.6

Garantie Jeunes

Financements des permis de conduire

		Mobiliser les dispositifs d'emplois aidés (Emploi d'Avenir, CUI CIE et CAE, Garantie jeunes,..)	Fiche numéro 16 DELEGUE DE PREFET & POLE EMPLOI	Promotion des mesures et des aides à l'emploi auprès des employeurs potentiels
Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire	<p>La réduction des oppositions entre le centre-historique (quartier prioritaire) et l'agglomération qui sont un frein au développement de leurs entreprises et commerces</p> <p>Une cohérence d'agglomération avec une place au centre-historique en renforçant les liens entre la Bastide et le reste de l'agglomération et du pays foyen, pour permettre un maintien de l'offre commerciale et d'entreprise existante et des créations d'activités</p> <p>La pérennité des entreprises et commerces existants et la création d'entreprises sur la Bastide et le Pays Foyen pour sauvegarder des emplois de proximité et en créer</p> <p>Des conditions favorables pour permettre à des futurs porteurs de projet de créer leur activité</p>	Mobiliser une approche foncière et fiscale pour maintenir les commerces.		Dispositifs, exonération et aides existantes
		de nouvelles entreprises : mettre en place des conditions favorables d'installation	Fiche numéro 17 CDCPF	Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération
		Travailler sur l'offre commerciale : produits, horaires, emplacements regroupés dans un secteur plus identifiable. Adapter l'offre	Fiche numéro 18 CDCPF	Consolider et développer l'offre commerciale et d'entreprise
		Chercher des complémentarités entre le commerce de périphérie et le commerce de proximité (attirer des commerces de qualité, des entreprises,...)	Fiche numéro 17	Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération
		Fluidifier les accès et améliorer la signalétique (piétonne et automobile) dans et vers la Bastide.		
		Orienter vers la Bastide (pictogramme de la Bastide, signalétique entrées de ville et rocade, aéroport de Bergerac,...)		

leur permettant d'accéder à l'emploi et d'en créer.	Favoriser des actions qui créent du lien entre la Bastide et sa périphérie (animations, transports,...) , en créant des outils pour inciter les gens à entrer dans la Bastide par des animations (des opérations de fidélisation,..)	Fiche numéro 19 CEPF	Carte maline
	Faciliter les échanges entre les entreprises (partage d'idées, partage des difficultés rencontrées, etc...)	Fiche numéro 20 CEPF	« petits dej » des entreprises
	Mise en valeur des entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire	Fiche numéro 17 CDCPF	Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération
	Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire	Fiche numéro 18 CDCPF	Consolider et développer l'offre commerciale et d'entreprise
	Maintenir et créer de l'emploi de proximité sur le quartier et le territoire	Fiche numéro 19 CEPF	Carte maline
		Fiche numéro 22 CEPF	« Côté salon » et « la fête du vin et de la gastronomie »
		Fiche numéro 21.3 ANJE	L'entrepreneuriat

		<p>Permettre au porteur de projet de tester son activité, promouvoir et accompagner la voie entrepreneuriale</p> <p>Favorise l'accompagnement des entreprises : transmission et reprise d'activité, maintien d'entreprises en difficultés.</p> <p>Soutenir et accompagner l'entreprenariat</p> <p>Avoir une approche sur l'économie sociale et solidaire</p>	<p>Fiche numéro 21.1 COOP ALPHA</p> <p>Fiche numéro 21.2 CCI</p> <p>Fiche numéro 21.3 ANJE</p> <p>Fiche numéro 15.3 ADIE</p>	<p>Expérimentation et identification de porteurs de projets potentiels</p> <p>Visio-conférence</p> <p>L'entreprenariat</p> <p>Développement de l'activité économique et de l'emploi</p>
<p>Orientation 7 : Favoriser le développement économique</p>	<p>La diminution des stratégies d'évitement du quartier qui souffre d'une image négative et de stigmatisations</p> <p>Une image positive de la Bastide en faisant la promotion (faire savoir) des savoir-faire du quartier et du territoire, en développant l'événementiel, en mettant en valeur le patrimoine</p>	<p>Renforcer/développer les salons</p> <p>Mettre en scène la bastide en valorisant le patrimoine architectural remarquable, les produits et savoir-faire locaux et en se tournant vers le territoire vécu : œnotourisme</p> <p>Travailler/poursuivre les démarches sur la mémoire du quartier, en mobilisant éventuellement les locaux commerciaux vides : développer la qualité architecturale et faciliter son appropriation par l'habitant.</p> <p>Considérer le tourisme comme un moteur de développement inclusif d'activités et d'emploi</p>	<p>Fiche numéro 22 CEPF</p> <p>Fiche numéro 23 Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Fiche numéro 24 Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Fiche numéro 23 Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Fiche numéro 25 CDCPF</p>	<p>« Côté salon » et « la fête du vin et de la gastronomie »</p> <p>Sentiers d'interprétation de la Bastide</p> <p>Appréhender ma bastide et ma rivière</p> <p>Sentiers d'interprétation de la Bastide</p> <p>Développer et structurer l'offre touristique de la Bastide</p>

<p>L'accroissement de l'attractivité de la Bastide et du territoire pour des touristes, pour permettre la création de nouveaux emplois (ex : restauration, activités de loisirs, hébergement, œnotourisme,...)</p> <p>Le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité</p>	<p>Considérer le tourisme comme un moteur de développement inclusif d'activités et d'emploi</p>	<p>Fiche numéro 25 CDCPF</p>	<p>Développer et structurer l'offre touristique de la Bastide</p>
	<p>Travailler sur l'image de la bastide, par exemple en développant la franco-british week.</p>	<p>Fiche numéro 26 CEPF</p>	<p>Franco-British Week</p>
	<p>Mettre en scène une Bastide moderne grâce au numérique.</p>	<p>Fiche numéro 27 Office de Tourisme du Pays Foyen</p>	<p>Mise en place d'un WIFI territorial et d'un espace dédié</p>
		<p>Fiche numéro 23 CDCPF</p>	<p>Sentiers d'interprétation de la Bastide</p>
	<p>Améliorer la visibilité et la lisibilité de la Bastide (signalétique, communication marketing territorial,...)</p>	<p>Fiche numéro 28 Office de Tourisme du Pays Foyen</p>	<p>Les ambassadeurs du territoire</p>
	<p>Développer une offre quantitative et qualitative d'hébergement et restauration</p>	<p>Fiche numéro 29 Office de Tourisme du Pays Foyen</p>	<p>Développement de l'offre quantitativement et qualitativement des hébergements de la Bastide</p>

FICHE ACTION N°11 « Territorialiser le réseau de partenaires »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 4 : Coordonner les dispositifs
OBJECTIF OPERATIONNEL	Territorialiser le réseau de partenaires emploi/formation/développement économique (SPEL) sur Sainte-Foy La Grande et Pineuilh

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Direccte</p> <p>Services associés: CAP Emploi Pole Emploi, Mission Locale, chambres consulaires (CMARA,CCI), CIO, Conseil régional, département de la Gironde, ADEFA, représentants de collectivités territoriales (CDC du Pays-Foyen, Mairie de Sainte-Foy La Grande, mairie de Pineuilh)</p>
ACTION	Réunir les acteurs du service public de l'emploi autour des problématiques du territoire. Il s'agira de partager un diagnostic du territoire en ciblant notamment les habitants du quartier concerné par le contrat de ville afin d'élaborer un plan d'action articulant l'ensemble des acteurs.
DELAIS	Second semestre 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de réunions, projet initiés et portés.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Temps agents

FICHE ACTION N°12.1 « soirée de l'alternance »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Développer l'apprentissage et la formation par alternance

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : CCI, partenaires de l'Espace Métiers Aquitain et du SPEL du Libournais, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap emploi, PLIE, Chambre d'agriculture, Chambres des métiers, CFA de Gironde et de Dordogne, clubs d'entreprises du Pays Foyen, écoles, centres de formation, Conseil Regional</p>
ACTION	<p>Contexte : La proportion de jeunes en apprentissage en Pays Foyen est faible par rapport aux 15-24 ans présents sur le territoire</p> <p>Objectifs : Faire émerger les offres en alternance du territoire, mises en relation entre les jeunes du territoire et les offres (emploi local), informer les jeunes sur les opportunités de l'alternance</p> <p>Action : Organiser une soirée de l'alternance délocalisée sur le Pays Foyen en lien avec les clubs et associations d'entreprises et les acteurs de l'emploi</p> <p>Méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recueil de l'ensemble des offres en alternance à pourvoir en lien avec les acteurs de l'emploi et des responsables de formation - Phoning spécifiques aux entreprises du Pays Foyen pour détecter les besoins de recrutement d'alternants - Organisation d'une manifestation pour informer et favoriser les mises en relation (Réunion avec témoignage d'alternants, stands avec les CFA, ateliers spécifiques...)
DELAIS	Un semestre
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'entreprises contactées - Nombre d'offres en alternance proposées - Nombre de participants à la manifestation
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Coûts : 8 000 €</p> <p>Financement : CDCPF, Conseil Régional</p>

FICHE ACTION N°12.2 « Les bâtisseurs de cathédrales »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Développer l'apprentissage et la formation par alternance</p> <p>Permettre aux entreprises de proximité de trouver des apprentis, et de la main d'œuvre locale du quartier et du territoire</p> <p>Permettre aux jeunes de découvrir des métiers manuels pour les aider dans leur orientation</p> <p>Valorisation des métiers manuels</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Club des Entreprises du Pays Foyen (CEPF)</p> <p>Services associés : CMA/CCI/RSP/POLE EMPLOI/FORMATION/ DD des services de l'éducation nationale/ Ecoles CIO/ Mairie de Sainte –Foy-La-Grande</p>
ACTION	<p>En amont, recherche des données Entreprises, organisation des interventions, préparation de « l'espace création » Début des rencontres jeunes puis l'action se déroule tout le long de l'année. (UNE ANNEE SCOLAIRE de 09 à 06 2015)</p> <p>1 Action qui se déroule sur une année entière et qui se voudrait pérenne. Aider les jeunes à choisir leur orientation et favoriser les stages et formations en Entreprises. Mauvaise connaissance des débouchées sur les métiers manuels, manque de présentation des Entreprises dans les collèges et lycées, faites par des Artisans</p> <p>2 Rencontres Entreprises /collégiens /lycéens/sans emploi Beaucoup d'entreprises et d'Artisans du Pays Foyen ont des difficultés pour trouver des repreneurs voir même des apprentis ou des ouvriers spécialisés dans leurs métiers car les jeunes n'approchent pas les métiers manuels avant de quitter l'école et lorsqu' à 16 ans 18 ans ou même plus âgés ils doivent faire un choix sur des métiers qu'ils ne connaissent pas et se trompent souvent de voie dans leur premier choix.</p> <p>3 Organisation de visite d'entreprises, de chantier Encourager le développement de formations professionnelles et qualifiantes (par la voie de l'apprentissage y compris au niveau supérieur) en adéquation avec les besoins du territoire. Valoriser les métiers manuels /techniques qui nécessitent un savoir-faire et des compétences adaptées aux activités économiques. Contribuer au développement économique et social du territoire Rapprocher les besoins des artisans du quartier et territoire pour de la formation ciblée.</p>

	<p>4 S'essayer à différents métiers (le coin des bâtisseurs)</p> <p>5 Organisation sur 3 jours d'un apprentissage sur un corps de métier .Action mise en place. au cours d'une manifestation CÔTE Salon mise en place par le CEPF avec des Artisans bénévoles.</p>
DELAIS	<p>Date de démarrage ANNEE SCOLAIRE 2015/2016 Date prévisionnelle de fin : Dates des principales étapes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cohésion et entente entre les différents partenaires • Organisation d'un calendrier • Recensement des jeunes intéressés • Recensement des Artisans associés
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de jeunes du quartier prioritaire Nombre d'entreprises participantes Nombre de contrat d'apprentissage Nombre de formations Nombre d'emploi trouvé</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés : Besoin d'un coordinateur logistique. Dédommagements sur les différentes interventions des bénévoles. Communication. Transport. Location de salles et chapiteau. Achats de matériaux pour les démonstrations</p> <p>Coût : 12000 euros</p> <p>Financements : Conseil Régional, Etat (Appel à Projet ACSE)</p>

FICHE ACTION N°12.3 « Poser des actions prioritaires au regard du diagnostic de l'apprentissage »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Définir des choix stratégiques dans le domaine de l'apprentissage à partir d'une étude réalisée en 2015 par la CCIL en lien avec la Mission Locale Groupe de travail technique pour poser des actions prioritaires au regard du diagnostic de l'apprentissage en Pays Foyen et sur le libournais Développer l'apprentissage et la formation par alternance

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Mission Locale Services associés : Chambre de Commerce, Conseil Régional (selon les actions)
DELAIS	Septembre
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Actions proposées, calendrier des actions et porteurs des actions.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	A définir selon les actions proposées. Conseil Régional (selon les actions)

FICHE ACTION N°13 « Pôle d'excellence territorial »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Créer un pôle d'excellence Territorial des Métiers (Artisanat, Métiers de Bouche, Agriculture) et mettre en réseau les organismes de formation Un label qui sera une locomotive, le Pôle d'excellence serait à l'échelle du bassin de vie

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Conseil Régional Aquitaine, Cellule Emploi Local, DIRECCTE</p>
ACTIONS	<p>Contexte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dû à l'éloignement du territoire, des formations difficiles d'accès pour les jeunes, et les entreprises • Le faible niveau de formation et de qualification des jeunes est un frein à l'emploi. Lorsqu'il y a un besoin, une demande de recrutement de la part d'entreprises, elles ont le plus souvent besoin de personnes qualifiées. Des difficultés à trouver des personnes qualifiées sur le territoire. • Certains employés souhaitent se former pour évoluer dans l'entreprise, se professionnaliser, compléter leur panel de connaissance, mais ce n'est pas possible car les formations sont trop éloignées. • Des secteurs d'activité Artisanat, Métiers de Bouche, Agriculture potentiellement créateurs d'activité et pourvoyeurs d'emplois sur le territoire <p>Action</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etude de Préfiguration d'un Pôle de Formation en partenariat avec les Partenariat avec les Compagnons du devoir • Trouver des filières qui puissent être porteuses • La cellule emploi locale qui regroupe les partenaires emplois de la CDC du Pays Foyen, CDC de Montaigne_Montravel_Gurson/côteaux de Sigoulès/ CAB (communauté d'agglomération bergeracoise) peut aider à cet objectif: mutualisation des besoins de formations et renforcement des réseaux partenariaux • Journée Métiers de l'Agriculture en Pays Foyen
DELAIS	2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Livrables de l'étude
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Etude de préfiguration à définir selon les partenaires

FICHE ACTION N°14.1 « chantiers de formation et d’insertion sur le territoire »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l’emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l’insertion des demandeurs d’emplois Développer des chantiers de formation et d’insertion sur le territoire : avec des organismes relais

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen, communes Services associés : Département, PLIE Conseil Régional Aquitaine (pour les chantiers de formation)
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Activer les clauses sociales dans les marchés publics • S'associer avec des organismes de formation pour permettre à un groupe de personnes en difficulté d'insertion (jeunes, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, ou personnes accompagnées par le Plie) d'acquérir une qualification et des compétences techniques. • Projet d’un chantier de formation complexe sportif Mézière porté par la Communauté de Communes (10 à 15 personnes en mars 2016)
DELAIS	Mars 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Connaissance acquises par les participants Nombre de participants issus du quartier prioritaires dont le nombre de jeunes parmi le nombre total de participants
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Portage de l’opération par la CDC sur le complexe de Mézières Fourniture + repas Financements : Conseil Régional

FICHE ACTION 14.2 : « Favoriser l’insertion des demandeurs d’emplois par le biais de clauses d’insertion dans les marchés publics »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 4 : Améliorer l’acquisition et le transfert des savoir-faire
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l’insertion des demandeurs d’emplois par le biais de clauses d’insertion dans les marchés publics

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Plie</p> <p>Services associés : Direccte, structures de l’IAE, Conseil départemental, CDC pays Foyen, communes, Pôle Emploi</p>
ACTIONS	<p>Contexte : Dans le cadre de la politique de la ville, plusieurs actions de réhabilitation du patrimoine immobilier ou de créations de services (crèche multi accueil, développement touristique...) ouvrent l’opportunité de faire bénéficier aux habitants des quartiers de la politique de la ville de Sainte Foy la Grande et Pineuilh de solutions d’insertion ou de réinsertion professionnelle. Les contrats aidé (CAE « politique de la ville, CIE starter » facilitent le développement de ces clauses. Le PLIE en partenariat avec le département engage une politique active de développement et de promotion de la clause sociale d’insertion sur l’arrondissement du libournais.</p> <p>Action:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser un temps de sensibilisation sur la mise œuvre de la clause sociale d’insertion dans les marchés publics en direction des élus et des techniciens des territoires, co-animé avec un expert national sur la thématique. - Promouvoir et faciliter la mise en place de clause dans les marchés publics grâce à l’appui de la facilitatrice clause du PLIE du Libournais. <p>Permettre la rencontre entre une offre d’emploi locale et des secteurs d’activités porteurs pour des publics en difficultés. Développer le recours aux contrats aidés notamment en direction des publics des quartiers politique de la ville, en permettant au public en difficulté d’acquérir une première expérience professionnelle.</p>
PUBLIC CONCERNE	<p>Pour la journée de sensibilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elus et techniciens du territoire <p>Pour la mise en œuvre de la clause d’insertion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Demandeurs d’Emploi de Longue Durée ; - les bénéficiaires du RSA - les publics reconnus travailleurs handicapés

	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'invalidité. - les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi. - les personnes prises en charge par les SIAE, ainsi que les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers. - En outre le facilitateur pourra valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, du PLIE, de la Mission Locale ou de la MDSI.
DELAIS	2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de marchés clausés, par les collectivités (Cdc, communes).</p> <p>Nombre de marché clauses suivis et mis en œuvre par la PLIE.</p> <p>Nombre de contrats aidés conclus avec des personnes ayant acquis une première expérience grâce à une clause sociale d'insertion.</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>EPCI, communes, DIRECCTE (contrat aidés), Plie et Conseil départemental</p> <p>Financement demandé pour l'organisation de la sensibilisation en direction des élus et des techniciens : 1000€</p>

FICHE ACTION N°14.3 « crèche multi-accueil »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois Favoriser la réussite éducative des enfants Fonction d'accueil des 0-3 sur la Bastide favorisant l'éveil et la sociabilisation des enfants : facteur de réussite éducative pour plus tard

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Service Petite Enfance, PMI. Services associés : Service technique, service juridique, CAF, MSA, service PMI du département , Conseil Régional, Département
ACTIONS	Crèche Multi-accueil 18 places dans le quartier prioritaire. Coût total 850 000 € HT (acquisition foncières+ travaux). - relocalisation de la halte-garderie crèche familiale « Tom Pouce » dans une maison de la petite enfance regroupant un accueil collectif, la crèche familiale, une salle d'activité pour le Relais Assistantes maternelles - augmentation de la capacité d'accueil de 16 à 18 places - redéfinition du projet social et éducatif de la structure
DELAIS	Démarrage Juin 2016 Ouverture février 2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux familles du quartier prioritaire d'accéder à une offre de garde en matière de petite enfance. • Dispositif places réservées par le conseil départemental.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	ETAT : DETR (travaux liés à l'opération). CAF : Participation liée au nombre de places. MSA : Prêt à taux 0 : demande à reformuler. Département : lié au nombre de places. Conseil Régional

FICHE ACTION N°15.1 « garage social»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l'accès à l'emploi, la formation et la mobilité

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Acteur : ASPAT</p> <p>Services associés : partenaires de l'Espace Métiers Aquitain et du SPEL du Libournais, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap emploi, PLIE, Chambre d'agriculture, Chambres des métiers, CFA de Gironde et de Dordogne, clubs d'entreprises du pays foyen, écoles, centres de formation, Conseil Régional</p>
ACTION	<p>Contexte : L'ASPAT intervient depuis 2006 sur le Pays Foyen et a pu repérer certains éléments concernant les personnes en difficulté et à faible revenu de ce secteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> -La faiblesse du réseau de transport en commun. -La difficulté financière des personnes à faire réparer leur véhicule souvent en mauvais état. <p>Objectifs : Faciliter la mobilité géographique des habitants pour faciliter l'accès à la formation, à l'emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en sécurité des véhicules des habitants - Développer les connaissances de bases en mécanique. <p>Action : Sur le garage de Bergerac (39 rte Pierre Pinson): action expérimentale de 6 mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> - diagnostic et réparation de voitures pour des bénéficiaires de la zone prioritaire. - 4 ateliers pédagogiques d'entretien et de réparation de voitures et de 2 roues. 4 x3h pour des groupes minimum de 3 personnes et maximum de 4 personnes. <p>Partenaires prescripteurs : Pôle Emploi – La Mission Locale – le Plie – le Conseil Général (MDSI)</p>
DELAIS	Du 1er juillet au 31 décembre 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Habitants du quartier prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de bénéficiaires pour la réparation - nombre de bénéficiaires pour les ateliers pédagogiques
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Matériel complet du garage social équipé comme un garage classique Charges de structure pour réparations (salaires – matériel – locaux)</p> <p>Mécanicien encadrant diplômé et expérimenté. Encadrement des Ateliers pédagogiques Coût : 4 300 euros</p>

FICHE ACTION N°15.2 « mobilisation et dynamisation pour l'emploi »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l'accès à l'emploi, la formation et la mobilité

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : PLIE Services associés : Département, état</p>
ACTION	<p>Contexte : Dans le cadre d'une stratégie centrée sur l'emploi, le PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) du Libournais poursuit les objectifs suivants : insérer durablement dans l'emploi des demandeurs d'emploi du territoire ; coordonner toutes les compétences disponibles et nécessaires sur le territoire pour y parvenir ; mobiliser les entreprises locales pour multiplier les chances de retour à l'emploi. 1 référente de parcours et une chargée de relation entreprise intervenaient sur le territoire de Sainte Foy la Grande en 2014. En 2015 1.5 ETP est destiné à l'accompagnement et 0.5 ETP est prévu pour le poste de chargée de relation entreprise avec 1 référente de parcours et une référente emploi. En 2015, c'est donc 40 personnes supplémentaires qui seront accompagnées dans le cadre du PLIE. En 2014, sur ce territoire, se sont 95 personnes qui ont été accompagnées par le PLIE dont 44 bénéficiaires du RSA et 59 femmes. 13 personnes sont sorties positivement du dispositif sur un total de 35 sorties. Au delà des résultats quantitatifs, les problématiques rencontrées par les participants sont principalement un fort isolement, une faible ouverture vers l'extérieur, une mobilité réduite, un manque d'accès à l'outil informatique et manque d'autonomie quand à son utilisation. Ainsi qu'une méconnaissance de la réalité du marché du travail (contraintes horaires, obligations, savoirs êtres...)</p> <p>Action : L'action présente, les modules suivants et pourra le cas échéant en proposer certains en complémentarité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Module 1 : Droit et devoirs du salarié en entreprise. • Module 2 : Socio esthétique / image de soi. • Module 3 : Préparation à l'entretien de recrutement • Module 4 : Formation de Prévention au Secours Civiques de Niveau 1 - PSC1 • Module 5: Sensibilisation à la maîtrise de l'outil informatique dans le cadre de sa recherche d'emploi. • Module 6 : Mobilité apprendre à se déplacer dans la ville, utiliser l'ensemble du réseau des transports en commun: bus, train...etc. Lire un plan de ville, se repérer, construire un itinéraire, arriver à l'heure à un rendez-vous. • Module 7 : Retour et échanges sur les effets de l'action de formation 1 mois après la formation.

	<p>Objectifs de l'action :</p> <p>Cette action a pour objectifs de permettre aux participants d'acquérir les codes et usages de l'entreprise et de perfectionner leurs techniques de recherche d'emploi en vue d'une intégration et d'un maintien dans l'emploi.</p>
DELAIS	<p>En fonction de la proposition du prestataire l'action se déroulera sur une période de 10 à 12 jours</p>
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Habitants du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants à la manifestation - Nombre de jeunes participants à la manifestation - Nombre de femmes participants à la manifestation
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Un formateur sera dédié à l'action. Une salle située sur le quartier prioritaire, devra être trouvée pour la mise en œuvre de l'action Coût : 10 000 euros</p> <p>Financement : Appel à Projet ACSE</p>

FICHE ACTION N°15.3 « Développement de l'activité économique et de l'emploi »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation</p> <p>Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Favoriser la mobilité et l'accès à la formation : Octroi de microcrédits pour l'emploi salarié (maintien ou retour à l'emploi) et éducation financière.</p> <p>Permettre aux porteurs de projet de tester son activité, accompagner les porteurs de projet dans la création de leur entreprise : accompagnement et financement de micro-projets</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Acteur : Adie</p> <p>Services associés : Aspat, Pôle Emploi, agences intérim, travailleurs sociaux Pôle Emploi, travailleurs sociaux (prescripteurs). Chambres consulaires, Coop'Alpha, Socrate conseils (prescripteurs co-animateurs possibles), Conseil Régional, Etat</p>
DELAIS	2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de personnes accueillies en temps collectifs et en temps individuels.</p> <p>Sera également suivis le nombre de personnes financées et accompagnées par l'Adie.</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>L'Adie intervient sur le territoire au travers une équipe de 5 personnes, constituée d'une salariée et de 4 bénévoles.</p> <p>L'action de l'Adie dans sa globalité est soutenue financièrement par le FSE, le Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Général de la Gironde, la DIRECTE (dispositif NACRE), le Pôle emploi, la Caisse des Dépôts et Consignation (par l'intermédiaire de conventions nationales réattribuées), les Fondations et autres aides et la participation des bénéficiaires.</p> <p>Nous proposons une action spécifique à la politique de la ville sur le Pays Foyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - information des professionnels de l'insertion et du développement éco sur la création de micro-activités et les services de l'Adie et de ses partenaires - animation de 4 temps d'informations collectives par an, suivis d'accueils individuels -renforcement spécifique de l'accompagnement Adie auprès des personnes financées, résidant ou ayant créé au sein des zones prioritaires. <p>Coût : 79 912 euros Financement : Appel à Projet ACSE</p>

FICHE ACTION N°15.4« Renforcer l'accompagnement des DEBOE »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 :Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser la mobilité, l'accès à la formation et l'accès à l'emploi.

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Cap emploi / Pôle emploi</p> <p>Services associés : L'ensemble des acteurs susceptibles de s'y associer (PLIE, MDSI)</p>
ACTION	Renforcer l'accompagnement des DEBOE (Demandeurs d'Emploi Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi) des QPV en réponse à leur besoin. Il s'agit donc d'identifier les besoins spécifiques de ces publics en vue de leur proposer un accompagnement renforcé.
DELAIS	<p><u>Temporalité du projet</u> : 6 mois.</p> <p><u>Etape 1</u> : Qualifier les DEBOE sur les QPV.</p> <p><u>Etape 2</u> : Organiser une information collective à destination des DEBOE sur les QPV pour leur présenter l'offre de service globale des deux partenaires (Pôle emploi et Cap emploi) en direction des personnes handicapées, identifier précisément les problématiques et les besoins de ces publics. Le diagnostic réalisé permettra d'identifier les actions de l'accompagnement renforcé en réponse à leurs besoins.</p> <p><u>Etape 3</u> : Mise en œuvre des exemples d'action de l'accompagnement renforcé défini. Exemple d'actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Entretiens individuels délocalisé sur les QPV avec un conseiller chargé de parcours du Cap emploi délocalisé : élaboration d'un projet professionnel, mobilisation d'une formation, accompagnement à la recherche d'emploi. ⇒ Animation d'ateliers collectifs Coaching : élaboration du CV, de la lettre de motivation, préparation aux entretiens d'embauche, informations sur le territoire. Les ateliers seront réalisés par un conseiller chargé de recrutement du Cap emploi, avec les partenaires du territoire à qui se sera proposé et qui souhaitent s'y associer. ⇒ Travail sur la levée des freins, notamment ceux liés à l'isolement et à la mobilité, en lien avec les partenaires spécialisés sur ces champs, ainsi que la prospection ciblée au regard des profils et en mobilisant les outils des politiques publiques (contrats aidés).

INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Le nombre de personnes pris en charge et leur situation à 6 mois (levée de freins et enclenchement d'une dynamique de projet, entrée en formation, entrée en emploi).
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Financement : Pas de financements demandés.</p> <p>Moyens mobilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Compétences du Cap emploi : <ul style="list-style-type: none"> • Deux conseillers Chargés de Parcours. • Un chargé de recrutement. • Le Pôle recrutement du Cap emploi. ⇒ Compétences du Pôle emploi. ⇒ Compétences des partenaires qui accompagnent des DEBOE et qui souhaitent s'intégrer à ce projet. ⇒ Lieu d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> • Un lieu de permanence à trouver pour l'accueil des personnes en entretien individuel. • Une salle de réunion pour la mise en œuvre des ateliers collectifs.

FICHE ACTION 15.5 : « Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par l'accompagnement des personnes en CUI CAE »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser l'intégration des personnes pendant leur CUI CAE Préparer et accompagner l'insertion professionnelle en fin de contrat

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : PLIE du Libournais</p> <p>Services associés : DIRECCTE, Pôle Emploi, Mission Locale, Département, Cap Emploi, Villes de St Foy la Grande et de Pineuilh, CDC du Pays Foyen et employeurs CUI CAE, Conseil Régional, CEPF employeurs CUI CAE</p>
ACTIONS	<p>Contexte : Le contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) est destiné aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. La Circulaire DGEFP 2015-02, prévoit notamment « qu'une attention particulière doit être portée aux situations les plus sensibles de demandeurs d'emploi : // , notamment ceux issus des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. »</p> <p>Action: Proposer une Convention entre le PLIE et les Employeurs de CUI CAE du territoire de la CDC du Pays Foyen et des villes de St Foy la Grande et de Pineuilh, afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner le bénéficiaire d'un CUI CAE pendant la durée de son contrat, afin de faciliter son intégration par intervention sur son comportement, ses freins à l'emploi, son projet professionnel - formation. Cet accompagnement ne devant pas se substituer au tutorat assuré par l'employeur sur le lieu de travail mais venir en appui. - Préparer l'insertion professionnelle de fin de contrat pendant ce dernier. Assurer la continuité de l'accompagnement après la fin du CUI CAE si la personne ne trouve pas immédiatement un emploi. Accompagner la personne pendant les 6 premiers mois de son emploi après le CUI CAE. <p>L'action est concrétisée par un accompagnement individualisé des personnes en CUI CAE relevant de la Politique de la Ville, avant, pendant et après leur CUI CAE, en fonction de leur besoin. Effet induit (secondaire) : Faciliter la conclusion de CUI CAE pour les personnes éligibles domiciliées dans le quartier prioritaire avec l'appui des prescripteurs de CUI – CAE (Pôle Emploi, Mission Locale, Conseil Départemental, Cap Emploi)</p>
PUBLIC CONCERNE	Publics éligibles au CUI CAE domiciliés dans le quartier prioritaire
DELAIS	Convention annuelle ou pluriannuelle

INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de personnes en CUI CAE accompagnées par le PLIE domiciliées dans le quartier prioritaire.</p> <p>Nombre de CUI CAE sans rupture.</p> <p>Nombre de personne insérées au terme de leur CUI CAE</p> <p>Nombre de personnes insérées 6 mois après leur CUI CAE</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Mobilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prescripteurs dans leurs missions de service public - Opérations FSE PLIE Référent et Référents Emploi pour l'accompagnement et le suivi dans l'emploi - Les Employeurs de CUI CAE dans les limites de leur capacité d'emploi et de modalités de recrutement en CUI CAE - Valorisation des aides de l'ASP et de la part d'autofinancement des postes par les employeurs <p>Financements :</p> <p>70% Etat</p> <p>15% Conseil Régional sur 2 postes</p>

FICHE ACTION 15.6 : « Garantie Jeunes »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Informer les partenaires en contact avec les jeunes du dispositif Garantie Jeunes (MDSI, associations, CCAS...)</p> <p>Information sur les publics, le contenu, les objectifs, l'organisation, et le calendrier.</p> <p>Prioriser ainsi les jeunes issus des quartiers politique de la ville.</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Mission Locale du Libournais</p> <p>Services associés :</p>
DELAIS	Début Septembre
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de jeunes issus des quartiers et résultats obtenus dans le cadre de l'accompagnement réalisé par la Garantie Jeunes.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Moyens internes Mission Locale

FICHE ACTION 16 : « Promotion des mesures et des aides à l'emploi auprès des employeurs potentiels »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser le placement des personnes issues du quartier prioritaire Promotion des mesures et des aides à l'emploi auprès des employeurs potentiels

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Directrice Pôle Emploi / Délégué du Préfet Services associés : Mission Locale – CAP Emploi – CAF (DIRECCTE SPEL)
ACTIONS	Présenter l'ensemble des dispositifs emplois auprès des employeurs du secteur : non marchand : Emplois d'Avenir, CAE – 70 % du taux horaire brut du SMIC (DE inscrits à Pole Emploi depuis 12 mois et plus, les DE à l'exclusion des jeunes éligibles aux EA, les seniors inscrits à Pôle Emploi, les travailleurs handicapés bénéficiant de l'obligation d'emploi et inscrit à Pôle Emploi, les DE résident dans les quartiers politiques de la ville - 35h maximum, les bénéficiaires des minima sociaux), et marchand (Emploi d'Avenir CDD, CDI), contrat STARTER (CIE)
DELAIS	Informations en septembre 2015 Puis 2 fois par an en février et octobre (tenir compte des arrêtés du Préfet). Ponctuellement si nécessaire.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre d'habitants intégrés sur les mesures (CAE, AR, CPVA,.....). Focus sur les indicateurs femmes / jeunes.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Etat – Département – Collectivité (communes, CDC) Directeurs des structures (Missions Locales, CAP Emploi, Pôle Emploi), Délégué du Préfet

FICHE ACTION N°17 « Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Mettre en place des conditions favorables pour des entreprises existantes, et des conditions favorables d'installation pour de nouvelles entreprises</p> <p>Chercher des complémentarités entre le commerce de périphérie et le commerce de proximité (attirer des commerces de qualité, des entreprises,...)</p> <p>Mise en valeur des entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Maintenir et créer de l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Conseil Régional</p>
ACTIONS	<p>Contexte : Le Pays Foyen a un rôle de pôle d'équilibre entre Libourne et Bergerac pour une zone rurale dépassant ses limites administratives. Situé à l'extrémité Est du Pays du Libournais, le Pays Foyen est facteur d'influence et de rayonnement sur la Gironde et la Dordogne. Il bénéficie d'une localisation géographique favorable et conserve un potentiel économique qui lui offre des perspectives de rebond.</p> <p>Si le territoire connaît des difficultés avec : une moindre croissance démographique, moins d'actifs, moins de « couches moyenne », des salaires moyens faibles, un taux de chômage élevé, un taux d'activité moins élevé que celui des territoires voisins, etc., il possède néanmoins un potentiel économique</p> <p>Action 1: Etude sur la requalification des principales zones d'activités existantes de l'agglomération et des entrées d'agglomération, et valorisation des zones d'activité identifiées dans le périmètre de la mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser les caractéristiques des zones - Donner un avis sur l'attractivité et la performance des zones - Définition de préconisations sous la forme d'un plan de cohérence. <p>Action 2 : Mise en place d'une newsletter donnant des conseils juridiques aux entreprises, et faisant le portrait d'entreprises du Pays Foyen</p> <p>Objectifs action 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter le Pays Foyen, en tant que pôle d'équilibre basé sur des fonctions de centralité et sur un bassin d'activités et d'emploi local. - Développer des zones d'activités d'envergure de dimension territoriale. - Offrir des conditions favorables pour les entreprises existantes et celles qui souhaiteraient s'y installer. - Permettre un développement de l'emploi accessible aux habitants du quartier <p>Objectif action 2 : soutenir les entreprises existantes</p>
DELAIS	2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Livrables de l'étude</p> <p>Nombres de newsletter et contenu</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Conseil Régional

FICHE ACTION N°18 « Consolider et développer l'offre commerciale et d'entreprise »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Travailler sur l'offre commerciale : produits, horaires, emplacements regroupés dans un secteur plus identifiable.</p> <p>Chercher des complémentarités entre le commerce de périphérie et le commerce de proximité (attirer des commerces de qualité, des entreprises,...) Adapter l'offre</p> <p>Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Maintenir et créer de l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CDCPF</p> <p>Services associés : CCI, Chambre de Métiers, groupements d'entreprises, Conseil Régional</p>
ACTIONS	<p>Action :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mesurer l'attractivité économique du territoire et le valoriser <ul style="list-style-type: none"> - Suivre et connaître en temps réel son tissu d'entreprises - Evaluer son offre, son potentiel commercial et sa vacance commerciale - Développer des outils de marketing territorial 2. Accompagner et conforter les commerces existants en centre-ville <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la qualité d'accueil dans les commerces par des audits clients mystère et un accompagnement en langue - Former les professionnels aux techniques d'agencement de vitrine, de mise en valeur des produits, ... - Améliorer l'image des commerces avec un pack signalétique (agencement de vitrine, vitrophanie, ...) 3. Attirer de nouveaux commerces <ul style="list-style-type: none"> - Identifier des locaux viables à la reprise, négocier avec le propriétaire le montant du loyer - Mesurer la viabilité économique de différents projets (prévisionnel d'activité) - Avoir une démarche proactive de promotion du territoire auprès de candidat à l'installation en campagne (salon, newsletter, dossier de candidature, sites internet ...)
DELAIS	2015-2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de locaux repris - Nombre de commerces ayant investis sur leur devanture, leur vitrine - Amélioration de l'image de la ville - dynamisation de l'activité économique
FINANCEMENTS OU MOYENS NECESSAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Action 1 Mesurer l'attractivité économique : 9 000 € • Action 2 : Conforter les commerces existants : 45 000 € • Action 3 - Attirer de nouveaux commerces : 40 000 € <p>Financements : CDC Pays Foyen, CDC Castillon Pujols, Conseil Régional, FISAC</p>

FICHE ACTION N°19 « Carte Maline »

ORIENTATION STRATEGIQUE 6	Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Favoriser des actions qui créent du lien entre la Bastide et sa périphérie (animations, transports,...) , en créant des outils pour inciter les gens à entrer dans la Bastide par des animations (des opérations de fidélisation,..)</p> <p>Soutenir et maintenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Maintenir l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Club des Entreprises du Pays Foyen</p> <p>Services associés : commerçants du quartier et du territoire</p> <p>.</p>
ACTION	<p>La Carte maline permet d'obtenir des points dans les commerces extérieurs au quartier situés en périphérie. Les points ne peuvent être dépensés que dans des commerces du quartier.</p> <p>Renforcer le développement de la carte maline sur notre territoire Carte maline.</p> <p>Opération de promotion chez les commerçants du quartier ;</p> <p>Opération de promotion auprès des habitants du quartier et du territoire.</p>
DELAIS	Dès l'obtention de subventions
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés : Plusieurs jeunes en contrat d'aide à l'emploi sur 6 mois pour promouvoir la carte maline.</p> <p>Coût : 10000 euros</p> <p>Financements : FISAC</p>

FICHE ACTION N°20 « ptits dej des entreprises »

ORIENTATION STRATEGIQUE 8	Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Soutenir les entreprises existantes, faciliter les échanges entre les entreprises (partage d'idées, des difficultés rencontrées, etc...)</p> <p>Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Maintenir et créer de l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CEPF</p> <p>Services associés : Conseil Régional, ANJE, Etat</p>
	<p>Action :</p> <p>Mise en place de rencontres sous forme de petit déjeuner entre toutes les activités du territoire.</p> <p>S'entraider, échanger, se soutenir : soutien aux entreprises et commerces</p> <p>Mise en place d'actions de groupe créer une sorte de centrale</p> <ul style="list-style-type: none"> •Aides financières •Aides logistiques •Aides (mettre en relation l'offre et la demande dans notre territoire économique) •Informations •Etc <p>Agir pour les acteurs économiques du territoire pour permettre de maintenir et développer des emplois</p>
DELAIS	Date de démarrage : Septembre 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre d'entreprises participants aux ptits dej
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés :</p> <p>Un coordinateur et un contrat professionnel dans le marketing</p> <p>Coût 10000 euros</p> <p>Financements : Conseil Régional, FISAC</p>

FICHE ACTION N°21.1 « Expérimentation et identification de porteurs de projets potentiels »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 6 : Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire
OBJECTIF OPERATIONNEL	Permettre aux demandeurs d'emploi souhaitant créer une entreprise de tester la viabilité économique de leur projet et de se former à la fonction de chef d'entreprise Soutenir et accompagner l'entreprenariat Permettre au porteur de projet de tester son activité, promouvoir et accompagner la voie entrepreneuriale

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : COOP'ALPHA Services associés : la coopérative d'activité et d'emploi Coop&Bat, spécialiste du bâtiment et de l'éco-construction, l'antenne dans le 24 à Bergerac, Pôle emploi du territoire, espace Tiers-Lieux, Conseil Régional
DELAIS	Phase 1 : second semestre : de juin à décembre 2015 Expérimentation et identification de porteurs de projets potentiels
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de contacts (20 à 30) Nombre d'accueils (10) Nombre de porteurs de projets intégrés avec contrat d'appui au projet d'entreprise signés : 3 à 5
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	2500 € autofinancement et 2500 € en demande de financement sur la politique de la ville <ul style="list-style-type: none"> • stand et communication sur le forum emploi du 19 juin 2015 • 2 réunions d'information collective (base 10 à 15 par info collective) • accueil des porteurs de projet : entretien individuel d'évaluation du projet (10 entretiens individuels) • signature du contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) – de 3 à 5 contrats Financements : CDC Pays Foyen, Conseil Régional

FICHE ACTION N°21.2 « Visio-conférence »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 6 : Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Accompagner les porteurs de projets dans la création de leur entreprise dont commerce</p> <p>Favorise l'accompagnement des entreprises : transmission et reprise d'activité,</p> <p>Maintenir et créer de l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Services associés : ADIE, Chambre de Métiers et de l'artisanat
ACTIONS	<p>Accompagner physiquement les repreneurs et créateurs d'entreprises dans les locaux de la CCI de Libourne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunion d'information - stage 5 jours pour entreprendre - accompagnement par un conseiller - outils de gestion et de suivi de l'activité <p>Possibilité d'accompagner les porteurs de projets du Pays Foyen par visio-conférence</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} accueil
DELAIS	
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	- nombre de porteurs de projets (créateurs / repreneurs) accompagnés
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Equipement de visio-conférence

FICHE ACTION N°21.3 « l'entrepreneuriat »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 6 : Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire
OBJECTIF OPERATIONNEL	Mise en valeur des entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire Soutenir et accompagner l'entrepreneuriat

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : association Acteur : ANJE Association Nationale des Jeunes Entrepreneurs</p> <p>Services associés : Département, Conseil Régional, collectivités, commune, Etat</p>
ACTIONS	<p>Action 1 : Prix de l'entrepreneur de l'année « Entreprendre au féminin dans les quartiers » Nous souhaitons mettre en place un concours comme ceux que nous avons co-organisés, concours de la ville de Bordeaux, Talents des cités, Succes story avec Domofrance, prix Talence innovation mais cette fois ci dédié aux entrepreneuses femmes dans les quartiers. Nous savons que de manière générale et en particulier dans les quartiers, où ce phénomène est accentué, les femmes osent moins que les hommes l'entrepreneuriat (60/40). Le but est de mettre en valeur à travers un concours d'entrepreneurs les talents et initiatives de porteuses de projets issues des quartiers politique de la ville. La médiatisation de ce prix permettra de valoriser les jeunes entrepreneuses des quartiers et de donner l'exemple aux personnes désirant emprunter cette voie. Ce concours visera exclusivement les porteuses de projets ou jeunes entrepreneuses femmes issues des quartiers afin de promouvoir l'entrepreneuriat au féminin par la promotion, la communication, la valorisation et un prix financier. Le ou les lauréates auront une communication, un prix financier et une adhésion d'un an offerte à Anje Aquitaine.</p> <p>Action 2 : Réunion de sensibilisation à la création d'entreprise dans les quartiers Les réunions de sensibilisation ont pour objectif de diffuser largement et de promouvoir la voie entrepreneuriale au plus grand nombre et notamment aux publics des quartiers prioritaires. En plus de l'apprentissage de la méthodologie de montage de projet, les témoignages d'entrepreneurs (eux même issus des quartiers) permettent de donner l'envie et l'exemple. Nous pensons également que l'entrepreneuriat porte des valeurs essentielles qui permettent à un jeune de se remettre dans un mouvement positif en portant un projet et en étant lui-même à l'initiative d'une idée/d'un projet économique.</p> <p>Nos Réunions de sensibilisation se déroulent de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ accueil du public ☑ présentation des membres de l'association ☑ présentation général de l'entrepreneuriat et de la méthodologie de la création d'entreprise ☑ témoignages d'entrepreneurs.
DELAIS	2015 – 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de porteurs projets du quartier mobilisés</p> <p>Nombre de jeunes du quartier</p> <p>Nombre de femmes du quartier</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Coût : 3500 euros</p> <p>Financements : CDC Pays Foyen, Conseil Régional</p>

FICHE ACTION N°22 « Côté salon » et « la fête du vin et de la gastronomie »

ORIENTATION STRATEGIQUE 5	<p>Orientation 7 : Favoriser le développement économique</p> <p>Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Valorisation des métiers manuels auprès des jeunes du quartier et du territoire</p> <p>Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Développer l'événementiel et la promotion (faire savoir) sur l'image du territoire et des savoirs-faire. Maintenir et créer de l'emploi de proximité pour les habitants du quartier et du territoire.</p> <p>Nourrir les ambitions des jeunes</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file Association : Club des Entreprises du Pays Foyen (CEPF)</p> <p>Services associés : CCI, chambre de l'agriculture, agriculteurs et producteurs locaux, commerçants du quartier, entreprises du territoire, associations, écoles, Conseil Régional</p>
ACTIONS	<p>Action 1 : Mettre en scène la Bastide en valorisant le patrimoine architectural, les produits et savoir-faire locaux, œnotourisme, découverte des métiers de bouche (travail avec les écoles)</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Fête du vin et de la gastronomie <p>Action 2 : Découverte des métiers, lier les Entreprise et Artisans (créer du réseau), travailler ensemble, sensibiliser les jeunes aux métiers et au monde de l'Entreprise (ateliers découverte avec les écoles), revaloriser les métiers manuels</p> <ul style="list-style-type: none"> • CÔTE SALON
DELAIS	2016 – 2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre d'entrées</p> <p>Rapport économique sur les intervenants et participants</p> <p>Nombre d'élèves du quartier prioritaire des écoles</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés : Création d'une salle ou lieu pour organisation des événements- Sécurité, gardiennage, - location de Barnum</p> <p>fournitures, verres, porte verres, etc....</p> <p>commission sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Électricité - Communication - WC <p>Coût par salon : 100 000 euros minimum</p> <p>Financements : Conseil Régional, Etat (FISAC)</p>

FICHE ACTION N°23 « SENTIERS D'INTERPRETATION DE LA BASTIDE

« Le patrimoine et les hommes au cœur de la Bastide »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 : Favoriser le développement économique
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Travailler/poursuivre les démarches sur la mémoire du quartier, en mobilisant éventuellement les locaux commerciaux vides : développer la qualité architecturale et faciliter son appropriation par l'habitant.</p> <p>Mettre en scène la Bastide en valorisant le patrimoine architectural remarquable, et les produits et savoirs-faire locaux et en se tournant vers le territoire vécu (œnotourisme)</p> <p>Mettre en scène une Bastide moderne grâce au numérique.</p> <p>Développer l'événementiel et la promotion (faire savoir) sur l'image du territoire et des savoir-faire</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoe,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'ôtes,...)</p> <p>Développer une offre inclusive d'emploi liée au développement du tourisme</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Europe, Etat Mairie Ecoles Associations culturelles et découverte de la nature</p>
ACTIONS	<p>Action :</p> <p>Mise en valeur du patrimoine au travers de 4 sentiers d'interprétation :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Le naturel « la rivière » avec la création d'un sentier d'interprétation le long de la Dordogne avec un travail de recherche, de création de supports en lien avec les écoles •Le patrimoine bâti •Les anciens commerces •La viticulture <p>Contenu rédigé par les habitants et pour les habitants et touristes, afin de s'approprier la Bastide en prenant conscience de l'histoire et des traditions locales</p> <p>L'histoire de la rivière et Bastide sont méconnues des habitants et il est important d'amener à ces deniers ces informations.</p> <p>Le travail d'écriture de chaque panneau sera réalisé en lien avec les écoles et habitants de la Bastide. Devant les bâtiments non accessibles au public et à forte valeur architecturale et/ou historiques, il sera envisager de créer des vidéos sur l'intérieur, son histoire, le vécu des habitants qui ont travaillé, que l'on pourra ensuite télécharger sur QR Code.</p> <p>Possibilité de sentiers avec mise en avant de ces bâtiments avec jeu de lumière, ou système de projection avec réalité augmentée.</p>

	<p>Ces sentiers devront être réalisés afin que les personnes souffrant d'un handicap visuel, auditif, mental ou moteur puissent en bénéficier.</p> <p>A la mise en place de ces sentiers devra être également associé la modernisation du site Internet de l'Office de Tourisme avec la visualisation de ces sentiers afin de permettre une visite virtuelle de la Bastide.</p> <p>Le suivi de ce projet et de sa mise en place dépend du recrutement pour une durée déterminée d'une personne disposant des compétences patrimoniales nécessaires, issue notamment de formation de tourisme culturel.</p> <p>Objectifs : Faire participer les habitants dans la création d'un projet touristique Sensibiliser les habitants à l'histoire de leur quartier et au respect de la nature Redonner de l'attrait à la Bastide pour des touristes qui viendraient visiter et se promener dans la ville. Il s'agit de changer l'image de la ville, et permettre le maintien et le développement de commerces</p>
DELAIS	2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombres d'élèves associés Nombre d'habitants du quartier participants
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Coût : 30 000 € Financements : Conseil Régional (FEDER), Etat (ACSE)

FICHE ACTION N°24 « Appréhender ma bastide et ma rivière »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 : Favoriser le développement économique
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Travailler/poursuivre les démarches sur la mémoire du quartier, développer la qualité architecturale et faciliter son appropriation par l'habitant. Sensibiliser les habitants à l'environnement (rivière Dordogne et patrimoine historique)</p> <p>Mettre en scène la Bastide en valorisant le patrimoine architectural remarquable, et les produits et savoirs-faire locaux et en se tournant vers le territoire vécu (œnotourisme)</p> <p>Développer l'événementiel et la promotion (faire savoir) sur l'image du territoire et des savoir-faire</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoe,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'ôtes,...)</p> <p>Développer une offre inclusive d'emploi liée au développement du tourisme</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Europe, Etat</p>
ACTIONS	<p>Contexte :</p> <p>La population locale se désintéresse ou méconnaît l'histoire riche de sa Bastide. Il apparaît important de remettre la culture et la connaissance au cœur du débat et de faire en sorte que les locaux ne tournent plus le dos à leur bastide et leur rivière et ne laisse plus de côté l'histoire au sens premier de leur patrimoine historique à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La bastide datant du XIIIème et son riche héritage architectural - La rivière Dordogne, classé au Patrimoine Mondial Unesco « réserve biosphère » <p>Action :</p> <p><u>Axe n°1 : Appréhender ma bastide</u> <i>Visite accompagnée de la bastide de Sainte Foy la Grande aux flambeaux</i> Sur la commune de Sainte Foy la Grande : passage dans les ruets de la ville, sous les arcades, église Notre Dame, chez des particuliers (lieu insolite : cours intérieur atypique, maison mystère...), sur les quais en bordure de la Dordogne...</p> <p>Il s'agit d'une visite historique insolite de la ville à la lueur des flambeaux agrémentée de scènes de théâtre reconstituant les moments phares de</p>

	<p>l'histoire de la Bastide. La visite se déroulera en présence d'un guide de l'Office de Tourisme qui accompagnera les visiteurs dans les ruets et lieux atypiques de la ville à la rencontre des personnages qui ont fait l'histoire de Sainte-Foy-la-Grande.</p> <p>L'idée est de proposer deux visites différentes réparties sur juillet et août sur des thématiques distinctes (une visite axée sur la rivière et son évolution dans le temps et une visite axée sur la Bastide et ses lieux insolites)</p> <p>Un pique-nique sur les quais pourra clôturer chacune de ces soirées.</p> <p><u>Axe n°2 : Appréhender ma rivière</u></p> <p><i>La Bastide de Sainte Foy la Grande fête la rivière</i></p> <p>Sur la commune de Sainte Foy la Grande : Les quais, le cinéma, Salle Clarisse Briand, Médiathèque, chemin de halage...</p> <p>Sur la commune de Port Sainte Foy : les quais, Musée de la Batellerie, Plage des Bardoulets...</p> <p>Sur la Dordogne.</p> <p>Un programme varié tant sur le contenu que sur les classes d'âge auquel il s'adresse en s'appuyant si possible sur les ressources locales.</p> <p>(Expositions, promenades thématiques, démonstrations et initiations par les associations (pêche, environnement, découverte scientifique, etc.) et clubs locaux (Canoë, aviron, rabaska...), animations sportives sur la plage des bardoulets, concours photos autour du thème, concours de peintres sur les quais autour du thème, soirée, tablée avec animation type guinguette, descente aux flambeaux pour clôturer avec lâché de Lanternes célestes, feu d'artifices,...</p> <p>Objectifs :</p> <p>Amener la population locale et les visiteurs à découvrir ou redécouvrir la Dordogne, son histoire, ses attraits, son évolution.</p> <p>Pédagogie sur l'environnement auprès des enfants et habitants du quartier Favoriser l'accès à la culture, à la connaissance. Donner accès à des éléments culturels, mettre à disposition des outils pédagogiques pour la transmission de l'histoire locale.</p> <p>Découvrir des activités sportives par le biais d'initiations.</p> <p>Rassembler, créer du lien entre les générations autour de journée ludique, récréative</p>
<p>DELAIS</p>	<p>Juillet - Août 2015 annuel</p>
<p>INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES</p>	<p>Nombre de participants du quartier aux activités</p>
<p>FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES</p>	<p>Axe n°1 : Appréhender ma bastide Budget global approximatif de : 3500 €</p> <p>Axe n°2 : Axe n°2 : Appréhender ma rivière Budget global approximatif de : 8000 €</p> <p>Financements : Conseil Régional (FEDER), Etat (ACSE)</p>

FICHE ACTION N°25 « Développer et structurer l'offre touristique de la Bastide »

<p>ORIENTATION STRATEGIQUE</p>	<p>Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Orientation 7 : Favoriser le développement économique</p> <p>(Fiches actions concernées numéro : 22 – 23 – 24 –26 – 27 – 28 – 29</p>
<p>OBJECTIF OPERATIONNEL</p>	<p>Développer et structurer l'offre touristique de la Bastide</p> <p>Développer une offre inclusive quantitative qualitative d'hébergement, de restauration, d'animation et de promotion de la bastide.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Structurer localement : <ul style="list-style-type: none"> - une offre de pratique des activités de loisirs (ex itinérances douces : canoë, vélo,...), de visites (ex : château vignobles...), - de vente de produits locaux, - d'hébergement adapté (chambres d'hôtes..) et de restauration - de promotion (ambassadeur du territoire, wifi territorial, mk : territoire du bien vivre du « slow-town») • Accompagner de façon structurelle : <ul style="list-style-type: none"> - Le développement pour cela des entreprises et commerces de proximité sur le quartier. - La création d'emploi de proximité sur le quartier et la qualification des acteurs. - Le développement d'une offre de chambre hôtes, meublés de tourisme, hôtellerie,...

FICHE TECHNIQUE

<p>ACTEURS</p>	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés:</p>
<p>ACTION</p>	<p>Structurer par un schéma directeur les actions et dispositifs à mettre en oeuvre et la mise en oeuvre d'un concept de promotion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner : <ul style="list-style-type: none"> - l'émergence d'une offre d'hébergement adapté au touristique dans la bastide (logique de petit séjour) - une offre de restaurants qualitative (accueil + produit locaux) - la mise en place d'animations et de services dédiés - former les acteurs de la filière • Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> -Encourager les porteurs de projets du quartier cible et permettre de la création d'emploi au bénéfice des habitants du quartier. - revaloriser l'image du quartier et de ses habitants.

DELAIS	Durée du contrat de ville
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre d'hébergement classé Nombre d'emploi créés
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Région Département Chambres consulaires Organismes professionnels Etat Europe

FICHE ACTION N°26 « Franco-British Week »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 :Favoriser le développement économique
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Travailler/poursuivre les démarches sur la mémoire du quartier, développer la qualité architecturale et faciliter son appropriation par l'habitant.</p> <p>Mettre en scène la Bastide en valorisant le patrimoine architectural remarquable, et les produits et savoirs-faire locaux</p> <p>Développer l'événementiel et la promotion du territoire, travailler sur l'image de la Bastide en développant la franco-british-week.</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoë,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'ôtes,...)</p> <p>Développer une offre inclusive d'emploi liée au développement du tourisme</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association : Club des Entreprises du Pays Foyen (CEPF)</p> <p>Services associés : Conseil Régional, Etat</p>
	<p>Action : Faire concevoir un livre de photos sur l'architecture de la Bastide, par un groupe de habitants du quartiers et de locaux, puis organiser à partir de ce livre un concours « quelle est mon histoire ? » lors de la semaine franco-british. et qui pourrait ensuite être édité et déposé à l'office du tourisme de sainte Foy la Grande.</p> <p>-Faire réaliser par un autre groupe d'habitants du quartiers et de locaux le recensement des bâtiments ayant une histoire particulière, rédiger des fiches, puis apposer des numéros sur les façades sélectionnées, enregistrer l'histoire de ceux-ci sur des audio guide puis imaginer un circuit pour suivre ces numéros. la ville se transformerait alors en une grande exposition lors de la franco british.</p> <p>partie 1 : recherche des synergies locales par des réunions de quartiers pour composer deux équipes de bénévoles partie 2 : conception du livre de photos et du circuit de visite partie 3 : prises des photos et réalisation du discours historique partie 4 : inauguration des deux actions lors de la franco british week</p>

	<p>Actions sur le quartier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Découverte historique de la ville pendant la semaine : audio guide retraçant les derniers 900 ans de ste foy , au travers de sa mémoire, son architecture et des bâtiments sélectionnés dans différents endroits du quartier qui auront un Numéro sur la façade. - Chasse aux artefacts (photos d'endroits de la bastide). Il s'agira pour les habitants, les locaux et les touristes de reconnaître et retrouver les lieux. (récompense à l'arrivée). - Exposition de peinture organisée sur la place de la mairie, avec un atelier de peinture pour les adultes - Pique-nique multiculturel au jardin public ou chacun amène un plat pour que tous puissent partager et goûter ensemble les plats des autres cultures. Durant le pique-nique : un concert de choriste, un concours de chapeaux, des ateliers de peintures enfants, une tyrolienne qui traverse la dordogne jusqu'à la plage des Bardoulets située en face sur l'autre rive, des animations et activités sportives au jardin public et sur la plage des Bardoulets,... - Marché nocturne, tournois de tennis, de pétanque, etc... (avec apéro, pique-nique),Initiation cricket, fish & chips et tournoi de fléchettes,... <p>Location d'un bus anglais pour les déplacements vers les quelques activités de la semaine situées sur le territoire hors du quartier, et pour amener des personnes extérieures sur le quartier</p> <p>S'associer avec des agences de voyage pour vendre la semaine tout compris.</p>
DELAIS	2015-2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de participants inscrits aux activités issues du quartier
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Besoins identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Financement de la location du bus Communication (photos, livre guide historique audio) Rédacteur /photographe Mise à disposition d'un local par la CRF <p>Coût : 30000 euros</p> <p>Financements : Conseil Régional, Etat (Appel à projet Acse)</p>

FICHE ACTION N°27 « Mise en place d'un WIFI territorial »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 : Favoriser le développement économique
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Une Bastide moderne grâce au numérique. Offrir un réseau WiFi pour permettre de rendre l'accès à internet sur la Bastide vraiment public. Les citoyens et usagers peuvent rester dans les lieux publics (parcs, bâtiments publics etc.) pour accéder à internet via leur ordinateur portable, leur tablette ou leur Smartphone.</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoë,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'hôtes,...)</p> <p>Développer une offre inclusive d'emploi liée au développement du tourisme</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Europe</p>
ACTIONS	<p>Objectifs : Pour une ville, offrir un réseau WiFi permet de rendre l'accès à internet vraiment public. Les citoyens peuvent rester dans les lieux publics (parcs, bâtiments publics etc.) pour accéder à internet via leur ordinateur portable, leur tablette ou leur Smartphone.</p> <p>Dans une certaine mesure, le WiFi gratuit concourt également à réduire la fracture numérique (certes, le concitoyen devra disposer d'un appareil mobile avec une carte WiFi). La collectivité se dote ainsi d'une image de ville moderne en phase avec son temps. Pour une ville touristique, l'accès WiFi offre un atout indéniable : le touriste, par définition nomade, disposera d'un accès internet dans ses pérégrinations au sein de la ville.</p> <p>Développer l'attrait touristique et le tourisme doit permettre la création de nouveaux emplois.</p> <p>La Bastide pourra également bénéficier des avantages de la géolocalisation. En fonction de l'emplacement de la borne WiFi, l'utilisateur pourra se voir proposer un service et/ou un contenu personnalisé : une information municipale personnalisée en fonction du lieu ou une publicité locale (pour un restaurant par exemple).</p> <p>Action :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en scène un espace dédié où les habitants et touristes aient envie de s'asseoir • Acteurs publics et prestataires privés pourront installer un point d'accès pour faire partie de cette démarche territoriale. • Le principe du wifi territorial est celui-ci : installation d'un wifi gratuit dans des lieux et espaces choisis dans lesquels on installe une borne sur un accès traditionnel ADSL qui permet de diffuser la connexion dans un champ plus ou moins large. Territorial car le touriste, une fois son mail rentré, sera reconnu à chaque nouvelle connexion. • Espace avec des bancs publics où les habitants aient envie de se poser >

	<p>espace convivial pour les adultes, adolescents et enfants (mobilier pour s'asseoir et tables pour poser les ordinateurs)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Espace public connecté ou mobilier urbain connecté
DELAIS	2016-2017
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de connections
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Wifi territorial : 7000 €</p> <p>Conseil Régional (FEDER) Conseil Général</p>

FICHE ACTION N°28 « Les ambassadeurs du territoire »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 : Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Permettre à des habitants du quartier de devenir des acteurs de la Bastide, et à devenir des ambassadeurs de leur territoire</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoé,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'ôtes,...</p> <p>Améliorer la visibilité et la lisibilité de la Bastide (signalétique, communication marketing territorial,...) pour rendre attractif le quartier et le Pays Foyen</p> <p>Développer une offre inclusive d'emploi liée au développement du tourisme</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Mairie de Sainte-Foy-La-Grande, Etat, Conseil Régional</p>
ACTIONS	<p>Sélectionner et former les habitants à devenir des ambassadeurs de leur territoire, et lancer une campagne de communication appropriée sur Internet et les réseaux sociaux</p> <p>Les ambassadeurs du territoire sont choisis pour leur bonne connaissance du territoire, pour leur satisfaction d'y habiter.</p> <p>Ils valorisent au quotidien les ressources du territoire dans les événements d'importance auxquels ils participent et font remonter cela sur un site Internet dédié.</p> <p>Ils contribuent à renforcer le rayonnement du territoire en valorisant l'ensemble des atouts culturels, patrimoniaux, économiques.... au-delà du seul périmètre de Bastide et de son territoire (chaque année, des visites seront proposées afin de perfectionner les connaissances du territoire)</p> <p>Ils garantissent le respect et l'authenticité des valeurs humaines qui accompagnent depuis des siècles la Bastide.</p> <p>Les écoles pourront être participatives par le biais des dessins des enfants.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sélection des premiers ambassadeurs. Pas de castings, toute la population est la bienvenue. Un même esprit doit motiver la participation: la volonté de chacun à revendiquer son attachement à la Bastide. ➤ Création de vidéos sur ces derniers ➤ Création d'un site Internet dédié axé sur les réseaux sociaux et d'une application locale ➤ Selfies, photos, dessins, témoignages ... tous les moyens d'expression seront acceptés. ➤ Accompagnement par une agence de communication <p>Pour la mise en place de ce projet, le recrutement d'un étudiant en alternance devra être envisagé, de formation marketing de préférence.</p>
DELAIS	Opérationnalité printemps 2016

INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ambassadeurs du quartier prioritaires - Fréquentation du site Internet - Présence sur les réseaux sociaux
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une vingtaine de vidéos de 30 secondes pour la présentation de certains ambassadeurs de territoire : 10000 € - Site Internet : 8000 € - Campagne médias : 6000 € <p>Financements : Conseil Régional (Feder), Etat (ACSE)</p>

FICHE ACTION N°29 « Développement de l'offre quantitativement et qualitativement des professionnels du tourisme dans la Bastide »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 7 : Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Développer une offre quantitative et qualitative d'hébergement et restauration</p> <p>Considérer le tourisme comme un fort potentiel d'activités et d'emploi de proximité Les touristes sur le quartier et le territoire : pratiquent des activités de loisirs (ex : canoe,...), effectuent des visites (ex : château vignobles...), consomment des produits locaux, font des achats dans les commerces de proximité, font des sorties (ex : restaurants,...), résident dans les hébergements locaux (ex : chambre d'ôtes,... Soutenir les entreprises et commerces de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Maintenir et créer de l'emploi de proximité sur le quartier et le territoire</p> <p>Permettre au porteur de projet de tester son activité, promouvoir et accompagner la voie entrepreneuriale</p> <p>Soutenir l'entreprenariat</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Office de Tourisme du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Conseil Régional</p>
ACTIONS	<p>Action :</p> <p>Proposer une offre d'hébergement touristique dans la Bastide presque inexistante à ce jour</p> <p>Proposer une offre locative saisonnière de qualité</p> <p>Proposer une offre de restaurants qualitative</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Augmentation du nombre d'hébergement dans la Bastide : hôtel, meublés de tourisme et chambres d'hôtes <ul style="list-style-type: none"> * Aide à la réhabilitation des logements en vue de structures touristiques selon des critères à déterminer * Aide à la signalétique 2. Proposer une offre soit labellisée soit classée des hébergements pour pouvoir répondre à la demande touristique qui peut passer à travers les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> * Financement des formations obligatoires pour les hébergeurs touristiques * Financement des coûts de classements et/ou labellisation pour inciter les personnes à un niveau de qualité * Financement de décoratrice d'intérieure pour proposer des hébergements aux goûts du jour. * Aide à la promotion 3. Formation auprès de professionnels toute catégorie : <ul style="list-style-type: none"> * Restaurateurs : décoration, langues, viticoles, mise en valeur des produits du terroir, etc. * hébergeurs : formation présence numérique, accueil de la clientèle

	<p>4. Programme d'ouverture des restaurants afin qu'habitants et touristes puissent avoir un large panel de restaurants ouverts tous les jours</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager les porteurs de projets et permettre de la création d'emploi (hôtellerie, restauration, etc...) • Permettre aux touristes de résider dans la Bastide pour développer l'activité économique sur la Bastide
DELAIS	Durée du contrat de ville
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre d'hébergement classé</p> <p>Qualification des hébergements</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Région (FEDER)

C. AXE COHESION SOCIALE : TABLEAUX DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET FICHES ACTIONS CONTRAT DE VILLE

Orientations stratégiques	Enjeux	Objectifs opérationnels	Numéro de la fiche action	Nom de l'action
<p>Orientation 8 : Favoriser l'accès aux soins</p>	<p>- La perte de médecins alors que le nombre de généralistes et spécialistes est déjà insuffisant. - L'accès aux soins pour des personnes captives sur le quartier.</p>	<p>Valoriser le territoire pour attirer des médecins (prix attractif de l'immobilier, qualité et cadre de vie, offre culturelle et sportive, offre éducative,...)</p> <p>Anticiper les départs à la retraite Favoriser des dynamiques entre les professionnels (regroupements, capitaliser sur l'initiative privée, aides de l'Etat, Outils de l'ARS)</p> <p>Créer des conditions d'accueil favorables des stagiaires et des jeunes médecins (liens université, lieux de stage et d'internat, école d'aide-soignante,..., accueil en hébergements, mise à disposition ou prix attractifs de logement, mise à disposition de locaux vides, etc.)</p>	<p>Fiche numéro 30 CDCPF</p>	<p>Lutte contre la désertification médicale</p>

Orientation 9 : Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé	- L'accès aux soins pour des personnes captives sur le quartier. - La cohésion entre les professionnels de santé	Créer du lien entre les professionnels de santé Mobiliser et créer un réseau entre les acteurs existants		CLIC
			Fiche numéro 31 CEPF	Réseau de professionnels de santé
Orientation 10 : Accompagner le vieillissement de la population	- Le maintien à domicile pour des personnes âgées le souhaitant	Encourager, accompagner et aider les réhabilitations	Fiche numéro 7 CDCPF	Adapter les logements
		Développer l'accueil de jour et renforcer le maintien à domicile		
Orientation 11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives	- Accès aux soins psy face à des manques identifiés pour des personnes captive sur le quartier.	Accompagner psychologiquement les jeunes pour favoriser leur parcours d'insertion	Fiche numéro 32 RSSJ	Atelier Parentalité
			Fiche numéro 35.3 Les Cygnes de Vie	Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents
			Fiche numéro 34 CDCPF	Volet Santé dans le PEdT : formation des animateurs
Orientation 12: Agir sur l'alimentation et lutter contre la malnutrition	L'hygiène alimentaire et de dénutrition pouvant porter atteinte à la santé	Faire des apprentissages via des ateliers (cuisine, menus, courses)	Fiche numéro 33 PASS	ateliers agir sur l'alimentation
		Créer des passerelles avec le Plan national nutrition santé		

		Intégrer à travers la formation des animateurs une dimension santé dans les projets éducatifs territoriaux.	Fiche numéro 34 CDCPF	Volet Santé dans le PEdT : formation des animateurs
Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents	La réussite éducative pour prévenir le décrochage scolaire. Préparer les enfants à leur scolarité en accompagnant les parents dans leurs engagements	Accompagner la parentalité	Fiche numéro 14.3 CDCPF	Crèche multi-accueil
		Fonction d'accueil des 0-3 sur la bastide favorisant l'éveil et la sociabilisation des enfants : facteur de réussite éducative pour plus tard		
		Accompagner la parentalité par des ateliers, des formations de soutien, un lieu d'accueil enfants parents, ...	Fiche numéro 32 RSSJ	Atelier Parentalité
			Fiche numéro 35.1 CDCPF	LAEP
			Fiche numéro 35.2 CDCPF	Quinzaine de la Petite Enfance
			Fiche numéro 35.3 Les Cygnes de Vie	Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents
	Fusionner les écoles maternelle et primaire sur un même lieu : accès à l'école dès le + jeune âge	Fiche numéro 36 Sainte Foy La Grande	Fusion écoles maternelle et primaire	
	promouvoir la réussite scolaire, lutter contre le décrochage et prévenir les exclusions	Fiche numéro 37 Education Nationale	Réussite scolaire	
Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.	Avoir une cohérence d'actions éducative pour permettre la co-éducation	Donner une dynamique de travail collective et partagée au plan local avec les différents acteurs, institutionnels et associatifs et avoir une vision globale.	Fiche numéro 38.1 CDCPF	Créer du lien entre les acteurs éducatifs en s'appuyant sur le Projet éducatif de territoire
			Fiche numéro 38.2 Collège Elie Faure	Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.I.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré

			Fiche numéro 37 Education Nationale	Réussite scolaire
Orientation 15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones	L'implication des familles dans l'éducation de leurs enfants. Etablir le dialogue avec les familles pour qu'elles s'impliquent dans l'éducation de leurs enfants, et pour qu'elles aient des outils pour l'éducation de leurs enfants.	Accompagner la scolarité S'affranchir des barrières linguistiques (nouveaux moyens de communication, parents relais).	Fiche numéro 39.1 CDCPF	Accompagnement à la scolarité
			Fiche numéro 39.2 Association zone franche	Dis-moi Dix mots
			Fiche numéro 38.2 Collège Elie Faure	Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.I.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré
Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles	Un accès à la culture et au sport pour des jeunes et familles qui pensent que ce n'est pas pour eux.	Mobiliser les associations sportives et culturelles locales et les acteurs sociaux (adulte relais, CCAS) pour amener les jeunes vers les pratiques sportives et culturelles (initiation, ateliers, découvertes, partage de valeurs sans forcément subir les contraintes des licences sportives,...)	Fiche numéro 40.1 CDCPF	Soirée Jeux et Musique
			Fiche numéro 40.2 Les Petits débrouillards	La Science en bas de Chez toi
			Fiche numéro 40.3 Atelier 104	Stage musique et danse
			Fiche numéro 40.4 Club Agalliao	Spectacle vivant et ateliers scéniques ou de mini-stages d'initiation au théâtre
			Fiche numéro 40.5 Stade Foyen	Journées Foyennes en « Rouge et Noir »
			Fiche numéro 40.6 CDCPF	Tremplin Aquil'Tour

		Fiche numéro 40.7 CDC	Le sport ça me dit
		Fiche numéro 40.8 CDC	J'apprends à nager
	Élargir les actions CAP33 pour capitaliser sur leur réussite estivale	Fiche numéro 41 CDCPF	Élargir les actions cap 33
	Proposer des pratiques sportives et culturelles novatrices (street sports, etc...).	Fiche numéro 42.1 CDC	course d'orientation urbaine
		Fiche numéro 42.2 Sainte Foy	Kamp et ateliers
		Fiche numéro 42.3 CDC	Horizon bleu 2016
	Permettre à des établissements scolaires d'être vecteurs de la culture et du sport		
	Faciliter pour les habitants du quartier l'accès à la culture sur la Bastide : Préfiguration d'un pôle culturel.	Fiche numéro 43 CDC	étude de préfiguration d'un Pôle culturel
	Favoriser un accès financier aux jeunes du quartier qui voudraient s'inscrire dans des associations sportives et culturelles	Fiche numéro 44 CDC	Assos en fête

		Développer la formation et l'emploi des animateurs sportifs et culturels		
Orientation 17 Favoriser l'engagement des jeunes	L'intégration et l'initiative de jeunes captif sur le quartier	Évaluer les attentes des jeunes	Fiche numéro 45 CDC	Projet dédié au public 12-25 ans
		Proposer un espace dédié aux jeunes avec une gestion publique		
		Encourager les jeunes à être acteurs des actions	Fiche numéro 46.1 Pineuilh	Association citoyenne intercommunale de jeunes
		Les accompagner sur les projets	Fiche numéro 46.2	jeunes et citoyens
Orientation 18 Favoriser l'accès aux droits et aux services	Un accès aux droits pour tous	Favoriser à l'ensemble des droits sociaux des habitants et lutter contre la fracture numérique	Fiche numéro 47 Centre social d'Ici et d'ailleurs	accès au droit et médiation
			Fiche numéro 48 : CAF	Renforcement de l'offre d'accès aux droits
			Fiche numéro 11 : DIRECCTE	Territorialiser le réseau de partenaires

FICHE ACTION N°30 «Lutte contre la désertification médicale »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 8 : Favoriser l'accès aux soins
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Valoriser le territoire pour attirer des médecins (prix attractif de l'immobilier, qualité et cadre de vie, offre culturelle et sportive, offre éducative,...)</p> <p>Anticiper les départs à la retraite Favoriser des dynamiques entre les professionnels (regroupements, capitaliser sur l'initiative privée, aides de l'Etat, Outils de l'ARS)</p> <p>Créer des conditions d'accueil favorables des stagiaires et des jeunes médecins (liens université, lieux de stage et d'internat, école d'aide-soignante,..., accueil en hébergements, mise à disposition ou prix attractifs de logement, mise à disposition de locaux vides, etc.)</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file :</p> <p>Services associés : CDC, Département, médecins, ARS, Conseil Régional, universités, ARS, ...</p>
ACTIONS	<p>Action 1 : Etude de faisabilité juridique à mener. Mettre en place des bourses pour les étudiants de 3ème cycle en échange d'un engagement à exercer pendant un certain nombre d'années prioritairement dans les secteurs déficitaires du département Proposer aux internes en médecine des bourses d'études de 1 000 € par mois pendant trois ans, en échange d'un engagement du bénéficiaire à exercer son activité professionnelle sur le quartier et l'agglomération foyenne pendant cinq ans.</p> <p>Action 2 : Etude de préfiguration d'une maison de santé pluridisciplinaire. Favoriser le regroupement des médecins. Les attentes des jeunes médecins ont changé. Si, autrefois, le critère financier avait toute son importance dans le choix d'un lieu d'installation, il semble que les conditions de travail soient aujourd'hui davantage mises en avant par les praticiens. En tête des préoccupations, l'isolement auquel peut conduire l'exercice de son activité professionnelle en milieu rural, la MSP permet aux médecins de se regrouper.</p>
DELAIS	2015 – 2020 : durée du contrat de ville
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de stagiaires accueillis</p> <p>Nouveaux médecins installés</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Action 1 : Recourir aux dispositifs "contrat d'engagement de service public (CESP) et "contrat de praticien territorial de médecine générale (PTMG)</p> <p>Action 2 : Sous conditions, l'ARS accompagne l'ingénierie au montage du projet dans la limite d'un plafond de 20 000 €.</p>

FICHE ACTION N°31 « réseau de professionnels de santé »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 9 :Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Créer du lien entre les professionnels de santé</p> <p>Mobiliser et créer un réseau entre les acteurs existants</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier, coordonner, les différents acteurs des soins et d'aide, ➤ Identifier les manques. ➤ Mettre en place des liens. ➤ Apporter de la cohésion. ➤ Repeupler le centre-ville de Sainte-Foy la Grande. ➤ Anticiper un futur désert médical (beaucoup de médecins, dentistes, infirmiers partant à la retraite en même temps)...

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Club des Entreprises du Pays Foyen (CEPF)</p> <p>Services associés :</p>
ACTIONS	<p>Répertorier et indiquer sur plan, sur le web au travers une fiche d'information avec le nom du responsable, le tel le fax, l'email, les heures d'ouvertures ou de consultation ainsi que la spécificité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les professionnels de santé (médecins, dentistes, kinés, infirmiers, sages-femmes, ostéopathes, ergothérapeute, orthoptistes, orthophonistes, orthopédistes, podologues, audioprothésistes...); - les structures médicales (centre d'alcoolémie, centre Alzheimer, John Bost...); - les structures gériatriques (EPADH, maisons d'accueil, accueil de jour...); - les associations et les structures d'accompagnement (portage de repas, SIAD, CIAS, HAD ...) existant en Pays Foyen. <p>Travailler sur les manques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recherche de professionnels de santé pour pallier les départs en retraite. - Faciliter la recherche d'un médecin référent à toute personne arrivant - développer une collaboration avec les structures existantes... - Réflexion sur la création d'une deuxième unité Alzheimer... <p>Travailler sur la transversalité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en relation des personnes isolées (par ex. en les rattachant à l'animation des RPA). - Mise en relation des professionnels de santé :en les impliquant dans ce projet, en les impliquant dans la recherche de futurs professionnels pour pallier les départs à la retraite, en créant un poste de référent chargé de l'information et de la cohésion. <p>Formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se rapprocher de la faculté de médecine pour repérer au plus tôt les futurs candidats à la médecine de campagne, les aider dans leurs études, dans leur installation.... - Idem auprès d'écoles d'infirmières... <p>Organiser régulièrement des réunions d'informations</p>
DELAIS	2015-2016

<p>INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES</p>	<p>Nombre professionnels de santé répertoriés Site internet opérationnel Réseau de professionnels de santé Nombre de contact d'étudiant en médecine</p>
<p>FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES</p>	<p>Besoins identifiés : Un chef de projet pour le site internet, et conception d'un site internet et récupération de toutes les données. Un lieu d'hébergement et un référent pour donner les renseignements à ceux qui n'ont pas Internet. Un chargé de mission ou un manager pour développer la suite du projet après la mise en réseau Site internet + contrats de travail pour 2 voire 3 personnes</p> <p>Coût de l'action :60 0000 euros</p>

FICHE ACTION N°32 « Atelier Parentalité »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 12 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives</p> <p>Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	Accompagner psychologiquement les jeunes pour favoriser leur parcours d'insertion

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Acteur : RESEAU SANTE SOCIAL JEUNES DU LIBOURNAIS</p> <p>Services associés : CAF, MSA, PMI</p>
ACTIONS	<p>Proposer un temps d'expression à des parents en difficulté avec leurs enfants et faciliter leur orientation vers des structures d'aide. Il s'agit d'organiser un atelier parentalité dans le quartier du bourg de Sainte-Foy-La-Grande, dans une salle mise à disposition.</p> <p>Cet atelier animé par 2 psychologues s'adresse à un groupe de 15 parents du quartier. Un travail en amont avec les partenaires permettra d'identifier les parents présentant des situations de fragilité. Au cours de cet atelier d'expression seront abordées les difficultés rencontrées, la place des parents et les réponses pour apporter une aide aux parents après l'atelier. Il s'agira de proposer des réponses de proximité : acteurs socio-éducatifs intervenant sur le quartier, réseau...</p>
DELAIS	Octobre 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de parents participants Nombre de partenaires mobilisés Nombre de parents qui ont sollicité le réseau ou d'autres partenaires à la suite de l'atelier</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Budget Prévisionnel de 1500 Euros</p> <p>Si l'action s'adresse à tout parent en demande, le projet peut bénéficier d'un accompagnement CAF dans le cadre du REAAP (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la Parentalité).</p>

FICHE ACTION N°33 « ateliers agir sur l'alimentation »

<p>ORIENTATION STRATEGIQUE</p>	<p>Orientation 12 : Agir sur l'alimentation et lutter contre la malnutrition</p>
<p>OBJECTIF OPERATIONNEL</p>	<p>Faire des apprentissages via des ateliers (cuisine, menus, courses) Créer des passerelles avec le PNNS</p> <p>✚ 2 ateliers, en direction des bénévoles de la Croix Rouge Française de Ste Foy (6 participants maximum), animés par la diététicienne du Centre Hospitalier de Ste Foy :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ sensibilisation aux bases de l'équilibre alimentaire (promotion des repères nutritionnels du PNNS) ✓ création de fiches recettes en lien avec les denrées fréquemment collectées pour distribution dans les colis alimentaires <p>✚ 4 ateliers, en direction des familles bénéficiaires de l'aide alimentaire (6 participants maximum, adulte et enfants), animés par la diététicienne + un bénévole de la CRF + la psychologue ou l'assistante sociale de la PASS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ élaboration de menus équilibrés à partir du contenu du panier distribué par les bénévoles ✓ élaboration du budget repas, associant les produits du panier distribué et les produits à acheter... <p>✚ Proposer une activité à moindre coût aux personnes ayant participé aux ateliers, ainsi que leurs conjoints et leurs enfants (32 bénéficiaires maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Lors du dernier atelier en direction des bénéficiaires de l'aide alimentaire, le club Sainte Foy Gym viendra présenter ses activités. Une subvention a été sollicitée pour réduire le coût de l'inscription annuelle. <p>☞ Renouvellement autonome par les bénévoles des ateliers en direction des familles</p> <p>☞ Repérage par la diététicienne des difficultés de santé liées à l'alimentation et possibilité pour les personnes ayant participé aux ateliers, ainsi que leurs enfants et/ou leur conjoint, de bénéficier d'un entretien individuel gratuit avec la diététicienne au centre hospitalier (membre du REPOpen secteur libéral - Réseau de Prévention et de Prise en Charge de l'Obésité en Pédiatrie)</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Centre Hospitalier de Ste Foy - Permanence d'Accès aux Soins de Santé (PASS) Services associés : Croix Rouge Française de Ste Foy, Association Sainte Foy Gym
DELAIS	Date de démarrage : Septembre 2015 Date prévisionnelle de fin : Mai 2016 Dates des principales étapes : <ul style="list-style-type: none">- Septembre 2015 : ateliers en direction des bénévoles- A compter d'octobre/novembre 2015 : distribution des fiches recettes et des fiches conseils PNNS dans chaque colis- De février à mai 2016 : ateliers en direction des familles démunies
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de bénévoles ayant participé aux ateliers dédiés Nombre de fiches conseils PNNS, fiches recettes et outils ludiques distribués Nombre de bénéficiaires ayant participé aux ateliers dédiés Nombre de personnes reçues individuellement par la diététicienne Nombre de personnes inscrites à l'association Sainte Foy Gym
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Financement pour 9 mois de l'ARS et la DRAAF (création d'outils + temps de diététicienne, temps de psychologue, temps d'assistante sociale du Centre Hospitalier) Mise à disposition d'un local par la CRF

FICHE ACTION N°34 : « Volet Santé dans le PEdT : formation des animateurs »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques additives.</p> <p>Orientation 12: Agir sur l'alimentation et lutter contre la malnutrition.</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer à travers la formation des animateurs une dimension santé dans les projets éducatifs territoriaux. - Eduquer les enfants à la santé et prévenir les risques futurs. - Initier les jeunes à la connaissance du corps, de l'hygiène alimentaire...
DESCRIPTION DE L'ACTION	<p>Mise en place d'actions de formation autour du volet éducation à la santé qui pourraient permettre aux animateurs de mener des activités éducatives, ludiques et participatives au sein des Temps d'Activités Périscolaires, afin de favoriser le développement de l'autonomie et la responsabilisation des enfants vis-à-vis de leur bien-être.</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CdC Pays Foyen</p> <p>Services associés : IREPS Aquitaine + organisme formation naturopathe</p>
DELAIS	<p>A partir de la rentrée 2015</p>
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Participation et retour des enfants. - Participation des familles. - Acquisitions et évolution des enfants. - Qualité des animations. -
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<ul style="list-style-type: none"> - CdC - CAF - Département <p>Coût des formations</p>

FICHE ACTION N°35.1 « LAEP »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents
OBJECTIF OPERATIONNEL	Accompagner la parentalité par des ateliers, des formations de soutien, un lieu d'accueil enfants parents, ...

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : CAF, MSA , PMI (Département), Professionnels de la petite enfance, Professionnels de la santé</p>
ACTIONS	<p><u>Eléments de diagnostic :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombreuses familles en difficulté sociales et familiales sur le quartier prioritaire. - Besoin de soutien à la parentalité pour les familles - Besoin d'un lieu de socialisation des tout-petits qui ne sont pas accueillis dans un mode d'accueil collectif - Besoin de créer du lien social sur le quartier prioritaire et le territoire <p><u>Descriptif de l'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lieu d'accueil gratuit ouvert aux enfants âgés de moins de 6 ans, accompagnés de leur(s)parent(s) ou d'un adulte familial pour participer à des temps conviviaux de jeux et d'échanges. - Lieu de socialisation pour les enfants - Lieu d'échange pour les parents, familles en grande difficulté et familles d'accueil avec des professionnels de la petite enfance formés à l'accueil et à l'écoute. - Accueil gratuit, confidentiel, sans réservation <p><u>Objectifs de l'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le lien social - Soutenir la parentalité - Préparer l'enfant à la séparation et la socialisation - Favoriser les échanges entre les parents - Informer, conseiller et orientation des familles
DELAIS	
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de familles reçues
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Budget total : 30 000 euros</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande Politique de la Ville : 8000 euros - CAF + MSA: 15 600 euros - Communauté de Communes : 6400 euros

FICHE ACTION N°35.2 « Quinzaine de la petite enfance »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents
OBJECTIF OPERATIONNEL	Accompagner la parentalité par des ateliers, des formations de soutien, un lieu d'accueil enfants parents, ...

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : CAF, MSA, REAPP, Ecoles maternelles, Associations, 1 psychologue, artistes, Bibliothèques</p>
ACTIONS	<p><u>Eléments de diagnostic :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Evitement des écoles du quartier prioritaire, besoin d'activités et d'animations qui rassemblent les écoles du territoire - Nombreuses familles en difficulté sociales et familiales sur le quartier prioritaire. - Besoin de soutien à la parentalité pour les familles. <p><u>Descriptif de l'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La salle Clarisse Brian à Sainte-Foy-la-Grande accueille une exposition créée par un artiste plasticien et agrémentée de modules interactifs confectionnés par les structures petite enfance quartier prioritaire « quartier bourgs » sur le thème des saisons. - Des animations, expositions interactives et activités liées au thème des contes et comptines seront proposées aux écoles maternelles, aux structures petite enfance et Accueils de loisirs maternels. - L'exposition interactive, composée de différents modules créés pour l'occasion par les professionnels de la petite enfance, pourra être découverte par les élèves guidés par un animateur et sous la surveillance des enseignants. - Un café des parents sera organisé <p><u>Objectifs de l'action :</u></p> <p>Jeunesse, Education, Soutien à la parentalité, Favorisation du lien social, favoriser les échanges entre les parents</p>
DELAIS	
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de structures petite enfance participantes</p> <p>Indicateurs : rajouter nombre de familles associés</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<ul style="list-style-type: none"> - Budget total : 15 000 euros - Demande Politique de la Ville : 6000 euros - Demande REAPP Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement: 2000 euros - Demande MSA : 1000 euros - Communauté de Communes : 6000 euros

FICHE ACTION N°35.3 «Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives</p> <p>Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Développer une antenne PAEJ (Point Accueil Ecoute Jeunes) pour accompagner les jeunes de 12 à 25 ans dans la prévention des conduites à risque. Proposer une écoute et un soutien à la parentalité pour l'entourage adulte des jeunes 12-25ans (PAEJ). Soutenir les élèves et les parents par une aide de type accompagnement à la scolarité (CLAS) Repérage dans un accueil et écoute des problématiques de santé sur site et dans la ville</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Les Cygnes de vie</p> <p>Services associés : CAF, Département, Etat</p>
ACTIONS	<p>-Interventions au sein des établissements scolaires (collège ou lycée) et / ou dans un local défini et repéré -Travailler en réseau avec les partenaires locaux (réseau santé social jeunes, adulte relais, établissement scolaire, collectivité territoriales, CIO, Mission Locale...) -Accueillir parents, enfants et jeunes -Echanges / écoute / accompagnement à la scolarité Mise en œuvre par deux postes CAE et deux volontaires en service civique et un mi-temps éducatif de coordination</p>
DELAIS	2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de personnes prioritaires suivies et accompagnées et public au flux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation : nombre d'inscriptions des familles et des jeunes à l'accompagnement à la scolarité, nombre de jeunes rencontrés, nombre de familles rencontrées, implication des partenaires - Résultat : Médiation relation école/familles/jeunes, Prise en charge effective des jeunes rencontrés par les partenaires de secteur (orientations positives / suivi), Prise en charge effective des familles (entourage adulte PAEJ)

FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Dépenses		Recettes	
	Budget prévisionnel	Salaire éducatif ½ temps	18000	Conseil général
Petit matériel		2000	Politique de la Ville	15000
Achats de convivialité		2000		
Frais de déplacements		3000		
Local fluides		8000		
Ateliers d'accompagnement scolaire et temps d'éveil éducatif		4000	CAF (prestation de service CLAS)	4000
TOTAL		37000	TOTAL	37000

FICHE ACTION N°36 « regroupement écoles maternelle et élémentaire »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents
OBJECTIF OPERATIONNEL	Fusionner les écoles maternelle et primaire sur un même lieu : accès à l'école dès le plus jeune âge

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Commune Sainte-Foy-La-Grande</p> <p>Services associés :</p>
ACTION	<p>REGROUPEMENT DES DEUX ECOLES, MATERNELLE ET ELEMENTAIRE, SUR LE SITE DE L'ECOLE PAUL BERT</p> <p>Cette fusion a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'améliorer le fonctionnement des écoles concernées ; - de permettre une meilleure réussite des élèves ; - de former une nouvelle école avec une dynamique d'équipe ; - de mutualiser les moyens, le matériel, les projets, de favoriser la liaison entre deux cycles, de multiplier les possibilités en terme d'échange de service ; - de réduire globalement les coûts ; économie d'énergie
DELAIS	<p>Travaux par tranche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} tranche : juin 2015 à septembre 2015 - 2^{ème} tranche : avril 2016 à aout 2016 - 3^{ème} tranche : mai 2017 à aout 2017 - 4^{ème} tranche : été 2018
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Satisfaction des utilisateurs</p> <p>20 % d'économie d'énergie</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Travaux de réhabilitation de l'école Paul Bert comprenant des travaux tous corps d'état</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} tranche : 135 214 € HT de travaux + Ingénierie 60 000 €HT - 2^{ème} tranche : 207 000 € HT travaux - 3^{ème} tranche : 207 000 € HT travaux - 4^{ème} tranche : 207 000 € HT travaux <p>Coût total : 756 215 euros HT</p>

FICHE ACTION N°37 « Réussite scolaire »

ORIENTATION STRATEGIQUE	<p>Orientation 13: Favoriser la réussite éducative des enfants en relation avec les parents</p> <p>Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.</p> <p>Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation</p>
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Promouvoir la réussite scolaire Lutter contre le décrochage Prévenir les exclusions</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Education Nationale</p> <p>Services associés : collectivités territoriales, départements, associations de parents, entreprises</p>
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Réduire les écarts de réussite scolaire au regard des résultats actuellement observés :</i> <p>En termes de moyens</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux articuler la géographie de l'éducation prioritaire et de la géographie de la politique de la ville - définir une action éducative intégrée multipartenariale (enseignants et travailleurs sociaux) - Améliorer la cohérence des actions menées hors temps scolaires par rapport aux enseignements en temps scolaire - conforter les relations entre les établissements scolaires et les familles (EN, CAF, Services Départementaux) •développer un partenariat avec les établissements scolaires, CIO,... •développer les permanences d'écoute d'information et d'orientation des parents en difficulté dans les relations avec leurs enfants et les questions de scolarité •mettre en place une prestation d'accompagnement psychologique des enfants adolescents (EN, ARS,...) <ul style="list-style-type: none"> - <i>Réduire le nombre de décrocheurs :</i> <p>Développer et structurer l'accompagnement scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -Renforcer la lutte contre l'absentéisme (action de l'EN et des services sociaux du Conseil Départemental) <p>La prévention du décrochage relève de l'Education nationale en liaison avec les acteurs locaux</p> <p>Améliorer la prise en compte des décrocheurs par des actions de remédiation conjointes (Education Nationale, Conseil départemental, Commune)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser au bénéfice des quartiers les moyens engagés par le ministère en charge de l'EN et de la réussite éducative dans le cadre de la refondation de l'école - Mobiliser des fonds « projets innovants en faveur de la jeunesse » pour accompagner et structurer les parcours éducatifs pour lutter contre le décrochage - Mobiliser ou réorienter les dispositifs de droit commun existants et/ou les dispositifs spécifiques (PRE, accompagnement éducatif, action dans le cadre du contrat local d'accompagnement scolaire,...) sur les établissements et les écoles ciblés. <p style="margin-left: 40px;">- <i>Développer les actions d'orientation des collèves :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En facilitant les rencontres avec les professionnels via des forums ; via le travail avec les conseillers d'orientation psychologues afin de formaliser les projets professionnels des jeunes - Développer des actions innovantes <p style="margin-left: 40px;">- Développer les partenariats Établissements scolaires/entreprises :</p> <p>Développer et faciliter le recours à l'alternance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir ce type de formation par des campagnes d'information mais également par un engagement contractuel des Chambres consulaires et des entreprises de la charte des entreprises - Faire connaître les différentes mesures prises pour favoriser l'alternance <p>Mettre en adéquation le nombre de classes nécessaires par rapport au nombre d'enfants primo arrivants et prendre en compte les élèves à besoins particuliers : élèves allophones primo-arrivants</p>
DELAIS	
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	

FICHE ACTION n°38.1: « Créer du lien entre les acteurs éducatifs en s'appuyant sur le Projet éducatif de territoire »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Donner une dynamique de travail collective et partagée au plan local avec les différents acteurs, institutionnels et associatifs. ✓ Avoir une vision globale de l'action éducative sur le territoire. ✓ Structurer une offre enfance jeunesse de qualité accessible et adaptée aux besoins des familles.
DESCRIPTION DE L'ACTION	<p>Cette démarche répond au besoin de clarifier le champ d'intervention de chaque acteur et donner une lisibilité sur la proposition périscolaire au sein des écoles du territoire, par une concertation avec tous les acteurs éducatifs (Education Nationale, Collectivités Territoriales, Associations, Parents d'élèves...). L'harmonisation de l'offre sur tout le territoire est, ainsi, un élément de réponse aux objectifs visant une meilleure articulation des temps scolaires et périscolaires et à l'accès aux activités culturelles et sportives pour tous les élèves.</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen.</p> <p>Services associés : Etablissements scolaires (Education Nationale), Parents d'élèves, communes de la CdC du Pays Foyen, tissu associatif local, associations éducation populaire, CAF, MSA, Département, DDSCS.</p>
DELAIS	Rentrée 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de la communication entre les acteurs éducatifs. - Régularité des échanges. - Impact des actions décidées lors des concertations sur le public visé. - Mise en place des rythmes éducatifs dans les écoles.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Moyens : Intervenants, Matériel pédagogique, Réunions régulières</p> <p>Financements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fond de soutien de l'Etat - CAF - MSA - Département - CDC

FICHE ACTIONN° 38.2 « Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.I.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré »

<p>ORIENTATION STRATEGIQUE</p>	<p>Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.</p> <p>Orientation 15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones</p>
<p>OBJECTIF OPERATIONNEL</p>	<p>Donner une dynamique de travail collective et partagée au plan local avec les différents acteurs, institutionnels et associatifs et avoir une vision globale.</p> <p>Accompagner la scolarité</p> <p>La présente fiche a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.I.S.P.D.) en lien avec les établissements scolaires publics du second degré :</p> <p>« Favoriser une égalité des chances par l'éducation et le soutien aux familles »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tutorat scolaire (Collège), - Mesure de soutien à la parentalité et éducation citoyenne - Chantier classe en alternance <p><u>Dans le cadre de la présente convention, il est convenu ce qui suit :</u></p> <p>Titre 1 : <u>Le tutorat scolaire pour les élèves de collège ou de lycée</u></p> <p>Article 1 - Cadre de l'opération pour favoriser une égalité des chances par l'éducation et le soutien aux familles.</p> <p>Les partenaires du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Sainte Foy la Grande décident de créer un dispositif de tutorat scolaire pour les élèves de collège.</p> <p>La mairie assure l'organisation matérielle des postes de tuteurs scolaires, désignés par tuteurs, qui sont rattachés au Plan Educatif de Territoire du CISP.D.</p> <p>Article 2 - Missions des tuteurs</p> <p>Les tuteurs seront recrutés par le service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande. Celle-ci s'assure qu'ils soient au minimum titulaires d'un baccalauréat, et qu'ils ne fassent pas ou n'aient pas fait l'objet de poursuites ou de condamnations pénales.</p> <p>La Mairie est garante de la moralité des personnels ainsi recrutés.</p> <p>Le tuteur a pour mission principale, dans le respect des règles d'éthique, d'apporter à l'élève une aide aux devoirs, de l'aider à élaborer sa méthode de travail pour une plus grande autonomie, et d'inciter les parents à participer à ce temps de travail scolaire.</p> <p>Article 3 - La procédure d'entrée dans le dispositif :</p> <p>Les élèves repérés par les équipes éducatives des collèges et par un des dispositif-actions énumérés en préambule pourront être proposés, avec l'accord de la famille, pour un tutorat scolaire.</p> <p>Un contrat d'adhésion sera alors signé entre les responsables légaux, le jeune, le chef d'établissement et le maire de la commune.</p> <p>Ce contrat devra prévoir :</p>

- a. la durée de l'action et son possible renouvellement,
- b. la périodicité et la durée de l'aide hebdomadaire.

Dans la mesure où l'intervention du tuteur doit se faire au domicile de l'élève, il sera clairement stipulé que cette intervention n'aura lieu qu'en présence d'un tiers au domicile si possible d'un responsable légal ou d'un adulte nommément désigné par lui. Dans le cas, exceptionnel, où le temps de tutorat se déroulerait hors du domicile familial, un tiers devra être présent.

L'adulte Relais ou le coordonnateur du Projet Educatif De Territoire présentera le tuteur au domicile de la famille.

Article 4- Intervention du tuteur dans l'enceinte des établissements scolaires :

Dans le cadre de ses missions, le tuteur est autorisé à intervenir dans les établissements sous la responsabilité du chef d'établissement.

Lors de sa présence au sein du collège ou du lycée, le tuteur est soumis aux règles applicables à l'ensemble du personnel de l'établissement, sous l'autorité du chef d'établissement.

Il sera amené à travailler avec les membres de l'équipe pédagogique et éducative concernés par la situation des élèves auprès desquels il intervient.

Article 5 – L'évaluation de l'action auprès de l'élève :

Le tuteur devra rendre au chef d'établissement un rapport d'évaluation nominatif du travail de l'élève comprenant :

- a. les résultats en classe : travail en concertation avec le professeur principal,
- b. l'avis de la famille : responsables légaux et élève (une partie remplie par eux),
- c. les marges de progrès relevées par le tuteur,
- d. les conditions de réussite proposées par le tuteur.

Article 6 – Bilan annuel de l'action :

Le bilan annuel sera établi conjointement par chacun des établissements et le C.I.S.P.D., il fera l'objet d'une synthèse. Un bilan sur la mise en œuvre des actions de tutorat scolaire sera remis au CLSPD au mois de juin de l'année scolaire en cours. Ce bilan ne contient aucune donnée nominative. Il tiendra compte des indicateurs suivants :

- a. Evolution du taux d'absentéisme des élèves concernés
- b. Evolution du taux d'absentéisme pour la classe des élèves concernés, sur l'ensemble de l'établissement (afin de mesurer l'impact éventuel du dispositif sur l'ensemble),
- c. Pourcentage d'élèves ayant bénéficié du dispositif en progrès scolaire,
- d. Niveau d'adhésion des parents,
- e. Evolution du comportement en classe et dans l'établissement.

Titre 2 : Les mesures de soutien à la parentalité et éducation citoyenne.

Article 7 – Mesures de soutien à la parentalité dans le cadre de la promotion de l'assiduité scolaire.

En complément des actions menées dans les établissements scolaires, une fois les procédures propres à chacun d'entre eux mises en œuvre :

- a) sans réponse des responsables légaux, le chef d'établissement pourra faire appel au service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande afin qu'un agent communal de prévention et de médiation, sous le contrôle de l'Adulte Relais, se rende en visite à domicile dans le but de les inciter à prendre ou reprendre contact avec l'établissement.
- b) sans amélioration de la situation, l'orientation vers les mesures de soutien à la parentalité pourra être envisagée. Le chef d'établissement avertit alors la famille qu'elle sera invitée par la Mairie de

Sainte Foy la Grande à participer à une mesure de soutien à la parentalité.
Chaque chef d'établissement informera le service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande des noms et adresses des familles susceptibles d'être invitées.

c) la mesure de soutien se développe en deux temps :

Le service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande assure l'organisation matérielle et l'animation des modules de soutien à la responsabilité parentale et s'engage à :

- mettre en place, sur l'année, 3 modules pour 10 familles maximum par module ;
- organiser la première réunion dans un délai d'un mois maximum après réception de la liste définie ci-dessus, ainsi qu'une deuxième session dans un délai d'un à deux mois maximum après la première ;
- adresser aux familles un courrier leur précisant la date, le lieu et les modalités de la mesure ;
- transmettre aux établissements scolaires concernés, à la suite de chaque réunion, la liste des personnes qui y ont participé, ainsi que la fiche technique figurant en annexe .

d) La réunion avec les responsables légaux se tiendra dans une structure communale. Elle prévoit des interventions de divers partenaires institutionnels : Mairie, Rectorat, MDSI, gendarmerie, M.I.J.,
Il est convenu que le chef d'établissement qui interviendra lors de la réunion au titre du Rectorat auprès des responsables légaux, ne connaîtra pas les familles, un croisement des chefs d'établissements sera organisé en fonction des familles invitées.

e) Lors de la deuxième rencontre avec les responsables légaux, une évaluation individuelle de l'impact des actions entreprises aura lieu, pour envisager avec eux les suites éventuelles en termes de prise en charge et d'accompagnement. Seront présents un représentant de l'établissement et l'adjoint délégué au service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande.

f) dans le cas d'une aggravation de situation, constatée par la famille ou les partenaires intervenants dans la mesure, une information préoccupante pourra être transmise aux services du Pôle Enfance du Conseil Départemental et à la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale . La famille sera informée de cette information préoccupante et de ses motifs.

g) Si une information préoccupante au départ d'un des établissements est effectuée pendant le déroulement de la mesure, le service des Actions Sociales et Affaires Scolaires de la Mairie de Sainte Foy la Grande. en sera informé. L'opportunité du maintien de la mesure sera alors réévaluée entre le chef d'établissement, l'assistant social scolaire et l'Adulte Relais

h) Bilan de la mise en œuvre :

Au mois de juin de l'année scolaire en cours, un bilan sur la mise en œuvre de la mesure de soutien à la parentalité, sous la forme d'une synthèse des fiches techniques transmises à l'issue de chaque session aux différents chefs d'établissements. Celle-ci ne sera pas nominative et sera transmise au C.I.S.P.D.

Article 8 – Au niveau des A.P.E.

Les chefs d'établissement informeront, dès la rentrée scolaire, les Associations de Parents d'Elèves de leur établissement, de la possibilité de solliciter le C.I.S.P.D. dans le cadre de la parentalité.

L'aide apportée aux associations pourra revêtir différentes formes : aide matérielle, humaine ou financière pour l'organisation de réunion, colloque, stage, au bénéfice des parents qui souhaitent s'informer, échanger et partager autour de leurs rôles dans la scolarité de leurs enfants.

Les établissements scolaires pourront, hors temps scolaire, accueillir certaines actions organisées par les associations de parents d'élèves qui en feront la demande.

Titre 3 : Chantier classe en alternance

Article 9 – Dans le cadre de l'opération pour la prévention de la délinquance juvénile par l'insertion économique, les partenaires du C.I.S.P.D. et de la Ville de Sainte Foy la Grande créent un dispositif de chantier classe en alternance.

Article 10 – Pourront bénéficier de ce dispositif les jeunes de plus de 14 ans en situation d'échec scolaire récurrent inscrits dans les établissements scolaires de la commune.

Lorsqu'un élève est repéré en décrochage, l'établissement détermine les difficultés rencontrées : difficultés du jeune et difficultés qu'il engendre en classe et dans l'établissement, et sollicite un stage auprès du CISPD ou de la Mairie de Sainte Foy la Grande.

Une convention est mise en place entre l'établissement, le CISPD ou la Mairie, le jeune et ses responsables légaux pour une durée maximum de 15 jours, maximum renouvelable une fois selon la situation. Un référent de l'élève pour l'établissement (le « référent décrochage scolaire ») est désigné par le chef d'établissement qui sera chargé de faire le lien entre l'intérieur et l'extérieur.

Durant sa période de stage le jeune est encadré par un agent du CISPD ou de la Mairie de Sainte Foy la Grande formé à cet effet, il apprendra à travailler dans des conditions équivalentes à celles des adultes qui l'entourent (travaux sans dangerosité). Il bénéficie d'un suivi particulier organisé par le référent décrochage scolaire ou l'Adulte Relais de la ville de Sainte Foy la Grande :

- deux entretiens minimum avec un conseiller de la Mission d'Insertion des Jeunes ou un Conseiller d'Orientation Psychologue, un en début et un en fin de période de stage, avec pour objectif d'aider le jeune à se projeter dans son projet de formation initiale et professionnelle
- Une évaluation de la Mission d'Insertion des Jeunes ou du Conseiller d'Orientation Psychologue avec le jeune de la faisabilité de son projet.
- Un tutorat scolaire pourra lui être proposé tel que défini au titre I de la présente convention
- Une rencontre entre la personne chargée de l'encadrement du stage, le jeune et le référent désigné du collège aura lieu au moins une fois par période de cinq jours.
-

Article 11 – l'évaluation du jeune pour cette période hors établissement scolaire se fera sur fiche de liaison (à établir par les partenaires du dispositif). Chacun des professionnels en lien avec le jeune aux différentes étapes notera son évaluation et les points acquis et ceux à travailler, pour permettre un suivi de sa progression. Cette fiche liaison sera en fin de période remise au Chef d'établissement par l'Adulte Relais.

Article 12- l'évaluation du dispositif se fera de manière conjointe par les services concernés de la Mairie, la MIJ, les établissements en tenant compte des indicateurs suivants :

- Nombre de jeunes ayant bénéficié du dispositif,
- Appréciation des personnels municipaux ou du CISPD en contact avec le jeune,
- Résultats obtenus en termes de poursuite de scolarité, d'orientation scolaire, de formation professionnelle ou de démarche de recherche d'emploi,
- Satisfaction des membres de l'équipe pédagogique au retour de l'élève dans l'établissement et dans la classe.

Les partenaires du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Sainte Foy la Grande affichent la promotion de l'assiduité scolaire, la réussite scolaire et l'éducation à la citoyenneté comme des priorités.

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Collège Elie Faure – Lycées Reclus et Broca Services associés : CdC du Pays Foyen Mairie de Sainte Foy la Grande, CISPDMSDI Partenaires du PEDT Association de parents d'élèves Mission Insertion Jeunes Adulte Relais Emploi Services Civiques ?
DELAIS	Voir ci-dessus
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Voir ci-dessus
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Etablissements scolaires – Mairie de Sainte Foy la Grande- CISPDMSDI – Sous Préfecture

FICHE ACTION N° 39.1 « accompagnement à la scolarité »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones
OBJECTIFS OPERATIONNELS	Accompagner la scolarité S'affranchir des barrières linguistiques.
DESCRIPTION DU PROJET	<p>Diagnostic : Décochage scolaire au collège de Sainte-Foy-La-Grande quartier prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13% des élèves de l'établissement sont en décrochage scolaire, la majorité d'entre eux sont des « absentéistes lourds » - 36% sont scolarisés en classes de 6ème et 5ème - 64% sont scolarisés en classes de 4ème et 3ème (parmi eux, 9 sont déjà en classes spécialisées) - Si une minorité d'enfants est scolarisée en classes spécialisées (36%), beaucoup accumulent les difficultés scolaires de par leurs absences et leurs niveaux (certains d'entre eux ne savent ni lire, ni écrire correctement en 3ème) <p>Description :- Actions d'aide aux devoirs, d'apports méthodologiques, d'activités culturelles et plus généralement une pédagogie de détour visant à redonner confiance aux enfants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueil, conseils, et accompagnement des familles dans les différentes étapes de la scolarité et, si elles le souhaitent, peuvent s'impliquer dans l'encadrement des actions.

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : établissements scolaires, associations d'éducation populaire, associations de parents d'élèves, communes.</p> <p>Autres partenaires : CAF, MSA, Département.</p>
DELAIS	Mise en place pour la rentrée 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Mesurer la Réussite éducative par l'amélioration des résultats scolaires, par l'épanouissement de l'enfant dans sa scolarité, par son bien être au sein de la cellule familiale, par son état de fatigue (ou non) à l'école, par son acquisition de savoirs-faires...
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Moyens matériels et humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 animateurs - intervenants associatifs - intervenants bénévoles - achats : fournitures, matériel scolaire, matériel périscolaire <p>Budget de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Budget total : 20 000 euros - CAF + Département de la Gironde + MSA : 10 000 euros - Demande Politique de la Ville: 5 000 euros - Communauté de Communes : 5 000 euros

FICHE ACTION N°39.2 « Dis-moi Dix mots » association zone franche

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 15 : Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les allophones
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> -Obtenir le Label « Ville Partenaire » dans le cadre du dispositif « Dis moi dix mots ». -Créer du lien. -Se rencontrer, s'écouter, s'exprimer définir l'idée d'une action commune. - Accompagnement dans le respect de l'autre par des ateliers de découverte, du service culturel, de lectures, d'écriture, d'enregistrements, d'ateliers théâtres, de musique, vidéos, photographies.
DESCRIPTION DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> -présenter les projets conçus autour des dix mots ou de la thématique : exposition de productions artistiques, lectures de textes, de poèmes ou de saynètes... -mêler les différents publics ayant participé aux activités (scolaires, pensionnaires d'une maison de retraite, commerçants) ; -organiser, plus largement, des événements autour de la langue française destinés au grand public

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : association Acteur : Zone Franche</p> <p>Services associés : Communauté de Communes du pays Foyen</p> <p>Partenaires : écoles, communes, tissu associatif, centre social, artistes locaux, DRAC</p>
DELAIS	Rentrée 2015.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>L'implication des élèves dans les activités périscolaires.</p> <p>Le taux de participation au projet.</p> <p>La qualité du partenariat avec les équipes enseignantes.</p> <p>L'implication des familles dans les actions proposées liées au projet</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>DRAC, Département, Communauté de Communes du pays Foyen, Communes.</p> <p>Coût : 5400 euros</p>

FICHE ACTION N° 40.1 : « Soirée Jeux et Musique »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des pratiques novatrices adaptées à la Bastide. - Passer un moment convivial entre générations. Echanger autour du jeu de société. Permettre aux jeunes et aux personnes âgées de mieux se connaître. Favoriser la rencontre et la détente des habitants. - Faire vivre un lieu du quartier cible : le jardin public. - Proposer des moments musicaux travaillés par les jeunes.
DESCRIPTION DE L'ACTION	<p>Une soirée animée par des professionnels de la CdC autour du jeu de société (jeux de plateau...) et du jeu grandeur réelle (jeux de sol...). Entrée libre et ouverte à tous. Proposition de restauration sur place tout au long de la soirée.</p> <p>Un spectacle musical en plein air ouvert à tous.</p> <p>Un questionnaire sera adressé au public pour connaître leur opinion sur la création d'un espace de jeux à Sainte-Foy-la-Grande.</p>

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Tissu associatif local, Commune de Sainte-Foy-la-Grande, établissements accueillants des personnes âgées sur le territoire.</p>						
DELAIS	Juillet 2015.						
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des habitants - Participation des jeunes - Réponse au questionnaire - Satisfaction du public. - Convivialité et qualité des échanges au cours de la soirée. 						
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Moyens matériels et humains :</p> <p>Matériel : achats de jeux, alimentation, communication (affiches flyers), décorations pour la salle.</p> <p>Humain : 3 à 4 animateurs mobilisés pour organiser la manifestation et animer la soirée.</p> <p>Budget de l'action :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%; text-align: center;">Dépenses</th> <th style="width: 50%; text-align: center;">Recettes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="3" style="vertical-align: top;">Coût : 7000 € (achats, communication, charges du personnel)</td> <td style="text-align: center;">Département : 1000 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Politique de la ville : 3000 €</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CDC : 3000 €</td> </tr> </tbody> </table>	Dépenses	Recettes	Coût : 7000 € (achats, communication, charges du personnel)	Département : 1000 €	Politique de la ville : 3000 €	CDC : 3000 €
Dépenses	Recettes						
Coût : 7000 € (achats, communication, charges du personnel)	Département : 1000 €						
	Politique de la ville : 3000 €						
	CDC : 3000 €						

FICHE ACTION N° 40.2 : « La Science en bas de Chez toi »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Permettre l'accès à la culture scientifique et technique pour tous notamment les jeunes filles qui en sont souvent éloignées Sensibiliser le public à la démarche expérimentale afin d'éveiller sa curiosité Permettre aux jeunes ne fréquentant pas les structures de loisirs de bénéficier d'une animation

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : association Acteur : Les Petits Débrouillards Aquitaine Services associés : - communauté de communes du Pays Foyen - ACSE - Région Aquitaine - département de la Gironde - commune de Sainte Foy la Grande
ACTION	La science en bas de chez toi animations dans un lieu public, accessibles à tous, chaque après-midi pendant une semaine
DELAIS	Aout 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de participants Nombre de jeunes filles Nombre de jeunes du quartier
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	- communauté de communes du Pays Foyen - ACSE - Région Aquitaine - département de la Gironde Moyens mobilisés par l'association : 4 animateurs, un coordonnateur, matériel/ 1 tente Coût : 4000 euros

FICHE ACTION N°40.3 « stage musique et danse »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Mobiliser les associations et les acteurs sociaux pour amener les jeunes vers des pratiques sportives et culturelles (initiations, ateliers découverte ...)

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : association Acteur : Atelier 104</p> <p>Services associés : établissements scolaires, MDSI, CDC et service enfance et jeunesse, conseil départemental, état.</p>
ACTION	Pendant les vacances scolaires, sous la forme de stages, découverte d'activités collectives : percussions, chant, danse, ...
DELAIS	<p>Une expérience similaire a déjà été déjà réalisée aux vacances de pâques 2015.</p> <p>Actions reconductibles chaque année, lors des vacances scolaires de Toussaint et de Pâques.</p>
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de jeunes issus du quartier prioritaire</p> <p>Nombre de jeunes filles issues du quartier prioritaire</p> <p>Fidélité des jeunes lors des différents temps proposés dans l'année, Jusqu'à une implication régulière avec pratique toute l'année.</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Equipe professionnelle encadrant, bénévolat, locaux mis à disposition par la municipalité.</p> <p>Coût : 14 000 euros</p> <p>Financements : Appel à Projet ACSE</p>

FICHE ACTION N°40.4 « Spectacle vivant et ateliers scéniques ou de mini-stages d'initiation au théâtre »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Mobiliser les associations sportives et culturelles locales et les acteurs sociaux (adulte relais, CCAS) pour amener les jeunes vers les pratiques sportives et culturelles

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : association Acteur : Club Agalliao Services associés : DRAC, Etat, établissements scolaires, associations caritatives
ACTIONS	DESCRIPTION DE L'ACTION : - Ajouter à la programmation actuelle (5 à 8 spectacles trimestriels) spectacles invités accessibles à tout public en difficulté avec entrée gratuite ou modulée, sur des thèmes et avec des horaires adaptés. - Organisation d'ateliers scéniques ou de mini-stages d'initiation au théâtre sous une forme ludique, avec présentation des réalisations. OBJECTIFS DE L'ACTION : Faciliter l'accès de populations « captives » et dépourvues d'expérience culturelle à des activités qui favorisent la mixité sociale et le « bien vivre ensemble ».
DELAIS	A partir de 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de participants du quartier prioritaire Nombre de jeunes du quartier prioritaire Nombre de jeunes filles du quartier prioritaire
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	- Budget total de l'action : 18 000 euros (Equipements scéniques, recrutement d'un intervenant professionnel 5 heures par semaine, prestations, honoraires, salaires, déplacements) - Etat, DRAC Appel à Projet ACSE Coût : 18 000 euros

FICHE ACTION N°40.5 « Journées Foyennes en « Rouge et Noir »»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Mobiliser les associations sportives et culturelles locales et les acteurs sociaux (adulte relais, CCAS) pour amener les jeunes vers les pratiques sportives et culturelles

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : association Acteur : Stade Foyen</p> <p>Services associés : Commune, Association « Drop de béton », Ecole primaire, Ramassage scolaire, Commerçants de la Bastide, CNDS, Etat</p>
ACTIONS	<p>DESCRIPTION DE L'ACTION : Organisation sur deux journées les 19 et 20 Juin 2015 : - Spectacle gratuit pour les scolaires (public / privé) à la salle des fêtes de Sainte-Foy-La-Grande (Goûter – viennoiseries) - Circuit sur les quais pour les plus jeunes - Rugby drop de béton pour les jeunes (activités mixtes : fille – garçon) - Course cycliste en ville - ...</p> <p>- OBJECTIFS DE L'ACTION : - Faire découvrir et faciliter l'accès aux jeunes du quartier prioritaire « quartier bourg » et aux jeunes du territoire à l'activité sportive de rugby. - Le rugby a fort caractère identitaire sur le Pays Foyen, elle peut favoriser l'insertion sociale des jeunes issus du quartier prioritaire sur notre territoire - Encourager la pratique féminine de l'activité sportive de rugby</p>
DELAIS	Juin 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de participants du quartier prioritaire Nombre de jeunes du quartier prioritaire Nombre de jeunes filles du quartier prioritaire</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>- Budget total de l'action : 15000 euros Appel à Projet ACSE</p>

FICHE ACTION N°40.6: « Tremplin Aquil'Tour »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en avant l'action et la participation des jeunes dans la vie associative. - Leur donner accès aux activités du territoire. - Valoriser l'action musicale des jeunes. - Créer une soirée festive et animer le quartier pour les habitants. - Prévenir les dangers de l'alcool au volant. - Encourager le développement des pratiques artistiques et culturelles des amateurs (non professionnels et non signés auprès de labels et/ou maisons de disques), notamment des jeunes - Favoriser la citoyenneté des jeunes - Faire émerger de nouvelles formations musicales sur le territoire - Valoriser le savoir-faire des jeunes - Elargir les réseaux des acteurs culturels
DESCRIPTION DE L'ACTION	<p>Éléments de diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible taux d'inscription des jeunes du quartier prioritaire dans les associations sportives et culturelles présentes sur le quartier prioritaire et le territoire vécu. Peu d'accès à la culture et aux activités artistiques pour les jeunes issus du quartier prioritaire. - Besoin d'activités qui rassemblent des jeunes de toutes catégories sociales issus du territoire. <p>Descriptif de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une soirée ouverte à tous - Organisation de la demi-finale du « Tremplin Aquil'Tour : concerts des groupes (accès libre tout public) - Buvette - Stand à l'entrée de la salle avec des actions prévention concernant l'alcool au volant

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays Foyen</p> <p>Services associés : Tissu associatif local, commune de Sainte-Foy-la-Grande, département de la Dordogne (antenne culturelle 24), salles de concerts (Lembarzique, Rocksane, l'Accordeur, le Chai...), association de prévention des conduites addictives et des dangers de l'alcool au volant, DRAC.</p>
DELAIS	Mai 2015.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des jeunes à l'événement - Adhésion des jeunes et des filles en particulier à cette soirée. - Satisfaction des participants. - Répercussion, impact de l'action de prévention.

FINANCEMENTS OU MOYENS
MOBILISES

Moyens matériels et humains :

- Prestataire son et lumière
- Communication, flyers, affiches
- Achats : fournitures
- Frais de bouche : repas des musiciens, organisateurs, partenaires
- 4 agents organisateurs communauté de Communes
- valorisation du bénévolat

Budget de l'action :

- Budget total : 6000 euros
- Demande Politique de la Ville : 3000 euros
- Demande DRAC : 1000 euros
- Conseil Général 24: 1000 euros
- Communauté de Communes : 1000 euros

FICHE ACTION N°40.7 «Le sport ça me dit»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Mobiliser les associations sportives et culturelles locales et les acteurs sociaux (adulte relais, CCAS) pour amener les jeunes vers les pratiques sportives et culturelles (initiation, ateliers, découvertes, partage de valeurs sans forcément subir les contraintes des licences sportives,...)

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CDC services des sports</p> <p>Services associés : CDC animation jeunesse et enfance jeunesse, CNDS, associations</p>
ACTIONS	<p>action : « Le sport ça me dit » : Achat de deux cubes sportifs contenant du matériel sportif Mise à disposition des deux cubes sportifs pour les associations, pour des animations de quartiers, et pour la petite enfance</p> <p>Ouverture des terrains intercommunaux hors compétitions et entraînements sportifs</p>
DELAIS	2015 - 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Fréquentation des lieux par les jeunes du quartier Nombre d'animations sportives avec ce matériel sportif Nombre de jeunes du quartier aux activités sportives</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	

FICHE ACTION N°40.8 «j'apprends à nager»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	apprentissage de la natation pour des enfants de 6 à 12 ans résidant prioritairement en Quartier Politique de la Ville

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CDC services des sports</p> <p>Services associés : CDC animation jeunesse et enfance jeunesse, CNDS, associations, Etat</p>
ACTIONS	<p>Une évaluation conduite par le Ministère de l'Education Nationale dans le cadre du plan « j'apprends à nager » sur 300 collèges montrent que 48% des élèves ne savent pas nager à l'entrée en 6ème.</p> <p>action :</p> <p>la mise en place de stages d'apprentissage de la natation pour des enfants de 6 à 12 ans résidant prioritairement en Quartier Politique de la Ville (QPV) ou en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR).</p> <p>stages qui se déroulent pendant les congés scolaires, le week-end ou lors des temps périscolaires avec :</p> <p>Un minimum de 10 heures pouvant être divisé en séances de 30 minutes à 1 heure selon le niveau et l'âge des enfants. Un maximum de 15 enfants par stage. Un encadrement par du personnel qualifié. La nécessité de réussite au test « Sauv'Nage » validé par la CIAA.</p>
DELAIS	2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de jeunes du quartier aux stages
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Des moyens spécifiques sont alors mis en place dans le cadre du plan « Citoyen du Sport »

FICHE ACTION N°41 « Elargir les actions cap 33 »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Elargir les actions cap 33 pour capitaliser sur leur réussite estivale

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : CDC tourisme Services associés : équipe cap 33, tissu associatif local et équipe d'animation
ACTIONS	Mise en place d'animations évènementielles sur la Bastide raid urbain rallye famille Animations de quartiers en proposant en plus de ce qui se fait déjà des animations en centre-ville et sur les lieux sensibles. (tournois foot, découverte, tir à l'arc...) Mettre en place des stages sportifs qui rentreraient dans le cadre des chèques vacances
DELAIS	été 2016 (uniquement si subvention)
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Fréquentation du lieu Implication des associations Mise en place d'animations évènementielles autour du lieu
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Elargissement de l'équipe d'animation et du temps supplémentaire de préparation. (si subventions supplémentaires) Coût : 35 000euros

FICHE ACTION N°42.1 « course d'orientation urbaine »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Proposer des pratiques sportives novatrices Course d'orientation urbaine

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : CDC service des sports Services associés : tourisme, ligue d'aquitaine de course d'orientation, mairie de sainte foy et de Pineuilh, CNDS, écoles
ACTIONS	Mise en place d'un parcours permanent sur la Bastide avec un support de carte homologué ffco (fédération française course d'orientation)
DELAIS	Début janvier 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	-Fréquentation du lieu et remise de cartes supports aux habitants du quartier prioritaire -mise en place d'animations événementielles autour du lieu
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Mise en place de balises urbaines permanentes pouvant toutefois être changé de place Cout approximatif 2500 €

FICHE ACTION N°42.2 «Kamp et ateliers»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Proposer des pratiques sportives et culturelles novatrices

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Commune Services associés :
ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de zone de pratique de glisse en milieu urbain (skate park, rampe de glisse...) <p style="margin-left: 40px;">Objectifs :</p> <p>Permettre l'accès au sport et culture pour tous. Favoriser l'investissement personnel des jeunes. Permettre aux jeunes d'accéder à des sports et une culture en phase avec leur temps, de co concevoir et réaliser des projets sportifs et culturels.</p>
DELAIS	Fin 2015 - début janvier 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Création du lieu Fréquentation du lieu par les jeunes du quartier Implication des jeunes Animations évènementielles autour du lieu
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	

FICHE ACTION N°42.3 «Horizon bleu 2016»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Proposer des pratiques sportives novatrices discipline urbaine

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS association de jeunes pratiquants mairie de sainte foy la grande et cdc pays foyen	Chef de file : Commune Services associés : CDC animation jeunesse et enfance jeunesse, CNDS, associations
ACTIONS	<p>Actions dans le cadre de la coupe d'Europe de football Horizon bleu 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tournois de football inter-quartiers, inter-villages, fête du football - Quiz pédagogiques autour du football - Retransmissions sur le quartier des matchs avec animations - Achats de place pour assister au match de football à Bordeaux pour des jeunes - Equipements ou matériels sportifs éventuels sur et à proximité de quartier
DELAIS	2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Fréquentation des lieux et activités par les habitants du quartier
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	A définir dans le cadre de l'Euro 2016

FICHE ACTION N°43 : « étude de préfiguration d'un Pôle culturel »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'accès à la culture. - Redonner une dynamique, un souffle à un équipement structurant du territoire. - Mutualiser les espaces culturels pour les différents publics du territoire. - Améliorer le cadre de vie des habitants par un équipement s'intégrant au paysage urbain.
DESCRIPTION DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de préfiguration pour la reconfiguration du cinéma sur le site La Brèche. - Garder les films plus longtemps à l'affiche permet d'accueillir plus de public. Pour cela, il est nécessaire de créer de nouvelles salles de cinéma et ainsi de pouvoir programmer plusieurs films au même moment. - Créer des espaces mutualisés permettrait d'accueillir différents publics à des moments distincts dans la journée. - Un hall d'entrée servant de hall d'exposition permettrait aux artistes locaux de mieux se faire connaître par le grand public. - Ouvrir cet équipement aux espaces publics extérieurs (jardin public, place) pour créer du lien entre les différents espaces publics.

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Communauté de Communes du Pays foyen</p> <p>Services associés : Association du cinéma La Brèche, Commune de Sainte-Foy-la-Grande, DRAC, département, région.</p>
DELAIS	?
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<ul style="list-style-type: none"> - Fréquentation du public. - Utilisation des espaces polyvalent par les différents publics (scolaires, personnes âgées, jeunes, familles...) - Amélioration du cadre de vie des habitants.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité, pré-programme 9500 € - Programme technique détaillé : 6500 € <p>Coût total : 16 000 euros</p>

FICHE ACTION N°44 « assos en fête »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 16 : Favoriser l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour le plus grand nombre et notamment pour les jeunes filles
OBJECTIF OPERATIONNEL	Favoriser un accès financier aux jeunes du quartier qui voudraient s'inscrire dans des associations sportives et culturelles

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : CDC</p> <p>Services associés : Associations, communes, Conseil Général, DRAC, Etat, CNDS</p>
ACTIONS	<p>Action :</p> <p>Sur une journée dédiée, mise en place d'ateliers d'initiation et de découvertes sportives et culturelles pour les jeunes, et les habitants du quartier prioritaire et du territoire</p> <p>Programmation sur cette scène pour les représentations et initiations</p> <p>Expositions effectuées par les jeunes</p> <p>Forums vivants avec des stands facilitant les échanges entre les associations et la population</p> <p>Chèques inscription association : les jeunes issus du quartier prioritaire qui signeront dans une association une pré-inscription le jour d'assos en fête, pourront bénéficier d'une aide financière ou d'une réduction pour leur inscription. (communication au préalable dans les écoles et auprès des associations)</p>
DELAIS	A partir de 2015 (uniquement si subvention)
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de jeunes du quartier inscrits dans les associations</p> <p>Nombre de jeunes filles inscrites dans les associations</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>Coût : 10 000 euros</p> <p>Financements : ACSE</p>

FICHE ACTION N°45 « Projet dédié au public 12-25 ans »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 17 Favoriser l'engagement des jeunes
OBJECTIF OPERATIONNEL	Créer du lien entre les acteurs du territoire et la jeunesse d'une part, entre les jeunes d'autre part. - Favoriser leur implication personnelle dans de projets. Mise en place d'un lieu de rencontre et d'information spécifique au public "jeunes"
DESCRIPTION DE L'ACTION	Un diagnostic jeunesse est en cours afin de dégager les principales problématiques liées à ce public sur le territoire et déterminer une offre adaptée. Création d'une web radio facteur de liens et de parole, au sein d'un lieu de rencontre dédié au public "jeunes", porté par l'association « Zone Franche »

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : CDC Services associés : Les associations partenaires Partenaires : CAF, MSA, département.
DELAIS	Janvier 2016.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Diagnostic : action avec les structures et interventions envers la jeunesse jusqu'à l'âge de 17 ans. Manques pour les jeunes après cet âge <ul style="list-style-type: none"> • Taux de présence des jeunes. • Nombre d'actions mises en place et gérées par les jeunes. • Statistiques et nombre de vues web • Qualité des échanges autour des projets.
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	DDCS, CD33, CAF/MSA, fonds européens pour la culture. Disposition d'un local facile d'accès et à identifier. Etude de préfiguration, coût de l'action à définir

FICHE ACTION N°46.1« Association citoyenne intercommunale de jeunes »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 17 Favoriser l'engagement des jeunes
OBJECTIF OPERATIONNEL	Encourager les jeunes à être acteurs des actions Les accompagner sur les projets

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : Pineuilh Services associés : communes, associations, CAF, MSA, Département
ACTIONS	<p>Action 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monter une association qui rassemble des jeunes issus de la commune de Pineuilh et de la commune de Sainte-Foy-La-Grande : des jeunes issus des 2 communes et des jeunes issus du quartier prioritaire. Cette association à l'initiative d'un jeune de 19 ans issu de Pineuilh, sera accompagnée par une autre association pour sa création. <p>Action 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire participer ces jeunes à la réalisation de projets des 2 communes. L'association aidera à la réflexion, l'organisation, et la réalisation d'actions menées par les communes et des associations. - Les jeunes de l'association participeront aussi à la réalisation de projets qu'ils auront construits (ex stade de réflexion des jeunes : site internet, aménagements sportifs, concours, développement durable, etc...). Ils mèneront a bien des actions qu'ils porteront du stade de la réflexion à la réalisation - L'association aidera à l'organisation de concerts de rue sur le quartier.
DELAIS	Action 1 : 2 ^{ème} semestre 2015 Action 2 : à partir de 2016
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	Nombre de jeunes du quartier prioritaire dans l'association
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Schéma Départemental Jeunesse et appels à projets Initiatives de Jeunes Coût : 10 000 euros (commune Pineuilh: 4000 euros) Financements : ACSE

FICHE ACTION N°46.2 « jeunes et citoyens »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 17 Favoriser l'engagement des jeunes
OBJECTIF OPERATIONNEL	Encourager les jeunes à être acteurs des actions Les accompagner sur les projets

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Sainte-Foy-La-Grande</p> <p>Services associés :</p> <p>303 TREENITY AMAYA VILLE PARTENAIRES ASSOCIATIONS HABITANTS</p>
ACTION	<p>Créer une programmation culturelle de la ville à travers un festival mettant en valeur la Bastide et le Pays Foyen se basant sur un tiers lieux culturel innovant et une programmation annuelle.</p> <p>Faire de la commune un véritable pôle culturel d'expression et de formation valorisant les savoirs faire locaux. Co développer la médiathèque en tiers lieu culturel innovant.</p> <p>Co concevoir et réaliser un festival d'été où la culture du Pays Foyen rencontre les cultures du monde et fait vivre à l'ensemble du pays une programmation culturelle innovante mettant en avant les circuits courts, les productions locales, le pays et les meilleures pratiques de chacun en les partageant avec celles du monde : « il était une fois »...</p> <p>Lancer les saisons par trois jours de mini festival</p> <p>Faire réaliser aux jeunes et aux volontaires des événements propres pour développer une activité à l'année.</p>
DELAIS	A partir d'Aout 2015 avec un concert de lancement.
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Nombre de jeunes du quartier participant au projet</p> <p>Nombre de jeunes du quartier porteurs de projets</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>2000€ pour le concert de lancement</p> <p>A co concevoir avec la ville et la CDC pour le reste du projet.</p>

FICHE ACTION N°47 « accès au droit et médiation »

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 18 Favoriser l'accès aux droits et aux services
OBJECTIF OPERATIONNEL	Accompagnement socio-éducatif des familles vulnérables (tout public) avec une entrée singulière relative à l'habitat des gens du voyage. Poste Adulte Relais et binôme (moniteur éducateur)

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	<p>Chef de file : Association Acteur : Centre Social d'ici et d'Ailleurs</p> <p>Services associés :</p> <p>CDC CAF MDSI RSP MISSION LOCALE ... ARS Polices Municipales, Gendarmerie Opérateurs logements 33 et 24 Education spécialisée Conseil Départemental DDT Elus des communes de la CDCPF Associations Intermédiaires (ASPAT...) Association d'Ici et d'Ailleurs...Poste Adulte Relais</p>
DELAIS	12/18 mois
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	<p>Typologie des demandes d'accompagnements (administratif, santé, insertion économique, logement). Nombre d'accompagnements réalisés Partenariat mis en œuvre (MDSI...acteurs de l'insertion). Accompagnements individualisés et mobilité... Nombre et Demandes de sédentarisation arrivées à terme... Evolution de la sédentarisation de familles GDV dans les communes de Ste Foy et Pineuilh... Outils adaptés mis en place (habitat social classique, programme particulier : PLAI...) Amélioration du contexte local, relations, tranquillité publique</p>
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	<p>CONSEIL DEPARTEMENT, MSA...</p> <p>CDC : financement adulte relais : 10 437,5 euros</p>

FICHE ACTION N°48 «Renforcement de l'offre d'accès aux droits_»

ORIENTATION STRATEGIQUE	Orientation 18 Favoriser l'accès aux droits et aux services
OBJECTIF OPERATIONNEL	Objectif opérationnel : Favoriser l'accompagnement des familles vulnérables

FICHE TECHNIQUE

ACTEURS	Chef de file : CAF Services associés : Communauté de Communes (RSP), Communes (CCAS)
ACTIONS	Actions : <ul style="list-style-type: none"> - Par le renforcement de la permanence d'accueil CAF au relais des services publics de Sainte Foy La Grande (organisation d'un accueil un jour par semaine au lieu d'une fois tous les 15 jours) - Par la mise en œuvre d'actions favorisant l'accès aux droits : rendez-vous des droits, réunions d'informations, sensibilisation au Caf.fr - Par la mise en œuvre d'offres de services en travail social dans les domaines de la parentalité, du logement et de l'insertion.
DELAIS	dès 2015
INDICATEURS DE RESULTATS PROPOSES	nombre de visites sur la permanence CAF nombre d'actions favorisant l'accès aux droits profil des allocataires touchés
FINANCEMENTS OU MOYENS MOBILISES	Mise à disposition chaque semaine d'un lieu de permanence et ponctuellement d'une salle de réunion au Rsp, intervention des professionnels de la CAF (Technicien conseil, travailleur social, charge de conseil et d'accès aux droits)

PARTIE 5

TABLEAUX DES MOYENS

Pilier cadre de vie & renouvellement urbain

FINANCEMENTS "sous réserve d'éligibilité"													
Orientations stratégiques	Actions	Coût	ETAT	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS FOYEN	COMMUNES	CONSEIL REGIONAL	DEPARTEMENT	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	POLE EMPLOI	MISSIONS LOCALES	BAILLEURS SOCIAUX	EPIDE
Orientation 1 : Affirmer un Projet Urbain	Fiche N°1 Etude de Revitalisation de la Bastide	Montant de l'étude 1ère session : 124 550 euros HT (66 206,48 euros HT réglés) Montant de l'étude 2ème session : 69 550 euros HT (hors tranches conditionnelles)	X	X	X	X	X						
	Fiche N°2 Inciter à la rénovation de l'habitat privé		X	X			X	X					
	Fiche N°3 Lutte contre l'habitat indigne		X										
Orientation 2 : Améliorer l'offre et la qualité des logements	Fiche N°4 Amélioration du logement social					X							
	Fiche N°5 Auto-réhabilitation Accompagnée	15969 eur	X	X			X	X					
	Fiche N°6 Réduction de la consommation énergétique	OPAH	X	X			X	X					
Orientation 3 : Améliorer la qualité des espaces urbains avec les habitants	Fiche N°7 Adapter les logements	OPAH	X	X			X	X					
	Fiche N°8 Requalification de la place du Foirail		X		X	X							
	Fiche N°9 Je relook ma rue	30 000 eur	X (FISAC) X (ACSE)			X							
	Fiche N°10 création d'aires piétonnes	7 500 eur			X								

Lignes en gris: Pilier Valeurs Républicaines et Citoyenneté

PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & EMPLOI

FINANCEMENTS "sous réserve d'éligibilité"

Orientations stratégiques	Actions	Coûts	ETAT	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS FOYEN	COMMUNES	CONSEIL REGIONAL	DEPARTEMENT	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	POLE EMPLOI	MISSIONS LOCALES	BAILLEURS SOCIAUX	EPIDE
Orientation 4 : Coordonner les dispositifs	Fiche N°11 Territorialiser le réseau de partenaires												
Orientation 5 : Lever les freins à l'emploi et à la formation	Fiche N°12.1 Soirée de l'alternance	8 000 eur		X		X							
	Fiche N°12.2 Les Bâtisseurs de cathédrales	12 000 eur				X							
	Fiche N°12.3 Poser des actions prioritaires au regard du diagnostic de l'apprentissage												
	Fiche N°13 Pôle d'excellence territorial			X									
	Fiche N°14.1 chantiers de formation et d'insertion sur le territoire				X	X							
	Fiche N°14.2 Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par le biais de clauses d'insertion dans les marchés publics												
	Fiche N°14.3 crèche multi-accueil	850 000 eur	X	X		X	X	X					
	Fiche N°15.1 Garage social	4300 eur											
	Fiche N°15.2 Mobilisation et dynamisation pour l'emploi	10 000 eur	X (ACSE)										
	Fiche N°15.3 Développement de l'activité économique et de l'emploi	73 912 eur	X (ACSE)			X							
	Fiche N°15.4 Renforcer l'accompagnement des DEBOE												
	Fiche N°15.5 Favoriser l'insertion des demandeurs d'emplois par l'accompagnement des personnes en CUI CAE		X			X							
	Fiche N°15.6 Garantie Jeunes										X		
	Fiche N°16 Promotion des mesures et des aides à l'emploi auprès des employeurs potentiels												

Orientation 6: Favoriser le maintien et le développement de l'offre commerciale et d'entreprise de proximité sur le quartier et le territoire	Fiche N°17 Etude sur la valorisation des zones d'activité et entrées de villes de l'agglomération			X		X							
	Fiche N°18 Consolider et développer l'offre commerciale et d'entreprise	94 000 eur	X(FISAC)	X		X							
	Fiche N°19 Carte maline	10 000 eur	X(FISAC)										
	Fiche N°20 « ptits dej » des entreprises	10 000 eur	X(FISAC)			X							
	Fiche N°21.1 Expérimentation et identification de porteurs de projets potentiels	5 000 eur		X		X							
	Fiche N°21.2 Visio-conférence												
	Fiche N°21.3 L'entrepreneuriat	3500 eur		X		X							
Orientation 7: Favoriser le développement économique	Fiche N°22 « Côté salon » et « la fête du vin et de la gastronomie »	100 000 eur	X(FISAC)			X							
	Fiche N°23 Sentiers d'interprétation de la Bastide	11 500 eur	X(ACSE)	X		X(FEDER)							
	Fiche N°24 Appréhender ma bastide et ma rivière	30 000 eur	X(ACSE)	X		X(FEDER)							
	Fiche N°25 développer et structurer l'offre touristique de la Bastide		X	X		X							
	Fiche N°26 Franco- British Week	30 000 eur	X(ACSE)			X							
	Fiche N°27 Mise en place d'un WIFI territorial et d'un espace dédié	7 000 eur		X		X(FEDER)							
	Fiche N°28 Les ambassadeurs du territoire	24 000 eur	X(ACSE)	X		X(FEDER)							
	Fiche N°29 Développement de l'offre quantitativement et qualitativement des hébergements de la Bastide					X(FEDER)							

Lignes en gris: Pilier Valeurs Républicaines et Citoyenneté

PILIER COHESION SOCIALE
ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES "sous réserve d'éligibilité"

Orientations stratégiques	Actions	Coûts	ETAT	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS FOYEN	COMMUNES	CONSEIL REGIONAL	AGENCE REGIONALE DE SANTE	DIRECTION REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES	DEPARTEMENT	CAI SSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	POLE EMPLOI	MISSIONS LOCALES	BAILLEURS SOCIAUX	EPIDE
Orientation 8 : Favoriser l'accès aux soins	Fiche N°30 Lutte contre la désertification médicale			X			X								
Orientation 9 : Améliorer l'information et l'orientation des professionnels de santé	Fiche N°31 Réseau de professionnels de santé 60 000 eur														
Orientation 10 : Accompagner le vieillissement de la population	Fiche N°7 Adapter les logements			X											
Orientation 11 : Agir sur la santé psychique et développer la prévention des pratiques addictives	Fiche N°32 Atelier Parentalité 15 000 eur														
Orientation 12 : Agir sur l'alimentation et lutter contre la malnutrition	Fiche N°33 ateliers agir sur l'alimentation		x (DRAAF)				X								
	Fiche N°34 Volet Santé dans le PEDT : formation des animateurs			X											
réussite éducative des enfants en relation avec les parents	Fiche N°35.1 LAEP 30 000 eur		x (ACSE)	X						X					
	Fiche N°35.2 Quinzaine de la Petite Enfance 15 000 eur			X						X					
	Fiche N°35.3 Point Accueil Ecoute Jeunes et Parents 37 000 eur		x (ACSE)						X	X					
	Fiche N°36 Fusion écoles maternelle et primaire 756 210 euros HT				x (Sainte-Foy)										
	Fiche N°37 Réussite scolaire														
Orientation 14 : Coordonner les acteurs éducatifs et sociaux: Enseignants, parents, enfants, collectivités, associations.	Fiche N°38.1 Créer du lien entre les acteurs éducatifs en s'appuyant sur le Projet éducatif de territoire		X	X					X	X					
	Fiche N°38.2 Préciser les conditions de mise en œuvre de certaines opérations C.L.S.P.D en lien avec les établissements scolaires publics du second degré														
Accompagner la scolarité et s'affranchir des barrières linguistiques. Lutter contre l'illettrisme et accompagner les	Fiche N°39.1 Accompagnement à la scolarité 20 000 eur		x (ACSE)	X					X	X					
	Fiche N°39.2 Dis-moi Dix mots 5 400 eur			X				X							

Axes transversaux "financements sous réserve d'éligibilité"

Axe transversal	Périmètre		Co-financeurs Axes transversaux (menu déroulant)	Prévisionnel 2015 en €	Réalisé 2015 en €	Prévisionnel 2015 en ETP	Réalisé 2015 en ETP	Prévisionnel 2016 en €	Réalisé 2016 en €	Prévisionnel 2016 en ETP	Réalisé 2016 en ETP	Prévisionnel 2017 en €	Réalisé 2017 en €	Prévisionnel 2017 en ETP	Réalisé 2017 en ETP	Valorisation			Observations	
	Ville	QP														Nature	Montant prévisionnel 2015	Montant réalisé 2015		
Conseil Citoyen	Commune X	QP Y	Co-financeurs axes transversaux			ACSE														
Ingénierie	Commune X	QP Y	Co-financeurs axes transversaux																	

Co-financeurs Pilier Cohésion Sociale (menu déroulant)	Co-financeurs Pilier Renouveau urbain (menu déroulant)	Co-financeurs Pilier Développement économique et emploi (menu déroulant)	Co-financeurs axes transversaux
Commune	Commune	Commune	Etat
Intercommunalités	Intercommunalités	Intercommunalités	commune
Conseil Général	Conseil Général	Conseil Général	Intercommunalités
Conseil Régional	Conseil Régional	Conseil Régional	Conseil Général
Organismes sociaux : XXX	Caisse des dépôts et consignations	Missions locales et maison de l'emploi : XXX	Conseil Régional
Adoma	ANRU	Pôle emploi	Fonds Européens
Autres organismes publics : XXX	EPARECA	ANRU	Autre
BOP 104 Intégration et accès à la nationalité française (Intérieur)	BOP 135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat hors opérateurs	Caisse des dépôts et consignations	
BOP 176 Police nationale (Intérieur)	BOP 203 Infrastructure et services de transports hors opérateurs	Chambres consulaires	
BOP 152 Gendarmerie nationale (Intérieur)	Autres BOP	EPARECA	
BOP 307 Administration territoriale (Intérieur)	Adoma	Autres organismes publics : XXX	
Autres BOP Ministère de l'intérieur	Anah	FEDER	
BOP 101 Accès au droit et à la justice (Justice)	Ademe	FSE	
BOP 182 Protection judiciaire de la jeunesse (Justice)	EPF	BOP 102 Accès et retour à l'emploi	
BOP 107 Administration pénitentiaire (Justice)	EPA	BOP 103 Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	
BOP 178 Préparation et emploi des forces (Défense)	Baillleurs	BOP 134 développement des entreprises et du tourisme	
BOP 167 Lien entre la nation et son armée (Défense)	Autres organismes publics : XXX	BOP 304 Inclusion sociale, protection des personnes, économie sociale et solidaire (Affaires sociales)	
BOP 212 Soutien de la politique de la défense (Défense)	CAF	Autres BOP	
BOP 139 Enseignement privé 1er et 2nd degré (Education)	Agences d'urbanisme	P147-Acsé- AR	
BOP 140 Enseignement scolaire public 1er degré (Education)	Entreprises	P147-Acsé- Crédits foncibles départementaux	
BOP 141 Enseignement scolaire public 2nd degré (Education)	FEDER	P147-Acsé- Crédits foncibles régionaux	
BOP 230 Vie de l'élève (Education)	FSE		
BOP 231 Recherche et enseignement supérieur (Education)	Dotation politique de la ville		
BOP 150 Formations supérieures et recherche universitaire (Education)	P147-Acsé- Crédits foncibles départementaux		
BOP 231 Vie étudiante (Education)	P147-Acsé- Crédits foncibles régionaux		
BOP 224 transmission des savoirs et démocratisation de la culture (Culture)	FIPD		
BOP 124 Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Affaires sociales)	MIDELCA		
BOP 157 Handicap et dépendance			
BOP 177 Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables			
BOP 304 Inclusion sociale, protection des personnes, économie sociale et solidaire (Affaires sociales)			
BOP 204 Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins (Affaires sociales)			
BOP 219 Sport			
BOP 163 Jeunesse et vie associative (hors FONJEP)			
Postes FONJEP			
BOP 137 Égalité entre les femmes et les hommes			
Autres BOP			
FSE			
P147-Acsé- AR			
P147-Acsé- ERE			
P147-Acsé- Crédits foncibles départementaux			
P147-Acsé- Crédits foncibles régionaux			
FIPD			

ANNEXES DU CONTRAT DE VILLE DU QUARTIER BOURG

ANNEXE 1
CONVENTION INTERCOMMUNALE
D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

ANNEXE 2
CONVENTION D'ATTRIBUTION DE
L'ABATTEMENT DE LA TFPB

ANNEXE 3

DOTATION DE SOLIDARITE

ANNEXE 4

CARTE DU QUARTIER PRIORITAIRE

Périmètre du quartier bourg :



ANNEXE 5

SIGLES

SIGLES

AAH Allocations pour adulte handicapé
ACSE Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
ADIE Association pour le Droit à l'Initiative Economique
ADIL Agence Départementale d'Information sur le Logement
ALSH Accueil de Loisirs Sans Hébergement
ALUR (loi) Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme rénové
AMI Appel à Manifestation d'Intérêt
AMO Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
ANAH Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
ANJE Association Nationale des Jeunes Entrepreneurs
AOC Appellation d'Origine Contrôlée
APE Associations de Parents d'Elèves
ARS Agence Régionale de Santé
ASPAT Association Sociale et Professionnelle par les Activités Techniques
ASS Allocation de solidarité spécifique
BAFA Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur
CAB communauté d'agglomération bergeracoise
CAE contrat d'accompagnement dans l'emploi
CAF Caisse d'allocations familiales
CAPE Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise
CARSAT Caisse Assurance Retraite et Santé Au Travail
CAUE Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement
CCAS Centre Communal d'Action Sociale
CCI Chambre de Commerce et d'Industrie
CDCPF Communauté de communes du Pays Foyen
CDC Communauté de communes
CEJ Contrat Enfance et Jeunesse
CEPF Club des Entreprises du Pays Foyen
CFA Centre de Formation des Apprentis
CGET Commissariat Général à l'Egalité des Territoires
CIAS Centre intercommunal d'action sociale
CIDFF Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles
CIO Centre d'Information et d'Orientation
CISPD Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
CIV Comité Interministériel des Villes
CLAS Contrat local d'accompagnement à la scolarité
CLIC Centre Local d'Information et de Coordination
CLSPD Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
CMA Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CMU-C Couverture Maladie Universelle - Complémentaire
CNDS Centre national de développement du sport
CNFPT Centre National de la Fonction Publique Territoriale
COPIL Comité de Pilotage
COTEC Comité Technique
CPAM Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CPVA Centre de Préparation à la Vie Active
CRF Croix Rouge Française
CUI contrat unique d'insertion

DDCS Direction Départementale de la Cohésion Sociale
DDT(M) Direction Départementale des Territoires (et de la Mer)
DE Demandeur d'Emploi
DEBOE Demandeur d'Emploi Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi
DETR dotation d'équipement des territoires ruraux
DIRECCTE Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DRAAF Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DRAC Direction Régionale des Affaires Culturelles
EAJE Équipement d'Accueil du Jeune Enfant
EHPAD établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EPCI Établissement Public de Coopération Intercommunale
ETP Équivalent Temps Plein
FEDER Fonds européen de développement régional
FSE Fonds Social Européen
FSL Fonds de Solidarité pour le Logement
FPH Fonds de Participation des Habitants
GUP Gestion Urbaine de Proximité
HAD Hospitalisation à domicile
HLM Habitation à Loyer Modéré
IAE Institut d'Administration des Entreprises
IDDAC Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel
INRIA Institut national de recherche en informatique et en automatique
INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques
LAEP Lieu d'Accueil Parents Enfants
MDSI Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion
MIJ Mission Insertion Jeune
ML Mission Locale
MSA Mutualité Sociale Agricole
MSP Maison de Santé Pluridisciplinaire
NACRE Nouvel Accompagnement pour la Création ou la Reprise d'Entreprise
OPAH Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
OPAH-RU Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain
ORI Opération de Restauration Immobilière
OT Office de Tourisme
PASS permanences d'accès aux soins de santé
PB Propriétaire Bailleur
PEDT projet éducatif territorial
PIB Produit Intérieur Brut
PLAI Prêt Locatif Aidé d'Intégration
PLH Programme Local de l'Habitat
PLIE Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi
PLUI Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PMI Protection Maternelle Infantile
PNNS Plan National Nutrition Santé
PO Propriétaire Occupant
REPOP Réseau de Prévention et de Prise en Charge de l'Obésité en Pédiatrie
RHI Résorption de l'Habitat Insalubre
RPA Résidence pour Personnes Agées
RSA Revenu de Solidarité Active

RUC Revenu par Unité de Consommation
QPV Quartier Politique de la Ville
RAM Relais Assistantes Maternelles
REAAP Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents
RSP Relai des Services Publics
RSSJ Réseau Santé Social Jeunes
SEGPA sections d'enseignement général et professionnel adapté
SIAD Syndicat Intercommunal d'Aide à Domicile
SMIC Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance
SOLIHA Solidaire pour l'Habitat (fusion de la Fédération des PACT et de la fédération Humanisme et Développement)
SPEL Service public de l'emploi local
THIRORI Traitement de l'Habitat Insalubre, Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière
SPE Service Public de l'Emploi
STAP Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine
TAD Transport à la Demande
TER Train Express Régional
TFPB taxe foncière sur les propriétés bâties
UE Union Européenne
ZAE Zone d'Activités Economiques
ZPPAUP Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
ZSP zone de sécurité prioritaire